



**MINISTRE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET
DES ENERGIES RENOUVELABLES**



**PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME
ELECTRIQUE ET D'ACCES A L'ELECTRICITE
(PROSER)**

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1088 LOCALITES

**LOT 3 : DISTRICTS DE LA VALLEE DU BANDAMA, DES SAVANES
ET DU DENGUELE**



**PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)
RAPPORT FINAL**

Octobre 2019



TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES FIGURES	7
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES PLANCHES	8
1. RÉSUMÉ	9
2. INTRODUCTION	11
2.1. Contexte de l'étude	11
2.2. Rappel des objectifs du PCGES	12
2.3. Approche méthodologique de conduite de l'étude	12
3. DESCRIPTION DU PROJET	14
3.1 Contexte et justification du programme	14
3.1.1 Contexte du programme	14
3.1.2 Justification du programme	14
3.2 Objectifs du projet	15
3.3 Description des activités et solutions du PROSER	15
3.3.1 Activités du PROSER	15
3.3.2 Situation des installations du district des savanes	15
3.3.3 Etat projeté des besoins énergétiques du district des savanes	16
3.3.4 Solutions du PROSER	16
3.3.5.2 Contraintes techniques générales	17
3.3.5.3 Contraintes techniques au niveau des Postes de répartition dans le district des savanes	17
3.3.5.4 Contraintes techniques liées au réseau de distribution électrique	18
3.4 Localisation du projet et bénéficiaires	20
3.5 Présentation du promoteur du PROSER	22
3.5.1 Historique de CI-ENERGIES	22
3.5.2 Identification et organigramme de CI-ENERGIES	23
3.5.3 Arrangement institutionnel du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire	25
3.5.3.1 Comité de pilotage(CP)	26
3.5.3.2 Comité de suivi	26
4 CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE, ET INSTITUTIONNEL	29
4.1 Cadre politique du Projet et de l'étude	29
4.1.1 Plan National de Développement (PND)	29
4.1.2 Politique Nationale en matière d'Environnement	29
4.1.3 Politique en matière d'électricité	30
4.1.4 Politique de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'accès à l'énergie	31
4.1.5 Politique sanitaire et d'hygiène du milieu	31
4.1.6 Politique de la décentralisation	32
4.1.7 Politique de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.	32
4.2 Cadre juridique national	35
4.3 Conventions et Accords Internationaux signés et ratifiés par la Côte d'Ivoire en rapport avec le projet	52
4.4 Politiques de Sauvegarde Environnementale et Sociale de la Banque Africaine de Développement (BAD) applicables au Projet	58
4.5 Cadre institutionnel	58
5. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE LA ZONE DU PROJET	70
5.1 Situation environnementale et socioéconomique dans le district de la vallée du bandama	70
5.1.1 Situation environnementale et socioéconomique dans la région de Gbêkê	70
5.1.2 Situation environnementale et socioéconomique dans la région du Hambol	72
5.2 Situation environnementale et socioéconomique dans le district des savanes	75
5.2.1 Environnement biophysique et socioéconomique de la région du Poro	75
5.2.2 Situation environnementale et socioéconomique dans la région du Tchologo	79
5.2.3 Situation environnementale et socioéconomique dans la région de la Bagoué	82
5.3.2 Situation environnementale et socioéconomique dans la région du Kabadougou	86

5.4 problématique « genre » dans la zone du PROSER	88
5.4.1 Division du travail et prise de décision dans les ménages des zones de programme	88
5.4.2 Les associations féminines dans les zones du PROSER	89
6. PRESENTATION DES VARIANTES /ALTERNATIVES OU SOLUTIONS DE RECHANGES ETUDIEES	91
6.1 Variantes ou solutions de rechange	91
6.1.1 Solution « sans projet ou ne rien faire »	91
6.1.2 Solution « avec projet »	91
6.1.3 Présentation des Principales solutions de rechange	91
6.1.4 Présentation des critères d'analyse des options	92
6.1.5 Résultats de l'analyse des options	92
6.2 Description de la variante ou solution de rechange retenue	94
7 DETERMINATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX SUR LE MILIEU BIOPHYSIQUE ET HUMAIN.	95
7.1 Enjeux environnementaux majeurs du milieu physique	95
7.1.1 Enjeux liés à la qualité de l'air	95
7.1.2 Enjeux liés à la dégradation des terres et occupation drastiques des terres	95
7.1.3 Enjeux liés à l'eau	95
7.2 Enjeux environnementaux majeurs du milieu biologique	95
7.2.1 Enjeux liés à la dégradation du couvert végétal et de l'habitat de la faune	95
7.2.2 Enjeux liés à la dégradation du paysage	95
7.3 Enjeux environnementaux sociaux du milieu humain	96
7.3.1 Enjeux liés à la diminution des superficies des terres cultivables	96
7.3.2 Enjeux liés causes structurelles	96
7.3.3 Enjeux liés aux infrastructures routières inexistantes ou en mauvais état	96
7.3.4 Enjeux liés aux contraintes au secteur organisationnel	96
7.3.5 Enjeux liés aux aspects fonciers et aménagement du territoire	97
7.3.6 Enjeux liés à la dégradation du couvert végétal et de l'habitat de la faune	97
7.3.7 Enjeux liés à la dégradation du paysage	97
8 IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL ET MEURES DE MITIGATION DU PROSER	98
8.1 Impact Environnemental et Social	98
8.1.1 Impacts environnementaux et sociaux positifs	99
8.1.2 Impacts environnementaux et sociaux négatifs	100
8.1.3 Synthèse des Impacts positifs et négatifs	103
8.2 Mesures pour l'élaboration des PGES appropriés pour les sous-projets	110
8.2.1 Mesures d'atténuation des impacts négatifs potentiels selon l'activité	111
8.2.2 Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs	113
8.2.3 Synthèse des mesures d'atténuation spécifiques	114
8.2.4 Synthèse des mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs	114
9. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)	117
9.1 Objectifs du plan cadre de gestion environnementale et sociale (PCGES)	117
9.2 Procédures de préparation et d'exécution des activités du PROSER	117
9.3 Processus de sélection environnementale et sociale	117
9.4 Elaboration, validation et diffusion des EIES ou CIES	118
9.5 Consensus, négociation et règlement des conflits	119
9.5.1 Enregistrement des plaintes	119
9.5.2 Mécanisme de résolution amiable	120
9.5.3 Recours à la justice	120
9.5.4 Dispositions spécifiques pour la gestion des conflits liés à la terre	120
9.5 Arrangements institutionnels	120
9.6 Renforcement de la gestion environnementale et sociale du PROSER	123
9.6.1 mesures stratégiques de renforcement	123
9.6.1.1. Procédures de gestion environnementale et sociale	123
9.6.1.2 Mesures de renforcement institutionnel	124
9.6.2 Études et outils de gestion environnementale et sociale	125
9.6.3 Renforcement de la surveillance, du suivi et de l'évaluation des activités du PROSER	125
9.6.4 Formation des acteurs impliqués dans la gestion	125
9.6.5 Mesures de sensibilisation des populations dans les zones ciblées	127

9.7.1 Objectifs et strategie -----	127
9.7.2 Programme à trois niveaux -----	128
9.8 Calendrier de mise en œuvre et coût du CGES -----	130
10. PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES -----	137
10.1 Objectifs de la consultation publique -----	137
10.2 Méthodologie adoptée dans le cadre du processus de consultation -----	138
10.3 Résultats des rencontres d'information et de consultations des autorités et du publique -----	141
10.3.1 Region du gbeke -----	141
10.3.2 Région du Hambol -----	148
10.3.3 Région du Poro -----	154
10.3.4 Région du Kabadougou -----	159
10.3.5 Région du Tchologo -----	165
10.3.6 Région du Bagoué -----	172
CONCLUSION -----	178
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES -----	179
ANNEXES -----	180

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANDE	Agence Nationale De l'Environnement
APD	Avant-Projet Détaillé
BAD	Banque Africaine de Développement
BEEA	Bureau d'Etudes Environnementales Agrée
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BTA	Basse Tension Aérien
BT	Basse Tension
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CIAPOL	Centre Ivoirien Antipollution
CIE	Compagnie Ivoirienne de l'Electricité
CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire ENERGIES
CIES	Constat d'Impact Environnemental et Social
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
DEMO	Direction des Etudes et de la Maîtrise d'Œuvre
DGDD	Direction Générale du Développement Durable
DGE	Direction Générale de l'Energie
DGE	Direction Générale de l'Environnement
DR	Direction Régionale
DRDSL	Direction Régionale et Départementale de la Santé des Lagunes
DREDDL	Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable de Lagunes
EES	Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EP	Eclairage Public
FED	Fonds Européen de Développement
HT	Haute Tension
HTA	Haute Tension Aérien de catégorie A (Moyenne Tension)
HTB	Haute Tension Aérien de catégorie B (Haute Tension)
IACM	Interrupteur Aérien à Commande Manuelle
INHP	Institut National de l'Hygiène Publique
INSP	Institut National de la Santé Publique
kV	Kilo Volts
kW	Kilo Watt
kWh	Kilo Watt heure
MCLAU	Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme
MEPS	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MPEDER	Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables
MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
MT	Moyenne Tension
MVA	Méga Volt Ampère
MW	Méga Watt
MWh	Méga Watt Heure

ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PCGES	Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
PEES	Procédure d'Evaluation Environnementale et Sociale
PAEMIR	Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Electricité en Milieu Rural
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIN	Plan Indicatif National
PNPMT	Programme National de Promotion de la Médecine Traditionnelle
PRONER	Programme National d'Electrification Rurale
PROSER	Programme de Renforcement du Système Electrique et d'accès à l'Electricité
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquis
SOGPE	Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité
SOPIE	Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité
SSI	Système de Sauvegarde Intégré
TAV	Turbine à Vapeur
TDR	Termes De Référence
TFO	Transformateur de puissance
U	Tension
UE	Union Européenne
Umin	Tension Minimale
Umax	Tension Maximale
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine
VRD	Voiries et Réseaux Divers

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Localisation de la zone du projet	21
Figure 2: Organigramme de CI ÉNERGIES.....	24
Figure 3: Organisation du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire	25
Figure 4: Secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire par type d'énergie	26

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Situation des installations du district des savanes	16
Tableau 2: Etat projeté des besoins énergétiques du district des savanes.....	16
Tableau 3 : Situation actuelle du réseau existant du district des savanes	19
Tableau 4 : Répartition des localités à électrifier par District, Département et localités et bénéficiaire du PROSER 22	
Tableau 5: Identification de CI-ENERGIES.....	23
Tableau 6: Textes juridiques applicables au PROSER.....	35
Tableau 7: Conventions et accords internationaux ratifiés par la Côte d'Ivoire et se rapportant au Projet	53
Tableau 8: Institutions nationales de mise en œuvre de la Politique Environnementale du PROSER	60
Tableau 9: Autres parties prenantes de mise en œuvre de la Politique Environnementale du PROSER.....	68
Tableau 10 : Matrice d'évaluation des Principales solutions (PS).....	93
Tableau 11: Analyse des effets environnementaux en rapport avec les enjeux	95
Tableau 12: Matrice des impacts positifs et négatifs.....	103
Tableau 13: Matrice des mesures d'atténuation des impacts négatifs potentiels	111
Tableau 14: Matrice des mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs	113
Tableau 15: Matrice des mesures environnementales spécifiques d'atténuation	114
Tableau 16: Matrice des mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs.....	114
Tableau 17: Tableau récapitulatif des étapes des arrangements institutionnels.....	122
Tableau 18: Thèmes de formation	126
Tableau 19: Indicateurs de suivi des mesures du CGES.....	129
Tableau 20: Indicateurs et dispositif de suivi.....	129
Tableau 21: Calendrier de mise en œuvre des mesures du CGES	131
Tableau 22: Coûts estimatifs des mesures environnementales et sociales	134
Tableau 23: Planning de la mission dans les Districts de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Denguelé	139
Tableau 24: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 19 Août 2019 (Préfecture de Béoumi)	142
Tableau 25: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Mangrè Kan le 19 Août 2019 (Sous-préfecture de Béoumi)	146
Tableau 26: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 22 Août 2019 (Préfecture de Niakara).....	149
Tableau 27: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Télétanakaha le 22 Août 2019 (Sous-préfecture de Tafiré).....	153
Tableau 28: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 23 Août 2019 (Préfecture de Korhogo)	155
Tableau 29: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Kafigué le 23 Août 2019 (Sous-préfecture de Korhogo).	158
Tableau 30: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique des autorités le 23 Août 2019 ((Préfecture d'Odienné).....	160
Tableau 31: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Badiouala le 23 Août 2019 ((Préfecture de Bako)	164
Tableau 32: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 21 Août 2019 (Préfecture de Ferkessédougou)	166

Tableau 33: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Nagawokaha le 21 Août 2019 ((Sous-préfecture de Ferkessédougou)	170
Tableau 34: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 22 Août 2019 (Préfecture de Boundiali)	173
Tableau 35: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Gbando le 22 Août 2019 (Sous-préfecture de Boundiali)	176
Tableau 36: Localités à électrifier dans le District du Denguélé.....	227
Tableau 37: Localités à électrifier dans le District des Savanes	229
Tableau 38: Localités à électrifier dans le District de la vallée du Bandama.....	236

LISTE DES PLANCHES

Planche 1: Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du Département de Beoumi.....	141
Planche 2: Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Mangrè Kan (Sous-Préfecture de Beoumi)	145
Planche 3: Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du Département de Niakara	148
Planche 4 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Tiélétnakaha (Sous-Préfecture de Tafiré).....	152
Planche 5: Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives de la Région du Poro.....	154
Planche 6: Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Kafigué (Sous-Préfecture de Korhogo)	157
Planche 7 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du département d'Odiénné	159
Planche 8 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Badiouala (Sous-Préfecture de Bako).....	163
Planche 9 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du département de Ferkessédougou	165
Planche 10 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Nagawokaha (Sous-Préfecture de Ferkessédougou)	169
Planche 11 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du département de Boundiali	172
Planche 12 : Illustration de la réunion publique d'information de Gbando (Sous-Préfecture de Boundiali)	175

1. RÉSUMÉ

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés par le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) depuis 2011, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme de Renforcement des Ouvrages du Système Electrique et d'Accès à l'électricité (PROSER).

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 088 localités réparties dans les districts et régions de la Côte d'Ivoire.

Au regard de la législation en vigueur et précisément de la Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement en République de Côte d'Ivoire, en son Titre IV-Chapitre premier-Article 39, la mise en œuvre des activités du projet doit être précédée d'une Evaluation Environnementale et Sociale.

Le présent PCGES est élaboré pour s'assurer de l'efficacité des mesures de protection de l'environnement en fonction des attentes des différents partenaires impliqués, de s'assurer que le projet est conforme à la législation ivoirienne en matière de gestion environnementale et sociale et aux politiques de sauvegarde de la Banque Africaine de Développement.

Spécifiquement, il décrit les mécanismes institutionnels relatifs à/au(x) :

- description du processus de sélection environnementale et sociale (ou screening) devant permettre l'identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels pouvant découler des activités du projet et la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées ;
- suivi et la mise en œuvre des mesures d'atténuation ;
- renforcement des capacités ;
- estimations des coûts y relatifs ainsi que la chronologie.

Le PCGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du projet. Le PGES met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet.

Le projet vise au raccordement de 1 088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 407 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 047 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;

- 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
- 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

Les principales contraintes et enjeux environnementaux et sociaux majeurs de la zone du projet sont principalement liés :

- à la présence de couvert végétal ;
- à la prolifération d'exploitations agricoles (coton, igname, arachide, anacardiers, etc.) ;
- à la présence de cours d'eau et de zones humides ;
- à la présence d'activités économiques.

Les impacts positifs du projet seront donc considérables. Les activités prévues par le projet auront globalement des impacts et effets positifs majeurs en termes d'amélioration des conditions de vie des populations et d'augmentation du taux d'accès des populations rurales à l'électricité et des revenus ainsi que de la réduction de la pauvreté rurale.

La gestion environnementale et sociale fait intervenir plusieurs acteurs et structures techniques dont les plus significatifs sont : le Comité de Pilotage (CP), l'Unité de Coordination du Projet (UCP) , le Responsable opérationnel de l'activité et l'agence d'exécution de l'activité éligible, le Spécialiste en passation de marchés, le Responsable des finances , le Spécialiste en suivi- évaluation, l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), les Services Techniques Déconcentrés (STD), les collectivités locales, les entreprises des travaux, les bureaux de contrôle, les ONG et associations communautaires.

Le **coût global estimatif des activités environnementales et sociales** à intégrer au coût total des sous-projets est estimé à **1 007 000 000 de Francs CFA**.

2. INTRODUCTION

2.1. Contexte de l'étude

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés par le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) depuis 2011, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme de Renforcement des Ouvrages du Système Electrique et d'Accès à l'électricité (PROSER) .

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 089 localités réparties dans les districts et régions de la Côte d'Ivoire.

Le PROSER fait partie du projet d'électrification rurale par extension des réseaux HTA existants de CI-ENERGIES.

L'objectif général du PROSER est l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à l'électricité. Spécifiquement, le projet contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte. Il a pour objet l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes HTA/BT haut de poteau, la pose des foyers d'éclairage public et la réalisation de branchements au profit des ménages. Il est également prévu des actions de renforcement des capacités dans la planification, la conduite et l'ingénierie des projets au profit des agents de CI-ENERGIES.

Le projet étant localisé dans une dizaine de districts autonomes et de districts du pays, il a fait l'objet d'un allotissement (4 lots) et il est attendu de procéder à une Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) assortie d'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) pour chacun des lots, aux fins de se conformer aux exigences ivoiriennes en matière de protection environnementale et sociale, et aux Procédures d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES) du Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement.

Sur la base des priorités définies par le Gouvernement dans le cadre du PRONER, il été convenu de focaliser le projet sur les activités suivantes :

- (i) Infrastructures électriques pour électrification rurale ;
- (ii) Études ;
- (iii) Formation diverses ;
- (iv) Administration et gestion du projet.

Les activités proposées sont regroupées en quatre (04) composantes. Ce sont : (A) Infrastructures électriques pour électrification rurale, (B) Études, (C) Formation diverses, (D) Administration et gestion du projet.

Dans la mise en œuvre de la composante A relative aux infrastructures électriques pour l'électrification rurale, il est prévu l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes HTA/BT haut de poteau, la pose des foyers d'éclairage public et la réalisation de branchements au profit des ménages, qui vont certainement générer des impacts environnementaux et sociaux positifs mais aussi négatifs potentiels qu'il convient d'éviter, réduire ou compenser.

Au regard de la législation en vigueur et précisément de la Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement en République de Côte d'Ivoire, en son Titre IV-Chapitre premier-Article 39, la mise en œuvre des activités du projet doit être précédée d'une Évaluation Environnementale et Sociale.

De même, la Procédure d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES) et le Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement (BAD), exigent une évaluation environnementale pour tout projet de développement.

C'est donc dans l'optique de se conformer d'une part à la Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement en République de Côte d'Ivoire et d'autre part à la PEES et au SSI de la BAD relative à l'évaluation environnementale que le présent PCGES est réalisé.

2.2. Rappel des objectifs du PCGES

Le plan cadre de gestion environnementale et sociale (PCGES) issu de l'EES définit aussi le cadre de suivi et de surveillance, ainsi que les mesures et dispositions institutionnelles, les besoins en renforcement des capacités etc., à prendre en considération avant, pendant et après la mise en œuvre du projet.

2.3. Approche méthodologique de conduite de l'étude

La mission assignée au Bureau d'études **NATRA CONSULTANT** dans le cadre du présent projet porte sur le lot 3 du Projet concernant 175 Localités réparties dans le district de la VALLEE DU BANDAMA (20 localités), le district des SAVANES (140 localités) et le district du DENGUELE (16 localités.).

DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT
VALLEE DU BANDAMA (20)	GBEKE (12)	BEOUMI (11) ; BOUAKE (01)
	HAMBOL (08)	NIKARAMADOUGOU (08)
SAVANES (139)	BAGOUE (17)	TENGRELA (08) ; KOUTO (03) ; BOUNDIALI (06)
	PORO (119)	SINEMATIALI (30) ; DIKODOUGOU (03) ; KOROHGO (84) ; M'BENGUE (02)
	TCHOLOGO (03)	FERKESSEDOUGOU (03)
DENGUELE (16)	FOLON (08)	MINIGNAN (03) ; KANIASSO (05) dont SP GOULIA (2)
	KABADOUGOU (08)	ODIENNE (06) ; MADINANI (01) ; SEGUELON (01)

La démarche méthodologique s'articule autour des axes majeurs d'intervention suivants :

- ✓ la collecte et l'analyse de documents portant sur le projet et sur ses zones d'influence et d'impact ;
- ✓ les rencontres et échanges avec les autorités administratives concernées par le projet ;
- ✓ les visites de terrain et la tenue d'entretiens avec les responsables des structures décentralisées et déconcentrées, ainsi que d'autres organisations impliquées dans la mise en œuvre du projet ;
- ✓ la réalisation de consultations publiques avec les autorités administratives, coutumières et les personnes susceptibles d'être affectées par le projet ;

- ✓ le traitement et l'analyse des données collectées ;
- ✓ la rédaction du rapport PCGES.

Le recueil des données de base de la présente étude s'est effectué au moyen de visites de reconnaissance et d'analyse des sites du projet ; et d'analyse des documents disponibles sur le projet et ses sites d'implantation aussi bien pour les données physiques, biologiques, qu'humaines.

Les informations bibliographiques ont été confrontées aux résultats d'observation sur le terrain. En ce qui concerne spécifiquement la collecte des données socio-économiques (environnement humain), le Consultant a utilisé essentiellement une méthode basée sur l'observation de terrain à travers les quartiers et localités traversés par le projet, à savoir :

3. DESCRIPTION DU PROJET

3.1 Contexte et justification du programme

3.1.1 Contexte du programme

L'électrification rurale constitue l'un des axes majeurs de la politique économique et sociale du Gouvernement ivoirien. Malheureusement, ce sous-secteur a connu une régression importante en raison des mauvaises stratégies politiques en matière de financement et a accru les disparités économiques dans les zones nord, ouest, sud-ouest et nord-est par rapport aux autres parties du pays. Par ailleurs, le jeu d'interactions entre le manque d'investissement et les caractéristiques socio-économiques des zones rurales d'une part, et les disparités économiques entre milieux urbains (notamment Abidjan) et milieux ruraux d'autre part, a accentué l'enclavement et la marginalisation des zones rurales du district des savanes dans toutes les orientations politiques de développement, y compris dans le secteur de l'énergie.

En 1978, le revenu national dans les Régions de la Bagoue, du Poro et du Tchlogo était estimé à 11,8 % tandis que celui des régions forestières (dont Abidjan la capitale et l'objet de toutes les attentions politiques depuis 1960) était évalué à 88.2%. Au plan local, les politiques en matière d'électrification rurale sont rendues inefficaces et ne permettent pas d'atteindre le plein accès à l'électricité. Les rapports récents font état par exemple d'un taux de couverture en énergie inférieur à 15% dans le département de Korhogo, et inférieur à 30% dans les départements de Ferkessédougou et de Boundiali. Les problèmes liés à cette faible couverture en électricité sont :

- le ralentissement des activités économiques ;
- l'accroissement de l'enclavement ;
- la généralisation de l'insécurité ;
- l'accroissement du chômage et de l'exode rural ;
- la paupérisation des populations ;
- l'utilisation intensive et l'épuisement des ressources naturelles telles que le sol, la végétation, la faune ;
- la dégradation des conditions de vie et la persistance de la pauvreté ;
- l'accroissement des écarts de niveau de vie entre les zones rurales et urbaines.

3.1.2 Justification du programme

Face à cette situation, le gouvernement de Côte d'Ivoire a initié des réformes au sein desquelles l'électrification rurale apparaît comme une composante forte de son projet de développement. Il entend ainsi, poursuivre et amplifier, les investissements à raison d'un minimum de 500 localités nouvellement électrifiées chaque année, afin d'atteindre l'objectif de l'électrification totale de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2025. Grâce à sa politique d'électrification rurale, le taux d'électrification des localités a connu une croissance de 59% entre les années 2011 et 2016, passant ainsi de 2047 localités électrifiées à 4537. Les taux de couverture et d'accès nationaux ont également progressé entre ces deux années (respectivement de 33% à 53%, et de 74% à 80%).

Ce projet s'inscrit donc dans la continuité des efforts de l'état de Côte d'Ivoire à soutenir le développement durable par la réduction des écarts de niveau de vie entre le milieu rural et le milieu urbain en assurant à l'horizon 2025 une couverture totale du territoire national et un plein accès à l'électricité.

Les efforts de l'Etat s'expriment par l'accroissement du taux de couverture à travers des programmes, des plans et projets qui ont permis de doubler le nombre de localités électrifiées entre 2011 et 2016. En effet, l'accès à l'électricité permettra l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, en leur

donnant les moyens d'accroître leur revenu dans les meilleures conditions de coût et d'usage, à travers un environnement socio-économique favorable.

3.2 Objectifs du projet

3.2.1 Objectif du programme de renforcement du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER)

L'objectif visé par le PROSER est d'électrifier les localités identifiées de faciliter l'accès des populations à l'électricité en assouplissant les formalités d'accès et en facilitant les modalités de paiement du coût de raccordement à l'électricité. Et cela sur une durée allant de trois (3) ans pour les ménages les mieux nantis à dix (10) ans pour les populations à faibles revenus.

Ce programme devra permettre de raccorder 1 million de foyers d'ici 2020, soit 200 mille foyers par an dans l'optique d'atteindre l'accès universel à l'électricité à 100% à l'horizon 2025.

3.2.2 Objectifs spécifiques du programme

Spécifiquement, le programme contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment les taux de couverture, accès à l'électricité et le taux de desserte.

Il vise aussi l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes de distribution dans des centres urbains et ruraux, la pose des foyers d'éclairage public.

Ces objectifs ont pour ambition le raccordement de 1088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité de manière à permettre la réalisation de branchements sociaux pour les populations rurales.

En effet, un fonds dédié permettra de faire l'avance du coût des branchements aux ménages (branchement à 1000 FCFA au lieu de 160 000 FCFA), qui sera ensuite remboursé sur une durée de cinq à dix ans au fur et à mesure de la consommation d'électricité par chaque ménage.

3.3 Description des activités et solutions du PROSER

3.3.1 Activités du PROSER

L'Électrification rurale comporte les activités suivantes :

- construction de lignes HTA ;
- construction de lignes BTA ;
- installation de postes de transformation HTA, BTA ;
- la pose de foyers d'éclairage public ;
- la réalisation de branchement-abonnement.

3.3.2 Situation des installations du district des savanes

Le tableau ci-après présente la situation du nombre d'abonnés et des installations du district des savanes.

Tableau 1: Situation des installations du district des savanes

REGION	POSTE SOURCE	Nombre d'abonnés	Nombre foyer EP	Puissance totale transformateur (KVA)
		Existant	Existant	Existant
BAGOUÉ	FERKE 225 KV 177 MW	8620	5773	19040
TCHOLOGO	FERKE 225 KV 177 MW	10 145	8228	32230
PORO	FERKE 225 KV 177 MW	30 558	26428	55 340
TOTAL		49323	40429	106580

Source : Rapport d'Avant- Projet détaillé du PAEMIR modifié, Septembre 2018, Réf. B2-1030-201809-RAPS0000-01.03 APS-ER-PAEMIR-BAD

3.3.3 Etat projeté des besoins énergétiques du district des savanes

L'état projeté des besoins énergétiques du district des savanes est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 2: Etat projeté des besoins énergétiques du district des savanes

POSTE SOURCE	BESOINS (MW)			PROGRESSION (%)
	EXISTANT	FUTUR	TOTAL	
FERKESSEDOUGOU 225 KV 177 MW	85,264	24,082	109,35	28,44%

Source : Rapport d'Avant- Projet détaillé du PAEMIR, Septembre 2018, Réf. B2-1030-201809-RAPS0000-01.03 APS-ER-PAEMIR-BAD

3.3.4 Solutions du PROSER

Le PROSER consiste globalement au raccordement de 1088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 348 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 028 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
 - 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA ;
- La pose de foyers d'éclairage public et le branchement des ménages.

Spécifiquement, les solutions du programme sont des réponses que les projets qui en découlent dans son ensemble, peuvent apporter aux besoins électriques dans les districts concernés, à savoir les Savanes, la Vallée du Bandama, le Denguélé. Le PROSER permettra ainsi de couvrir en termes d'accès à l'électricité, la totalité des 175 localités identifiées dont 139 dans le District des savanes. De façon concrète, le projet devra satisfaire les besoins en électricité de ces localités à travers les activités spécifiques suivantes :

- ✓ la création de départs HTA,
- ✓ la construction de lignes HTA 33 /15 kV,
- ✓ le remplacement de certains tronçons de câbles existants,
- ✓ la construction de lignes BTA,
- ✓ la fourniture et l'installation de transformateurs de puissance,

- ✓ la fourniture et l'installation de lanternes d'éclairage public et d'accessoires divers,
- ✓ la réalisation de branchements de nouveaux abonnés.

3.3.5 Contraintes du PROSER

3.3.5.1 Contraintes environnementales et sociales

Le PROSER dans sa composante réalisation des infrastructures électriques présente des contraintes environnementales et sociales essentiellement dans les phases de pré construction et de construction. Ces contraintes se résument comme suit :

- Il est nécessaire de maintenir les activités économiques, en prévoyant le mieux possible des accès pendant les travaux ;
- Il est nécessaire de ne pas entraver le bon fonctionnement des structures administratives, sanitaires, et socio-éducatives lors des travaux ;-
- La présence de nombreuses forêts classées et /ou sacrées nécessite que soient apportées certainement des modifications lors de l'implantation des supports des lignes électriques aériennes afin d'éviter des déplacements ou des destructions de ces aires protégées ;
- La présence de cultures pérennes ou vivrières nécessitera certainement ces mêmes dispositions d'évitement des zones d'exploitation agricole afin d'éviter autant que faire se peut la destruction systématique des biens agricoles ;
- la déviation des zones sensibles sera dès lors rendu nécessaire notamment les cultures, les sites sacrés et les éventuelles aires protégées en tant que de besoin tant que cela est possible ;
- La non-planéité de certaines zones, ainsi que la nature variable des sols sont des facteurs environnementaux non négligeables dont il est nécessaire de tenir compte dans les études spécifiques de réalisation des infrastructures électriques,
- L'état de dégradations des routes va nécessiter la mise en œuvre préalable d'aménagements surtout dans les zones les plus érodées et accidentées afin de faciliter l'accès des engins et camions de transport des matériels et équipements de réseau.

3.3.5.2 Contraintes techniques générales

Les contraintes techniques générales concernent essentiellement la phase pré construction et de réalisation des travaux par les entreprises en charge de la construction des infrastructures. Il s'agit principalement de :

- la nécessité d'installer des bases de chantier dans les environs des sites des travaux ;
- l'obligation de transporter les supports sur les sites ;
- la nécessité d'effectuer des travaux de manutention (charger et décharger les poteaux, les transformateurs, etc) ;
- la nécessité d'éviter d'endommagement des réseaux existants (CIE, SODECI, CI-Télécom) ;
- la nécessité d'interrompre momentanément la fourniture de l'électricité durant les travaux.

3.3.5.3 Contraintes techniques au niveau des Postes de répartition dans le district des savanes

En l'état actuel, la zone du district des Savanes (80% des 175 localités à électrifier) est alimentée par trois (03) postes de répartition dont la plupart des transformateurs présentent un taux de charge élevé.

1. **Le poste source 90/30/15 kV de Korhogo**, alimenté par deux lignes 90 kV dont la ligne 90 kV Ferkessédougou – Korhogo (52,3 km) et la ligne 90 kV Boundiali – Korhogo (114 km). Ce poste dispose de trois travées transformateurs dont :
 - Une travée transformateur 90/33 kV de 7,5 MVA pour desservir en 33 kV les villes de M'BENGUE, WOLLO et TORTIYA. Au second trimestre 2018, ce transformateur a atteint une pointe de 7,5 MW, soit un taux de charge de 100% avec un facteur de puissance $\cos\varphi=1$. Il est donc surchargé.
 - Deux travées transformateurs 90/15 kV équipée de deux TFO de 36 et de 20 MVA qui desservent uniquement la ville de Korhogo en 15 kV. Ces deux TFO fonctionnent normal secours. Au second trimestre 2018, ces transformateurs ont respectivement atteint des pointes de 20 MW ; soit un taux de charge de 60,39% et 16,7 MW soit un taux de charge de 92,71%(avec un facteur de puissance TFO N°1 $\cos\varphi=0,92$ et TFO N°2 $\cos\varphi=0,9$). Donc le TFO N°2 est en limite de capacité.
2. **Le poste source 90/30/15 kV de Boundiali**, alimenté par deux lignes 90 kV dont la ligne 90 kV Korhogo – Boundiali (102,4 km) et la ligne 90 kV Odienné – Boundiali (133,9 km). Ce poste dispose de trois transformateurs :
 - Un TFO 90/30 kV 24 MVA pour l'alimentation des localités environnantes (TENGRELA, SEGUEKELE, etc...). Au second semestre 2018, ce TFO a atteint une pointe de 8,6 MW, soit un taux de charge de 35,83% avec un facteur de puissance $\cos\varphi=1$; donc il n'y a pas de contraintes sur ce TFO.
 - Un TFO 90/15 kV de 24 MVA pour l'alimentation de la ville de BOUNDIALI en 15 kV. Au second semestre 2018, ce TFO a atteint une pointe de 4,7 MW, soit un taux de charge de 20,20% avec un facteur de puissance $\cos\varphi=0,97$;
 - Un TFO 30/15 kV de 10 MVA pour le secours des deux TFO 90/30 kV et TFO 90/15 kV.
3. **Le poste source 225 kV de Ferkessédougou**, alimenté par la ligne 90 kV Korhogo – Ferkessédougou (52,3 km) et la ligne 225 kV Bouaké 2 – Ferkessédougou (239,6 km). Ce poste dispose de cinq (5) travées transformateurs dont :
 - Une travée transformateur 225/90 kV de 65 MVA pour desservir en 90 kV le poste source de Korhogo et alimenté les TFO 90/33/15 kV du poste. Au second semestre 2018, ce transformateur a atteint une pointe de 67 MW, soit un taux de charge de 110,84 % avec un facteur de puissance $\cos\varphi=0,93$; il est donc surchargé.
 - Deux travées transformateurs 90/33 kV équipées de deux TFO de 36 MVA (TFO N°1 avec un secours) qui desservent les usines SUCAF Ferké 1 et 2 et les localités de Ouangolo, Sinematiali et Tafiré en 33 kV. Au second trimestre 2018, le TFO N°1 a atteint une pointe de 25,3 MW ; soit un taux de charge de 70,28% (avec un facteur de puissance TFO N°1 $\cos\varphi=1$). Donc il n'y a pas de contrainte sur ces deux TFO.
 - Deux travées transformateurs 90/15 kV équipées de deux TFO de 20 MVA (TFO N°1 avec un secours) qui desservent uniquement la ville de Ferkessédougou en 15 kV. Au second trimestre 2018, ce transformateur a atteint des pointes de 3,1 MW ; soit un taux de charge de 15,82% (avec un facteur de puissance TFO N°1 $\cos\varphi=0,98$).

3.3.5.4 Contraintes techniques liées au réseau de distribution électrique

En l'état actuel, la zone du district des Savanes (80% des 175 localités à électrifier) présente un réseau de distribution présentant des insuffisances en terme de :

- surcharge de certains départs HTA,
- absence de départs de secours dans les principaux postes de repartition,

- chutes de tension liées au dimensionnement (section faible et longueur élevée) de certaines artères principales alimentant les localités dans les régions.

En effet, les localités du district des Savanes sont desservies par 08 départs 30 kV dont 02 issus du poste source de Boundiali, 03 issus du poste source de Ferké et 03 issus du poste source de Korhogo. Ces départs HTA ont leur artère principale en Almelec 93 mm² sur de longue distance pour alimenter les localités environnantes aux différents postes sources d'alimentation.

Le tableau ci-dessous donne les détails du réseau de distribution dans le district des Savanes :

Tableau 3 : Situation actuelle du réseau existant du district des savanes

N°	Poste source	TFO HTB/HTA	Taux de charge TFO	Départ HTA	Pointe DEPARTS 2018 (MW)	Taux de charge départs	Départs de secours	PS du départ de secours
1	BOUNDIALI	TFO 90/30kV 24MVA	36%	30kV Seguekiele	3,4	43 %	Pas de secours	
				30kV Tengrela	4,6	58 %	Pas de secours	
2	FERKE	TFO 90/30 kV 36MVA	70%	30kV Ouangolo	8,4	76 %	30kV Sinematiali	225 kV FERKE
				30kV Sinematiali	0,0	0 %	30kV Wollo	90 kV KORHOGO
				30kV Tafiré	5,6	70 %	Pas de secours	
3	KORHOGO	TFO 90/30kV 7,5MVA	100%	30kV M'bengue	3,4	43 %	Pas de secours	
				30kV Wollo	4,6	58 %	30kV Sinematiali	225 kV FERKE
				30kV Tortiya	2,8	35 %	30kV Wollo	90 kV KORHOGO

Source : Rapport d'Avant- Projet détaillé du PAEMIR, Septembre 2018, Réf. B2-1030-201809-RAPS0000-01.03 APS-ER-PAEMIR-BAD

Ainsi, la situation actuelle du réseau HTA du district des Savanes montre que :

- Le transformateur 90/30 kV du poste source de Korhogo est surchargé ;
- il n'y a pas de contrainte de taux de charge sur les départs 30 kV. Cependant, certains départs tels que les départs 30 kV Tafiré du PS de FERKE, le départ 30 kV Tortiya du PS de KORHOGO et le départ 30 kV Tengrela du PS de BOUNDIALI présentent des chutes de tensions élevées (entre 10 à 20%) liées aux longues dérivations en Alm 34 mm² sur ces départs pour alimenter des localités environnantes ;
- les départs 30 kV Séguekiélé et Tengrela du PS BOUNDIALI, le départ 30 kV Tafiré du PS de FERKE et le départ 30 kV M'Bengué du PS de KORHOGO ne sont pas secourables par d'autres départs 30 kV issus des postes sources environnants ;
- les départs 30 kV Ouangolo et Sinematiali du PS FERKE, les départs 30 kV Wollo et Tortiya du PS KORHOGO sont partiellement secourables par d'autres départs 30 kV issus des postes sources environnants.

Au regard des chiffres des besoins en énergie pour l'électrification des localités supplémentaires, objet de cette étude, la puissance électrique des postes sources existants et les infrastructures de base devraient permettre de couvrir effectivement les besoins du projet. Cependant même si par exemple, certains transformateurs de puissance sont sous exploités, d'autres par contre sont surchargés et les perturbations enregistrées sur le réseau électrique sont de nature à compromettre les objectifs visés par le projet. Il est donc nécessaire que soient réalisés effectivement et préalablement les travaux de renforcement des postes sources existants et de modernisation des réseaux de distribution en amont des localités à électrifier.

En somme, d'une part, les contraintes de surcharge du TFO 90/30 kV de KORHOGO seront levées à travers les travaux de sécurisation aux postes sources de FERKE et de KORHOGO prévus par CI-ENERGIES dans le cadre des projets du Reliquat BOAD. Et d'autre part, les contraintes de chutes de tension des départs énumérés ci-dessus seront résolues à travers les travaux de restructuration des réseaux HTA issus des postes en cours de construction ou de renforcement dans le cadre du programme (CNEEC) en cours de réalisation par CI-ENERGIES.

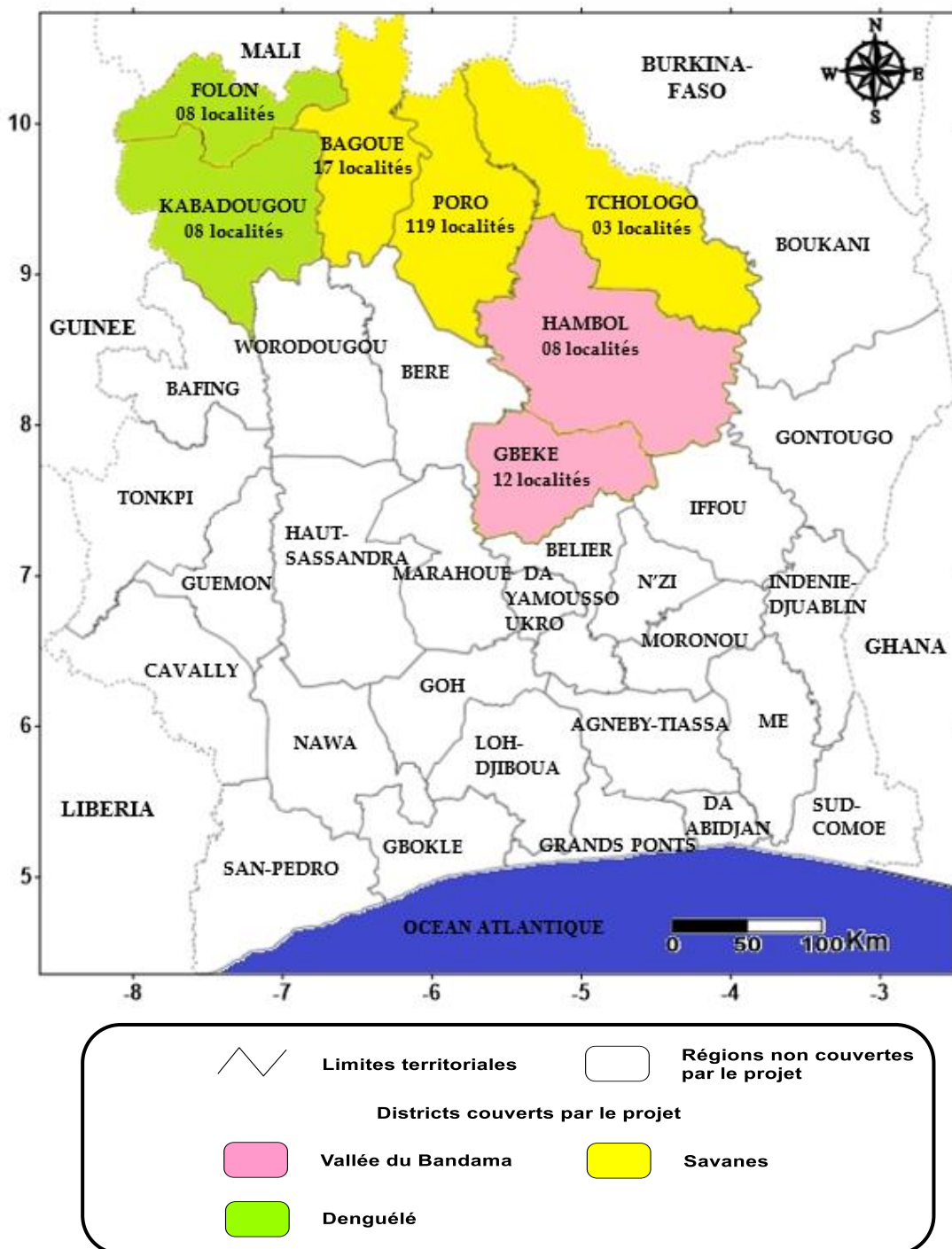
La mise en œuvre de tous ces projets permettra de lever les contraintes de surcharge des transformateurs et de chutes de tension des départs dans le district des Savanes et favorisera le raccordement de nouvelles charges.

3.4 Localisation du projet et bénéficiaires

Les activités prévues dans le cadre de la réalisation des infrastructures électriques sont localisées dans le District Autonome de Yamoussoukro et les régions de la Bagoué, du Poro et du Tchologo, les régions du Cavally, du Guémon et du Tonkpi, les régions du Folon et du Kabadougou, les régions du Iffou, du Bélier, du Moronobu et du N'zi, les régions du Bafing, du Béré, du Worodougou, la région de la Marahoué, la région des Grands-Ponts, les régions du sud-Comoé et de l'Indenié Djuablin et les régions du Gontougo et du Bounkani.

(Voir figure de la page suivante)

Figure 1: Localisation de la zone du projet



Source : BNETD, 2016 modifié

La répartition des localités à électrifier et les bénéficiaires du PROSER sont consignés dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Répartition des localités à électrifier par District, Département et localités et bénéficiaire du PROSER

DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT
VALLEE DU BANDAMA (20)	GBEKE (12)	BEOUMI (11) ; BOUAKE (01)
	HAMBOL (08)	NIKARAMADOUGOU (08)
SAVANES (139)	BAGOUE (17)	TENGRELA (08) ; KOUTO (03) ; BOUNDIALI (06)
	PORO (119)	SINEMATIALI (30) ; DIKODOUGOU (03) ; KOROHGO (84) ; M'BENGUE (02)
	TCHOLOGO (03)	FERKESSEDOUGOU (03)
DENGUELE (16)	FOLON (08)	MINIGNAN (03) ; KANIASSO (05) dont SP GOULIA (2)
	KABADOUGOU (08)	ODIENNE (06) ; MADINANI (01) ; SEGUELON (01)

N.B : Les chiffres entre parenthèses représentent le nombre de localités bénéficiaires par site concerné

Source : TDR, CI-ENERGIES, juin 2019 modifié

3.5 Présentation du promoteur du PROSER

Le promoteur de ce projet est le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Energies Renouvelables. Il en assure la maîtrise d'ouvrage. Il est représenté dans ce projet par la société des énergies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES) qui est le maître d'ouvrage délégué.

3.5.1 Historique de CI-ENERGIES

La Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI ENERGIES) est née de la troisième réforme du secteur de l'électricité entreprise par l'Etat de Côte d'Ivoire en 2011. Cette modification a eu pour résultat la dissolution et la fusion de la Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité (SOGPE) et la Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE), sociétés d'Etat issues de la seconde réforme du secteur de l'électricité en Décembre 1998.

En 1998, trois (3) nouvelles sociétés d'Etat ont alors vu le jour, suite à la liquidation de l'EECI :

- L'Autorité Nationale de Régulation du secteur de l'Electricité (ANARE), chargée du contrôle des opérateurs du secteur, de l'arbitrage des conflits et de la protection des intérêts du consommateur d'électricité ;
- la Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Électricité (SOGPE), chargée de la gestion du patrimoine de l'État dans le secteur, de la gestion des flux financiers et de l'établissement des comptes consolidés du secteur,
- la Société d'Opération Ivoirienne d'Électricité (SOPIE), chargée du suivi des mouvements d'énergie, des études et de la planification, ainsi que de la maîtrise d'œuvre des travaux d'investissements revenant à l'État en matière de renouvellement et d'extension des réseaux de transport et d'électrification rurale.

Donc suite au décret N°2011- 472 du 21 décembre 2011 que CI-ENERGIES s'est vue confier les missions et attributions de la SOGPE et de la SOPIE.

Pour rappel, en Octobre 1990, l'Etat a opéré la première réforme du secteur en privatisant l'exploitation du système électrique. L'EECI, qui détenait le monopole du transport, de la distribution, de l'exportation et de l'importation de l'énergie électrique conformément à la loi n° 85-583 du 29 juillet 1985, devenant une société de patrimoine chargée du contrôle de la gestion du service concédé, ainsi que du développement du secteur de l'électricité.

3.5.2 Identification et organigramme de CI-ENERGIES

Le tableau ci-dessous, présente l'identification complète de CI-ENERGIES et la figure 2 présente l'organigramme.

Tableau 5: Identification de CI-ENERGIES

Raison sociale	Société des énergies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES)
Date de création	21 décembre 2011
Forme juridique	Société d'Etat
Adresse géographique	Place de la République, Tour EECI- Plateau
Adresse postale	01 BP 1345 Abidjan 01 Abidjan - Côte d'Ivoire
Capital Social	20 000 000 000 F CFA
Contacts	Tel : +225 20 20 60 00 ; Fax : +225 20 33 26 82 e-mail : secretariatdg@cinergies.ci
Compte contribuable	1252090 H
Registre de commerce	CI-ABJ-2012-B-9182
PCA	Ibrahima CISSE
DG	Amidou TRAORE

Source : CI-ENERGIES, 12/2017

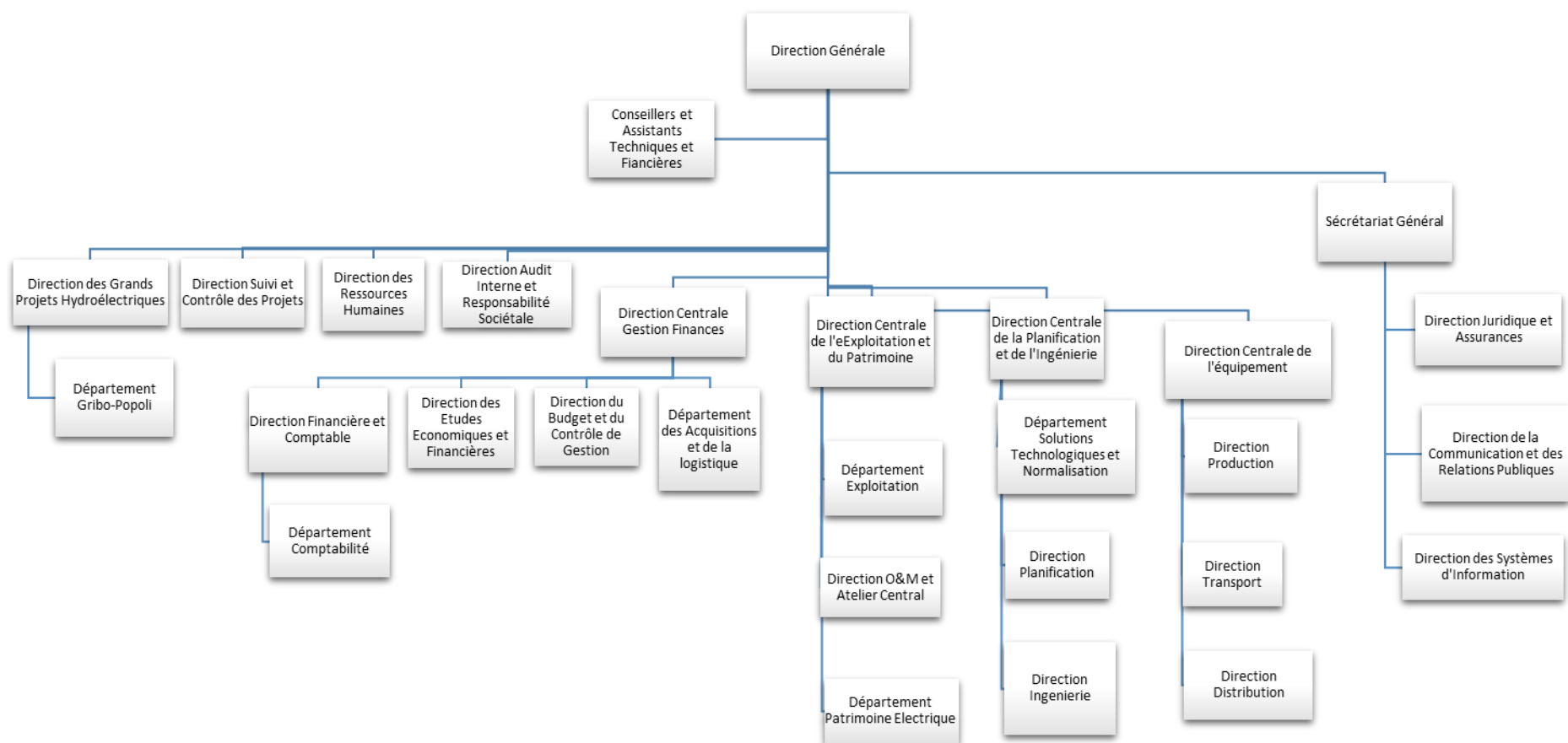
Missions

La société des énergies de Côte d'Ivoire a pour mission, en République de Côte d'Ivoire et à l'étranger, d'assurer le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'État en tant qu'autorité concédant.

A cet effet, la société prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- la planification de l'offre et de la demande en énergie électrique, en coordination avec le Ministère en charge de l'Énergie ;
 - la maîtrise d'œuvre des investissements en matière d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau de transport, de distribution et d'électrification rurale ;
 - le suivi de la gestion des fonctions d'achat, de transport et de mouvement d'énergie électrique ;
 - la gestion administrative, comptable et financière de l'ensemble des éléments formant le domaine public et privé, les ouvrages et équipements constituant les actifs et immobilisations de l'État ;
 - le suivi de la gestion de l'exploitation du service concédé ;
 - la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs aux infrastructures, ouvrages et équipements du secteur de l'électricité ;
 - la gestion au nom et pour le compte de l'État de la redevance prévue par la convention de concession de service public de production transports, distribution, importation et exportation de l'électricité ;
 - la tenue des comptes consolidés et le contrôle de l'équilibre financier du secteur de l'électricité.
- Pour l'exécution de ses missions, CI ENERGIES est organisée suivant l'organigramme suivant.
-

Figure 2: Organigramme de CI ÉNERGIES

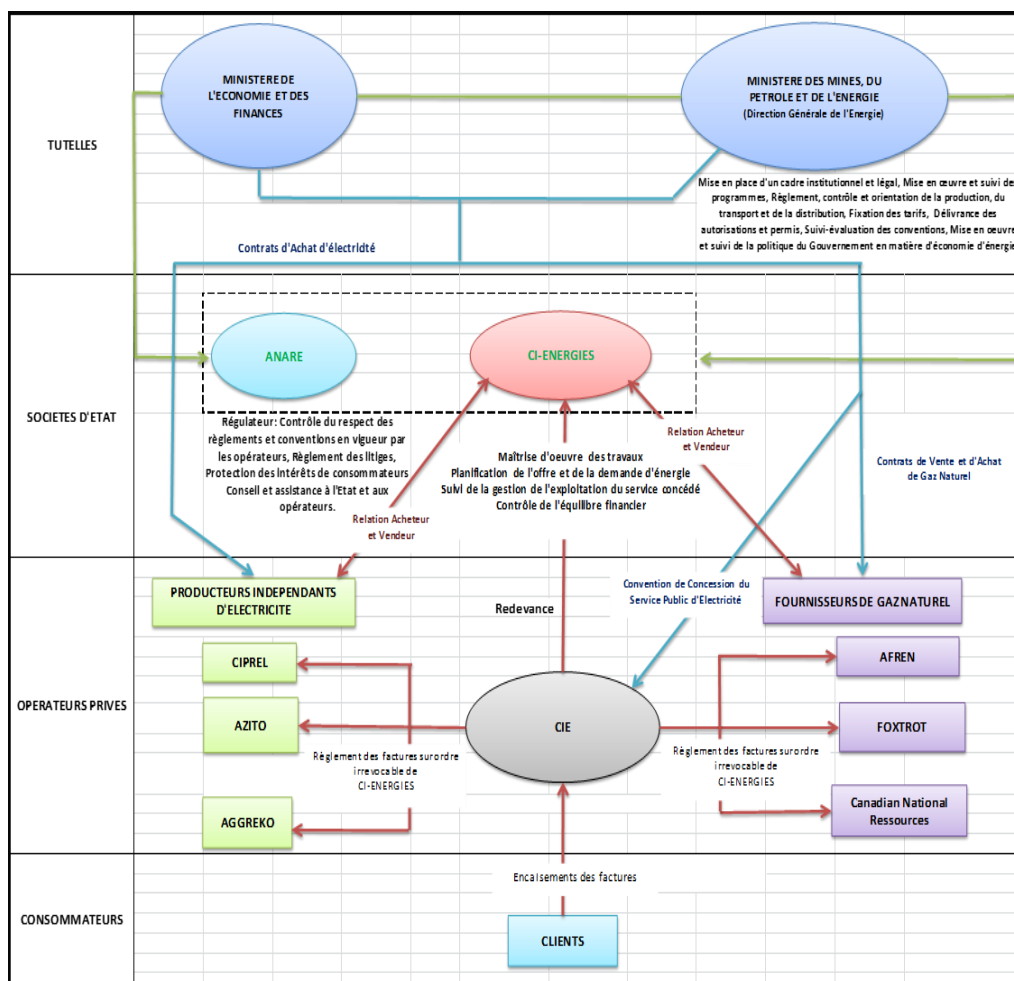


Source : CI-ENERGIES

3.5.3 ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE EN COTE D'IVOIRE

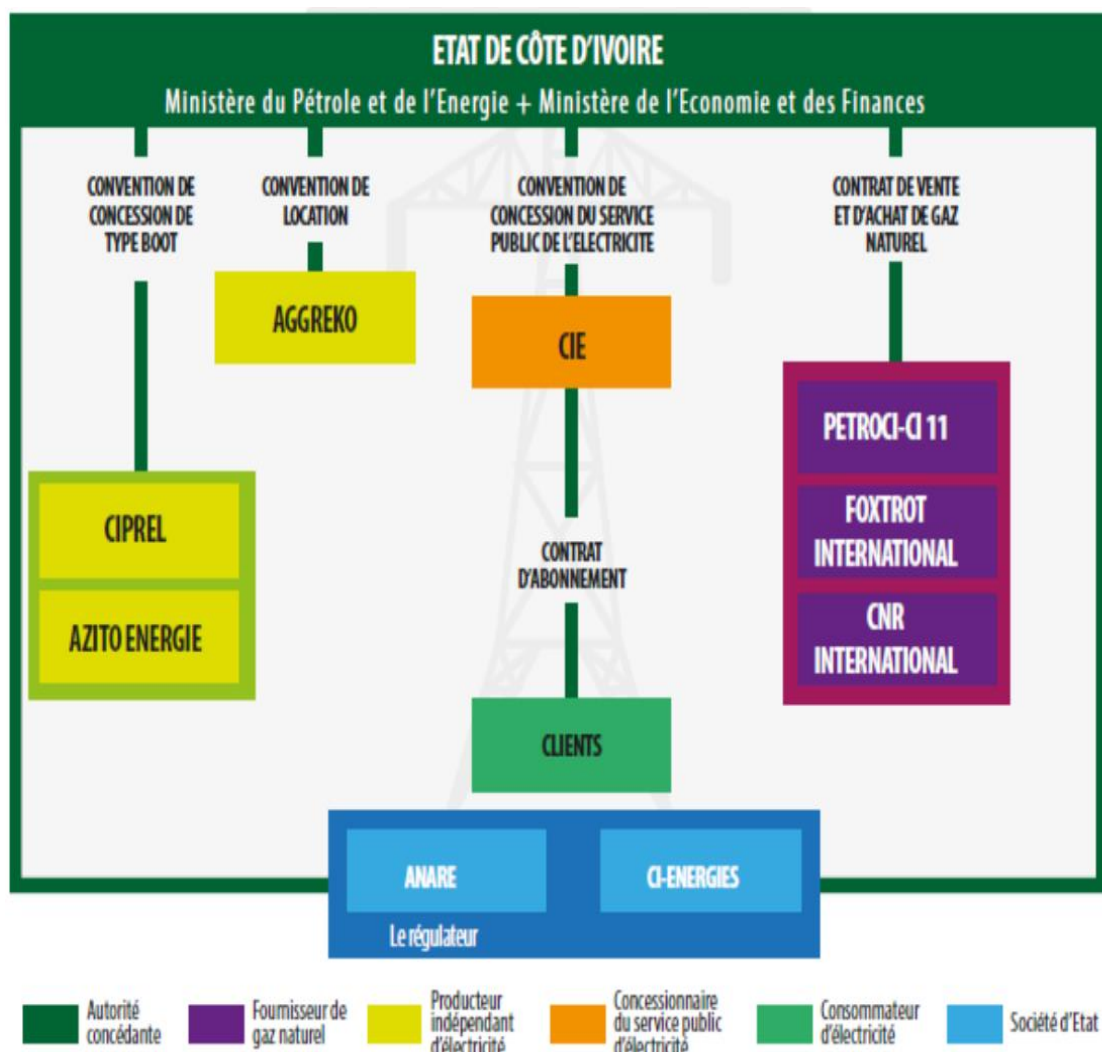
Les figures suivantes présentent respectivement l'organisation du secteur de l'électricité et le secteur de l'électricité par type d'énergie en Côte d'Ivoire.

Figure 3: Organisation du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire



Source : CI-ENERGIES

Figure 4: Secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire par type d'énergie



Source : CI-ENERGIES

3.5.3.1 Comité de pilotage(CP)

Un Comité de Pilotage est mis en place pour assurer la supervision interministérielle de l'exécution du PROSER. Il veille à l'inscription et à la budgétisation des diligences environnementales et sociales dans les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA). Ce Comité qui est présidé par le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables a, entre autres fonctions, de donner des orientations pour la gestion environnementale et sociale du PROSER.

3.5.3.2 Comité de suivi

Le suivi concerne l'analyse de l'évolution de certains milieux récepteurs d'impacts (milieux naturel et humain) affectés par le projet, à savoir la régénération du couvert végétal et la reconstitution des espaces dans les zones déboisées ; l'évolution des phénomènes d'érosion des sols ; l'évolution de la qualité des ressources en eaux ; la prise en compte des dispositifs de sécurité ; le niveau d'évolution de maladies liées aux activités du projet dans les zones d'exécution ; la gestion des cas d'expropriations foncières, de destruction de bâtis et d'activités économiques.

Le suivi s'exerce en plusieurs phases :

❖ **Suivi environnemental et social en phase des travaux**

Durant les travaux, les règlements en vigueur, particulièrement ceux concernant l'environnement devront être respectés. La construction des différents ouvrages devra se faire dans le cadre d'un plan de gestion de la qualité comprenant le respect des exigences environnementales et sociales correspondant aux mesures présentées dans le PGES.

Les partenaires en charge de la réalisation des ouvrages devront fournir et appliquer le règlement qui fixera :

- les modalités de transport et d'accès au chantier ;
- les aménagements pour la protection de l'environnement pendant la durée du chantier ;
- les règles de sécurité concernant les ouvriers et les populations riveraines;
- les modalités de gestion des déchets et des eaux usées.

❖ **Suivi environnemental en phase d'exploitation des ouvrages construits**

Il porte essentiellement sur le suivi des émissions sonores et des champs électriques et magnétiques et sur les modalités d'entretien et de maintenance des ouvrages construits. En effet, des mesures périodiques de ces paramètres doivent être effectuées au niveau des postes et des habitations au voisinage des lignes et des postes. Les normes internationales concernant les limites d'exposition du public devront être respectées.

3.6 Autres programmes, plans et projets en lien avec le projet

Le PROSER est en lien avec les programmes ci-dessous :

– **le Programme des Nations Unies pour l'Environnement PNUE ;**

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) joue un rôle central et décisif dans l'ensemble fort diversifié des mécanismes institutionnels de protection de l'environnement. Cependant, il semble nécessaire que PNUE ait le statut d'une véritable organisation mondiale de l'environnement, surtout avec un budget considérable et une autorité obligatoire. Il faut que cette création voie le jour pour mettre fin aux atteintes successives à l'environnement qui s'aggravent de jour en jours.

– **le Programme National de Promotion de la Médecine Traditionnelle PNPM ;**

Le programme a pour missions de contribuer à l'amélioration de la couverture des besoins sanitaires de la population par une utilisation effective et efficiente de la médecine et de la pharmacopée traditionnelle.

A ce titre, il est chargé de :

- la coordination et le suivi des activités de la promotion de la médecine traditionnelle et de la pharmacopée africaine ;
- la réglementation de la médecine traditionnelle et de la pharmacopée africaine ;
- l'organisation de l'exercice de la médecine traditionnelle ;
- la valorisation des médicaments issus de la pharmacopée africaine ;
- la réhabilitation de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles.

Le PROSER devra intégrer l'importance de la préservation des espèces médicinales lors de l'exécution des projets et sous-projets de manière à ne pas compromettre le succès de cet autre programme du gouvernement.

Les Plans en liens avec le PROSER sont :

- le Plan National de Développement Local PNDL;
- Le Plan National d'Electrification Rural PNER.

La vision du secteur de l'électricité est d'atteindre l'accès universel aux services électriques à moindre coût et de qualité pour l'ensemble des populations de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2025 en déployant: • les infrastructures électriques (extension du réseau triphasé classique et mini – réseau); • et en offrant des facilités pour l'accès aux services énergétiques (PEPT).

Les projets en lien avec le PROSER sont :

- le projet ENERGOS : axé sur la réhabilitation et l'extension des réseaux dans certaines villes de Côte d'Ivoire ;

Dans le cadre du 11ème FED, l'Union Européenne finance la réalisation en Côte d'Ivoire du programme ENERGOS II qui comprend une composante « Electrification rurale décentralisée par énergies renouvelables » et une composante « Efficacité énergétique dans les bâtiments publics ». Elle prévoit la réalisation de réseaux autonomes alimentés par centrales solaires hybrides avec stockage (photovoltaïques/groupe électrogènes) et l'installation de systèmes photovoltaïques individuels dans des localités de 100 à 2 500 habitants des départements de Tiassalé, Biankouma, Ouaninou, Minignan, Koro et Touba.

- le projet d'amélioration et d'accès à l'électricité en milieu rural (PAEMIR) ;

La banque africaine de développement, (BAD) finance le projet d'amélioration de l'accès à l'électricité en milieu rural (PAEMIR) dans 172 localités dans la région du PORO, district des savanes.

- le PERACI, projet d'Electrification et d'Accès à l'Electricité de 668 localités en Côte d'Ivoire ;
- le Projet de Transport, de Distribution et d'Accès à l'électricité (PTDAE),

La Banque mondiale a accordé en 2017 un appui à la Côte d'Ivoire à travers un accord de financement, pour la mise en œuvre du Projet de Transport, de Distribution et d'Accès à l'Électricité (PTDAE), d'un montant de 325 millions US dollars (162 milliards de FCFA). Ce projet vise à accroître la capacité de transit des lignes et postes des réseaux de transport et de distribution d'énergie, pour une meilleure couverture du pays en énergie disponible et de bonne qualité, à travers l'électrification rurale de 202 localités réparties sur quatre régions administratives ;

- l'amélioration et le renforcement de l'alimentation électrique en milieu urbain ;
- l'extension, la réhabilitation, le renforcement et le développement des équipements de transport et de distribution électrique en milieu urbain.
- le PORO Power ;
- le Korhogo Solar ;
- la Centrale hybride de Ferkessédougou ;
- la Centrale Solaire de Boundiali.

4 CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE, ET INSTITUTIONNEL

4.1 Cadre politique du Projet et de l'étude

En Côte d'Ivoire, le Gouvernement a intégré la protection de l'Environnement dans la conception et la mise en œuvre des Politiques, Stratégies, Plans, Programmes et Projets de développement. En effet, le rythme effréné de dégradation des ressources naturelles a conduit le pouvoir public à prendre conscience de la nécessité d'adopter des mesures de sauvegarde et de protection de l'Environnement.

4.1.1 Plan National de Développement (PND)

Le PND a pris le relais du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Le PND constitue le cadre d'orientation général de la politique de développement de la Côte d'Ivoire initiée par le Gouvernement depuis 2012.

L'objectif général assigné au PND est de réduire le taux de pauvreté de plus de la moitié et de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020.

De façon spécifique, il vise à :

- (i) réaliser une croissance forte, durable, équitable, solidaire, créatrice d'emplois, respectueuse du genre et de l'environnement ;
- (ii) accroître la part de la valeur ajoutée dans la transformation des produits primaires (cacao, café, anacarde, coton etc.) ;
- (iii) créer l'un des meilleurs environnements des affaires en Afrique et dans le monde ;
- (iv) être dans le groupe de tête des pays en ce qui concerne les indices de développement humain ;
- (v) se hisser au rang des meilleurs pays africains en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et ;
- (vi) jouer un rôle moteur dans l'intégration sous régionale et en Afrique.

La première phase (2012-2015) du PND ayant connu un succès remarquable, le Gouvernement s'est inscrit dans la réalisation de la seconde phase du PND couvrant la période 2016-2020 qui met l'accent sur les axes stratégiques suivants :

- le renforcement de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance ;
- l'accélération du développement du capital humain et la promotion du bien-être social ;
- l'accélération des transformations structurelles et de l'industrialisation ;
- le développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et la préservation de l'environnement ; et
- le renforcement de l'intégration régionale et de la coopération internationale.
- En matière énergétique, le Gouvernement prévoit dans le cadre du PND de faire de la Côte d'Ivoire le "hub" énergétique de l'Afrique subsaharienne à travers la mise à disposition des populations nationales et sous régionales d'une énergie abondante de qualité et à moindre coût.

4.1.2 Politique Nationale en matière d'Environnement

Au plan normatif, la réalisation des EESS, EIES et CIES est basée sur un ensemble d'instruments législatifs et réglementaires. C'est ainsi qu'au plan législatif, il a été promulgué en octobre 1996, la loi portant Code de l'Environnement a-t-elle été adopté puis promulgué en 1996. Par suite, au plan réglementaire, ont été pris le Décret n°96-894 du 08 novembre 1996, déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement, puis le Décret n°2013-41 du 30 Janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des

Politiques, Plans et Programmes,. Ces principaux instruments juridiques sont complétés par d'autres textes en vue du renforcement de la législation.

Au plan institutionnel, la politique environnementale en Côte d'Ivoire relève de la compétence du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD). Ce Ministère est en charge de la définition des orientations et stratégies nationales en matière de gestion environnementale et de proposer la réglementation appropriée. Les grands principes déterminants de la politique nationale en matière d'environnement sont contenus dans le rapport national du Plan National d'Action Environnementale (1996 - 2010). En plus, l'adhésion de la Côte d'Ivoire à la Convention sur la Diversité Biologique et à toutes les autres conventions ayant pour objectif la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité, s'est concrétisée par la formulation d'une stratégie nationale en matière de diversité biologique. La politique environnementale au sein du MINEDD est mise en œuvre par la Direction Générale de l'Environnement.

Le MINEDD a pour mission, la conception, l'élaboration et la coordination de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines de la sauvegarde de l'environnement, de la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'amélioration de la qualité de la vie. Au niveau régional, il existe des Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD).

Au niveau du suivi des Études d'Impact Environnemental, l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), créée par le décret n°97-393 du 9 juillet 1997, est la structure du Ministère de l'Environnement, chargée de rédiger en collaboration avec le Maître d'ouvrage les Termes De Référence (TDR) contre une rémunération (Arrêté n°00972 du 14 novembre 2007 qui a été abrogé par la Cour Suprême). De nouvelles dispositions sont en cours de formulation pour remplacer les arrêtés abrogés. En 2004, l'ANDE a absorbé le BEIE avec toutes ses prérogatives par Arrêté n°445/MINEME/CAB du 24 Mars 2004, portant intégration du Bureau d'Étude d'Impact Environnemental (BEIE) à l'Agence Nationale De l'Environnement.

4.1.3 Politique en matière d'électricité

Dans le souci de faire face aux insuffisances relevées dans le domaine de l'électricité, le Gouvernement a développé une vision politique basée sur quatre (4) axes, notamment :

- l'amélioration de la production d'électricité à travers un programme de réhabilitation et de renforcement pour parvenir à une adéquation entre l'offre et la demande d'électricité y compris la demande à l'exportation ;
- l'application des mesures institutionnelles (adoption du Code de l'électricité) accompagnée par la mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités des acteurs du secteur ;
- l'atteinte de l'équilibre financier du secteur, afin de renforcer les capacités d'investissements du secteur de l'électricité ; et
- la prise en compte des énergies nouvelles et renouvelables, en vue de baisser les coûts de raccordement et tirer profit des potentialités nationales.

Cette politique ainsi définie est mise en œuvre par le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables (MPEDER). Le suivi de son application est assuré par la Direction Générale de l'Énergie (DGE) tandis que la Société des Énergies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES) assure la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée.

4.1.4 Politique de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'accès à l'énergie

A l'instar du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le Plan National de Développement (PND) 2012-2015 intègre, dans les priorités du Gouvernement, l'amélioration des conditions de vie des populations par l'assainissement du milieu. Le PND (2016-2020) constitue une manifestation de la volonté politique gouvernementale à s'engager, auprès de ses partenaires, à réduire la pauvreté en offrant aux populations démunies un cadre de vie décent. Le sous-secteur de l'électricité et des énergies renouvelables se fixe comme objectif global de fournir à la population une énergie accessible à moindre coût, au plus grand nombre, exportable et qui préserve l'environnement. De façon plus spécifique, il s'agit, entre autres :

- de satisfaire les besoins des localités urbaines et rurales en électrification en portant la couverture à 50% en 2017 pour la proportion de localités électrifiées et à 55% en 2017 pour la proportion des ménages ayant accès à l'électricité.
- d'assurer une gestion optimale du secteur et de résorber les déséquilibres structurels.

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement a défini des axes stratégiques du secteur et élaboré un plan de mise en œuvre. Ainsi, outre les zones urbaines, l'électrification rurale constitue une des préoccupations majeures de la politique économique et sociale du Gouvernement. À cet égard, ce sous-secteur a bénéficié d'un soutien historique constant de la part des pouvoirs publics, grâce à d'importants programmes engagés par l'État qui ont permis d'électrifier un grand nombre de localités rurales. Malgré ces résultats encourageants, l'objectif d'une électrification totale du pays est loin d'être atteint.

Par conséquent, le Gouvernement fait de l'électrification rurale une composante forte de son programme de développement, et entend ainsi poursuivre et amplifier, à raison d'un minimum de 500 localités nouvelles à électrifier chaque année, les résultats obtenus afin d'atteindre l'objectif de l'électrification totale de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2025. Cette généralisation de l'électrification a pour finalité de :

- améliorer les conditions de vie en milieu rural grâce à la fourniture de l'électricité à tous, dans les meilleures conditions de coût et d'usage ;
- désenclaver économiquement les zones rurales en rendant disponible dans les localités, l'une des sources d'énergie de base indispensable à un développement économique durable ;
- lutter contre la pauvreté en donnant aux populations rurales des moyens d'accroître leur revenu.

4.1.5 Politique sanitaire et d'hygiène du milieu

Le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2016-2020 traduit la volonté du Pays d'apporter des réponses efficaces aux problèmes sanitaires rencontrés qui se caractérisent par des niveaux de morbidité et de mortalité élevés touchant plus particulièrement la femme et l'enfant.

Le PNDS 2016-2020 se fonde sur les orientations stratégiques de la Santé retenues dans le PND 2016-2020 et vise à améliorer l'état de santé et le bien-être des populations.

A cet effet, 06 axes d'intervention ont été définis: **(i)** la Gouvernance et le leadership du secteur de la santé sont renforcés à tous les niveaux de la pyramide sanitaire; **(ii)** le financement interne et externe du système de santé est amélioré; **(iii)** l'offre de service de qualité est disponible et l'utilisation est augmentée; **(iv)** la morbidité et la mortalité liées aux principales maladies sont réduites d'ici 2020 de 50%

; (v) la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes est améliorée d'ici 2020 est réduite de 50% ; (vi) la prévention et la promotion de la santé sont renforcées.

L'exécution du PNDS permettra non seulement de recréer les conditions d'un développement harmonieux et cohérent du secteur sanitaire, mais aussi de satisfaire les besoins essentiels de la population en matière de santé.

4.1.6 Politique de la décentralisation

La politique de décentralisation est mise en place et suivie par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS). En engageant le processus de décentralisation et de régionalisation, le Gouvernement ivoirien a pour objectifs globaux : (i) d'assurer le partage de pouvoir entre l'Etat et les collectivités locales, (ii) de responsabiliser la population dans la gestion de son développement, (iii) d'enraciner la démocratie locale, (iv) de consacrer une nouvelle approche basée sur le développement participatif.

4.1.7 Politique de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

A l'instar des autres pays africains, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans la mise en œuvre de la promotion de l'égalité des sexes à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activités, notamment aussi bien dans la disponibilité des biens et services que dans leur accessibilité.

4.1.7.1 Au niveau institutionnel

La création de la Direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre (DEPG) par décret n°2006-41 du 15 mars 2006.

- L'adoption en avril 2009, d'un Document de Politique Nationale sur l'Egalité des Chances, l'Equité et le Genre qui fixe les grandes orientations du Gouvernement en matière de Genre.
- La mise en place du Groupe Thématique Genre (cellules genre, points focaux genre) en 2007, chargé de veiller à la prise en compte des besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes dans les plans et programmes nationaux et sectoriels . Le cadre institutionnel a permis d'avoir une visibilité plus nette des actions à entreprendre et de définir les rôles et responsabilités des acteurs nationaux (société civile, ONG, OBC, ministères, collectivités) et internationaux (Coopérations, Agences des Nations Unies).

4.1.7.2 Au niveau opérationnel

- L'élaboration en 2011 d'un Compendium des compétences féminines de Côte d'Ivoire (COCOFCI) par le cabinet du Président de la République en vue de renforcer la visibilité, la participation et le leadership des femmes dans la gestion des affaires publiques et privées.
- La création des mécanismes d'appui aux femmes à travers deux initiatives :
- Le « Fonds Femme et Développement » mis en place depuis 2000 et qui est plus orienté pour les années 2013 et 2014 au renforcement de l'entrepreneuriat féminin et à l'assistance aux femmes victimes de la crise postélectorale.
- Le « Fonds d'Appui Aux Femmes de Côte d'Ivoire » (FAFCI), d'un montant d'un milliard de francs CFA, mis en place en 2012 par la Présidence de la République, qui vise à permettre aux femmes d'accéder facilement à des ressources financières à coût réduit en vue de créer ou de renforcer des activités génératrices de revenus.

➤ Les principales modifications apportées aux textes constitutionnels, législatifs ou juridiques pour promouvoir dans la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes Les textes constitutionnels ont subi de nombreuses modifications en faveur du genre et principalement de la femme. Au plan législatif, plusieurs lois ont été votées par l'Assemblée Nationale et promulguées par les autorités ivoiriennes pour lutter contre les inégalités liées au genre. Il s'agit de : la loi n° 98-757 du 23 décembre 1998 portant répression de toutes formes de violence à l'égard des femmes, y compris les mutilations génitales féminines ; la loi n° 98-756 du 23 décembre 1998 modifiant et complétant la loi instituant le code pénal réprimant le harcèlement sexuel, le travail forcé et l'union précoce ou forcée ; la loi n° 83-300 du 02 Août 1983 (modifiant et complétant la loi n° 64/375 du 3 Octobre 1964) qui donne la possibilité à la femme de choisir la communauté ou la séparation des biens. D'autres lois nationales portant sur les questions prioritaires à l'issue de la CIPD ont été promulguées et appliquées. En effet, les lois sur le foncier rural, le code civil, le statut général de la fonction publique, etc. ont été prises pour donner aux femmes les mêmes chances que les hommes dans plusieurs domaines d'activités. Depuis 2011, un processus de réforme législative qui touche tous les codes usuels est lancé par le Ministère de la Justice en collaboration avec les différents Ministères techniques. Les principaux textes concernés sont le code pénal et le code de procédure pénale, le code de la nationalité, le code du foncier rural, le code des personnes et de la famille, etc. C'est dans cette dynamique que la loi sur le mariage. Cette loi appelée communément « nouvelle loi sur le mariage », promulguée par le Président de la République en janvier 2013, responsabilise les époux dans l'intérêt supérieur de la famille et de l'enfant. C'est un changement positif pour les familles ivoiriennes. Il a permis d'abroger des dispositions discriminatoires des lois relatives à la nationalité, à l'impôt sur le revenu et à l'emploi. Toutes les décisions qui touchent à la vie du couple doivent absolument faire l'objet d'un consensus. Le travail non rémunéré de la femme est reconnu comme sa contribution dans le bien être de la famille. La femme salariée a l'obligation de participer aux charges du foyer. Cette loi a provoqué « des grincements de dents » mais des actions de sensibilisation sont initiées auprès des communautés qui commencent à être rassurées sur son bien-fondé.

- La part approximative du budget national qui est consacrée à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Les ressources financières pour adresser les questions de genre et d'autonomisation des femmes proviennent de deux sources : l'Etat et les bailleurs de fonds. L'opérationnalité de la Direction en charge du Genre et d'autres Directions en charge des questions de femmes est assurée par la mise en place des Programmes d' Investissement Public (PIP). Il faut tout de même reconnaître que la part du budget de l'Etat consacrée à la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est largement en deçà des besoins et est fort fluctuante : il n'atteint pas les 10 % du budget national. L'argument évoqué fait état du fait que le Genre étant une question transversale, le budget qui lui est consacré est dispersé dans tous les ministères concernés.
- Les mécanismes mis en place pour assurer un dialogue régulier entre le gouvernement et la société civile.
 - Les Comités de veille et de vigilance contre les VBG et tous autres actes de discrimination (dans certaines régions) ;
 - Les plateformes de collaboration au niveau des départements et régions sur la lutte contre les VBG et toute autre discrimination à l'égard des femmes ;

- Une Déclaration Solennelle de l'Alliance des Religieux contre le Sida et les VBG et l'Association des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire signée le 06 mai 2014 pour combattre les mariages précoces dans le pays ;
 - Le Comité Central de Supervision de la lutte contre les VBG (ministères et représentants d'ONG);
 - Le Groupe Thématique Genre et Développement ;
 - Les réseaux des femmes leaders tels que le COFEMCI RPC, Coordination Nationale des femmes pour les élections et la Reconstruction Post –Crise.
- Les principales formes de coopérations nationales, bilatérales sous régionales ou régionales auxquelles le pays participe pour appuyer le partage des connaissances données d'expériences dans le suivi et la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Beijing et les textes de la vingt-troisième session de l'Assemblée Générale.

4.1.7.3 Au niveau des réformes de coopération

- Les sessions annuelles de la Commission de la Condition de la Femme qui a lieu chaque année à New York. Les partenaires ONUFEMMES, UNFPA, PNUD en général prennent en charge quelques femmes leaders pour qu'elles assistent à ces sessions.
- Les séminaires et ateliers au niveau national et régional : Centre de la CEDEAO pour le développement du genre, la CEA, l'Union Africaine, l'organisation de la Mano River, les visites d'échanges d'expériences bilatérales entre pays de la Sous-Région.
- Les conférences et fora ;
- Les panels de hauts niveaux et tables rondes.
- Dans le cadre de la coopération avec les Agences des Nations Unies (PNUD, UNFPA, UNICEF, ONUFEMMES, ONUSIDA, OMS, FAO,) et de la Côte d'Ivoire, la thématique Genre est traitée de manière transversale dans les programmes et projets. Le PNUD, l'UNFPA et ONUFEMMES, UNICEF appuient annuellement le Gouvernement et notamment le MSFFE dans ses activités sur le Genre, les VBG et l'autonomisation de la femme. Un plan de travail annuel arrimé au Plan National de Développement bénéficie de l'appui technique et financier de ces partenaires. Des organisations comme le PEPFAR, Care International, IRC, le BIT, Save the Children et bien d'autres travaillent inlassablement à la reconstruction de la Côte d'Ivoire.

4.2 Cadre juridique national

Tableau 6: Textes juridiques applicables au PROSER

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
Lois		
Loi n° 2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire.	<p>La loi fondamentale ivoirienne proclame dès son préambule l'engagement de la Côte d'Ivoire à « contribuer à la préservation du climat et d'un environnement sain pour les générations futures ». Ce fort engagement est complété par les articles suivants :</p> <p>Article 11 : « Le droit de propriété est garanti à tous.</p> <p>Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ».</p> <p>Article 27 : « Le droit à un environnement sain est reconnu à tous sur l'ensemble de territoire national »</p> <p>Article 40 : « La protection de l'environnement et la protection de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique et morale ».</p>	<p>La Constitution adresse des questions essentielles de l'EES que sont la protection de l'environnement et la sécurisation de la propriété foncière.</p>
Loi n°65-255 du 4 Août 1965 relative à la protection de la faune et à l'exercice de la chasse modifiée et complétée par la loi 94-442 du 16 août 1994	<p>Article 3 : La protection de la faune tend à assurer la conservation et l'enrichissement qualitative et quantitative des animaux des espèces sauvages vivant naturellement dans le pays, tant sur les surfaces relevant du domaine de l'Etat que sur les terrains des particuliers.</p> <p>Article 6 : L'autorité administrative compétente fixe les conditions de délivrance des autorisations spéciales écrites dans lesquelles il est interdit de pénétrer, de circuler, y compris par voie aérienne à basse altitude, de camper et d'effectuer toute recherche scientifique dans les réserves naturelles et réglemente la circulation et le campement à l'intérieur des parc nationaux.</p> <p>Article 11 : Petite chasse pour les animaux non protégés pratiquée suivant la tradition, hors des réserves et ses zones de protection, avec des armes traditionnelles de fabrication locale à l'exclusion de toute arme à feu et de tout procédé interdit par la présente loi et ses décrets d'application, est qualifiée « chasse traditionnelle ».</p> <p>Article 12 : Est considéré comme « chasseur traditionnel» quiconque, dans les limites de la sous-préfecture de son lieu de résidence, chasse pour son alimentation et celle de sa famille, dans les conditions prévues à l'article 11.</p>	<p>Les produits issus de la chasse font partie des moyens de subsistance des populations dans la zone du PROSER. A ce titre, les dispositions qui régissent d'une part, cette activité et celles ayant trait à la conservation des ressources fauniques y sont également précisées.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	Par dérogation à l'article 8, le chasseur traditionnel est autorisé à chasser sans permis en respectant toutefois les périodes de fermeture de la chasse.	
<ul style="list-style-type: none"> Loi n°87- 806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel 	<p>Article 1^{er} : « Le Patrimoine Culturel National est l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers, des arts et traditions populaires, des styles, des formes, des disciplines et des usages artistiques, sociaux, religieux, technologiques et scientifiques hérités du passé »</p> <p>Article 5 : « La protection du Patrimoine Culturel immobilier est assurée suivant son intérêt historique, artistique, scientifique ou ethnologique ainsi qu'en raison de son état de conservation par trois mesures administratives distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'inscription, - Le classement, -La déclaration de sauvegarde » 	<p>La loi de 1987 portant protection du patrimoine culturel semble aujourd'hui dépassée. En effet, aucune mention particulière n'a été faite au patrimoine culturel immatériel qui, au regard des pratiques des communautés, constitue une part significative du patrimoine culturel.</p> <p>Ces questions ne doivent surtout pas être négligées dans le déroulement des études spécifiques au regard des habitudes culturelles des populations rurales.</p>
<p>Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement</p>	<p>Article 2 : « il vise notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - protéger les sols, sous-sols, sites, paysages et monuments nationaux, les formations végétales, la faune et la flore et particulièrement les domaines classés, les parcs et réserves existantes ; -établir les principes fondamentaux destinés à gérer, à protéger l'environnement contre toutes les formes de dégradation afin de valoriser les ressources naturelles, de lutter contre toutes sortes de pollutions et nuisances ; - améliorer les conditions de vie des différents types de populations dans le respect de l'équilibre avec le milieu ambiant ; - créer les conditions d'une utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations futures ; - garantir à tous les citoyens un cadre de vie écologiquement sain et équilibré ; - veiller à la restauration des milieux endommagés ». 	<p>Le Code de l'environnement fixe le cadre général de la protection de l'environnement. Il impose de faire une évaluation environnementale de tout programme ou politique susceptible d'avoir un impact sur l'environnement.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>Article 12 : « Tout projet d'aménagement et d'affectation du sol à des fins agricoles, industrielles ou urbaines, tout projet de recherche ou d'exploitation des matières premières du sous-sol sont soumis à autorisation préalable dans les conditions fixées par décret ».</p> <p>Article 21 : « Les plans d'aménagement du territoire, les schémas directeurs, les plans d'urbanisme et autres documents d'urbanisme doivent prendre en compte les impératifs de protection de l'environnement dans le choix, l'emplacement et la réalisation des zones d'activités économique, industrielle, de résidence et de loisirs ».</p> <p>Article 39 : « tout projet important susceptible d'avoir un impact sur l'environnement doit faire l'objet d'une étude d'impact environnemental préalable. Il en est de même des programmes, plans et politiques pouvant affecter l'environnement. Un décret en précisera la liste complète.</p> <p>Tout projet fait l'objet d'un contrôle et d'un suivi pour vérifier la pertinence des prévisions et adopter les mesures correctives nécessaires »</p> <p>Article 41: « L'examen des Études d'Impact Environnemental par le Bureau d'Étude d'Impact Environnemental, donnera lieu au versement d'une taxe au Fonds National de l'Environnement dont l'assiette sera précisée par décret».</p>	
<p>Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural modifiée par la loi n°2004-412 du 14 août 2004</p>	<p>Article 1^{er} : « Le Domaine Foncier Rural est constitué par l'ensemble des terres mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de la mise en valeur. Il constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires ».</p> <p>Article 3 : « Le Domaine Foncier Rural coutumier est constitué par l'ensemble des terres sur lesquelles s'exercent : - Des droits coutumiers conformes aux traditions, - Des droits coutumiers cédés à des tiers. »</p> <p>Article 4 : « La propriété d'une terre du Domaine Foncier Rural est établie à partir de l'immatriculation de cette terre au registre foncier ouvert à cet effet par l'Administration et en ce qui concerne les terres du domaine coutumier par le Certificat Foncier. Le détenteur du Certificat Foncier doit requérir l'immatriculation de la terre correspondante dans un délai de trois ans à compter de la date d'acquisition du Certificat Foncier. »</p>	<p>La reconnaissance et la consolidation de droits coutumiers sont l'un des objectifs essentiels de la loi. Elles se réalisent par des certificats fonciers. Ceux-ci confèrent aux individus et aux groupements reconnus comme étant détenteurs des droits coutumiers, au terme d'enquêtes foncières diligentées par l'administration, des droits réels. Toutefois, après le Certificat foncier, les communautés sont invitées à faire immatriculer leur terre pour obtenir le titre foncier.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>Article 6 : « les terres qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat et sont gérées suivant les dispositions de l'article 21 ci-après. Ces terres sont immatriculées, aux frais du locataire ou de l'acheteur. Outre les terres objet d'une succession ouverte depuis plus de trois ans non réclamés, sont considérées comme sans maître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les terres du domaine coutumier sur lesquelles des droits coutumiers exercés de façon paisible et continue n'ont pas été constatés dix ans après la publication de la présente loi, - Les terres concédées sur lesquelles les droits du concessionnaire n'ont pu être consolidés trois ans après le délai imparti pour réaliser la mise en valeur imposée par l'acte de concession. Le défaut de maître est constaté par un acte administratif. » 	
<p>Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau</p>	<p>Article 8 : « L'utilisation des ressources en eau se fait dans les conditions déterminées par les lois et règlements en vigueur et les dispositions de la présente loi portant Code de l'Eau, sous réserve du respect des droits antérieurement acquis sur le domaine public hydraulique tel que défini à l'article 11 de la présente loi des droits des tiers ».</p> <p>Article 9 : « La gestion et la mise en valeur des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques doivent associer à tous les échelons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les planificateurs, les décideurs et les spécialistes en la matière ; - les exploitants ; - les usagers. » <p>Article 12 : « Les prélèvements dans les eaux du domaine public hydraulique et la réalisation d'aménagement ou d'ouvrage hydrauliques sont soumis, selon les cas, à autorisation ou à déclaration préalable ».</p> <p>Article 14 : « L'autorisation est accordée, sous réserve du droit des tiers, pour une durée déterminée et le cas échéant après enquête publique ».</p> <p>Article 17 : « Le droit d'usage de l'eau et l'utilisation des aménagements et ouvrages hydrauliques sont limités par l'obligation de ne pas porter atteinte aux droits des riverains et de restituer l'eau de façon qu'elle soit réutilisable ».</p>	<p>La protection des ressources en eau fait partie des priorités du gouvernement ivoirien. La pérennisation des activités anthropiques étant fortement liée à une gestion durable de ces ressources. L'arsenal juridique en vigueur donne les conditions et modalités de sa protection tant au plan qualitatif qu'au plan quantitatif</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>Article 19 : « Les aménagements et ouvrages hydrauliques doivent comporter des dispositifs maintenant une quantité minimale d'eau qui garantisse en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces ».</p> <p>Article 48 : « Les déversements, dépôts de déchets de toute nature ou d'effluents radioactifs, susceptibles de provoquer ou d'accroître la pollution des ressources en eau sont interdits ».</p> <p>Article 49 : « Tout rejet d'eaux usées dans le milieu récepteur doit respecter les normes en vigueur ».</p>	
<p>Loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales modifiée par l'ordonnance n° 2007-586 du 4 Octobre 2007</p>	<p>Article 1^{er} : « Les Collectivités territoriales concourent avec l'Etat au développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et scientifique des populations et, de manière générale, à l'amélioration constante de leur cadre de vie.</p> <p>A cet effet, elles jouissent d'une compétence générale et de compétences spéciales attribuées par les lois et règlements. »</p> <p>Article 10 : « Les attributions dans les matières ci-après sont dévolues aux collectivités territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aménagement du territoire ; - la planification du développement ; - l'urbanisme et l'habitat ; - les voies de communication et les réseaux divers ; - le transport ; - la santé, l'hygiène publique et la qualité ; - la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles ; - la sécurité et la protection civile ; - l'enseignement, la recherche scientifique et la formation professionnelle et technique ; - l'action sociale, culturelle et de promotion humaine ; - le sport et les loisirs ; 	<p>L'Etat partage avec les collectivités territoriales (les Conseils Régionaux et les Conseils municipaux) des compétences dans certains domaines comme l'aménagement du territoire, la planification du développement, la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, la promotion du tourisme.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>la promotion du développement économique et de l'emploi ;</p> <p>-la promotion du tourisme ;</p> <p>-la communication ;</p> <p>-l'hydraulique, l'assainissement et l'électrification ;</p> <p>-la promotion de la famille, de la jeunesse, de la femme, de l'enfant, des handicapés et des personnes du 3e âge ».</p>	
<p>Loi n° 2013-655 du 13 septembre 2013 relative au délai accordé pour la constatation des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier et portant modification de l'article 6 de la Loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine Foncier Rural, telle que modifiée par la Loi n° 2004-412 du 14 août 2004.</p>	<p>Article premier : « Un nouveau délai de dix ans, qui court à compter de la publication de la présente loi, est accordé pour faire constater l'exercice de façon paisible et continue des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier. Passé ce nouveau délai, les terres du domaine coutumier sur lesquelles des droits coutumiers exercés de façon paisible et continue n'ont pas été constatés, seront considérés comme sans maître. »</p> <p>Article 2 : « Le deuxième tiret de l'alinéa 2 de l'article 6 est modifié ainsi qu'il suit : — Les terres concédées sur lesquelles les droits du concessionnaire n'ont pu être consolidés cinq ans à compter de la publication de la loi n° 2013-655 du 13 septembre 2013 ».</p>	<p>Cette réforme du droit foncier en Côte d'Ivoire a pour but de reconnaître la nécessité de consolider des droits fonciers coutumiers. Elle contribue à la sécurisation de la propriété foncière en milieu rural.</p>
<p>Loi n° 2014-132 du 24 mars 2014 portant Code de l'électricité</p>	<p>Article 3 : « La présente loi régit les activités du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire les équipements affectés en Côte d'Ivoire, les équipements affectés à ces activités ainsi que les personnes qui les exercent.</p> <p>Elle fixe les conditions et modalités d'exercice des activités ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La production à partir de toutes sources d'énergies, y compris les énergies nouvelles et renouvelables, le transport, le dispatching, l'importation, l'exportation, la distribution et la commercialisation de l'énergie électrique ; - La maîtrise de l'énergie et la réduction de l'impact du système électrique sur l'environnement. <p>La présente loi s'applique aux ouvrages de production, de transport et de distribution, sauf stipulations contraires d'accords internationaux ».</p>	<p>Le code de l'électricité régit les activités du secteur de l'énergie de sorte à réduire leur impact sur l'environnement.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>Article 36 : « Sous réserve du respect de la législation en vigueur, des règles de l'art et de bonnes pratiques en la matière et des dispositions spécifiques de sa convention, tout opérateur est autorisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur le domaine public ; - exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement, à l'entretien des ouvrages, en se conformant notamment aux règlements de voirie et d'urbanisme ainsi qu'aux plans directeurs d'urbanisme et aux textes en vigueur concernant la sécurité, la protection de l'environnement, la police et le contrôle des installations électriques. <p>Les valeurs culturelle, esthétique, scientifique, historique, archéologique et écologique de la zone d'implantation doivent être sauvegardées.</p> <p>Dans l'accomplissement de la mission de service public qui lui a été déléguée par l'Etat, tout opérateur a le droit de recourir par l'intermédiaire de l'Etat à la procédure d'expropriation, après déclaration d'utilité publique, des ouvrages et équipements de production, de transport, de dispatching ou de distribution ainsi que de leurs emprises et implantations, conformément à la réglementation en vigueur »</p> <p>Article 37 « Dans l'accomplissement de la mission de service public qui lui a été déléguée par l'Etat, tout opérateur peut être autorisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir sur les propriétés privées, les ouvrages de production, de transport, de dispatching ou de distribution déclarés d'utilité publique, à les occuper, à les surplomber ou à y réaliser des canalisations souterraines à titre de servitude ; - établir à demeure des supports ou ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder de l'extérieur et sous réserve du respect des règlements de sécurité, de voirie et d'urbanisme ; - faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous réserve du respect des règlements de sécurité, de voirie et d'urbanisme ; 	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>- établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;</p> <p>- élaguer, à ébrancher ou à abattre les arbres ou arbustes sur les propriétés privées en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens ainsi que la continuité du service public ».</p> <p>Article 38 : « L'exercice ou l'établissement d'une servitude d'utilité publique est précédé d'une notification aux propriétaires concernés, sauf cas d'urgence.</p> <p>La pose d'appui sur les murs ou façades ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de les démolir, de les réparer ou de les surélever.</p> <p>La pose de conducteurs ou supports sur un terrain ouvert et non bâti ne fait pas obstacle au droit du propriétaire de clôturer ou de bâtir, lequel doit être exercé légitimement. Toutefois, dans ce cas, subsistent les servitudes nécessaires à l'utilisation et à l'entretien des installations s'y trouvant. Aucune indemnité n'est due aux propriétaires en raison de ces servitudes »</p>	
<p>Loi n°2014-390 du 20 Juin 2014 d'orientation sur le développement durable</p>	<p>Article 2 : « La présente loi définit les objectifs fondamentaux des actions des acteurs du développement durable. Elle vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser les outils de politique en matière de développement durable ; -intégrer les principes du développement durable, dans les activités des acteurs publics et privés ; - élaborer les outils de politique en matière de changements climatiques ; -encadrer les impacts économiques, sociaux et environnementaux liés à la biosécurité ; -définir les engagements en matière de développement durable des acteurs du développement durable ; - concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, du développement économique et du progrès social ; - créer les conditions de l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ; 	<p>Cette Loi marque la volonté de la Côte d'Ivoire de traduire les objectifs du développement durable au plan national.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>- encadrer l'utilisation des organismes vivants modifiés.</p> <p>Article 3 : « La présente loi s'applique notamment aux domaines ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aménagement durable du territoire ; - la biodiversité ; - la biosécurité ; - les changements climatiques ; - le développement urbain durable ; - les énergies ; - l'environnement côtier et marin ; - la gestion des catastrophes ; - la gestion durable des forêts ; - la gestion durable des mers et du littoral ; - la gestion durable des terres et la désertification ; <p>-le mécanisme pour un développement propre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le mécanisme REDD+ ; - les modes de consommation et de production durables ; - les ressources en eau. » <p>Article 6 : « Les outils de mise en œuvre des principes et objectifs du développement durable sont constitués notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'Agenda 21 local ; - des communications nationales ; 	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<ul style="list-style-type: none"> - de la comptabilité verte ; -des évaluations environnementales et sociales ; - de la fiscalité verte ; - des grilles d'évaluation ; - des guides sectoriels ; - des indicateurs du développement durable ; -des normes relatives au développement durable ; - des inventaires des gaz à effet de serre ; -des plans sectoriels de développement durable ; - du plan national d'adaptation aux changements climatiques ; -de la stratégie nationale de développement durable ; - de la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques ; - de l'empreinte écologique. » 	
Loi n° 2014-427 du 14 juillet 2014 portant Code forestier	<p>Article 2 : « La présente loi a pour objectif de fixer les règles relatives à la gestion durable des forêts. Elle vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> •Renforcer, au profit des générations présentes et futures, la contribution du secteur forestier au développement durable par la promotion des fonctions environnementales, socio-économiques et culturelles des ressources forestières ; • Préserver et valoriser la diversité biologique et contribuer à l'équilibre des écosystèmes forestiers et autre écosystèmes associés ; • Promouvoir la participation active des populations locales, des Organisations Non Gouvernementales et des associations à la gestion durable des ressources forestières pour l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions de vie, par la prise en compte, en matière forestière de leurs droits individuels et collectifs 	<p>Les engagements internationaux en matière de forêt ratifiés par la Côte d'Ivoire sont traduits au plan national par l'entremise de la loi n° 2014-427 du 14 juillet 2014 portant Code forestier, qui organise l'utilisation et la protection des forêts classées et des ressources forestières en général.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>qui découlent des coutumes, de la loi portant Code Foncier Rural, de la présente loi et par la vulgarisation de la politique forestière ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la création de forêts par les communautés rurales, les collectivités territoriales, les personnes physiques et les personnes morales de droit privé ; • Valoriser les ressources forestières par une transformation plus poussée du bois et une meilleure rentabilité des produits forestiers ; • Favoriser la constitution d'un taux de couverture forestière représentant au moins 20% de la superficie du territoire national ; • Promouvoir une culture éco-citoyenne. » <p>Article 6 : « la protection et la reconstitution des ressources forestières incombent à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux communautés rurales, aux personnes physiques et personnes morales de droit privé, notamment les concessionnaires et exploitants des ressources forestières. »</p>	
<p>Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail</p>	<p>Article 1 : « Le présent Code du Travail est applicable sur tout le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats conclus pour être exécutés sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit également l'exécution occasionnelle, sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire, d'un contrat de travail conclu pour être exécuté dans un autre Etat. Toutefois, cette dernière disposition n'est pas applicable aux travailleurs déplacés pour une mission temporaire n'excédant pas trois (3) mois ».</p> <p>Article 21.1 : « La durée et l'horaire de travail sont fixés par l'employeur dans le respect des règles édictées par le présent code et des textes pris pour son application. La durée et l'horaire de travail sont affichés sur les lieux de travail et communiqués à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.</p> <p>Dans tous les Etablissements soumis au présent Code, à l'exception des Etablissements agricoles, la durée normale du travail des personnels, quel que soient leur sexe et leur mode de rémunération, est fixée à quarante heures par semaine. Cette durée peut être dépassée par application des règles relatives aux équivalences, aux heures supplémentaires et à la récupération des heures de travail perdues et à la modulation. »</p> <p>Article 22.2 : « Le travail de nuit est interdit aux femmes enceintes sauf avis médical contraire et aux jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit (18) ans. Des dérogations peuvent toutefois être accordées, dans des conditions fixées par Décret, en raison de la nature particulière de l'activité professionnelle. »</p>	<p>Les relations entre employeurs et employés en Côte d'Ivoire sont régies par les dispositions de cette loi. Une attention particulière y est conférée aux exigences environnementales et d'hygiène et de sécurité des salaires en milieu de travail.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>Article 22.4 : « Les conditions dans lesquelles s'effectue le travail de nuit, en particulier les garanties spécifiques exigées par la nature de ce travail, sont fixée, par décret ».</p> <p>Article. 41.2 : « Pour protéger la vie et la santé des salariés, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures utiles qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise. Il doit notamment aménager les installations et régler la marche du travail de manière à préserver le mieux possible les salariés des accidents et maladies ».</p> <p>Article 41.3. « Tout employeur est tenu d'organiser une formation en matière d'hygiène et de sécurité au bénéfice des salariés nouvellement embauchés, de ceux qui changent de poste de travail ou de technique. Cette formation doit être actualisée au profit du personnel concerné en cas de changement de la législation ou de la réglementation ».</p> <p>Article 41.5 : « Tout danger grave et imminent est mentionné sur un Registre spécifique par le Comité de santé et sécurité au travail prévu à l'article 42.1 ci-dessous et l'employeur est tenu de procéder à une enquête avec ce Comité. En cas de divergence sur la réalité de ce danger la partie la plus diligente saisit l'inspecteur du travail et des lois sociales qui convoque une réunion extraordinaire du Comité qui se tient dans les vingt-quatre heures avec la participation obligatoire du médecin inspecteur du Travail et du contrôleur en prévention de l'Institution de Prévoyance sociale ».</p> <p>Article 42.1 : « Un Comité de Santé et Sécurité au Travail est créé dans tout établissement ou toute entreprise employant habituellement plus de cinquante salariés».</p> <p>Article 43.1 : « Tout employeur doit assurer un service de santé au travail au profit des travailleurs qu'il emploie. Ce service de santé au travail existe sous deux formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le service médical autonome ; - le service médical interentreprises ». 	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
Ordonnances		
Ordonnance n°2013-481 du 02 juillet 2013 fixant les règles d'acquisition de la propriété des terrains urbains	<p>Article 1^{er} : « La présente ordonnance s'applique aux terrains urbains, à l'exception de ceux destinés à l'industrie ou à la promotion touristique »</p> <p>Article 2 : « Toute occupation d'un terrain urbain doit être justifiée par la possession d'un titre de concession définitive délivré par le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme »</p> <p>Article 3 : « Le transfert de propriété sur un terrain urbain relevant du domaine de l'Etat est opéré par l'Arrêté de Concession Définitive.</p> <p>L'Arrêté de Concession Définitive est obligatoirement publié au Livre Foncier ».</p> <p>Article 4 : « [...] Pour les terrains urbains situés en dehors du District Autonome d'Abidjan, le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme peut déléguer ses pouvoirs aux autorités déconcentrées suivant les modalités fixées par décret »</p>	Toute propriété d'un terrain dans le domaine urbain doit être justifiée par un arrêté de concession définitive (ACD) délivré par le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme.
Ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public	<p>Article 1^{er} : « La présente ordonnance s'applique aux biens du domaine public appartenant : -à l'Etat ; - aux Collectivités territoriales ; - aux Etablissements publics ; Que ces biens soient gérés par la personne publique propriétaire ou par toute personne morale de droit public ou privé ayant reçu mandat de la personne publique propriétaire à cet effet ».</p> <p>Article 4 : « Les biens du domaine public sont insaisissables, inaliénables et imprescriptibles. L'occupation ou l'utilisation par des personnes privées des dépendances immobilières de ce domaine ne confère pas à ces dernières de droit réel, sous réserve des dispositions des chapitres III et de IV de la présente ordonnance »</p> <p>Article 7 : « L'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire ».</p>	L'occupation des terrains appartenant à l'Etat ne confère pas un droit de propriété à l'occupant.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
Décrets		
<ul style="list-style-type: none"> • Décret du 29 septembre 1928, portant réglementation du domaine d'utilité publique et des servitudes publiques (modifié par décrets du 7 septembre 1935 et du 3 juin 1952) 	<p>Article 1^{er} : « font partie du domaine public:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rivages de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées ainsi qu'une zone de 100 m mesurée à partir de cette limite; - les cours d'eaux navigables ou flottables ainsi qu'une zone de passage de 25 m de large sur chaque rive; Les sources et cours d'eau non navigables ni flottables; - les lacs, étangs et lagunes ainsi qu'une zone de 25 m de large sur chaque rive; - les nappes aquifères souterraines quel que soit leur provenance, leur nature et leur profondeur; - les canaux de navigation, les canaux d'irrigation, les canaux de dessèchement exécutés dans l'intérêt du public ainsi que les dépendances de ces ouvrages; - les chemins de fer, les routes, les voies de communication de toute nature et les dispositifs de protection de ces voies; - les conduites d'eau, les conduites d'égouts, les ports, les digues maritimes et fluviales, les ouvrages d'éclairage et de balisage et leurs dépendances ; - les lignes télégraphiques, téléphoniques et leurs dépendances ainsi que les aériens des stations radioélectriques ; - les ouvrages de fortification des places de guerre ou les postes militaires ainsi qu'une zone large de 250 m autour ces ouvrages. » 	<p>Une fois construite, les lignes HTA et BT, ainsi que les dispositifs divers visant leur protection, seront incorporés au domaine public.</p> <p>En vertu du principe de l'indisponibilité du domaine public, tout droit concédé par l'administration sur le domaine public reste précaire et irrévocable à tout moment. Les occupants du domaine public n'ayant pas fait l'objet de déclassement s'expose à un déguerpissement pur et simple sans mesure d'accompagnement.</p>
<p>Décret n°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction des cultures</p>	<p>Article 2 : « L'indemnité doit être juste, c'est-à-dire permettre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens. Elle ne doit en aucun cas constituer une spéculation pour la victime. »</p> <p>Article 6 : « La fixation du barème des taux d'indemnité et l'organisation de l'évaluation de l'indemnisation sont établies par Arrêté conjoint du Ministère chargé de l'Agriculture et du Ministère chargé de l'Economie et des Finances. »</p>	<p>La mise en œuvre de Programmes structurants peut conduire à la destruction de plans et de cultures appartenant aux populations concernées. Cette réglementation précise les conditions et les modalités financières permettant l'indemnisation de ces populations.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
<p>Décret n°96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux Études relatives à l'Impact Environnemental des projets de développement</p>	<p>Article 3 : « Les termes ci-après sont définis comme suit :</p> <p>1) Etude d'impact Environnemental (EIE) : ensemble des procédés utilisés pour évaluer les effets d'une donnée activité sur l'environnement et proposer toute mesure ou action en vue de faire disparaître, réduire ou atténuer les effets néfastes pour l'environnement susceptibles d'être engendrés par une telle activité.</p> <p>2) Constat d'impact : inventaire des effets du projet ou programme, sans suggérer nécessairement l'étude des variantes et les moyens permettant de corriger les effets négatifs.</p> <p>(...) »</p> <p>Article 5 : « Pour tout projet ayant un lien avec les domaines prévus à l'annexe II du présent décret, l'autorité habilitée à délivrer l'autorisation doit exiger du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire un constat d'impact aux fins d'en évaluer le risque d'impact sérieux sur l'environnement et d'exiger ou non une étude d'impact environnemental ».</p> <p>Article 7 : Dans un délai n'excédant pas les trente jours à compter de la date effective de réception du constat d'impact, le ministre chargé de l'Environnement doit aviser le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire soit de son approbation, soit de l'exigence de la présentation d'une étude d'impact environnemental, soit de la prolongation de l'examen du dossier dans un délai complémentaire de quinze jours. Une copie de la décision sera transmise à l'Administration technique concernée. Le dépôt d'un constat d'impact doit faire l'objet d'un récépissé.</p>	<p>Tous les programmes entrant dans le champ d'application du présent décret devront faire l'objet soit d'une EIES, soit d'un CIES.</p>
<p>Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des Politiques, Plans et Programmes</p>	<p>Article 1 : Au sens du présent décret, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation Environnementale Stratégique, l'approche analytique et participative qui vise à prendre en compte les considérations environnementales dans l'élaboration des politiques, plans et programmes et à évaluer leurs interactions avec les considérations d'ordre économique et social avant leur mise en œuvre. ▪ Notice d'impact, la liste des impacts potentiels majeurs susceptibles d'être générés par le projet de politique, de plan ou de programme. <p>Maître d'ouvrage ou pétitionnaire, une personne physique ou morale chargée d'élaborer, puis de mettre en œuvre les politiques, plans ou programmes.</p>	<p>Les programmes, politiques et stratégies sont soumises à évaluation environnementale stratégique.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre en liaison avec le PROSER
	<p>Article 3 : Sont soumis à l'Evaluation Environnementale Stratégique : - les politiques, plans et programmes élaborés dans les domaines ou secteurs tels que les aires protégées, l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, les mines, l'industrie, les transports, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, les infrastructures économiques, le tourisme, l'éducation, la santé, le plan directeur d'urbanisme, le plan d'occupation des sols, les plans de développement ; - les politiques, plans et programmes susceptibles d'avoir des impacts sur les zones à risques ou zones écologiquement sensibles.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général modifié par le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 	<p>Article 2 : « Les dispositions du présent décret s'appliquent aux terres détenues sur la base des droits coutumiers, mises en valeur ou non, comprises dans les périmètres des plans d'urbanisme ou d'opérations d'aménagement d'intérêt général, dont la délimitation a fait l'objet d'un arrêté du Ministre chargé de l'Urbanisme. »</p> <p>Article 7 nouveau : Le coût maximum de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol est fixé ainsi qu'il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - District autonome d'Abidjan : deux mille francs CFA, le mètre carré ; - District autonome de Yamoussoukro : mille cinq cents francs CFA, le mètre carré ; - Chefs-lieux de Région : mille francs CFA, le mètre carré ; - Chefs-lieux de Département : sept cent cinquante francs CFA, le mètre carré ; - Chef lieux de Sous-préfecture : six cent francs CFA, le mètre carré. <p>Des coûts en deçà des maxima ainsi fixes, peuvent être négociés par les parties pour la purge des droits liés à la perte du sol ».</p>	<p>La purge des droits coutumiers est un procédé administratif de libération des droits fonciers coutumiers par versement d'indemnités compensatrices par la puissance publique. La compensation correspond à la perte de la source de revenus agricoles tirés de l'exploitation du sol. Cette compensation peut se faire en nature et/ou en numéraires. L'indemnisation correspond quant à elle à la destruction des cultures et impenses existant sur les terrains agricoles au moment de la purge.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Décret n°2013-482 du 02 juillet 2013 portant modalités d'application de l'ordonnance fixant les règles d'acquisition de la propriété des terrains urbains 	<p>Article 2 : « La pleine propriété des terrains urbains du domaine de l'Etat est conférée uniquement par un Arrêté de Concession Définitive.</p> <p>L'Arrêté de Concession définitive est obligatoirement publié au Livre Foncier. »</p> <p>Article 3 : « Pour toute parcelle urbaine située en dehors des lotissements approuvés, seul le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme prend l'Arrêté de Concession Définitive sur toute l'étendue du territoire. »</p>	<p>Le décret précise avec plus de détails les conditions dans lesquelles les nouvelles règles en matière de propriété foncière urbaine seront appliquées.</p>

Dispositions complémentaires en matière de sécurité contre les dangers électriques

Le cadre réglementaire s'appuie aussi sur des normes nationales en matière de sécurité contre les dangers électriques. Il s'agit des textes suivants :

- les normes NI 09.04.002 à 003 portant sur les normes ivoiriennes relatives aux conduits électriques ;
- les spécifications, règles, normalisations et instructions dans leurs versions les plus récentes ; en particulier et sans leur accorder un caractère limitatif, les normes de la série N.F relatives aux matériels électriques ;
- les documents techniques unifiés (DTU) établis par le groupe de coordination des textes et publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) ;
- les prescriptions de la norme N.F.C. 13 100 édition décembre 2002 relatifs aux postes de livraison HT/BT établis à l'intérieur d'un bâtiment et alimenté par un réseau de distribution publique de deuxième catégorie ;
- les fiches d'interprétation permanente de l'U.T.E. ainsi que les guides pratiques U.T.E. de mise en œuvre ;
- les prescriptions de la norme N.F.C. 15 100 édition de décembre 2002 relative aux installations B.T, les fiches d'interprétation permanente de l'U.T.E. ainsi que les guides pratiques U.T.E. de mise en œuvre ;
- les prescriptions et additifs relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques (décret du 14 Novembre 1988) ;
- les Règlements de sécurité des établissements recevant du public (Dispositions générales) ;
- les prescriptions des normes NFC 12-101 : Textes officiels relatifs à la protection des travailleurs ;
- les prescriptions des normes NFC 20-010 : Degrés de protection procurés par les enveloppes (code IP) ;
- les prescriptions des normes NFC 20-015 : Degrés de protection procurés par les enveloppes (code IK) ;
- les prescriptions des normes NFC 20-030 : Matériel électrique à basse tension, protection contre les chocs électriques ;
- les prescriptions de la norme N.F.C. 61.110 : appareillages ;
- les prescriptions de la norme N.F.EN 50173-1 systèmes génériques de câblage.

N.B. Cette liste qui n'est pas exhaustive fait la synthèse des principaux textes applicables dans le domaine de la sécurité industrielle, la sécurité au travail et la protection de l'environnement au plan local lors des travaux de réalisation et d'exploitation du projet. Il serait indispensable que le commanditaire s'approprie ces textes dans l'optique d'un développement durable.

4.3 Conventions et Accords Internationaux signés et ratifiés par la Côte d'Ivoire en rapport avec le projet

La Côte d'Ivoire a signé et ratifié depuis son indépendance plusieurs conventions ou accords internationaux relatifs à l'environnement. Un inventaire des Conventions internationales signées par la Côte d'Ivoire en rapport avec le présent projet est présenté dans le tableau suivant :

Tableau 7: Conventions et accords internationaux ratifiés par la Côte d'Ivoire et se rapportant au Projet

Intitulé de la convention et date d'adoption	Date de signature ou ratification	Objectif visé	Aspects liés aux activités du projet
Convention d'Alger sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (1968)	1969	Conserver la nature et les ressources naturelles	<p>Article XIII. processus et activités ayant une incidence sur l'environnement et les ressources naturelles</p> <p>Les Parties individuellement et collectivement et en collaboration avec les organisations internationales compétentes concernées, prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, atténuer et éliminer, le plus possible, les effets nuisibles sur l'environnement, notamment ceux causés par les substances radioactives, toxiques et autres substances et déchets dangereux. A cette fin, elles mettent en œuvre les meilleures pratiques disponibles et s'efforcent d'harmoniser leurs politiques, en particulier dans le cadre des conventions pertinentes qu'elles soient mondiales, régionales ou sous régionales auxquelles elles sont Parties.</p> <p>N.B. Le projet doit tenir compte de ce texte pour la conservation de la nature et les ressources naturelles lors des travaux, notamment les ressources halieutiques de la zone du projet.</p>
Convention de l'OIT (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs (1981)	1er avril 2016	Protéger la santé et la sécurité des salariés sur les sites du projet	<p>Article 4 :</p> <p>Tout pays membre devra, à la lumière des conditions et de la pratique nationales et en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, définir, mettre en application et réexaminer périodiquement une politique nationale cohérente en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail.</p> <p>Cette politique aura pour objet de prévenir les accidents et les atteintes à la santé qui résultent du travail, sont liés au travail ou surviennent au cours du travail, en réduisant</p>

			<p>au minimum les causes des risques inhérents au milieu de travail, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable.</p> <p>N.B. Selon ce texte, le projet doit garantir la vie des travailleurs contre les accidents du travail et les maladies professionnelles lors des travaux.</p>
Convention de l'OIT (n° 161) sur les services de santé au travail (1985)	1er avril 2016	Instauration de structures sanitaires et médicales au niveau du projet en vue de la protection de la santé des travailleurs	<p>Article 1 :</p> <p>Aux fins de la présente convention:</p> <p>l'expression services de santé au travail désigne un service investi de fonctions essentiellement préventives et chargé de conseiller l'employeur, les travailleurs et leurs représentants dans l'entreprise en ce qui concerne:</p> <p>les exigences requises pour établir et maintenir un milieu de travail sûr et salubre, propre à favoriser une santé physique et mentale optimale en relation avec le travail;</p> <p>l'adaptation du travail aux capacités des travailleurs compte tenu de leur état de santé physique et mentale;</p> <p>l'expression représentants des travailleurs dans l'entreprise désigne des personnes reconnues comme telles en vertu de la législation ou de la pratique nationales.</p> <p>N.B. Ce texte exige que le promoteur du projet puisse prévoir des services de santé capables de prendre en charge les travailleurs lors des travaux.</p>
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (1985)	30/11/1992	Diminuer les émissions des gaz à effet de serre (GES).	<p>Article 2 : Obligations générales</p> <p>Les Parties prennent des mesures appropriées conformément aux dispositions de la présente Convention et des protocoles en vigueur auxquels elles sont parties pour protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant ou susceptibles de résulter des activités humaines qui modifient ou sont susceptibles de modifier la couche d'ozone.</p>

			N.B. Conformément à cette disposition, le projet doit réduire les émissions des GES lors des travaux.
Protocole de MONTREAL relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'Ozone (1987)	30/11/1992	Protéger la santé humaine et l'Environnement contre les effets néfastes résultants ou susceptibles de résulter des activités humaines qui modifient ou sont susceptibles de modifier la couche d'ozone.	<p>Article 4 : Réglementation des échanges commerciaux avec les Etats non parties au Protocole</p> <p>Dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, chacune des Parties interdit l'importation de substances réglementées en provenance de tout Etat qui n'est pas Partie au présent Protocole.</p> <p>Substances visées : CFC, HFC, halons</p> <p>N.B. Il ressort de ce texte que l'usage des climatiseurs ne doit pas nuire gravement à la couche d'ozone</p>
Convention de Bâle sur le Contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination (1989)	09/06/1994	Contrôler le mouvement des déchets dangereux, assurer la gestion et l'élimination écologiquement rationnelle et prévenir le trafic illicite des déchets.	<p>Article premier alinéa 1 : Les déchets ci-après, qui font l'objet de mouvements transfrontières, seront considérés comme des "déchets dangereux" aux fins de la présente Convention:</p> <p>a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I, à moins qu'ils ne possèdent aucune des caractéristiques indiquées à l'annexe III; et</p> <p>b) Les déchets qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de Partie d'exportation, d'importation ou de transit. Il s'agit des déchets suivants : Déchets de traitements de surface des métaux, Métaux carbonyles, Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels, Composés du cuivre, Composés du zinc, Matières corrosives.</p> <p>N.B. Le transport des déchets dangereux pour les activités du projet sont réglementés au plan international. En outre, le promoteur doit réduire la quantité de déchets liquides, solides, gazeux produits et veiller à leur élimination rationnelle.</p>

Convention de BAMAKO sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux (1991)	1994	Interdiction d'importation en Afrique de tous les déchets dangereux, pour quelque raison que ce soit, en provenance des Parties non contractantes. Leur importation est déclarée illicite et passible de sanctions pénales.	<p>Article 2 : Les déchets ci-après, qui font l'objet de mouvements transfrontières, seront considérés comme des "déchets dangereux" aux fins de la présente Convention:</p> <p>a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant aux annexe I et II, et</p> <p>b) Les déchets qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de Partie d'exportation, d'importation ou de transit. Il s'agit des déchets suivants : Déchets de traitements de surface des métaux, Métaux carbonyles, Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels, Composés du cuivre, Composés du zinc, Matières corrosives.</p> <p>N.B. Les déchets dangereux liés au projet sont identifiés et réglementés par les Etats africains parties à la convention. Les autorités proscrivent leur importation.</p>
Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1992)	14/11/1994	Stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Elle permet en outre aux écosystèmes de s'adapter naturellement aux changements climatiques.	<p>Article 1er - PRINCIPE 4 :</p> <p>On entend par «émissions» la libération de gaz à effet de serre ou de précurseurs de tels gaz dans l'atmosphère au-dessus d'une zone et au cours d'une période données.</p> <p>Article 1er - PRINCIPE 5 :</p> <p>On entend par «gaz à effet de serre» les constituants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et réémettent le rayonnement infrarouge.</p> <p>Article 3 - PRINCIPE 4 :</p> <p>Les Parties ont le droit d'œuvrer pour un développement durable et doivent s'y employer. Il convient que les politiques et mesures destinées à protéger le système climatique contre les changements provoqués par l'homme soient adaptées à la situation propre de chaque Partie et intégrées dans les programmes nationaux de développement, le développement économique étant indispensable pour adopter des mesures destinées à faire face aux changements climatiques.</p> <p>N.B. Les émanations qui seront dégagées par le projet dans l'atmosphère sont des gaz à effet de serre. Leur production doit être contrôlée.</p>

Convention Cadre des Nations Unies sur la diversité biologique /1992	29/11/1994	Engagement à conserver la diversité biologique, à utiliser les ressources biologiques de manière durable et à partager équitablement les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.	<p>Article 7 c) : Chaque Partie contractante...Identifie les processus et catégories d'activités qui ont ou risquent d'avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et surveille leurs effets par prélèvement d'échantillons et d'autres techniques.</p> <p>N.B. Le promoteur doit prendre toutes les mesures afin d'exercer une surveillance sur les aspects du projet qui sont susceptibles de porter atteinte aux ressources naturelles, notamment les ressources halieutiques de la zone du projet.</p>
Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre (1997)	2007	Réduction de l'émission des gaz à effet de serre	<p>Sont énumérés par l'ANNEXE A du protocole, les sources de nuisances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gaz à effet de serre émis par l'activité industrielle : Dioxyde de carbone (CO2) ; Méthane (CH4) ; Oxyde nitreux (N2O) - Déchets générés par l'activité industrielle : Mise en décharge de déchets solides, traitement des eaux usées ; Incinération des déchets <p>N.B. Les déchets et gaz à effet de serre produits par le projet doivent être stabilisés pour la protection du climat.</p>
L'accord de Paris sur le Climat (2015)	2016	Réduire le réchauffement Climatique	<p>Article 2 :</p> <p>Le présent Accord, en contribuant à la mise en œuvre de la Convention, notamment de son objectif, vise à renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté, notamment en :</p> <p>Contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques.</p> <p>N.B. Selon ce texte, le projet doit réduire les émissions de GES lors des travaux.</p>

4.4 Politiques de Sauvegarde Environnementale et Sociale de la Banque Africaine de Développement (BAD) applicables au Projet

Les Sauvegardes Opérationnelles (SO) de la BAD, en relation, avec le PROSER en Côte d'Ivoire sont :

- **la Sauvegarde Opérationnelle 1 (SO 1) : Évaluation environnementale et sociale**

Cette SO faitière régit le processus de détermination de la catégorie environnementale et sociale d'un projet, et les conditions d'évaluation environnementale et sociale qui en découlent. Les exigences portent sur : le champ d'application, la catégorisation, l'utilisation de l'évaluation environnementale et sociale stratégique (SESA) et l'évaluation de l'impact environnemental et social. Sur les Plans de gestion environnementale et sociale, l'évaluation de la vulnérabilité au changement climatique, la consultation publique, les impacts communautaires, l'évaluation et la prise en charge des groupes vulnérables et les procédures de règlement des griefs. Il actualise et consolide les engagements politiques énoncés dans la politique environnementale de la Banque.

- **la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2) : Réinstallation involontaire : acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations**

Cette SO consolide les engagements et conditions politiques énoncés dans la politique de la BAD sur la réinstallation involontaire, et incorpore un certain nombre d'améliorations visant à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions. En particulier, la sauvegarde opérationnelle englobe les notions globales et innovantes de subsistance et de ressources, dans leurs dimensions sociale, culturelle et économique. Sur la nécessité cruciale de maintenir la cohésion sociale, les structures communautaires et les interrelations sociales inhérentes à la notion de propriété commune.

La SO2 confirme la nécessité d'assurer une indemnisation au coût de remplacement intégral, l'importance de la mise en œuvre d'une réinstallation qui améliore le niveau de vie, la capacité de génération de revenus, et des moyens globaux de subsistance, et la nécessité de veiller à ce que les considérations sociales telles que le genre, la vulnérabilité, et les enjeux liés aux résultats du projet.

- **la Sauvegarde Opérationnelle 5 (SO 5) : Conditions de travail, santé et sécurité**

Cette SO définit les exigences de la Banque envers ses emprunteurs ou ses clients, relatives aux conditions des travailleurs, à leurs droits et protection contre les mauvais traitements ou l'exploitation. Elle couvre les conditions de travail, les organisations de travailleurs, la santé et la sécurité au travail, et la prévention du travail des enfants ou du travail forcé.

4.5 Cadre institutionnel

Depuis les années 1990, la gestion de l'Environnement s'est progressivement transformée en une priorité incontournable dans la conception et l'élaboration des projets de développement en Côte d'Ivoire. Cette gestion implique une diversité d'intervenants selon l'objet d'étude. Tenant compte du contexte et la nature du projet ainsi que les aspects environnementaux et sociaux qui lui sont liés suivant le contexte des zones de réalisation, le cadre institutionnel portera sur les institutions ci-après indiquées.

Leurs interventions se feront sous forme de contrôle et de vérification de conformités environnementales, d'assistance et d'appui lors de l'application des mesures en vue de supprimer, réduire et de compenser les conséquences dommageables du Projet sur l'environnement. Le tableau ci-après, présente les institutions nationales impliquées dans l'exécution de la politique environnementale du présent Projet.

Tableau 8: Institutions nationales de mise en œuvre de la Politique Environnementale du PROSER

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables (MPEER)	Le Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables met en œuvre la politique nationale en matière de production de l'électricité. Le Ministère agit activement dans le cadre de ce projet à travers les structures ci-après.	La Direction Générale de l'Énergie assure, pour le compte du ministère, la planification de la politique nationale énergétique.
	<p>Côte d'Ivoire Énergies (Côte d'Ivoire Energies) est une Société d'État créée par le décret n°2011-472 du 21 décembre 2011. Elle est née de la fusion de la Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité (SOGEPÉ) et la Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).</p> <p>Elle est chargée d'assurer le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'État en tant qu'autorité concédant. Elle planifie l'offre et la demande en énergie électrique en coordination avec d'autres administrations impliquées dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'électricité.</p>	Côte d'Ivoire Energies assure la maîtrise d'ouvrage du projet.
	<p>Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire (ANARE-CI) : Créée par le décret n°2016-785 du 12 octobre 2016, l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire (ANARE-CI) est un organe indépendant de régulation du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire. Les missions de l'ANARE-CI sont de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôler le respect des lois et règlements ainsi que des obligations résultant des autorisations ou conventions en vigueur dans le secteur de l'électricité; - préserver les intérêts des usagers du service public d'électricité et de protéger leurs droits ; - proposer à l'Etat des tarifs applicables dans le secteur de l'électricité, y compris les tarifs de l'accès aux réseaux - régler les litiges dans le secteur de l'électricité, notamment entre opérateurs et opérateurs et usagers ; - conseiller et d'assister l'Etat en matière de régulation du secteur de l'électricité. 	Elle surveille les activités de l'exploitant et sanctionne les actes non conformes à la législation en vigueur.

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD)	Le MINEDD est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique nationale en matière de protection de l'environnement et de promotion du développement durable.	La Direction Générale de l'Environnement et la Direction Générale du Développement Durable du MINEDD sont impliqués dans la validation de l'étude d'impact environnemental.
	<p>Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) : le décret n°97-393 du 9 juillet 1997 porte création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Agence Nationale De l'Environnement (ANDE). Ses missions de l'ANDE qui sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental ; - effectuer le suivi et procéder à l'évaluation des projets du plan national d'action environnementale (PNAE) ; - constituer et gérer un portefeuille de projets d'investissements environnementaux ; - participer, au côté du ministère chargé de l'économie et des finances, à la recherche de financements du PNAE ; - garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et programmes de développement ; - veiller à la mise en place et à la gestion d'un système national d'information environnemental; - mettre en œuvre, la procédure d'étude d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macroéconomiques ; - mettre en œuvre les conventions internationales dans le domaine de l'environnement ; - établir une relation suivie avec les réseaux d'ONG. 	L'ANDE aura à charge de valider cette évaluation environnementale, stratégique et sociale, le contenu du PCGES ainsi que le suivi des mesures environnementales prescrites.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	Le Ministère de la défense est chargé de la conduite de la politique nationale en matière de défense et de maintien de la paix sur tout le territoire de la Côte d'Ivoire.	Les Brigades de la Gendarmerie nationale installées dans les départements visés par le projet, placées sous l'autorité du Ministre en charge de la Défense, assureront la sécurité des biens et des personnes.
Ministère de la Sécurité et de la protection civile (MSPC)	<p>Le Ministère de la Sécurité et de la protection civile est en charge de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'administration du territoire, de sécurité et de protection civile, il est représenté dans les localités retenues par les différentes circonscriptions administratives que sont : la Région, le Département, la Sous-Préfecture et le village. Elles veillent toutes à la bonne exécution des actions du gouvernement à travers la coordination des activités des services administratifs et techniques, ainsi que de la supervision des rois et chefs traditionnels.</p> <p>Le Ministère de la Sécurité et de la protection civile convient également de citer les entités décentralisées que sont les Communes et les Régions qui pourront intervenir dans le cadre des projets par les organes que sont le Maire ou le Président du Conseil Régional</p> <p>Il est le département ministériel en charge de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'administration du territoire, de sécurité et de protection civile qui sont des questions en lien avec la réalisation du projet.</p>	Il intervient dans l'administration du territoire et est garant de la sécurité intérieure de l'État.
	Les Préfectures : Les Préfectures sont administrés par des Préfets qui représentent l'administration à l'échelon régional ou départemental. Les Préfets sont chargés de l'organisation et de l'administration en Régions et dans les Départements. Les Préfets ont sous leur autorité les différentes sous-préfectures qui sont les échelons les plus proches des populations affectées par le projet.	Tous ces démembrements de l'administration au niveau local qui sont des parties prenantes du projet doivent être associés à toutes les phases de sa réalisation.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	Créée en 2000, par le décret n°2000-822 du 22 novembre 2000, la Direction de la Protection Civile devient un EPN classé dans la catégorie des EPA et prend la dénomination d' Office National de la Protection Civile (ONPC) , structure sous la tutelle du Ministère de la Défense et de la Protection Civile. En 2008, le décret n° 2008 - 60 du 28 février 2008 transforme l' ONPC en une Direction Générale placée sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur a pour mission, la prévention des risques civils et la mise en œuvre des moyens de secours que requièrent la sauvegarde des personnes et la protection des biens des populations et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes, en collaboration avec les Autorités Administratives locales compétentes.	Dans le cadre de ce projet, l'ONPC intervient pour l'évaluation du Plan d'Opération Interne (POI) de l'entreprise chargée des travaux et pour la mise en place du Plan Particulier d'Intervention (PPI). Veiller au respect des normes de sécurité des installations d'énergies électriques.
	Police nationale : Les services de la police nationale sont représentés dans toutes les communes traversées par le projet. Elle a en charge la sécurisation des biens et des personnes.	Côte d'Ivoire Energies pourra solliciter leur appui pour l'élaboration d'une stratégie sécuritaire de l'ensemble du projet.
	Les Régions et les Communes. Le rôle de ces acteurs décentralisés tire son fondement de la loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles. Elle dispose d'une Direction Technique chargée entre autres de la promotion des questions environnementales et de la planification de l'aménagement du territoire.	Ces Collectivités territoriales sont des bénéficiaires des retombées des travaux qui seront réalisés. A cet égard elles devront être associées dans la planification des besoins. En tant que parties prenantes, leur implication sera aussi importante pour les actions de sensibilisation auprès des populations sur les avantages attachés à la réalisation de ce projet.
Ministère de l'Economie et des Finances	Il est chargé de la mise en œuvre de politique du gouvernement en matière économique, financière et monétaire.	Il assure la disponibilité des fonds nécessaires à la réalisation du projet et en contrôle son utilisation.
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité (MINASS)	Le MINASS met en œuvre et suit la politique du Gouvernement, en matière de protection, d'amélioration et d'assainissement du cadre de vie et de travail.	La délégation régionale de l'ANAGED pourra aider CÔTE D'IVOIRE ENERGIES et les entreprises retenues pour effectuer les travaux, à mettre en place un système écologiquement rationnel pour l'élimination des déchets solides ménagers et assimilés.
	Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) : L'ANAGED est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial créée par le décret n° 2017-692 du 25 octobre 2017. L'ANAGED est née de la dissolution-fusion	

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	<p>de l'Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (ANASUR) et du Fonds de Financement des Programmes de Salubrité Urbaine (FFPSU). Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de gestion de tous types de déchets solides; - l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de gestion de tous types de déchets solides en mettant l'accent sur la valorisation des déchets en vue de promouvoir une économie circulaire; - l'instauration de mécanismes et d'incitations économiques en vue de faciliter les investissements dans le cadre de la gestion de tous types de déchets solides ; - la régulation de la gestion de tous types de déchets solides; - la délégation du service public de propreté dans les Régions et Communes de Côte d'Ivoire; - la conduite des opérations de planification et de création des infrastructures de gestion de tous types de déchets solides; - le contrôle du service public de propreté éventuellement délégué aux collectivités territoriales ou personnes morales de droit privé; - l'assistance technique aux collectivités territoriales et au secteur privé; - la maîtrise d'ouvrage délégué de tous travaux de construction, d'entretien et de réhabilitation des infrastructures de gestion de tous types de déchets solides; - la mobilisation des ressources financières nécessaires pour la gestion de tous types de déchets solides. <p>L'ANAGED dispose d'une délégation régionale dans chacune des régions de Côte d'Ivoire.</p>	

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisation (MCLU)	Il met en œuvre la politique nationale en matière de construction, de logement, d'assainissement et d'urbanisme. Ses services, tel que le Guichet Unique du Permis de Construire, sont chargés de la délivrance des titres de propriétés des terrains situés dans le domaine urbain.	Les services du ministère de la construction accompagneront CÔTE D'IVOIRE ENERGIES dans la gestion de toutes questions foncières. Ils veilleront à authentifier les documents présentés par les PAPs et aideront à évaluer les différents bâtis impactés.
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	Placé sous l'autorité directe du Premier Ministre, il assure la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière budgétaire, douanière et fiscale. Il assure la tutelle financière des Sociétés d'Etat.	Il veillera à la bonne exécution des fonds dégagés pour la réalisation du projet.
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Le MSHP est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Santé et d'Hygiène Publique. La politique de santé et d'hygiène publique en Côte d'Ivoire est fondée sur le Plan National de Développement Sanitaire 2016-2020. Ces structures telles que la Direction de l'Hygiène Publique et de la Santé-Environnement (DHPSE) , les Directions Régionales et Départementales de la Santé (DRDS) et l' Institut National de l'Hygiène Publique (INHP) veillent au respect de la réglementation en matière d'hygiène et de santé des travailleurs et des populations.	Dans le cadre du projet, la DHPSE s'assurera que les mesures environnementales prises garantissent à préserver la santé du personnel et des populations dans la zone du projet. Les DRDS et l'INHP appuieront le projet à la mise en place des mesures de santé et d'hygiène pour la préservation de la santé du personnel et des populations dans la zone d'influence du Projet
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi et de protection sociale. Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi et de protection sociale. Diverses structures placées sous sa tutelle interviennent dans la mise en œuvre du projet. Ce sont notamment la Direction de la Santé et de la Sécurité du Travail , l' Inspection du travail et la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) .	À travers ces différentes structures, le Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale s'assurera que le personnel employé pendant les travaux soit traité conformément aux normes en vigueur. Que leurs droits soient protégés et garantis, et que les travailleurs permanents soient déclarés à la CNPS.
Ministère de l'équipement et de l'entretien routier	Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays en infrastructures dans les domaines des Travaux Publics.	

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	L'AGEROUTE (Agence de Gestion des Routes) exécute des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Elle se charge également des projets d'aménagement et d'entretien de la voirie.	Dans le cadre du présent Projet, il interviendra à travers l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), pour le développement et l'entretien des voies d'accès des sites du Projet et le développement des localités bénéficiaires du projet.
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Il conduit la politique gouvernementale en matière d'agriculture et de développement rural. À ce titre, il a en charge la gestion du domaine foncier rural qui est une thématique majeure liée à la mise en œuvre du projet.	L'appui des services du MINADER sera indispensable pour mener à bien tout le processus d'indemnisation des PAPs qui au regard de la localisation du projet seront en majorité des communautés rurales.
	La Direction Générale du Développement Rural et de la Maîtrise de l'Eau dans le Domaine Agricole veillera particulièrement à la question foncière. Au niveau local, le ministère agira à travers ses différentes directions régionales représentées dans les différents départements traversés par le projet. Ces différentes administrations participent à l'évaluation des cultures détruites du fait d'un projet et à l'authentification des titres de propriété foncière détenues par les populations.	
Ministère des Ressources animales et Halieutiques	Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de préservation et de conservation des stocks de ressources animales et halieutiques.	L'appui de ce Ministère pourrait intervenir au titre de la réinstallation des PAP, notamment par le développement d'activités pourvoyeuses de revenus pour l'amélioration de leurs conditions de vie.
Ministère des Eaux et Forêts	Le Ministère des Eaux et Forêts a en charge la gestion durable des forêts, des ressources en eau ainsi que de la faune et de flore.	Son implication se situe au niveau de la protection des ressources en eau et des zones forestières localisées à proximité des zones du projet.
	La Direction Générale des Forêts et de la Faune a pour mission de gérer le patrimoine forestier national.	Elle accomplira ses missions dans les localités grâce à des Directions Régionales, Départementales.
	La Direction Générale des Ressources en Eaux (DGRE) a pour mission De gérer les ressources en eau et la mise en œuvre du Code de l'Eau.	La DGRE accomplira ses attributions dans les localités grâce à des Directions Régionales, Départementales.
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE)	Ce département ministériel a en charge la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de protection et de promotion des droits de la femme. L'implication de sa Direction de la promotion et de l'autonomisation de la femme sur les questions de genre est attendue.	Au regard de la politique de la BAD relative à la promotion du genre, les Directions Régionales de ce ministère seront impliquées dans la réalisation du projet.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Banque Africaine de Développement	Le projet bénéficie de l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD). À cet égard, la BAD a développé depuis plusieurs années un Système de Sauvegardes Intégré qui contient un ensemble de cinq critères de sauvegardes spécifiques que les Etats sont tenus de respecter lorsqu'ils traitent des impacts et risques environnementaux et sociaux.	Financement du projet.
Secteur privé	Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE) : Liée à l'État de Côte d'Ivoire par une convention de concession depuis 1990, la CIE est chargée d'exploiter et d'entretenir les moyens de transport et de distribution de l'électricité dans l'ensemble du pays.	Elle exploitera les infrastructures après leur construction.
	Entreprises de travaux d'électricité : CÔTE D'IVOIRE ENERGIES recrutera des entreprises spécialisées dans l'exécution des travaux d'électrification. L'exécution de leurs différentes tâches devra se conformer à la réglementation en matière de protection de l'environnement et se dérouler dans le cadre tracé par les PGES élaborés pour chaque projet spécifique. Au démarrage des travaux, chaque entreprise sélectionnée devra produire et soumettre à l'approbation du maître d'œuvre les documents environnementaux suivants : <ul style="list-style-type: none"> - un Plan de Gestion Environnementale et Sociale de son chantier (PGES-C). - un Plan Assurance Environnement (PAE) ; - un Plan Particulier de Gestion des Déchets (PPGED) et - un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. 	Effectuer les travaux pour le compte de CÔTE D'IVOIRE ENERGIES

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Organisations de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs Organisations Non Gouvernementales (ONG) installées en Côte d'Ivoire mènent de remarquables activités en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations. Deux groupes d'Organisations non gouvernementales sont à prendre en compte, les ONG chargées de la protection de l'environnement et les ONG de défense des droits de l'homme. Les ONG engagées dans la défense et la conservation de l'environnement sont nombreuses et diverses. Elles sont très actives en matière de sensibilisation, de formation et de gestion durable des ressources naturelles en Côte d'Ivoire. À côté, nous avons les ONG en matière de droits humains, tout aussi nombreuses, qui sont regroupées parfois en grands groupements. Elles suivent les actions ayant un impact sur les PAPs de sorte à veiller au respect de leurs droits. 	Elles seront sollicitées pour participer aux consultations publiques, ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre du projet.

Tableau 9: Autres parties prenantes de mise en œuvre de la Politique Environnementale du PROSER

Les Bureaux de Contrôle ou de maîtrise d'œuvre des travaux	Les bureaux d'ingénieurs conseils qui seront recrutés pour la maîtrise d'œuvre des travaux, devront assurer le contrôle et du suivi environnemental et social de l'exécution des travaux.	Les Bureaux de Contrôle doivent s'assurer que tous les intervenants sur les chantiers (surveillants de chantier, entrepreneurs, chef de chantier, techniciens, ouvriers, autres) soient sensibilisés aux principales préoccupations environnementales et sociales et aux mesures de protection du milieu liées à la réalisation des travaux et veiller à l'application des mesures d'atténuation préconisées.	Ils interviennent pendant la phase des travaux.
Les Entreprises en charge des travaux	Les entreprises sont chargées de l'exécution des travaux et de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du PGES.	Les entreprises recrutées pour les travaux sont responsables de la prise en compte de l'ensemble des préoccupations environnementales et sociales soulevées et doivent veiller au strict respect des mesures énoncées dans le présent rapport aux fins de préserver la qualité de l'environnement dans la zone du projet.	Elles interviennent pendant la phase des travaux.

Les Communautés locales	Ce sont les populations des villages bénéficiaires du Projet. Il s'agit des personnes affectées directement ou indirectement par le projet, les chefs de quartiers, les chefs des communautés (interface entre l'Administration locale et les populations). Leur importance est décisive pour l'appropriation du projet par tous les acteurs.	Les consultations publiques devraient s'étendre à ces groupes sociaux afin de prendre en compte leurs préoccupations et recommandations. Cela va susciter une meilleure adhésion des populations au projet et faciliter sa mise en œuvre.	Elles interviennent pendant la phase des travaux et pendant la phase de mise en service des infrastructures.
Les Organisations Non Gouvernementales (ONGs)	En plus de la mobilisation sociale, les Organisations Non Gouvernementales (ONGs) participeront à la sensibilisation des populations et au suivi de la mise en œuvre des politiques d'électrification en vue de la protection des consommateurs.	Elles seront sollicitées pour participer aux consultations publiques, ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre du projet.	Elles interviennent pendant la phase des travaux.

5. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE LA ZONE DU PROJET

5.1 Situation environnementale et socioeconomique dans le district de la vallee du bandama

La Vallée du Bandama est un district de Côte d'Ivoire, en Afrique de l'ouest, qui a pour chef-lieu la ville de Bouaké. Ce district est situé au centre du pays, entre les districts du Woroba à l'ouest, des Savanes au nord, du Zanzan à l'est, des Lacs au sud et du Sassandra-Marahoué au sud-ouest. Trois (3) départements sont concernés et ce sont : Bouaké, Beoumi, dans la Région du Gbêkê et Niakaramadougou dans la Région du Hambol.

La description de l'état initial de l'environnement de référence de la zone de projet s'est effectuée par région faisant partie du District de la Vallée du Bandama.

5.1.1 Situation environnementale et socioeconomique dans la region de Gbêkê

5.1.1.1 Environnement physique de la région de Gbêkê

5.1.1.1.1 Géologie et sols

L'ensemble des formations de la région date du Précambrien. C'est un vaste complexe essentiellement granitique, qui comprend également des plages schisteuses.

Les granites occupent la plus grande partie de cette région. Ce sont particulièrement des granites orientés à deux micas et des granites indifférenciés ou des granites de type Baoulé ou de type intrusif.

Les schistes sont également représentés, comme dans le reste de la Côte d'Ivoire, par des bandes plus ou moins larges. C'est un ensemble assez homogène dans sa structure car il est composé essentiellement de schiste et de grauwaheux birrimiens.

5.1.1.1.2 Relief

Le relief de la région de GBEKE est monotone par endroit et surtout très contrasté. Il est constitué en général d'une pénéplaine granitique caractérisée par une succession d'interfluvies à sommets plan-convexes avec des versants convexo-rectilignes à pente moyenne.

5.1.1.1.3 Climat

La Région de Gbêkê est située dans un climat de transition entre le climat tropical au Nord et le climat équatorial au Sud. Ce climat est caractérisé par quatre (04) saisons d'inégales longueurs :

- deux (02) saisons de pluie dont une grande de Mars à mi-Juillet et une (01) petite de mi-Septembre à Novembre ;
- deux (02) saisons sèches caractérisées par une plus grande de Décembre à Mars et une petite saison sèche de mi-Juillet à mi-Septembre.

5.1.1.1.3 Hydrographie et ressources en eau

La Région du Gbêkê se trouve dans le régime équatorial de transition atténué. Le réseau hydrographique de la Région est très fortement marqué par la présence du Bandama.

5.1.1.2 Environnement biologique dans la région du Gbêkê

La végétation de la région du Gbêkê est représentée en grande partie de forêts claires, de jachères et de savanes. A cette végétation, il faut ajouter des forêts galeries qui longent des cours d'eau temporaires et leurs affluents. On rencontre également dans cette zone des plantations et des cultures vivrières.

5.1.1.2.7 Faune de la région du Gbêkê

❖ Faune mammalienne

Douze (12) espèces de mammifères ont été fréquemment citées dans la littérature et par les populations lors des consultations publiques. Les ordres des Rodentia et Artiodactyla sont de loin les plus rencontrés ensuite viennent les ordres des Carnivora. Sur le plan spécifique, *Cricetomys gambianus*, *Thryonomys swinderianus* sont les espèces les plus fréquentes suivi du genre *Cephalophus* et *Philantomba*.

❖ Avifaune

Selon l'habitat préférentiel, les oiseaux des milieux ouverts sont les plus représentés. Ils sont suivis des oiseaux de forêts secondaires et enfin des oiseaux d'eau. Ce sont en majorité des espèces résidentes. Celles-ci sont suivies des espèces à statut mixte, c'est-à-dire les espèces à la fois résidentes et migratrices et des espèces migratrices du Paléarctique représentant l'ordre des oiseaux le plus représenté est celui des Passeriformes. Les familles les plus représentées de cet ordre sont les Ploceidae les Cisticolidae les Nectariniidae avec quatre espèces et les Pycnotidae avec trois espèces. Les Non Passeriformes sont également représentés. Dans cet ordre, les familles les plus représentées sont les Columbidae suivies des Cuculidae et enfin des Accipitridae, Psittacidae et Musophagidae.

5.1.1.3 Environnement socioéconomique et humain dans la région du Gbêkê

Selon les résultats du RGHP 2014, la population la région de Gbêkê est d'environ 1 440 826 habitants pour une superficie de 9 136 km², soit une densité d'environ 131,3 hts /km². L'on note un brassage ethnique et de nationalités dans la cité de Gbêkê, marqué par une forte prédominance de Baoulé, de Malinkés et de ressortissants de la CEDEAO répartis entre les sous-préfectures et/ou communes.

5.1.1.3.1 Situation administrative

La région du Gbêkê dont le chef lieu est Bouaké est située au centre de la Côte d'Ivoire, à 330 km d'Abidjan. Elle est limitée au Nord par la région du Hambol, au Sud par la région du Bélier, à l'Est par la région d'Iffou, à l'Ouest par les régions du Béré et de la Marahoué.

La région du Gbêkê se subdivise en quatre (04) départements :

Bouaké, (chef lieu) ; Béoumi ; Sakassou ; Botro.

08 Communes :

Bouaké ; Diabo ; Sakassou ; Béoumi ; Botro ; Brobo ; N'Djébonouan ; Bodokro.

19 Sous-préfectures :

Bouaké ; Bounda ; Brobo ; Djébonoua ; Mamini ; Béoumi ; Ando Kékéréno ; Bodokro ; Kondrobo ; Lolobo ; N'Guessankro ; Botro ; Diabo ; Krofoinssou ; Languibonou ; Sakassou, Ayaou Sran ; Dibri Assirikro et Toumodi sakassou.

5.1.1.3.2 Activités économiques

• Agriculture

Les principales cultures industrielles sont l'anacarde et le coton. L'on rencontre, par ailleurs, quelques petites plantations de café dans la zone du département de Beoumi et un peu de cacao dans le département de Sakassou. En plus des cultures industrielles, les populations du département pratiquent aussi les cultures vivrières notamment l'igname, le manioc, le riz, l'arachide, le gombo, l'aubergine et d'autres produits maraîchers.

• Elevage

Les principales activités d'élevage concernent les bovins, les ovins, les caprins, la volaille, les porcins et l'aulacaudiculture (élevage d'agoutis).

- **Commerce**

L'activité dominante dans la région du Gbêkê est le commerce dans toute sa diversité, le marché de Gros de vivriers et les marchés périphériques existant dans les grandes agglomérations le démontrent si bien. L'on y trouve des magasins de vente de produits vestimentaires, alimentaires et divers autres articles. La commercialisation des engins à deux et trois roues s'est particulièrement développée à la faveur de la décennie de crise qu'a connue le pays.

- **Industrie**

L'activité industrielle reste relativement importante dans la région du Gbêkê avec une dizaine d'établissements industriels malgré la longue crise militaro-politique qui l'a éprouvée.

- **Tourisme**

La région regorge de potentialités touristiques énormes :

- la cour royale (la tombe des rois) dans le quartier Walèbo à Sakassou ;
- les poteries de Wassou dans la Sous-préfecture de Dibiri Assrikro et Tanou Sakassou (route de Brobo) ;
- le Goli oka (lieu d'observation d'hippopotames de Bourébo, Sous-préfecture de Kondrobo), les vastes labyrinthes de grottes préhistoriques à Agbassi, Sous-préfecture de Béoumi ;
- les fortifications de Samory Touré à Marabadiassa ;
- un parc animalier et réceptif hôtelier de N'Zi River lodge dans la Sous-préfecture de Brobo ;
- la cathédrale Sainte Thérèse, le Monastère des Bénédictins et Bénédictines ;
- la teinture de Dar-es-Salam ;
- le centre de formation artisanale des handicapés physiques dans la commune de Bouaké et les forgerons de Djébonoua.

- **Education**

La région de Gbêkê dispose deux universités, des grandes écoles, des lycées professionnels et techniques, des groupes scolaires primaires et maternels.

- **Santé**

La région compte cent-neuf (109) établissements publics dont : 1 Centre Hospitalier Universitaire (CHU), 4 hôpitaux généraux (HG), 104 Etablissements Sanitaires de Premier contact (ESPC), 77 services de maternité et 16 officines de pharmacies (RASS, 2017).

- **Culture et sport**

Il existe plusieurs valeurs culturelles :

La danse Adjanou qui est une exclusivité du peuple baoulé, le Djêla, le Goli danse sacrée et de réjouissance empruntée aux peuples Gouro et au Wan.

L'artisanat occupe une place primordiale de la vie sociale, par la variété de sa production et la destination de celle-ci : panier, éventail, canaris, assiette, écuelle, mortier et pilon, tissage des filets de chasse et de pêche, etc. Il existe aussi les masques et les statuettes qui suscitent la curiosité des visiteurs, notamment les occidentaux.

Au plan sportif, Bouaké a de tout temps été un carrefour sportif de premier plan en Côte d'Ivoire.

5.1.2 Situation environnementale et socioéconomique dans la région du Hambol

5.1.2.1 Environnement physique

5.1.2.1.1 Le relief

La région étudiée se situe dans la partie septentrionale du "V baoulé". Son paysage est influencé par l'interfluve Bandama-N 'Zi, formé de vastes plateaux et de collines massives culminant vers 320 mètres, et dominant de longs versants et des fonds de vallées évasées (vers 220 mètres d'altitude). Parmi les inselbergs, se distingue le mont Niangbo, le point culminant du département avec 700 m d'altitude.

5.1.2.1.2 La pédologie

Globalement les sols qui recouvrent le territoire ivoirien peuvent être regroupés en quatre principales entités d'importance inégale : les sols ferralitiques dénaturés ; les sols ferrugineux tropicaux ; les sols sur roches basiques avec des zones de cuirassement ; les sols hydromorphes ou sols littoraux.

Les sols de la région du Hambol sont essentiellement constitués de sols ferralitiques. Ils présentent quelques variations essentiellement dues à la topographie ou à l'anthropisation.

Ainsi, au voisinage des roches granitiques, des sols primaires, qui peuvent ensuite se dégrader pour aboutir à des Ferri sols dans les bas-fonds. Les horizons de surface de ces sols sont limono-sableux et riches en gravillons.

5.1.2.1.3 La géologie

La région du Hambol se situe dans le domaine Baoulé-Mossi et est constituée d'une diversité de formation birimiennes dont les principales sont : des granitoïdes calco-alcalins et alumino-potassiques (granites à deux micas), des métavulcanites, des roches vertes et des métasédiments (Doumbia, 1997). En partant de la frontière Est du département jusqu'à Katiola passant par Marabadiassa et la rive droite du Bandama, s'étend une large bande de flyschs birimiens bordés au Nord de Katiola, dans la partie sud-est, par les roches du complexe volcano-sédimentaire, elles-mêmes entourant un grand massif intrusif. L'orientation générale de ces structures est NNE-SSO (figure). L'extrême sud-est est occupé par des granites éburnéens (Geomines, 1982).

5.1.2.1.4 Le climat

La région du Hambol appartient au climat tropical de type subsoudanéen caractérisé par un régime à deux saisons : une grande saison pluvieuse qui s'étend sur plus de la moitié de l'année c'est-à-dire d'avril à octobre et une saison sèche de novembre à mars. C'est dans le mois d'août que l'on observe le maximum de pluie (environ 285 à 300 mm d'eau).

- **La pluviométrie**

La pluviométrie annuelle est très variable. Les mois de novembre, décembre, janvier, février et mars sont les mois les moins arrosés dans le Nord de la Côte d'Ivoire. Les hauteurs pluviométriques enregistrées sont, dans la plupart des cas, inférieures à 50 mm. Les valeurs les plus basses sont observées en décembre et janvier. De plus, l'Harmattan, vent chaud et sec du nord-est, est responsable de la baisse brutale de l'humidité relative au cours de la saison sèche ; les minimums sont inférieurs à 20 %, les maximums sont compris entre 45 % et 75 %. La pluviométrie du département est de 800 à 900 mm.

- **La température et l'insolation**

La température moyenne annuelle oscille entre 26° C et 27°5 C (voir tableau ci-après). La variation annuelle moyenne de température est donc relativement élevée. L'insolation moyenne oscille entre 2600 heures et 2700 heures.

5.1.2.1.5 Hydrographie et Hydrologie

La région du Hambol est parcourue par les affluents du fleuve Bandama. Les rivières Bou, Naramou et Nabion à l'Ouest et les rivières Kiohan et Loho, affluents du N'zi à l'Est.

Du point de vue hydrogéologique, ces différentes formations, à l'état sain, présentent une porosité et une perméabilité très faibles. Cependant, les phénomènes tectoniques et physico-chimiques qui affectent ces roches induisent une porosité et une perméabilité dites secondaires, permettant à ces formations de devenir des aquifères souvent de grande productivité. On note la présence de trois types d'aquifères ; les aquifères d'altérites, les aquifères de fissures et les aquifères de fractures.

5.1.2.2 Environnement socioéconomique et humain

La région du Hambol dont le chef-lieu Katiola est située au centre Nord à environ 400 km d'Abidjan et 50 km de Bouaké. Sa superficie est de 19 122 km², soit 9 670 km² pour le département de Dabakala, 2730 Km² pour le Département de Katiola et enfin 6722 Km² pour Niakara. Elle est délimitée au nord par les régions du Poro et du Tchologo, au sud par les régions du Gbêkê et de l'Iffou, à l'est par les régions du Boukani et du Zanzan et à l'ouest par la région du Béré.

La région du Hambol se subdivise **en trois (3) départements** :

Katiola (chef lieu) ; Dabakala et de Niakara.

11 Communes :

Katiola ; Fronan ; Dabakala ; Bonéredougou ; Foubolo ; Satama-Sokoura ; Satama-Sokoro ; Bassawa ; Niakara ; Tafiré et Tortya.

19 Sous-préfectures :

Katiola ; Fronan ; Dabakala ; Bonéredougou ; Foubolo ; Satama-Sokoura ; Satama-Sokoro ; Bassawa ; Niakara ; Tafiré ; Tortya ; Timbé ; Sokala-Sobara ; Yaossédougou ; Niéméné ; Tendenlé-bambarasso ; Niédiékaha ; Badikaha et Arikokaha.

• Agriculture

Le sol, le climat et la végétation sont propices à l'agriculture et à l'élevage. La région du hambol est essentiellement productrice de cultures vivrières notamment l'igname, le maïs, le riz, le manioc, le haricot, le mil, le sorgho, l'arachide, la pistache, les pois sucrés, le piment, le gombo, l'aubergine. Les cultures de rente y occupent, de plus en plus, une place importante dans l'économie de la zone d'étude. On y trouve de l'anacarde, le coton, la canne à sucre et la banane.

• Elevage

L'élevage dans la région reste encore de type traditionnel, non commercial. Néanmoins, l'élevage des bovins, d'ovins, de caprins, de porcins, de volaille connaît de plus en plus une grande vulgarisation (avec un taux de croissance de 44,9% pour toutes les espèces) dans la région.

• Ressources halieutiques

La région du hambol bénéficie d'un réseau hydrographique constitué de cours d'eau, de fleuves (bandama blanc, n'zi, m'bé et Comoé), de rivières et de certains aménagements agro-pastoraux (barrages et retenues d'eau).

• Industrie

Le paysage industriel est principalement dominé par les activités des agro-industriels que sont :

- SUCAF (Tafiré, département de Niakara) pour l'exploitation et la transformation de la canne à sucre ;
- le groupe OLAM (OLAM à Katiola et OFED à Dabakala) sont des unités de décorticage de noix de cajou ;
- la société TANTOS (Katiola) pour les cueillettes et transformations de finzan (l'ackees).

• **Artisanat**

L'artisanat dans la région du hambol tourne autour de trois (03) secteurs d'activités majeures : la poterie et la céramique mangoro, les forges, les textiles et la teinture. On peut y ajouter la sculpture : mobilier design, panier, vannes, etc, et l'art culinaire.

• **Commerce**

Le secteur tertiaire est beaucoup animé par une forte présence de petits commerçants et artisans. Malgré la crise vécue dans le pays, le pays est une activité en plein essor. Il s'exerce tant sur le marché qu'avec les villes des régions environnantes et même des pays voisins.

• **Education**

Au niveau de l'éducation, les établissements scolaires dans la région se présentent comme suit :

- 16 écoles préscolaires dont 01 privé
- 318 écoles primaires publiques dont 06 privés ;
- 08 lycées publics dont 04 privés ;
- 02 établissements secondaires techniques ;
- 01 CAFOP.

• **Santé**

Dans le domaine de la santé, il faut souligner que les besoins sont énormes. Les infrastructures d'accueil existantes sont insuffisantes, vétustes. Dans l'ensemble on dénombre 28 établissements sanitaires dont les plus importants sont:

- 01 hôpital général à Katiola ;
- 02 hôpitaux généraux ;
- 12 CSU ;

• **Culture**

Sur le plan culturel, les ressortissants du Hambol sont rattachés à leur tradition. Ils sont adeptes de rites et de cérémonies initiatiques animistes qui restent des signes caractéristiques de leur culture. Cependant, la venue des allogènes et étrangers ressortissants de la sous-région a eu une influence sur les habitudes traditionnelles.

5.2 Situation environnementale et socioéconomique dans le district des savanes

5.2.1 Environnement biophysique et socioéconomique de la région du PORO

5.2.1.1 Environnement physique

5.2.1.1.1. Caractéristiques géomorphologiques

Les formations géologiques rencontrées dans la région du Poro s'établissent sur le socle cristallin qui représente 97% de la superficie du pays et comprend généralement les granites, les migmatiques, les grès, les schistes et les sédiments volcano-détritiques.

Du Centre au Nord, s'étend une grande zone de hauts plateaux, dominée par quelques petites chaînes et par quelques reliefs isolés souvent tabulaire, constituées de dôme granitiques et de collines ou de buttes. Le caractère général qui se dégage de ce relief est d'abord la planéité puis l'étagement de des plateaux (Rougerie, 1960 ; cité par Brou, 2005).

5.2.1.1.2 Caractéristiques des sols

La zone présente de nombreux affleurements et inselberg de granite et est marquée par un complexe de sol ferrugineux, de sol ferralitique moyennement de saturé et de sol hydromorphe. Les sols de la zone sont soumis à une érosion hydrique assez accentuée, en témoigne les ravinements observés dans toute la région. Les zones favorables à la mise en culture présentent des caractéristiques jugées bonne lorsqu'elles renferment des sols profonds pas ou peu gravillonnaires.

5.2.1.1.3 Caractéristiques climatiques

➤ Aperçu général

De par sa position, la région du Poro est sous la dominance du climat soudanais, caractérisé par des températures moyennes mensuelles élevées qui varient de 26, 59 à 32, 25 °C. Les périodes chaudes sont constatées aux mois de février, avril et mai, avec respectivement des températures moyennes de 32, 25°C; 32, 23°C et 31, 57°C. Les précipitations varient de 1000 à 1700 mm /an et un taux d'humidité de 40 à 50 %. En outre, deux saisons se distinguent dont l'une pluvieuse (mai à octobre) et l'autre sèche (novembre à avril).

- **La saison sèche**

Elle règne du mois de novembre à la mi-avril. Lorsque la grande saison sèche est bien marquée ; elle se caractérise par la présence d'un régime d'harmattan rigoureux, soufflant sur une longue période, avec un ciel encrassé de brume sèche, les courants d'air sont brûlants et desséchants le jour. Ils deviennent froids à la tombée de la nuit.

- **La saison pluvieuse**

Les températures les plus basses se rencontrent pendant le mois d'août. En fait, la saison des pluies s'étend de la mi-mai à la fin du mois d'octobre. Elle est caractérisée par les pluies accompagnées de tornades impressionnantes, par des averses brutales, assez brèves et rarement prolongées.

Le temps tel que décrit, influe sur les ressources et autres variations hydriques dans la région.

- **Insolation**

Les valeurs de l'insolation varient de 160,6 heures (mois de juillet) à 273,8 heures (mois de janvier). Cette insolation semble être rythmée par l'alternance des saisons. En effet, les valeurs les plus faibles de l'insolation de la zone sont obtenues au durant les mois de la saison pluvieuse c'est-à-dire juillet, août et septembre, pendant que les valeurs les plus fortes sont relevées en période sèche.

Toutefois, l'insolation observée permet en général, des conditions propices à l'agriculture.

5.2.1.1.4 Réseau hydrographique

La région s'inscrit dans le bassin versant du fleuve Bandama qui prend sa source dans la zone de Boundiali et se jette dans l'océan Atlantique au niveau de Grand-Lahou. La zone est drainée par de nombreux petits cours d'eau, souvent intermittents, affluents ou confluents du Bandama et qui entretiennent des bas-fonds.

La région du Poro est sous l'influence du régime hydrologique tropical de transition qui comporte généralement une crue unique en août, septembre, octobre, suivie d'un tarissement rapide en novembre et décembre, puis d'une longue période de basses eaux de janvier à mai, pendant laquelle le débit tombe à une très faible valeur (Brou, 2005).

5.2.1.1.5 Cadre hydrogéologique

La région de par sa situation géographique repose sur les aquifères fracturés du socle granitogneissique. Ces aquifères disposent d'une capacité de 78 milliards de m³ avec un renouvellement de 35 milliards de m³ par an et présentent les caractéristiques suivantes :

Profondeur moyenne de 57,2 m ;

Épaisseur de la partie altérée de 21,3 m ;

Niveau d'eau statique de 10,5 m ;

Rendement moyen de 3 m³/h).

5.2.1.2 Environnement biologique

5.2.1.2.1 Végétation et Faune de la Région de Poro

La région du Poro se situe dans région Guinéo-Congolaise/Soudanienne, précisément dans le secteur sub-soudanais. C'est une zone caractérisée par quelques îlots de forêt dense humide à *Mimusops kummel* Bruce ex A. DC., ou sèche à *Anogeissus leiocarpa* (DC.) Guill. & Perr. Dans la savane où apparaissent quelques individus de *Burkea africana* Hook., *Daniellia oliveri* (Rolfe) Hutch. & Dalz., *Isobertinia doka* Craib. & Stapf, *Parinari curatellifolia* Planch., ex Benth., *Vitellaria paradoxa* C. F. Gaertn., etc. (Konaté, S & Kampmann, D 2010).

5.2.1.2.2 Végétation et Flore

La région renferme une richesse floristique de 1 034 taxons de la zone de forêt dense humide dont 12 espèces de bois d'œuvre parmi lesquelles la moitié est de premier choix.

Les principales menaces de cette végétation sont les feux de brousse, la chasse et la surexploitation des espèces ligneuses pour la production de charbon. (Konaté, S & Kampmann, D 2010)

Aujourd'hui, la région présente une végétation dégradée du fait des actions anthropiques (Habitat, infrastructure et agriculture) et des boisements.

5.2.1.2.3 Zones protégées ou classées

Dans la région du Poro, on dénombre trois (3) forêts classées et protégées :

- la forêt classée de Badénou au Nord de la ville de Korhogo,
- la forêt de Poubou au Sud-Ouest du département de Korhogo
- et celle du haut Bandama totalement au Sud du département de Korhogo.

Outre les forêts classées, on rencontre des forêts sacrées ; chaque village possède sa propre forêt sacrée.

5.2.1.2.4 La faune

La richesse floristique de la Côte d'Ivoire favorise le développement d'une faune diversifiée. 138 espèces (des batraciens (32), des reptiles (6), des poissons (32) des oiseaux (38) et des mammifères (30)) de cette faune sont inscrites dans les catégories des espèces menacées ou quasiment menacées de l'UICN.

Le taux d'endémisme, à titre indicatif de la faune terrestre est relativement faible en Côte d'Ivoire et compte les : batraciens (4), mammifères (20), myriapodes (78) et arachnides (17).

Au niveau de la faune aquatique, ce sont 499 vertébrés aquatiques avec 496 espèces de poissons et trois espèces de mammifères qui sont dénombrés en Côte d'Ivoire. (Koffi, B. J. C, 2015)

5.2.1.2.5 Richesses et menaces fauniques

La région du Poro renferme des espèces de batraciens qui abondent dans les zones de bas-fond, des reptiles, des oiseaux, des mammifères et des poissons.

Deux types de faune sont observés dans toute la région : faune naturelle ou sauvage et faune domestique.

Aujourd'hui, la faune sauvage est encore présente, quoiqu'en faible quantité. Elle se rencontre surtout dans les forêts classées

5.2.1.3 Environnement humain dans la région du Poro

La population de la région du Poro est estimée à 911169 habitants. La région du Poro fait partie des 31 régions administratives de Côte d'Ivoire. Étendue sur une superficie de 13.400 km², pour une population de 718.944 habitants (RGPH 2014), cette région couvre les départements de Korhogo, Chef-lieu de région, de Dikodougou, de M'bengué et de Sinématiali. Tous ces départements sont de très grands producteurs d'anacarde.

5.2.1.3.1 Démographie de la région du Poro

La démographie de la région du Poro est inégalement répartie suivant le sexe et les classes d'âge. Le peuple Sénoufo est composé d'une cinquantaine de sous-groupes. Les autochtones sénoufos de la localité sont les Fodonon, toutefois, l'on rencontre dans certaines localités avoisinantes également les Nanfara ou Nanfambélé, de même que les Tiembara dans les localités de Napié et Tioroniaradougou.

5.2.1.3.3 Infrastructures sanitaires dans la région du Poro

Les infrastructures sanitaires dans la région du Poro sont constituées d'hôpitaux de référence, d'établissements sanitaires communautaires publics et privés. Le tableau 3 présente la répartition des structures sanitaires de la région du Poro.

5.2.1.3.4 Répartition du personnel de santé dans la région du Poro

Le personnel de santé dans la région du Poro est constitué de généralistes et de spécialistes. Les généralistes sont constitués de cadres de santé (médecin et pharmacien) et des infirmiers et sages-femmes.

5.2.1.3.5 Organisation sociale de la région du Poro

➤ Place de la femme dans la société sénoufo et les perspectives vers l'autonomisation

La femme Sénoufo tient une place très importante dans la société Sénoufo. Son rôle premier est de donner la vie et de la préserver. Elle joue également un rôle essentiel dans la production et dans l'apport monétaire au niveau de l'économie de la famille.

Sur le plan de la production agricole, la femme reste une main d'œuvre précieuse pour le chef d'exploitation. En effet, en dehors des travaux masculins comme le labour, le buttage, elle participe aux autres travaux champêtres au même titre que les hommes : semis, sarclage, récolte.

En dehors des travaux sur le champ collectif et/ou le champ du ménage, la femme cultive toujours ses champs privés : jardins potagers, parcelle de fonio, de maïs ou sorgho. La riziculture de bas-fonds est presque entièrement entre les mains de la femme.

Ces champs privés sont cultivés en dehors des heures normales de travail effectuées dans le champ commun. Très effacée, mais très efficace, c'est la femme en réalité qui gère la famille ou le ménage.

➤ **Religions**

La population embrasse plusieurs religions dont les plus significatives sont : l'Islam, le Christianisme et l'Animisme.

Si le peuple Malinké est en général de religion musulmane, le senoufo est plus partagé. Il est plus généralement animiste à cause du Poro. Mais le père de famille laisse volontiers enfants et épouses embrasser la religion de leur choix qui est souvent portée sur le Christianisme. Le Senoufo musulman change souvent de nom ; c'est ainsi que Soro devient Coulibaly et Silué, Koné.

➤ **Gestion de la terre**

La terre est le premier facteur de production et l'enjeu sur le foncier est de plus en plus capital. En effet, dans un contexte de démographie galopante, de pression foncière, de raréfaction des facteurs de production, la terre devient, dans le cadre d'une économie à dominante agricole comme l'est le cas de la Côte d'Ivoire, un enjeu déterminant dans l'évolution socioéconomique du pays. Cet enjeu est si réel que les conflits sur le foncier engendrent de plus en plus des affrontements.

➤ **Problèmes fonciers majeurs et leurs causes**

Les problèmes fonciers majeurs peuvent être résumés à la raréfaction et la dégradation des terres. La raréfaction des terres L'unité de production s'agrandit alors que les ressources en terre n'augmentent pas. Telle est la situation dans la région du Poro. Les terres de cultures ne sont plus disponibles en quantité et cela pour une raison essentielle. La pression démographique.

Le taux d'accroissement de la population dans le Poro avoisine 2,7% l'an et les ruraux représenteraient 63,77% de l'ensemble. Malgré les départs de certains actifs, la population rurale est toujours importante. L'accroissement de la population rurale entraîne une pression sur les terres agricoles. Chaque année il faut installer de nouveaux actifs agricoles qui sont soit des jeunes qui ont atteint leur majorité et qui se sont mariés, soit qui ont décidé de faire un retour à la terre après d'autres aventures.

• **Les conflits et leurs modes de résolution**

Lorsque les ressources naturelles diminuent ou stagnent pendant que la population s'accroît, cela conduit nécessairement à des conflits dangereux pour l'équilibre social : l'ensoleillement régulier et autre déboisements continuels conduisent à la réduction des îlots forestiers et à la raréfaction des terres fertiles. Il découle de cette situation une forte convoitise sur le patrimoine foncier restant et une concurrence qui vient vivifier les conflits. Deux types de conflits peuvent être signalés dans la région : ceux qui sont nés des changements intervenus dans les différents modes d'organisation sociale et les traditionnels conflits agriculteurs-éleveurs.

5.2.2 Situation environnementale et socioéconomique dans la région du Tchologo

5.2.2.1 Environnement physique de la région du Tchologo

5.2.2.1.1 Relief

Très peu accidenté, le relief de la région du Tchologo est constitué de vastes plateaux. On y trouve quelques collines aux parois lisses et abruptes dont le Mont Gorowi qui a 640 m d'altitude. Le relief est constitué, principalement de plaines, de quelques collines, hauteurs rocheuses et monts s'élevant entre 100 et 700 m.

5.2.2.1.2 Pédologie

Globalement les sols qui recouvrent le territoire ivoirien peuvent être regroupés en quatre principales entités d'importance inégale : les sols ferralitiques dénaturés ; les sols ferrugineux tropicaux ; les sols sur roches basiques avec des zones de cuirassement ; les sols hydromorphes ou sols littoraux.

Les sols de la région du Tchologo sont essentiellement ferralitiques avec une forte tendance au cuirassement. Les types dominants sont les sols ferralitiques remaniés indurés. Les autres complexes tels que les sols hydromorphes présents dans les zones humides, les sols bruns et les sols lithiques sur cuirasse sont très localisés.

5.2.2.1.3 Climat

• Pluviométrie

La région du Tchologo appartient au climat tropical de type subsoudanéen caractérisé par un régime à deux saisons : une grande saison pluvieuse qui s'étend sur plus de la moitié de l'année c'est-à-dire de Avril à Octobre et une saison sèche de Novembre à Mars. C'est dans le mois d'août que l'on observe le maximum de pluie (environ 285 à 300 mm d'eau). La période sèche est, quant à elle, caractérisée par la présence de l'harmattan. Le total pluviométrique varie de 1150 à 1350 mm/an. Le taux d'humidité se situe entre 40 et 50 %. La pluviométrie annuelle est très variable

• Température et insolation

La température moyenne annuelle oscille entre 26° C et 27°5 C (voir tableau 19 ci-après). La variation annuelle moyenne de température est donc relativement élevée. L'insolation moyenne oscille entre 2600 heures et 2700 heures.

5.2.2.1.4 Réseau hydrographique

Quatre principaux cours d'eau qui arrosent la région du Tchologo :

- ✓ La Comoé prenant sa source au Burkina-Faso sert également de frontière naturelle avec ce dernier;
- ✓ Le N'zi, qui prend sa source dans le département sert aussi de limite naturelle avec le département de Niakaramandougou ;
- ✓ Le Kinkénin, qui sert de limite naturelle avec le département de Dabakala
- ✓ Le Congo.

5.2.2.2 Environnement biologique

5.2.2.2.1 Végétation et flore

La végétation de cette région est composée de savane arborée. On rencontre également, de façon éparse, des îlots forestiers denses d'un type particulier (Figure 1) ou forêts denses sèches d'Aubréville (1959). Ceux-ci sont généralement localisés sur les plateaux, à proximité des villages dont ils indiquent souvent l'emplacement. A ces végétations, l'on doit ajouter les forêts galeries (Figure 2) et ripicoles qui longent les cours d'eau permanents ou temporaires et leurs affluents et dont les espèces sont inféodées aux îlots forestiers.

5.2.2.2 Faune

Dans ce District, la faune de la zone d'étude a été principalement évoquée par Lauginie (2007). C'est ainsi qu'on rencontre des espèces de rongeurs tels que les agoutis, hérissons, rats écureuils, lièvres, porcs épics.

Des espèces de ruminants telles que les gazelles, biches, des antilopes se rencontrent dans ce District. On croise aussi de quelques primates et des phacochères.

On trouve également des oiseaux comme le calao, animal fétiche pour les sénoufos, des perdrix et des pintades.

Des batraciens sont aussi présents dans ce District.

Les populations semblent connaître nombreuse des espèces animales jusque-là signalées dans la zone du District. De plus certaines sont menacées du fait des activités de chasse de ces populations et sont donc devenue rares (Tableau 21).

5.2.2.3 Environnement humain de la région du Tchologo

La région est limitée au Sud par le Hambol, à l'Est par le Boukani à l'Ouest par le Poro, au Nord par le Burkina Faso et la République du Mali. Elle a une superficie de 17 728 km² et est peuplée de 249 602 habitants (RGPH 2014). Les Niarafolos et les Malinkés sont les groupes ethniques dominants du territoire qui abrite également plusieurs populations ivoiriennes non autochtones ainsi que des étrangers d'origine africaine en particulier, des maliens et des burkinabés. La langue autochtone dominante dans la région du Tchologo est le Niarafolos, une langue du grand groupe Sénoufo. Cette région regroupe les départements de :

- Ferkessedougou, chef-lieu ;
- Kong ;
- Ouangolodougou.

5.2.2.3.1 Domaine administratif

La quasi-totalité des services déconcentrés sont représentés au chef-lieu de région. Toutefois, il convient d'ajouter que certaines directions régions régionales sont établies à Korhogo, chef-lieu de région.

5.2.2.3.2 Domaine économique

L'économie de la région repose essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, le commerce et le transport.

Les productions agricoles. Elles portent sur les cultures de rente, cultures vivrières et les maraîchers.

Les cultures de rente concernent l'anacarde, la canne à sucre, le coton et la mangue.

Les cultures vivrières qui sont pratiquées sont le mil, le maïs, l'arachide, le sorgho, l'igname, le manioc.

Au niveau du maraîcher, le chou, la tomate, le concombre, l'aubergine et le piment sont pratiqués

- **L'élevage**

L'élevage compte plusieurs cheptels de bovins, ovins, caprins et la volaille. Elle constitue une zone de transit aux bétails en provenance du nord du pays.

- **L'industrie**

Elle est le fait de structures agro-industrielles qui œuvrent dans la transformation de la canne à sucre et du coton.

- **Le commerce**

A côté des sociétés comme CDCI, KING CASH, et BON PRIX, le commerce est tenu par les détaillants.

5.2.2.3.3 Au niveau social

- **L'Education**

La région comporte trois sortes d'enseignement. L'enseignement pré scolaire et primaire avec 341 établissements, l'enseignement secondaire avec 09 établissements et l'enseignement technique et professionnel avec 03 établissements.

5.2.2.3.4 Au niveau santé

La région est dotée de 03 hôpitaux généraux dont 02 au public 01 privé confessionnel, de 02 INHP et de structures sanitaires de base.

5.2.3 Situation environnementale et socioeconomique dans la region de la Bagoué

5.2.3.1 Environnement physique de la région de la Bagoué

5.2.3.1.1 Relief

Dans la zone d'étude, le relief est contrasté et correspond à l'extrémité Est de la dorsale guinéenne. C'est une zone de vastes plateaux aux surfaces aplanies et dont l'altitude moyenne varie entre 400 et 450 mètres. Un système de glacis cuirassé prédomine dans le Centre et le Sud de Tienko avec la présence des buttes comme le Mont Mandé (571 mètres). A l'Est de Boundiali s'étend un système de glacis cuirassé dont l'altitude moyenne culmine à 400 mètres.

5.2.3.1.2 Géologie et sols

Les affleurements des terrains géologiques dans la zone d'étude, sont constitués principalement par un socle d'âges Archéen et protérozoïques.

Les formations géologiques de la région d'Odienné appartiennent à l'Archéen (âge supérieur à 2 300 millions d'années) et au Protérozoïque moyen et inférieur (1 500 – 2 300 millions d'années) ; seules les dolérites sont moins anciennes (âge Protérozoïque moyen à Permien). La couverture pédologique de la Bagoué se caractérise par la très large prédominance des sols ferrallitiques.

5.2.3.1.3 Climat et saisons.

- **La température**

La température moyenne annuelle dans la région est de 25°C. Les mois les plus chauds sont les mois de janvier et février avec une température moyenne égale à 25°C. Le mois le moins chaud est le mois d'Aout avec une température moyenne égale à 20,5°C. Les écarts thermiques sont très atténués. Les maximas moyens sont généralement supérieurs ou voisins de 35°C. Les minimas moyens sont généralement inférieurs à 20 °C.

- **La pluviométrie**

Le régime pluviométrique se caractérise par une grande variabilité interannuelle avec une amplitude de 1200 mm à Boundiali sur la même période (1966-2000). La saison des pluies (mai – octobre) dure six (06) mois avec des pluies moyennes mensuelles supérieures à 100 mm. La pluviométrie moyenne annuelle de la région de la Bagoué est respectivement de 1426 et 1411 mm.

5.2.3.1.4 Contextes hydrographique

La région de la Bagoué est représentée par des sous-bassins de la Bagoué et du Kanakelaba.

Le Kouroukellé prend naissance à 60 kilomètres au Sud-Sud-Ouest d'Odienné. Après un parcours de 150 kilomètres, elle rejoint le Gbanhala et forme avec celui-ci le fleuve SANKARANI.

La pente moyenne de la Kouroukellé entre Sirana d'Odienné et Iradugou est de l'ordre de 0,20 m/km.

La Bagoué est longue de 230 km en Côte d'Ivoire, elle prend sa source vers Kokoum. Son principal affluent est, en rive droite, le Niangboué. A Kouto la Bagoé draine un bassin de 4 740 km². La station hydrométrique de Kankelaba à Débété draine une superficie de 5550 km².

5.2.3.2 Environnement biologique de la région de la Bagoué

5.2.3.2.1 Végétation et flore

Selon Kouamé *et al.* (2010), le secteur subsoudanais se caractérise par quelques îlots de forêts denses tantôt humides à *Mimusops kummel* A. DC. (Sapotaceae), tantôt sèche à *Anogeissus leiocarpus* (DC.) Guill. & Perr. (Combretaceae), dans la savane où apparaissent quelques individus de *Burkea africana* Hook. (Caesalpiniaceae), *Daniella oliveri* Hutch. & Dalz (Caesalpiniaceae), *Isoberlinia doka*, *Parinari curatellifolia* Planch. ex Benth. (Chrysobalanaceae), *Vitellaria paradoxa* C.F. Gaertn. (Sapotaceae), etc. Quant au secteur soudanais, il se caractérise par la savane soudanienne typique dans laquelle on retrouve des îlots forestiers, souvent de type humide, entourées par une ceinture d'*Anogeissus leiocarpus* (Kouamé *et al.*, 2010). Bamba (2013), dans ces travaux, souligne que la végétation de ce secteur est essentiellement constituée de forêts galeries, de forêts claires et de savanes.

5.2.3.2.2 Faune de la Région de la Bagoué

La faune du milieu naturel de la Région de la Bagoué à l'extérieur des forêts classées comme à l'intérieur de celles-ci, se résume à sa simple expression, suite à la destruction de son habitat et à un braconnage mercantile intense (Silué, 2018). Selon cet auteur, si les petits mammifères, oiseaux, reptiles et de nombreux insectes sont encore visibles dans les forêts classées, les grands sont devenus rares. Les rats sont les rongeurs les plus rencontrés.

5.2.3.3 Environnement humain

5.2.3.3.1 Contexte administratif de la région de la Bagoué

Située au nord de la Côte d'Ivoire, la Région de la Bagoué forme avec celles du Poro et Tchologo le District des Savanes. Sa superficie est de 10.668 km² pour 375 687 habitants (RGPH 2014). Elle est limitée à l'Est par la région du Poro, à l'Ouest par les régions du Kabadougou et du Folon, au Sud par les régions du Béré et du Worodougou et au Nord par la Frontière Ivoir-Malienne. La région de la Bagoué regorge d'énormes potentialités économiques.

5.2.3.3.2 Principaux secteurs d'activité

Le développement de l'économie ivoirienne est principalement basé sur l'agriculture.

- **Activités socioéconomiques de la zone du projet**

L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités socioéconomiques de la zone du projet.

- **Activités agricoles**

Les spéculations pratiquées sont généralement des cultures vivrières : riz, maïs, arachide, mil, fonio, manioc, patate, igname. A ces cultures, sont associées les légumes et autres cultures maraîchères

généralement le fait des femmes: oignon, piment, aubergine, carotte, concombre. Mais on y rencontre aussi les cultures de rente telles que: coton, anacarde, vergers de manguiers, en particulier la variété kent. La culture du coton est la culture principale de la zone de l'étude.

➤ **Activités d'élevage**

L'élevage est pratiqué dans la région de la Bagoué. Les principaux types d'élevage rencontrés sont l'élevage de bétails et de la volaille

5.2.3.3 Infrastructures socioéconomiques et culturelles

➤ **Education**

Le système éducatif se compose de deux types d'enseignement qui sont d'une part, l'enseignement général et d'autre part l'enseignement technique et la formation professionnelle. La loi n°95-695 du 7 septembre 1995 relative à l'enseignement dispose que l'enseignement général comprend trois degrés : (i) le degré de l'enseignement préscolaire et primaire; (ii) le degré de l'enseignement secondaire général et (iii) le degré de l'enseignement supérieur. L'enseignement technique et la formation professionnelle débutent au secondaire.

5.3 Situation environnementale et socioéconomique dans le district du Denguélé

5.3.1 Situation environnementale et socioéconomique dans la région du Folon

5.3.1.1 Environnement physique de la région du Folon

5.3.1.1.1 Relief

Le relief de la région du Folon est contrasté et correspond à l'extrémité Est de la dorsale guinéenne. C'est une zone de vastes plateaux aux surfaces aplanies et dont l'altitude moyenne varie entre 400 et 450 mètres. Un système de glacis cuirassé prédomine dans le Centre et le Sud de Tienko avec la présence des buttes comme le Mont Mandé (571 mètres). Dans l'ensemble les traits géomorphologiques de la portion du bassin restent marqués par la chaîne de Madinani (900 mètres) et de Tiémé (900 mètres).

5.3.1.1.2 Géologie et sols

Les formations géologiques de la région du Folon appartiennent à l'Archéen (âge supérieur à 2 300 millions d'années) et au Protérozoïque moyen et inférieur (1 500 – 2 300 millions d'années) ; seules les dolérites sont moins anciennes (âge Protérozoïque moyen à Permien).

La couverture pédologique du Folon se caractérise par la très large prédominance des sols ferrallitiques.

5.3.1.1.3 Climat et saisons

La région du Folon est située dans une zone soumise au climat soudanais ou régime tropical de transition, caractérisé par deux grandes saisons (SOFRECO, 2006) :

- une saison sèche de Novembre à Avril, avec à peine 11% de pluie annuelle. Les mois de décembre, janvier, février et même mars sont soumis au harmattan.
- une saison des pluies de Mai à Octobre avec précipitations mensuelles maximales en Juillet, Août et Septembre, plus fréquemment en Août.

• **La température**

La température moyenne annuelle dans la région est de 25°C. Les mois les plus chauds sont les mois de janvier et février avec une température moyenne égale à 25°C. Le mois le moins chaud est le mois d'Aout avec une température moyenne égale à 20,5°C. Les écarts thermiques sont très atténués. Les maximas

moyens sont généralement supérieurs ou voisins de 35°C. Les minimas moyens sont généralement inférieurs à 20 °C.

- **La pluviométrie**

Le régime pluviométrique se caractérise par une grande variabilité interannuelle avec une amplitude de de 1250 mm à Minignan sur la même période (1966-2000). Globalement la pluviométrie des deux régions présente une tendance à la baisse à partir de l'année 1975 et oscille entre 1000 et 1500 m.

5.3.1.1.4 Contextes hydrographique

Le réseau hydrographique de la région du Folon est représenté par les sous-bassins du Baoulé, du Kouroukellé et du Gbanhala ;

5.3.1.2 Environnement Biologique

5.3.1.2.1 Végétation ou Flore

La région de Folon, appartient au secteur sub-soudanais du domaine soudanais (Guillaumet 1967). On y trouve des forêts claires ou savanes boisées, des savanes qui en dérivent (savanes arborées, arbustives), des savanes herbeuses, des forêts galeries. Les graminées sont peu abondantes. L'étagement très réduit des arbres de la forêt claire est dû à la fois aux conditions édaphiques et climatiques du milieu et au passage des feux. Elles se composent souvent d'une strate d'arbres caractéristiques de savanes, résistants au feu (*Pterocarpus erinaceus*, *Hymenocardia acida*, *Lannea* spp. *Crossopteryx febrifuga*) mélangés avec des arbres sensibles au feu (*Albizia zygia*, *Phyllanthus discoideus*, *Sterculia tragacantha*, etc.).

5.3.1.2.2 Faune

Son originalité et son importance, dans son contexte afro-tropical, compensent le taux relativement faible rencontré chez les animaux (4 espèces de Batraciens ; 20 espèces de Mammifères ; 78 espèces de Myriapodes ; 17 espèces de Arachnides).

5.3.1.3 Environnement humain de la région du Folon

5.3.1.3.1 Le peuplement

La région du Folon a été peuplée de Sénoufo qui en a perdu le contrôle à partir du 18e siècle au profit des Malinké. Ces peuples se sont installés dans les savanes du Nord et ont multiplié les localités qui sont autant de relais sur les pistes du grand commerce caravanier.

La région du Folon compte selon le RGPH de 2014, 96415 habitants. La population allochtone est constituée de fonctionnaires en service dans le département et les étrangers sont essentiellement des maliens, des guinéens et des burkinabés.

5.3.1.3.2 Activités économiques

➤ Agriculture

Les cultures commerciales pratiquées dans la région sont le coton et surtout l'anacardier qui gagne une importance économique croissante.

Les cultures vivrières, quant à elles, portent sur le mil, le riz, le Maïs, le sorgho, le fonio, l'igname, le manioc et la patate douce, l'arachide, le haricot.

Le maraîcher concerne le gombo, l'oignon, le piment, la tomate.

➤ **La pêche**

La pêche est pratiquée de façon artisanale sur les principales rivières et leurs affluents. Elle se fait en toute saison et les pêcheurs sont en majorité des maliens et des guinéés. Ceux-ci établissent des règles de conduite avec les chefs de villages dont les cours d'eau. La pêche est également pratiquée sur des barrages agropastoraux.

➤ **Education**

La région du Folon compte 17 établissements préscolaires, 97 établissements secondaires et 5 établissements secondaires.

➤ **La Santé**

La région du Folon dispose d'un hôpital général, et de quelques formations sanitaires de base.

5.3.2 Situation environnementale et socioéconomique dans la région du Kabadougou

5.3.2.1 Environnement physique dans la région du Kabadougou

5.3.2.1.1 Relief

Le relief est dominé par les plateaux avec la présence de massifs montagneux dont le Mont Denguélé culminant à 806 m d'altitude. C'est une zone de vastes plateaux aux surfaces aplanies et dont l'altitude moyenne varie entre 400 et 450 mètres

5.3.2.1.2 Géologie et sols

Les formations de la région du Kabadougou appartiennent à l'Archéen (âge supérieur à 2.300 millions d'années) et au Protérozoïque moyen et inférieur (1.500 - 2.300 millions d'années) ; seules les dolérites sont moins anciennes (âge Protérozoïque moyen à Permien). La plus grande partie de la zone est granitique ; les faciès sont très variés, tant par leur texture, leur structure que par leur composition minéralogique.

5.3.2.1.3 Climat et saisons

Le climat de la région nord-ouest de la Côte d'Ivoire est de type tropical subhumide.

Il est caractérisé par :

- une saison sèche * de novembre à mai,
- une saison des pluies de juin à octobre avec précipitations mensuelles ma-
- une hauteur de précipitation annuelle de l'ordre de **1.600 mm**,
- une température moyenne annuelle de **26°C**.

➤ **La température**

Les températures annuelles varient de 21°C à 35°C, avec des amplitudes thermiques moyennes de 26.5°C. Les mois les plus chauds sont les mois de janvier et février avec une température moyenne égale à 25°C. Le mois le moins chaud est le mois d'Aout. Les écarts thermiques sont très atténués. Les maximas moyens sont généralement supérieurs ou voisins de 35°C. Les minimas moyens sont généralement inférieurs à 21 °C.

➤ **La pluviométrie**

La pluviométrie augmente du sud-est (1.400 mm) au nord-ouest (1.700 mm),

Les variations interannuelles sont fortes pour la période 1922-1973, la moyenne annuelle *B* Odienné étant de 1.620 mm. La pluviométrie de l'année la plus sèche est de 1.44 mm (1967), celle de l'année la plus humide est de 2.193 mm (1954). La pluviométrie annuelle de fréquence centennale calculée est de :

- 1.00 mm année sèche - 2.300 mm année humide.

5.3.2.1.4 Contextes hydrographique

Dans la zone des reliefs résiduels de roche acide de l'est, le réseau, fortement influencé par des lignes de fracture de direction N25°, N10° et N140° est de type rectangulaire ; dans la zone des reliefs résiduels de roche basique, il est de type dendritique; dans la pénéplaine il est de type alvéolaire, localement à tendance parallèle.

Le fait régional le plus marquant est le net contraste dans la morphologie des grandes vallées.

5.3.2.2 Environnement biologique de la région de Kabadougou

5.3.2.2.1 Flore et Végétation de la Région du Kabadougou

Dans cette zone, la végétation de la région est celle de la savane arborée. De type soudanais, elle se présente comme l'association de forêts claires et de savane appartenant au domaine phytogéographique Guinéo-Congolais (White, 1979). D'une manière générale, cette Région est fortement boisée. On trouve également des forêts (forêts galeries, forêts ripicoles et forêts classées).

5.3.2.2.2 La faune de la Région du Kabadougou

On croise dans la région aussi de nombreux babouins, des phacochères, des potamochères, des perdrix et des francolins ainsi que des antilopes, essentiellement des cobes de Buffon et des guib harnachés. On y trouve également beaucoup d'agoutis dont la chair est très appréciée et des boas.

Il ressort de la synthèse bibliographique que la zone d'étude est riche en faune mammalienne avec plusieurs espèces endémiques à la zone.

5.3.2.2 Environnement humain et socioéconomique de la région du Kabadougou

5.3.2.2.1 Situation administrative de la région du Kabadougou

La Région du Kabadougou, l'une des composantes du District du Denguélé, est située dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle est limitée au nord par la région du Folon, au sud par la région du Bafing, à l'est par celle de la Bagoué et à l'ouest par la République de Guinée. Elle a une superficie de 14000 km. Elle couvre une superficie de 14 000 km² soit 6% du territoire national et est limitée au Nord par la Région du Folon, à l'Est par la Région de la Bagoué, à l'Ouest par la Frontière ivoiro-Guinéenne et au Sud par les Régions du Bafing et du Worodougou. Sa population selon le dernier recensement (RGPH 2014) est estimée à 193 364 habitants. La région est peuplée en majorité par les autochtones malinkés.

5.3.2.2.2 Peuplement

Selon les données issues du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) réalisé en 2014, ce sont 93 988 âmes qui vivaient dans ce vaste territoire, soit environ 1% de la population nationale de cette époque. La ville d'Odienné, chef-lieu de la Région du Kabadougou, est située à 850 km d'Abidjan.

Suite aux découpages administratifs opérés entre 2010 et 2013, la Région du Kabadougou compte cinq (05) départements et quinze Sous-Préfectures.

5.3.2.2.3 L'agriculture

Les principales cultures du Kabadougou sont : le riz, l'igname, le maïs, le mil, le sorgho, le fonio, la patate, le manioc, et l'arachide.

Les cultures maraîchères principalement réalisées par les femmes sont : la tomate, l'oignon, les choux, la salade, le gombo, l'aubergine, le piment, la carotte.

Les cultures spéculatives sont : Le soja, la mangue, le citron, la papaye, le gingembre, l'orange, la noix de karité. Le coton et l'anacarde produits sur de grandes superficies constituent la spéculation en plein essor dans la région.

5.3.2.2.4 Infrastructures éducatives

La Région du Kabadougou compte des infrastructures académiques composées d'établissements préscolaires, secondaires (collèges et lycées), techniques et professionnels (Lycée Professionnel d'Odienné, Centre de Formation Professionnel, Atelier d'Apprentissage et d'Application) ainsi qu'un établissement d'Enseignement Supérieur (Cafop).

5.3.2.2.5 Infrastructures sanitaires

Au plan des structures sanitaires, la Région du Kabadougou compte un Centre Hospitalier Régional, dix (10) Centres de Santé Urbains, vingt-deux (22) Centres de Santé Ruraux, et un Hôpital des Sœurs Italiennes.

5.3.2.2.6 L'artisanat

Il est le fait des forgerons qui fabriquent des outils de production (dabas, haches, pioches, machettes, armes à feu traditionnelles et modernes, flèches sagaies, etc.); potières qui fabriquent des pots à fleurs, canaris, vase à encens, petits mortiers, objets de décoration ; Des tisserands qui produisent les vêtements traditionnels à base du coton, les menuisiers, les maçons, les cordonniers, les tailleurs, les fabricants de vanniers, de cordes, nattes et filets de pêche, etc.

5.3.2.2.7 Les services

Dans la Région du Kabadougou, il existe d'importantes infrastructures socio-économiques de base : TICs, eau courante, hôtels, restaurants, routes, banques, assurances, électricité, ONG, etc.).

5.4 Problématique « genre » dans la zone du PROSER

5.4.1 Division du travail et prise de décision dans les ménages des zones de programme

Dans les zones du projet, les tâches dans le ménage sont inégalement réparties entre les femmes, les hommes et les jeunes. Les femmes ont la responsabilité de toutes les tâches en lien avec le soin des enfants, des personnes âgées, des personnes malades ou handicapées. Elles s'occupent également de la préparation des repas, de l'approvisionnement en eau, en combustible et de la propreté des locaux. Elles sont aidées dans l'approvisionnement en eau et en combustible par les jeunes garçons (disposent généralement de tricycle, vélo). Les jeunes filles du ménage les secondent dans toutes ces activités, contribuant ainsi à reproduire cette organisation sociale inégalitaire. Cette répartition des tâches est moins rigide dans les zones urbaines que dans le milieu rural. En zone rural, cette démarcation entre activités féminines et masculines est très visible à travers l'occupation de l'espace au niveau des ménages.

Au niveau de la prise de décision, il ressort que la plupart des décisions débouchant sur de grandes dépenses spontanées ou continues telles que la scolarisation, la santé, l'acquisition de biens et équipements durables du ménage sont prises par les hommes. Les femmes prennent les décisions généralement en ce qui concerne l'alimentation, l'acquisition d'ustensiles de cuisine et les dépenses vestimentaires pour elle et les enfants. Les décisions concernant les activités économiques pratiquées par les hommes sont prises par eux-mêmes mais pour la plupart des femmes interrogées, cette décision est fortement influencée par le conjoint du fait de leur faible accès aux moyens de production (terre, équipement).

Par ailleurs, il ressort de l'exploitation du budget temps des femmes et des hommes dans les zones du projet que les femmes ont moins de temps de repos. Elles se réveillent plus tôt (4h-5h) et ne disposent pas de temps de repos entre les différentes activités. Les hommes se réveillent généralement une heure après les femmes (6h) et dispose de temps de repos après le retour des champs. Ce temps est parfois consacré à des activités de distraction (football, thé). Les femmes ne disposent pas de temps de distraction en dehors des moments de réjouissance populaires lors de mariage ou autre événements occasionnant des activités de distraction.

La réalisation du projet d'électrification pourrait impacter positivement sur le temps de repos des femmes et des filles. Il leur permettra d'économiser le temps passé pour la collecte de l'eau (l'électrification étant un préalable pour l'adduction en eau potable) et la préparation des repas (moudre les grains de maïs, de blé, de sorgho pour le repas est pénible et prend du temps selon les femmes des districts des savanes et du Denguélé) qui constituent deux catégories de tâches jugées pénible par les femmes. Une partie de ce temps pourrait-être réinvesti par les femmes et les filles dans la formation. Cela contribuera à accroître leur confiance et estime de soi qui influence positivement la négociation du pouvoir et la prise de décision dans le ménage.

5.4.2 Les associations féminines dans les zones du PROSER

Dans les trois districts visités lors de la collecte de données, l'on a constaté une propension des femmes à se regrouper en association. Dans toutes les localités visitées et même dans les villages non électrifiés, il y avait des associations de femmes. Dans un premier temps, ces associations peuvent être caractérisées sur la base de leur mode de fonctionnement. Certaines d'entre elles fonctionnent sur des bases formelles (statut et règlement intérieur, compte bancaire), d'autres fonctionnent sur des bases informelles. Une autre catégorisation est également possible à partir des activités de ces associations. Certaines ne font que du social, d'autres exercent des activités économiques. Parmi celles qui pratiquent des activités économiques, certaines font de la production agricole et d'autres font de la commercialisation. Il existe également des associations de femmes suivant les différents corps de métier existants dans les zones (coiffure, couture, etc).

Ainsi dans le département de Béoumi, l'on a enregistré plus de trente associations de femmes (36) incluant le Réseau des organisations féminines de Béoumi (ROFEB). Ce réseau travaille à accompagner les femmes dans leurs différentes activités afin d'assurer leur autonomisation économique et leur participation aux instances de prise de décision. Appuyer cette structure aura un impact certain sur plusieurs autres associations de femmes dans la région.

A Odiénné, ce sont trois associations de femmes qui ont été dénombrées.

A Boundiali, 14 associations ont été enregistrées.

A Ferkessédougou, l'on a enregistré 55 associations de femmes.

A Tafiéré, 36 associations ont été dénombrées.

A Niakara, ce sont 31 associations qui ont été identifiées dont l'Union des Associations Féminines de la Commune de Niakara (UAFCN) qui coordonne toutes les activités des associations de femme de la commune.

6. PRESENTATION DES VARIANTES /ALTERNATIVES OU SOLUTIONS DE RECHANGES ETUDIEES

Cette section décrit les solutions initiales puis identifie et décrit toutes les solutions de rechange possible au projet proposé.

6.1 Variantes ou solutions de rechange

Ce chapitre décrit les variantes ou solutions de rechange envisageables à étudier. Celles-ci englobent l'ensemble des variantes ou solutions de rechanges possibles au programme proposé et comprennent d'une part la **situation actuelle** ou **situation « sans projet »** ou **solution « ne rien faire »** qui sert de référence à l'EESS, et d'autre part, la **situation future** ou **situation « avec projet »**. Ainsi, pour la réalisation du projet, les solutions de rechange sont envisageables et sont identifiées suivant ces deux ordres.

6.1.1 Solution « sans projet ou ne rien faire »

Cette **solution S0** correspond à la situation « sans projet ». Elle consisterait à ne pas réaliser le projet. Dans ce cas les localités prévues au programme resteraient non électrifiées et les populations n'auront pas accès à l'électricité et à tous les avantages qui y sont liés.

6.1.2 Solution « avec projet »

La **solution de rechange S1** correspond à la situation « avec projet ». Elle concerne la réalisation du projet tel que décrit dans les termes de références. Elle comporte plusieurs alternatives en rapport avec les différentes étapes de la solution étudiée.

L'alternative S131 : Elle correspond à la réalisation des infrastructures avec construction de lignes aériennes.

L'alternative S132 : Elle correspond à la réalisation des infrastructures avec construction de lignes souterraines.

L'alternative 121 : Elle correspond à la réalisation des infrastructures avec téléconduite des postes et appareils d'aiguillage.

L'alternative 122 : Elle correspond à la réalisation des infrastructures sans système de téléconduite des postes et appareils d'aiguillage.

L'alternative S111 : Elle correspond à la réalisation des infrastructures avec Electrification rurale centralisée (à partir du réseau classique).

L'alternative S112 : Elle correspond à la réalisation des infrastructures avec Electrification rurale décentralisée (utilisation d'énergies alternatives telles centrale à charbon, centrale solaire, éolienne, etc., pouvant être découplées du réseau national classique).

6.1.3 Présentation des Principales solutions de rechange

Principale solution de rechange 1 : C'est la combinaison des alternatives S131+S122+S111.

Elle correspond à une situation avec projet de construction de lignes aériennes, sans système de téléconduite des postes et appareils d'aiguillage, avec système d'électrification rurale centralisée.

Principale solution de rechange 2 : C'est la combinaison des alternatives S131+S122+S112.

Elle correspond à une situation avec projet de construction de lignes aériennes, sans système de téléconduite des postes et appareils d'aiguillage, avec système d'électrification rurale décentralisée.

Principale solution de rechange 3 : C'est la combinaison des alternatives S131+S121+S111.

Elle correspond à une situation avec projet de construction de lignes aériennes, avec système de téléconduite des postes et appareils d'aiguillage, avec système d'électrification rurale centralisée.

Principale solution de rechange 4 : C'est la combinaison des alternatives S131+S121+S112.

Elle correspond à une situation avec projet de construction de lignes aériennes, avec système de téléconduite des postes et appareils d'aiguillage, avec système d'électrification rurale décentralisée.

Principale solution de rechange 5 : C'est la combinaison des alternatives possibles avec l'alternative S132.

Elle correspond à une situation avec projet de construction de lignes souterraines, avec ou sans système de téléconduite des postes et appareils d'aiguillage, avec ou sans système d'électrification rurale décentralisée.

6.1.4 Présentation des critères d'analyse des options

L'analyse des options s'effectue à l'aide d'une matrice d'analyse multicritères sur la base de critères de notation spécifiques de l'option étudié qui sont :

1. fonctionnalité de la solution ;
2. facilité technique et technologique ;
3. ressources humaines (quantité et qualité) ;
4. conformité législative et réglementaire;
5. incidence sur les notions de Développement Durable DD ;
6. incidence sur les milieux naturels, bâtis, sur le potentiel historique, patrimonial et archéologique,
7. risques liés à la solution;
8. coût de la solution;
9. acceptabilité par les parties prenantes lors des consultations.

Chaque principale solution de rechange est notée sur une échelle de 1 à 10. A chaque note est appliqué un coefficient de pondération allant de 1 à 3 et lié à l'importance de chaque critère d'évaluation.

Quatre (4) critères ont un coefficient de pondération de 3. Il s'agit des critères (Cn°1)-Fonctionnalité de la solution, (Cn°2)-Facilité technique et technologique de la solution, (Cn°7)-Risques liés à la solution, et (Cn°8)- coût de la solution

Deux (2) critères un coefficient de pondération de 2. Ce sont les critères (Cn°3)-Ressources humaine et (Cn°5)- incidence sur les notions de Développement Durable DD.

Trois (3) critères ont un coefficient de pondération de 1. Les critères (Cn°4)-Incidences sur la conformité législative et règlementaire, (Cn°6)- Incidence sur les milieux naturels, bâtis, sur le potentiel historique, patrimonial et archéologique et (Cn°9)-acceptabilité par les parties prenantes lors des consultations.

6.1.5 Résultats de l'analyse des options

L'évaluation des Principales solutions est consignée dans le tableau suivant.

Tableau 10 : Matrice d'évaluation des Principales solutions (PS)

Critères d'analyse	Pondération de 1 à 3	Principales solutions de rechange											
		PS 1		PS 2		PS 3		PS 4		PS 5		Solution sans projet	
		Note	Résultats	Note	Résultats	Note	Résultats	Note	Résultats	Note	Résultats	Note	Résultats
1	3	10	30	7	21	5	15	5	15	5	15	1	3
2	3	10	30	7	21	5	15	5	15	6	18	1	3
3	2	10	20	4	8	6	12	6	12	6	12	1	2
4	1	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	1	1
5	2	6	12	9	18	5	10	9	18	4	8	1	2
6	1	5	5	4	4	5	5	4	4	2	2	6	6
7	3	7	21	8	24	7	21	8	24	2	6	1	3
8	3	7	21	5	15	4	12	3	9	2	6	1	3
9	1	7	7	5	5	6	6	5	5	5	5	1	1
RESULTAT			153		123		103		109		79		24

Source : www.infra.gouv.qc.ca , Infrastructure Québec, Tableau d'analyse multicritères des options modifié par BEMA ; 2019.

La variante retenue englobe les solutions qui sont techniquement et économiquement faisables, socialement raisonnables et de moindre impact environnemental et social.

L'option retenue :

Il s'agit de l'**option 1 issue de la combinaison des Solutions S131+S122+S111**, correspondant à une situation (avec projet) de construction de lignes aériennes, sans système de téléconduite des postes et appareils d'aiguillage, avec système d'électrification rurale centralisée.

6.2 Description de la variante ou solution de rechange retenue

La variante ou option retenue correspond à une situation avec projet de construction de lignes aériennes, sans système de téléconduite des postes et appareils d'aiguillage, avec système d'électrification rurale centralisée.

D'une part, l'option « sans projet » maintiendra les populations dans la précarité. Cette situation pourrait entraîner des effets négatifs considérables :

- le maintien de certaines localités dans l'obscurité, voire la précarité ;
- un retard dans le processus d'amélioration de l'accès des populations à l'électricité ;
- une situation de déséquilibre et un manque de compétitivité de l'économie nationale et régionale ;
- une incidence négative sur l'économie des ménages ;
- un manque d'opportunités pour les localités dans l'accès à des investissements sociaux du secteur privé conditionnés par la disponibilité de l'électricité ;
- un maintien du statut quo concernant la valorisation des terres et l'accès aux services sociaux de base ;
- un manque d'opportunités pour le gouvernement d'accéder à des ressources fiscales supplémentaires au plan local.

Ce schéma n'est pas en phase avec l'ambition du Gouvernement d'atteindre à l'horizon 2025 un taux de couverture de 100%.

Par contre, l'option « avec projet » va contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales à travers la réduction de leur vulnérabilité aux risques sociaux et environnementaux. L'analyse comparative des différents scénarii, montre que l'option « sans projet » n'engendrera pas de modification au niveau des milieux biophysique et humain, mais maintiendra les populations dans des conditions de vie précaire. Alors que l'option « avec projet » entrainera des impacts négatifs sur les milieux biophysique, humain, socio-économique et culturel. Toutefois, ces impacts seront dans l'ensemble d'importance allant de faible à moyenne. Des mesures d'atténuation des impacts négatifs sont à envisager.

A terme, le projet va engendrer un gain substantiel au niveau du taux d'accessibilité à l'énergie électrique et, il est par conséquent susceptible de renforcer le dynamisme et le développement en milieu rural et de réduire substantiellement les difficultés et les contraintes liées à l'absence d'électricité.

Au terme de cette analyse comparative, le Consultant recommande l'option « avec projet ».

7 DETERMINATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX SUR LE MILIEU BIOPHYSIQUE ET HUMAIN.

7.1 Enjeux environnementaux majeurs du milieu physique

7.1.1 Enjeux liés à la qualité de l'air

Les activités des travaux de terrassement, de fouille, de pose de pilonne de pose de lignes électriques produisent des émissions atmosphériques à chacune de ses étapes et libère des pollutions atmosphériques sous forme de particules fin, en monoxyde d'azote et de gaz carbonique que dégage les engins de transport par l'émission des fumées des hydrocarbures mal brûlés.

7.1.2 Enjeux liés à la dégradation des terres et occupation drastiques des terres

Les opérations des travaux de préparation du chantier, de construction et d'exploitation entraînent un déboisement massif et une occupation de vastes superficies de terre avec comme conséquences une accélération des phénomènes d'érosion, des glissements de terrain et la dégradation des sols. Les activités agricoles proches des projets peuvent être touchées. Ce qui pourra occasionner une forte réduction des terres cultivables. Ces différents facteurs feront que, de plus en plus, la zone d'étude sera confrontée aux risques des changements climatiques (hausse de températures, baisse des précipitations, insécurité alimentaire etc.), et cela à l'échelle du territoire régional ou national. Toutefois ces variations climatiques pourront affecter le secteur agricole (les noix de cajou, le riz et le bétail constituant les principales activités des régions) où plus particulièrement les populations de ces régions travaillent dans l'agriculture.

7.1.3 Enjeux liés à l'eau

Les activités des travaux de terrassement, de transport d'engins et le tracé des voies d'accès peuvent atteindre des ressources hydrauliques situés non loin du site de projet (eaux de surface et souterraine).

7.2 Enjeux environnementaux majeurs du milieu biologique

7.2.1 Enjeux liés à la dégradation du couvert végétal et de l'habitat de la faune

La suppression sur la végétation ainsi que l'occupation des certaines aires protégées pour la réalisation du projet dans la zone d'étude feront fuir la faune. De nombreuses espèces disparaîtront dans les zones du projet.

7.2.2 Enjeux liés à la dégradation du paysage

Les activités de pose de pilonnages relatives, les traces des lignes électriques, la pose des postes en hauteur dégradent la vision loin et l'esthétique.

Tableau 11: Analyse des effets environnementaux en rapport avec les enjeux

Enjeux	Description des effets environnementaux possibles	Niveau d'enjeu
Qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none">Emissions de poussière et de fumées générées par : les véhicules, le transport de matériaux poussiéreux meubles, et les infrastructures de traitement et production.	Faible
Qualité des terres	<ul style="list-style-type: none">Erosion des solsGlissement de terrainAffaissement des solsContamination des solsDégradation de la structure et de la	Forte

	texture du sol <ul style="list-style-type: none"> • Dégradation des caractères physicochimiques des sols • Réduction des terres cultivables 	
Qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de pollutions des ressources en eau lié aux activités minières • Risque de pression sur les ressources en eau lié à la croissance démographique dans les zones minières 	Faible
Habitat de la faune	<ul style="list-style-type: none"> • Destruction de l'habitat de la faune • Menace réelle sur la conservation et la protection de la biodiversité 	Forte
espèces faunistiques terrestres	<ul style="list-style-type: none"> • Migration et/ou perte de la faune sauvage 	
Paysage	Perturbation et modification du paysage naturel et de la vue panoramique (

7.3 Enjeux environnementaux sociaux du milieu humain

7.3.1 Enjeux liés à la diminution des superficies des terres cultivables

L'installation de l'électricité rurale va contribuer à la diminution de la surface cultivable du fait que le passage des lignes électriques va aliéner des superficies de terre qui ne seront plus cultivables.

7.3.2 Enjeux liés causes structurelles

La promotion des cultures de rente au détriment des cultures vivrières a conduit le pays à une double dépendance à la fois des cours mondiaux des produits de rente (en l'occurrence la noix de cajou) et des denrées importées de première nécessité comme le riz. Ce qui contribue au déséquilibre permanent de la balance de paiement et une facture d'importation de plus en plus élevée. De plus, le non transformation des produits d'exportation prive le pays de recettes importantes qui seraient basées sur une plus grande valeur ajoutée.

7.3.3 Enjeux liés aux infrastructures routières inexistantes ou en mauvais état

Dans la zone d'étude, la faible densité en infrastructure routière et leur mauvaise qualité entravent la commercialisation des produits ruraux et privent ainsi les producteurs d'accès à des marchés plus rémunérés.

L'accès à l'assainissement est lié au niveau social des familles. Seuls 3% des familles les plus pauvres ont accès à l'assainissement adéquat contre 57% des familles les plus riches.

7.3.4. Enjeux liés aux contraintes au secteur organisationnel

Le secteur d'organisation dans la zone d'étude est confronté aux contraintes ci-après :

- le manque d'organisations communautaires au niveau des communautés villageoises,
- l'absence de structures locales capables de gérer le secteur d'électricité
- l'insuffisance d'infrastructure et en mauvais état ;
- l'insuffisance des campagnes IEC des populations qui devraient jouer leur partition avec tous les autres intéressés au développement du secteur (communautés bénéficiaires, autorités administratives et locales, secteur privé, ONG, bailleurs de fonds). Les femmes notamment n'ont pas été suffisamment sensibilisées alors qu'elles doivent jouer un rôle important dans l'utilisation de l'électricité ;
- le manque de coordination des activités des différents projets.

D'une manière générale, les contraintes relevées dans le secteur d'électricité.

7.3.5 Enjeux liés aux aspects fonciers et aménagement du territoire

Dans la zone d'intervention du projet, le droit de propriété est régi par le droit moderne et le droit coutumier. C'est dire que l'Etat et les populations locales sont propriétaires des terres.

A ce titre, l'un ou l'autre peut procéder à des cessions de terres.

De même il ressort des entretiens réalisés avec les acteurs locaux que les autorités administratives (autorité centrale et ses démembrements) sont actives dans les concessions. Les motivations sont toujours les mêmes (projets d'utilités publiques pour l'Etat).

En définitive, le phénomène d'acquisition des terres est en vigueur dans les localités couvertes par le projet ; elle met en relation plusieurs acteurs dont les propriétaires terriens et les acquéreurs émettant des enjeux majeurs relatifs au foncier

7.3.6 Enjeux liés à la dégradation du couvert végétal et de l'habitat de la faune

La destruction d'une partie de la végétation pour l'installation des infrastructures du projet conduira à la perte d'habitats et par ricochet la faune et la flore. En effet, la végétation étant l'habitat de la faune, leur destruction causera à coup sûr la disparition celle-ci. Par ailleurs, certaines cultures liées au microclimat produit par la végétation pourront disparaître comme ce fut le cas du déplacement de la boucle du cacao. Aussi, un manque de terre cultivable augmenterait les pressions sur les terres restantes et mêmes les forêts classées.

7.3.7 Enjeux liés à la dégradation du paysage

La mise en place des infrastructures du paysage modifiera l'esthétique du paysage. Les espèces qui ne pourront pas s'adapter au nouveau paysage sont appelées à disparaître. Une autre forme de vie prendra place.

Il ressort de l'analyse des enjeux environnementaux une possibilité de Modification du paysage, Une menace sur la flore, la faune et la végétation et enfin menace sur la biodiversité et sites de grande importance écologique. En effet, la mise en œuvre du projet pourrait modifier et détériorer. Cela pourrait concerner les forêts classées rencontrées dans la zone du projet mais aussi les forêts et autres végétation rurales. Suite à la fragmentation de ces différents habitats, il s'en suivra la perte de la faune et de la flore qui utilise ces habitats comme zone refuge. D'autres types de pressions naîtront à la suite de la mise en œuvre du projet. Il s'agit des pressions sur le bois énergie et de construction, les produits de cueillette.

8 IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL ET MEURES DE MITIGATION DU PROSER

Dans le cadre l'étude environnementale sociale stratégique (EESS) et, tous les éventuels impacts environnementaux du projet méritent d'être décrits et analysés. La présente section est relative à l'évaluation, à l'analyse et à la classification des plus importants impacts que peut susciter le projet sur le milieu naturel.

Les travaux du projet de construction des infrastructures vont engendrer des impacts sur l'environnement en général et sur la végétation, la flore et la faune.

Le Tableau ci-dessous récapitule l'évaluation des impacts et les mesures d'atténuation proposées. Ces impacts sont soit potentiels soit avérés. Ces impacts sont dans la majeure partie des cas d'importance moyenne et mineure. Les principaux impacts énumérés résultent de l'analyse de tous les enjeux environnementaux, d'une étude de la documentation disponible et de l'examen de la liste des impacts éventuels conformément à la réglementation Ivoirienne.

8.1 Impact Environnemental et Social

Les sources potentielles d'impacts concernent aussi bien les phases des travaux de construction, de repli du chantier, d'exploitation et d'entretien des réseaux et infrastructures électriques dans le cadre du PROSER .En effet, la construction, l'exploitation et l'entretien des lignes électriques ont des impacts négatifs sur l'environnement. En zones rurales, le défrichement de la végétation pour le couloir des lignes aériennes HTA pour la construction de voies d'accès et pour le transport des pylônes ou les poteaux sont les principales sources d'impacts liées à la phase de construction du réseau aussi, l'ouverture des voies pour l'implantation des lignes Basse Tension (BT) et d'Eclairage Public (EP), et les travaux de création de départs HTA sont les principales sources d'impacts liées à la phase de construction des infrastructures.

L'exploitation et l'entretien des lignes construites peuvent aussi générer des impacts sur l'environnement. Ainsi, en phase de construction, les sources potentielles d'impacts sont :

- les travaux préparatoires notamment les opérations de piquetage,
- le déboisement et le débroussaillage pour l'ouverture du couloir et pour l'acquisition de la base de chantier;
- la préparation des pistes d'accès longitudinales et transversales;
- les fouilles pour la réalisation des fondations de pylônes; les fouilles pour la construction des réseaux souterrains ;
- le transport d'équipements de montage des pylônes,
- des poteaux et des câbles électriques ; les travaux d'installation de transformateurs dans les postes sources ;
- les activités de chantier de manière générale.

En phase d'exploitation, les sources potentielles d'impacts concernent surtout :

- les travaux d'entretien périodique des équipements et des postes de transformation les activités régulières de débroussaillage et de nettoyage des corridors et de l'emprise des lignes.

8.1.1 Impacts environnementaux et sociaux positifs

Le PROSER générera des impacts positifs suivants au niveau de l'environnement et du cadre de vie des populations : création d'emplois ; développement des activités économiques ; amélioration des conditions de vie des populations, baisse du niveau d'insécurité ; diminution des émissions de gaz à effet de serre.

- *Création d'emplois et renforcement des capacités des concessionnaires*

Pendant les travaux, le projet va offrir des emplois, par l'embauche de personnel qualifié, d'ouvriers et de manœuvres locaux. Pendant la phase d'exploitation, l'entretien des installations et équipements, constituent des activités périodiques pouvant intéresser les populations locales, notamment les jeunes.

- *Développement d'activités socioéconomiques :*

La disponibilité (augmentation sensible des heures de fourniture) de l'énergie électrique va favoriser l'extension du réseau électrique permettant ainsi à d'autres localités situées autour des réseaux d'en disposer pour leur développement. Cette disponibilité favorisera en outre le développement d'activités économiques et l'extension de la zone.

- *Amélioration des conditions de santé et d'hygiène des populations locales :*

La mise n'œuvre du projet PROSER a permis d'améliorer les conditions sanitaires et la qualité de vie des populations des agglomérations traversées. En effet, grâce à l'électricité disponible, les centres de santé communautaire et les dispensaires vont améliorer leurs prestations sanitaires. Par ailleurs, les produits pharmaceutiques vont être conservés dans de meilleures conditions dans une chaîne de froid mieux contrôlée.

- *Amélioration des conditions de vie et du confort des populations locales :*

L'exécution du projet PROSER a permis d'assurer une extension du réseau électrique dans des zones non encore desservies ainsi que certaines zones rurales. Grâce à la mise en œuvre du projet PROSER, les zones rurales ont pu être reliées au réseau électrique et disposer d'équipements électroménagers.

- *Développement de l'éclairage public et amélioration des conditions sécuritaires :*

La réalisation du PROSER a favorisé l'extension du réseau d'éclairage public, notamment dans les zones rurales. Il en a découlé un effet dissuasif certain dans la lutte contre l'insécurité, le banditisme et la criminalité, dont le facteur le plus favorisant est l'obscurité. Cela a été témoigné lors des rencontres avec les populations.

- *Diminution de l'usage du diesel dans la production d'énergie*

Avec le PROSER, il y aura diminution de l'usage du diesel dans la production d'énergie.

- *Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre*

L'implantation de mini-centrales solaires dans le cadre du PROSER permettra de réduire de façon significative la consommation de carburant et d'émission de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère.

- *Réduction des nuisances sonores*

Avec l'installation des systèmes d'électrification rurale, la pollution due aux groupes électrogènes sonore va être fortement réduite. Cela permettra de préserver la tranquillité des riverains de ses sites où seront implantées les mini-centrales solaires.

Meilleure fonctionnement des structures sanitaires et pharmaceutiques

Les centres de santé et les pharmacies villageoises pourront s'équiper de moyens plus performants, comme des petits laboratoires et des moyens informatiques. Également, les centres de santé des villages électrifiés seront plus attractifs pour les médecins.

Alimentation permanente en eau potable des populations

Avec le PROSER, le système de pompage de l'eau dans les villages électrifiés pourrait être raccordé au réseau électrique, ce qui rendrait plus permanente l'alimentation en eau potable.

Allègement des tâches domestiques des femmes

Il est important de noter que le PROSER aura un impact particulièrement positif sur les femmes. Aujourd'hui, il faut les souligner, les femmes sont premières bénéficiaires de l'électrification rurale et du PROSER en particulier. Le PROSER allègera d'avantages leurs tâches ménagères (exemple : forages et moulins à céréales fonctionnant à l'électricité). En plus, les femmes pourront consacrer plus de temps aux activités génératrices de revenus (AGR) tandis que les jeunes filles pourront davantage se concentrer sur leur scolarisation.

Amélioration des revenus des ménages et création d'activités génératrices de revenu (AGR)

En milieu rural, le PROSER contribuera à l'augmentation du revenu par le renforcement et/ou la création des (nouvelles) activités génératrices de revenu (AGR). Certaines activités nécessitant de l'électricité pourront se développer dans les villages comme la couture, la réfrigération, la conservation des denrées périssables (lait), les ateliers de réparation, la menuiserie, la forge, la soudure, la couture, la restauration, les moulins, les travaux mécaniques, etc.

Amélioration du taux d'alphabétisation

La disponibilité de l'éclairage domestique va beaucoup contribuer à l'alphabétisation des populations rurales notamment avec les cours de nuit.

Contribution à l'émergence d'unités industrielles manufacturières et de transformation

Au niveau agricole, le PROSER pourrait contribuer à l'implantation d'unités semi-industrielles ou de transformation de produits agricoles. La transformation des produits est aujourd'hui inexistante car l'électricité n'est pas encore stable. Avec les mini-centrales solaires, on atténuera le problème d'approvisionnement en carburant.

8.1.2 Impacts environnementaux et sociaux négatifs

Les principaux impacts négatifs potentiels du PROSER sont identifiés lors de la préparation, la construction, l'installation et l'exploitation des installations prévues dans les quatre composantes. De manière globale, les impacts négatifs du PROSER peuvent être ci-dessous résumés.

*

- *Perte de végétation (petits arbres, habitats naturel terrestres)*

L'ouverture et l'entretien d'emprises des lignes de transport, plus précisément celles qui traversent les zones boisées, peuvent occasionner l'altération et la perturbation de l'habitat naturel terrestre et accroître le risque d'incendie de forêts.

- *Nuisances sur le milieu humain (poussière, bruit et vibration) dues aux engins de travaux*

Sur le milieu humain, les mouvements des véhicules et engins de travaux risqueront de causer certaines nuisances en termes de poussière lors des fouilles, de bruits et de vibration des engins auxquelles les populations seront exposées.

- *Risques d'accidents :*

Pendant les travaux de construction, les risques d'accidents de chantier sont à redouter, en particulier au niveau des villages riverains qui seront traversés par le réseau, lors des travaux.

- *Risques de pertes de terres, de biens ou de sources de revenus socioéconomiques :*

Le choix du tracé des lignes pourrait occasionner une acquisition de terres et nécessiter une réinstallation involontaire en cas de pertes de biens et de sources de revenus. Pour ces cas de figure, un Cadre de Politique de Réinstallation doit être élaboré en document séparé pour prendre en compte ces différents aspects.

- *Risques de frustration sociale en cas de non utilisation de la main d'œuvre locale :*

La non-utilisation de la main d'œuvre résidente lors des travaux pourrait susciter des frustrations (et même des conflits au niveau local) qui peuvent se traduire par des actes de vandalisme, de sabotage, de pillage ou de dégradation des infrastructures et équipement.

- *Risques de dégradation de vestiges culturels en cas de découvertes fortuite lors des fouilles :*

Il est possible que certains villages dans la zone du projet disposent de patrimoines culturels, de bois sacrés ou de monuments historiques de valeur. Aussi, l'affluence des populations dans la zone du projet au moment des travaux pourra constituer des risques éventuels se traduisant par des profanations de sites, créant ainsi des conflits sociaux avec les populations riveraines.

- *Risque de frustration pour les villages non retenus*

On pourrait aussi craindre des risques de conflits sociaux en cas de discrimination sur le choix des sites si les critères retenus ne sont pas partagés et bien expliqués à travers des campagnes d'information et de sensibilisation.

- *Risques d'accidents de travail et d'électrocution*

Les sources des risques liés à l'hygiène et à la sécurité au travail qui sont propres aux installations de transport et de distribution d'électricité sont principalement les suivantes : les lignes électriques sous tension ; le travail en hauteur ; les champs électromagnétiques ; etc.

8.1.3 Synthèse des Impacts positifs et négatifs

Tableau 12: Matrice des impacts positifs et négatifs

Phase	Activité source d'impacts	Milieux récepteurs	Composante du milieu	Impacts Identifiés	Description de l'impact
Impacts positifs					
Exploitation	Développement d'activités socioéconomiques	Développement circonstanciel d'activités économiques	plusieurs produits locaux et améliorera les chiffres d'affaires de ces commerçants locaux.	Activités économiques	La disponibilité (augmentation sensible des heures de fourniture) de l'énergie électrique va favoriser l'extension du réseau électrique permettant ainsi à d'autres localités situées autour des réseaux d'en disposer pour leur développement. Cette disponibilité favorisera en outre le développement d'activités économiques et l'extension de la zone
	Amélioration des conditions de santé et d'hygiène des populations locales :	Dynamisation du développement des localités concernées	Populations rurales	Les produits pharmaceutiques vont être conservés dans de meilleures conditions dans une chaîne de froid mieux contrôlée.	La mise ne œuvre du projet PROSER a permis La mise ne œuvre du projet PROSER a permis d'améliorer les conditions sanitaires et la qualité de vie des populations des agglomérations traversées. En effet, grâce à l'électricité disponible, les centres de santé communautaire et les dispensaires vont améliorer leurs prestations sanitaires. Par ailleurs, les produits pharmaceutiques vont être conservés dans de meilleures conditions dans une chaîne de froid mieux contrôlée.. Par ailleurs, les produits pharmaceutiques vont être conservés dans de meilleures conditions dans une chaîne de froid mieux contrôlée.

Phase	Activité source d'impacts	Milieux récepteurs	Composante du milieu	Impacts Identifiés	Description de l'impact
Construction	-Amélioration des conditions de vie et du confort des populations locales	Humain	Amélioration du cadre de vie	les zones rurales ont pu être reliées au réseau électrique et disposer d'équipements électroménagers.	L'exécution du projet PROSER a permis d'assurer une extension du réseau électrique dans des zones non encore desservies ainsi que certaines zones rurales. Grâce à la mise en œuvre du projet PROSER, les zones rurales ont pu être reliées au réseau électrique et disposer d'équipements électroménagers.
Exploitation	Développement de l'éclairage public et amélioration des conditions sécuritaires	Milieu Humain	Sécurisation	Amélioration des conditions de vie des populations	La réalisation du PROSER a favorisé l'extension du réseau d'éclairage public, notamment dans les zones rurales. Il en a découlé un effet dissuasif certain dans la lutte contre l'insécurité, le banditisme et la criminalité, dont le facteur le plus favorisant est l'obscurité. Cela a été témoigné lors des rencontres avec les populations
	Diminution de l'usage du diesel dans la production d'énergie du projet.	Humain.	Diminution d'usage du diesel	Amélioration des conditions de vie des populations	Avec le PROSER, il y aura diminution de l'usage du diesel dans la production d'énergie.
	Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre	Humain	Réduire de façon significative la consommation de carburant	Amélioration des conditions de vie des populations	L'implantation de mini-centrales solaires dans le cadre du PROSER permettra de réduire de façon significative la consommation de carburant et d'émission de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère.

Phase	Activité source d'impacts	Milieux récepteurs	Composante du milieu	Impacts Identifiés	Description de l'impact
Environnement biologique	Réduction des nuisances sonores	Humain	Cela permettra de préserver la tranquillité des riverains de ses sites où seront implantées les mini-centrales solaires	Préserver la tranquillité des riverains de ses sites	Avec l'installation des systèmes d'électrification rurale, la pollution due aux groupes électrogènes sonore va être fortement réduite. Cela permettra de préserver la tranquillité des riverains de ses sites où seront implantées les mini-centrales solaires.
	Meilleure fonctionnement des structures sanitaires et pharmaceutiques	Humain	Également, les centres de santé des villages électrifiés seront plus attractifs pour les médecins	S'équiper de moyens plus performants, comme des petits laboratoires et des moyens informatiques	Les centres de santé et les pharmacies villageoises pourront s'équiper de moyens plus performants, comme des petits laboratoires et des moyens informatiques. Également, les centres de santé des villages électrifiés seront plus attractifs pour les médecins
	Allègement de la pénibilité des femmes	Humain	Les femmes sont premières	Aujourd'hui, il faut le souligner, les femmes sont premières bénéficiaires	Il est important de noter que le PROSER aura un impact particulièrement positif sur les femmes. Aujourd'hui, il faut le souligner, les femmes sont premières bénéficiaires de l'électrification rurale et du PROSER en particulier. Le PROSER allègera d'avantages leurs tâches ménagères (exemple : forages et moulins à céréales fonctionnant à l'électricité). En plus, les femmes pourront consacrer plus de temps à des activités leur apportant un revenu tandis que les jeunes filles pourront davantage se consacrer à leur scolarisation.

Phase	Activité source d'impacts	Milieux récepteurs	Composante du milieu	Impacts Identifiés	Description de l'impact
	Amélioration des revenus des ménages et création d'activités génératrices de revenu (AGR)	Humain	AGR	L'augmentation du revenu par le renforcement et/ou la création des (nouvelles) activités génératrices de revenu	En milieu rural, le PROSER contribuera à l'augmentation du revenu par le renforcement et/ou la création des (nouvelles) activités génératrices de revenu (AGR). Certaines activités nécessitant de l'électricité pourront se développer dans les villages comme la couture, la réfrigération, la conservation des denrées périssables.
	Amélioration du taux d'alphabétisation	Humain	Eclairage domestique	Contribuer à l'Alphabétisation	La disponibilité de l'éclairage domestique va beaucoup contribuer à l'alphabétisation des populations rurales notamment avec les cours de nuit.
	Contribution à l'émergence d'unités industrielles manufacturières et de transformation	Humain	Création d'Unité semi-industrielle	Niveau	Au niveau agricole, le PROSER pourrait contribuer à l'implantation d'unités semi-industrielles ou de transformation de produits agricoles. La transformation des produits est aujourd'hui existante l'électricité n'est pas encore stable. on atténuera le problème d'approvisionnement en carburant
Impact négatifs					
Phase de travaux :	Perte de végétation (petits arbres, habitats naturel terrestres)	Végétation	Biologique	Altération et perturbation de l'habitat naturel terrestre	L'ouverture et l'entretien d'emprises des lignes de transport, plus précisément celles qui traversent les zones boisées, peuvent occasionner l'altération et la perturbation de l'habitat naturel terrestre et accroître le risque d'incendie de forêts

Phase	Activité source d'impacts	Milieux récepteurs	Composante du milieu	Impacts Identifiés	Description de l'impact
	Pollution de l'air, des sols et des eaux	L'air, sols et de l'eau	Milieu Physique	Pollution de l'air, pollution des sols, pollution des eaux	Les impacts potentiels concernent surtout (i) la pollution de l'air due aux opérations de déblais, fouilles, terrassement ; aux extractions des matériaux, aux transports de matériel et à leur gestion ; (ii) la pollution du sol due aux déchets provenant du chantier (en cas de rejet anarchique) et (iii) la pollution des eaux en cas de rejet de polluants (huiles de vidange, produits d'hydrocarbures, etc.) dans les cours d'eau ou dans la nappe
	Nuisances sur le milieu humain (poussière, bruit et vibration) dues aux engins de travaux	Milieu Humain	Milieu Physique	Nuisance en termes de poussière, bruit, vibration.	Sur le milieu humain, les mouvements des véhicules et engins de travaux risqueront de causer certaines nuisances en termes de poussière lors des fouilles, de bruits et de vibration des engins auxquelles les populations seront exposées.
	Risques d'accidents :	Milieu Humain		Accidents de chantier	Pendant les travaux de construction, les risques d'accidents de chantier sont à redouter, en particulier au niveau des villages riverains qui seront traversés par le réseau, lors des travaux.
	Risques de pertes de terres, de biens ou de sources de revenus socioéconomiques	Milieu Biologique et Humain	Socioéconomique	Perte de bien	Le choix du tracé des lignes pourrait occasionner une acquisition de terres et nécessiter une réinstallation involontaire en cas de pertes de biens et de sources de revenus. Pour ces cas de figure, un Cadre de Politique de Réinstallation doit être élaboré en document séparé pour prendre en compte ces différents aspects.

Phase	Activité source d'impacts	Milieux récepteurs	Composante du milieu	Impacts Identifiés	Description de l'impact
	Risques de frustration sociale en cas de non utilisation de la main d'œuvre locale:	Milieu Humain	Sabotage	Non utilisation de la main d'œuvre	La non-utilisation de la main d'œuvre résidente lors des travaux pourrait susciter des frustrations (et même des conflits au niveau local) qui peuvent se traduire par des actes de vandalismes, de sabotage, de pillage ou de dégradation des infrastructures et équipement
	Risques de dégradation de vestiges culturels en cas de découvertes fortuite lors des fouilles	Milieu Humain	Dégradation de vestiges	Affluence des population dans la zone du projet	Il est possible que certains villages dans la zone du projet disposent de patrimoines culturels, de bois sacrés ou de monuments historiques de valeur. Aussi, l'affluence des populations dans la zone du projet au moment des travaux pourra constituer des risques éventuels se traduisant par des profanations de sites, créant ainsi des conflits sociaux avec les populations riveraines.
Phase d'exploitation	Risque de frustration pour les villages non retenus	Milieu Humain	Milieu Humain	Frustration	On pourrait aussi craindre des risques de conflits sociaux en cas de discrimination sur le choix des sites si les critères retenus ne sont pas partagés et bien expliqués à travers des campagnes d'information et de sensibilisation
	Pollution des sols et du sous-sol :	Milieu Physique	Sols	Déversement d'huile	En phase d'exploitation, les postes de transformateurs pourront générer des huiles isolantes et des liquides de refroidissement qui pourront constituer une source potentielle d'impacts pour le sol et la nappe, mais ces effets seront très négligeables et circonscrits.

Phase	Activité source d'impacts	Milieux récepteurs	Composante du milieu	Impacts Identifiés	Description de l'impact
					En phase d'exploitation, le personnel pourrait être exposé aux risques d'incendie, d'explosions, de brûlures ou d'électrocution ou d'accidents professionnels.
	Bruit et autres nuisances	Milieu Humain	Milieu Humain	Nuisance sonore	Les effets sonores concernent le bruit issu des bobinages des transformateurs ou des ventilateurs installés sur les radiateurs d'huile.
	Risques d'accidents de travail et d'électrocution	Milieu Humain	Milieu Humain	Accident de travail	Les sources des risques liés à l'hygiène et à la sécurité au travail qui sont propres aux installations de transport et de distribution d'électricité sont principalement les suivantes : les lignes électriques sous tension ; le travail en hauteur ; les champs électromagnétiques ; etc.

8.2. Mesures pour l'élaboration des PGES appropriés pour les sous-projets

Les mesures d'atténuation proposées sont indiquées dans les tableaux suivants. En effet, pour atténuer les impacts négatifs des travaux futurs de la construction des lignes de Haute A (HTA) sur le paysage qui sera fragmenté et perdra une part importante de sa valeur scientifique et écologique, il faudra réduire l'abattage des arbres au minimum requis et ne pas enlever la végétation hors de la zone d'influence des lignes électriques afin de permettre aux populations d'avoir une réserve de végétation à utiliser. Il faudra également éviter de décaper tous les îlots de forêts qui sont des habitats considérés comme fragiles. L'on pourra également replanter de la végétation par des reboisements en essences locales pour atténuer les impacts.

Le projet conduira à coût sûr à la destruction d'habitats fragiles et d'espèces menacées et rares comme mentionné dans le tableau des impacts. La disparition pourrait concerner les espèces dites vulnérables, les espèces rares et menacées d'extinction et les espèces inscrites sur la liste rouge de l'UICN. Il est primordial d'initier ou d'approfondir les inventaires de toutes les espèces à travers une étude d'impact environnementale et sociale (EIES) dans les espaces considérés par le projet.

Les mesures d'atténuation se définissent comme l'ensemble des moyens envisagés pour éviter, réduire, supprimer ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et les communautés. Il s'agit donc d'identifier les actions, dispositifs, correctifs ou modes de gestion alternatifs qui seront appliqués pour éliminer atténuer ou compenser les impacts négatifs du projet. Les mesures destinées à maximiser les retombées positives pourront aussi être mises en évidence. Les mesures proposées pour supprimer réduire, atténuer ou compenser les impacts potentiels générés par les activités du PROSER sont décrites en fonction des phases d'exécution du projet. Elles sont présentées dans les matrices suivantes.

Les tableaux qui suivent présentent une liste de mesures génériques d'atténuation des impacts négatifs potentiels mais également de mesures d'Hygiène et sécurité au travail et d'atténuation spécifiques. Il faut préciser que les impacts négatifs et les mesures d'atténuation y relatives seront déterminés avec certitude lors des Etudes Spécifiques à réaliser pour chaque sous-projet.

8.2.1 Mesures d'atténuation des impacts négatifs potentiels selon l'activité

Tableau 13: Matrice des mesures d'atténuation des impacts négatifs potentiels

Phase	Sous-projets	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Construction/ installation	Tous les sous-projets (Réseau HTA et BT Lignes de distribution	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> • Optimiser les tracés d'implantation des réseaux et des équipements • Impliquer les Services forestiers dans le choix du tracé • Assurer un reboisement compensatoire en cas de déboisement (par exemple 2 arbres plantés contre un arbre abattu)
		Pollution des sols et des eaux en cas de rejet anarchique des déchets solides et liquides et des déblais	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à la collecte des déchets solides et leur évacuation vers des sites autorisés • Assurer le stockage des produits liquides dangereux (huiles, carburant,...) en vue de leur réutilisation/recyclage.
		<ul style="list-style-type: none"> • Restriction d'accès à la terre, de biens et d'activités socioéconomiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Préparer et mettre en œuvre un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)
		<ul style="list-style-type: none"> • Poussière, bruit et vibration) dues aux engins de travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser le personnel de travaux • Entretenir régulièrement les engins • Éviter de travailler aux heures de repos
		<ul style="list-style-type: none"> • Conflits sociaux en cas d'extraction non autorisée ou illégale de matériaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Exploiter des carrières autorisées (carriers permanents) • Solliciter une autorisation d'exploiter (pour les carrières temporaires) et procéder à des indemnisations en cas d'ouverture sur les terrains privés
		<ul style="list-style-type: none"> • Accident de travail avec les engins 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser le personnel de chantier sur les risques et dangers liés aux travaux • Exiger le port d'Équipements individuel de protection (EPI) pour tout le personnel • Mettre en place un kit pour les premiers soins pour le chantier
		<ul style="list-style-type: none"> • Conflits sociaux en cas de non-utilisation de la main d'œuvre locale 	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier le recrutement prioritaire de la main d'œuvre locale sur place

		<ul style="list-style-type: none"> • Restriction d'accès et des mouvements des biens et personnes 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir la libre circulation des biens et des personnes pour éviter toute restriction d'accès pour les communautés locales
		<ul style="list-style-type: none"> • Perturbation activités riveraines 	<ul style="list-style-type: none"> • Mener des campagnes d'information/sensibilisation
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques de dégradation de vestiges culturels en cas de découvertes fortuite lors des fouilles 	<ul style="list-style-type: none"> • Respecter la procédure nationale en matière de découverte fortuite de vestiges (arrêter les travaux, avertir les services concernés, suivre leurs instructions)
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques de frustrations sur le choix des villages à électrifier en cas de forte demande 	<ul style="list-style-type: none"> • Mener des campagnes d'information et d'explication au sein des communautés sur les choix du projet et sur les limites techniques des installations.
Exploitation	Réseau HTA et BT Lignes de distribution	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'accident (électrocution) 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation du personnel aux consignes de sécurité et aux risques d'accidents • Formation du personnel en santé et sécurité et gestion des risques • Sensibilisation de la population
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques d'inhalation en cas d'usage de solvants volatils pour le dégraissage des équipements électriques ; • Risques de pollution des sols en cas d'utilisation des huiles et des fluides hydrauliques 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une bonne aération des installations/équipements • Sensibiliser les opérateurs sur les bonnes pratiques d'usages des huiles et fluides
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques de vols et de vandalismes des équipements de réseau 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place un système de gardiennage • Sensibilisation des populations

8.2.2 Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs

Tableau 14: Matrice des mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs

N°	Impacts environnementaux négatifs potentiels	Mesures d'atténuation
1	Altération de l'habitat terrestre, déboisement et pertes de biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • implanter l'emprise de transport et de distribution, les chemins d'accès, les lignes, les pylônes et les sous-stations de façon à éviter les habitats critiques, en utilisant les emprises et les services d'utilité collective déjà établis pour le transport et la distribution de l'électricité, et en se servant de routes et pistes existantes comme voies d'accès, dans la mesure du possible , • installer les lignes de transport au-dessus de la végétation existante pour éviter de défricher les terrains ; • replanter dans les zones perturbées des espèces autochtones ; • enlever les espèces végétales envahissantes lors des travaux d'entretien régulier de la végétation (se reporter à la section ci-après sur l'entretien des emprises) • Protection des espèces remarquable présentes dans les champs et le long des tracés et emprises des postes
2	Altération de l'habitat aquatique	<ul style="list-style-type: none"> • implanter les pylônes et les sous-stations du réseau de transport d'électricité de façon à éviter les habitats aquatiques critiques (cours d'eau, zones humides par exemple),; • limiter le plus possible le défrichage et la perturbation de la végétation;
3	Pollution de l'air, des sols et des eaux	<ul style="list-style-type: none"> • Stockage des produits liquides dangereux (huiles, carburant,...) lors du chantier sur rétention pouvant contenir la totalité du volume du réservoir. • Placement des équipements contenant des huiles (boîte de vitesse, transformateurs, ...) dans un bac de rétention de dimension suffisante. • Réalisation des entretiens selon un planning bien établi et en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter un quelconque écoulement d'huile ou d'une autre substance liquide dangereuse pour l'environnement.
4	Risques liés aux matières dangereuses	<ul style="list-style-type: none"> • Stockage des déchets et des substances toxiques dans des conditions de sécurité et d'étanchéité appropriées • Valorisation et/ou traitement des déchets par des moyens appropriés après analyses physico-chimiques ou confinement dans des centres spécialisés des déchets toxiques ou dangereux

8.2.3 Synthèse des mesures d'atténuation spécifiques

Tableau 15: Matrice des mesures environnementales spécifiques d'atténuation

N°	Impacts environnementaux négatifs potentiels	Mesures d'atténuation
1	Incendies de forêt	<ul style="list-style-type: none"> • assurer le suivi de l'état de végétation de l'emprise en fonction des risques d'incendie ; • programmer l'éclaircissage, le débroussaillage et les autres activités d'entretien de façon à éviter les saisons propices aux incendies de forêt ; • éliminer les rémanents produits par les opérations d'entretien en les évacuant ou en procédant à un brûlage dirigé • planter et gérer des espèces résistant au feu (les feuillus par exemple) au niveau des emprises et dans les zones adjacentes ; • aménager un maillage pare-feu/tracer des coupe-feu en ayant recours à des matières moins inflammables ou en débroussaillant des terrains pour ralentir la progression des incendies et permettre un accès aux pompiers.

8.2.4 Synthèse des mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs

Tableau 16: Matrice des mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs

Phase	Sous-projets	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Planification		<ul style="list-style-type: none"> • aucun 	<ul style="list-style-type: none"> • aucune
Construction/ installation	Tous les sous-projets (Réseau HTA et BT Lignes de distribution }	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> • Optimiser les tracés d'implantation des réseaux et des équipements • Impliquer les Services forestiers dans le choix du tracé • Assurer un reboisement compensatoire en cas de déboisement (par exemple 2 arbres plantés contre un arbre abattu)
		<ul style="list-style-type: none"> • Restriction d'accès à la terre, de biens et d'activités socioéconomiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Mener des campagnes d'information/sensibilisation des personnes ayant des biens sur l'emprise • Préparer et mettre en œuvre un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)

		<ul style="list-style-type: none"> • Poussière, bruit et vibration) dues aux engins de travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser le personnel de travaux • Entretenir régulièrement les engins • Éviter de travailler aux heures de repos
		<ul style="list-style-type: none"> • Approvisionnement non autorisée ou illégale de matériaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Exploiter des carrières autorisées (carriers permanents) • Solliciter une autorisation d'exploiter (pour les carrières temporaires) et procéder à des indemnisations en cas d'ouvertures sur les terrains privés
		<ul style="list-style-type: none"> • Accident de travail avec les engins 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser le personnel de chantier sur les risques et dangers liés aux travaux • Exiger le port d'Équipements individuel de protection (EPI) pour tout le personnel • Mettre en place un kit pour les premiers soins pour le chantier
		<ul style="list-style-type: none"> • Conflits sociaux en cas de non-utilisation de la main d'œuvre locale 	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier le recrutement prioritaire de la main d'œuvre locale sur place
		<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Indiquer clairement les signes et l'installation de barrières de sécurité en cas de besoin • Éviter toute restriction d'accès pour les communautés locales • N'entreprendre les travaux que pendant les heures officielles de travail qui ne perturbent pas la population locale
		<ul style="list-style-type: none"> • Perturbation activités riveraines 	<ul style="list-style-type: none"> • Mener des campagnes d'information/sensibilisation
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques de dégradation de vestiges culturels en cas de découvertes fortuite lors des fouilles 	<ul style="list-style-type: none"> • Respecter la procédure nationale en matière de découverte fortuite de vestiges (arrêter les travaux, avertir les services concernés, suivre leurs instructions)
		<ul style="list-style-type: none"> • Pollution du milieu en cas de rejet anarchiques des déchets solides et liquides et des déblais 	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à la collecte des déchets solides et leur évacuation vers des sites autorisés
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques de frustrations sur le choix des villages à électrifier en cas de forte demande 	<ul style="list-style-type: none"> • Mener des campagnes d'information et d'explication au sein des communautés sur les choix du projet et sur les limites techniques des installations.

Exploitation	Réseau HTA et BT Lignes de distribution	<ul style="list-style-type: none"> Risque d'accident (électrocution) 	<ul style="list-style-type: none"> Formation du personnel aux consignes de sécurité et aux risques d'accidents Formation du personnel en santé et sécurité et gestion des risques Sensibilisation de la population
		<ul style="list-style-type: none"> Usage de solvants volatils pour le dégraissage des équipements électriques pouvant présenter des risques d'inhalation ; Utilisation des huiles et des fluides hydrauliques 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer une bonne aération des installations/équipements Sensibiliser les opérateurs sur les bonnes pratiques d'usages des huiles et fluides
		<ul style="list-style-type: none"> Risques de vols et de vandalismes des 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place un système de gardiennage Sensibilisation des populations

9. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

9.1 Objectifs du plan cadre de gestion environnementale et sociale (PCGES)

Le Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnues avant l'évaluation du projet. Il se présente donc comme étant un instrument pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels. En outre, le PCGES définit le cadre de suivi et de surveillance, ainsi que les dispositions institutionnelles pour la mise en place des mesures permettant d'atténuer, supprimer ou réduire à des niveaux acceptables les impacts environnementaux et sociaux défavorables, durant la mise en œuvre du programme.

Le PCGES décrit les différentes étapes du processus de sélection environnemental et social permettant de déterminer, quand la précision sera connue sur les caractéristiques et les localisation des sous-projets, la nature des études d'impact environnemental et social (EIES), ou appliquer tout juste un Constat d'Impact Environnemental et Social (CIES) faisant tout simplement des recommandations des mesures simples de mitigation des impacts en utilisant une liste environnementale et sociale; ou si le sous-projet peut être exécuté sans aucune étude ou actions particulières.

Le PCGES déterminera si nécessaire, les besoins d'un Plan de formation, de renforcement des capacités et autre assistance pour la mise en œuvre des mesures.

La préparation de ce PCGES s'est faite conjointement à l'élaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPR) élaboré sous forme de document séparé et qui étudie en détail les modalités de traitement et de dédommagement des personnes qui seront affectées par la mise en œuvre des sous-projets.

9.2 Procédures de préparation et d'exécution des activités du PROSER

Les procédures de préparation visent à : (i) déterminer les activités du PROSER qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social; (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des impacts préjudiciables; (iii) identifier les activités nécessitant des CIES séparées; (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et la préparation des rapports CIES séparés ; (v) assurer le suivi des environnemental et social au cours de la mise en œuvre des activités et de leur gestion.

9.3 Processus de sélection environnementale et sociale

Le processus de sélection environnementale et sociale ou « screening » complète la procédure nationale en matière d'évaluation environnementale, notamment en ce qui concerne le tri et la classification des projets. La détermination des catégories environnementales et sociales des activités sera déterminée par le résultat du screening environnemental et social. Les étapes de la sélection environnementale et sociale sont décrites ci-dessous :

➤ **Étape 1: Sélection et classification Environnementale et Sociale du PROSER**

Après avoir identifié et défini un sous-projet, le Concessionnaires d'électrification Rurale (CER) devra solliciter l'UC/PROSER pour la sélection environnementale et sociale de l'activité à réaliser, avec l'appui d'un Expert Environnemental et Social (EES) que l'UC va recruter. La première étape du processus de sélection porte sur l'identification et le classement de l'activité à réaliser dans le cadre du PROSER, pour pouvoir apprécier ses effets sur l'environnement.

Pour être en conformité avec les exigences de la Banque Africaine de Développement (BAD ou Banque mondiale) notamment la SO 1, il a été suggéré que les activités du PROSER susceptibles d'avoir des impacts significatifs directs ou indirects sur l'environnement soient classées en trois catégories :

- Catégorie A : Projet avec risque environnemental et social majeur certain ;
- Catégorie B : Projet avec risque environnemental et social modéré ;

Cette catégorie correspond l'Analyse Environnementale Initiale (AEI) selon la classification ivoirienne ;

- Catégorie C : Projet sans impacts significatifs sur l'environnement.

Il faut souligner que le Projet PROSER a été classé en catégorie B par la Banque Africaine de Développement (BAD). Sous ce rapport, les résultats de la sélection devront aboutir à la catégorie environnementale B ou C. Le présent rapport détermine la procédure de classification des sous-projets.

➤ **Étape 2: Validation de la classification Environnementale du sous-projet**

La validation de la classification sera effectuée par l'Agence Nationale De l'Environnementale (ANDE). Il faut souligner que pour l'approbation des rapports d'EIES la procédure nationale est claire et stricte: c'est l'ANDE et une Commission Interministérielle instituée selon le Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013.

9.4 Elaboration, validation et diffusion des EIES ou CIES

L'élaboration de chaque étude Environnementale et Sociales spécifique doit être réalisée par des Bureaux Agréés ou des Consultants Individuels Agréés par le Ministère en charge de l'Environnement. La validation est en charge de l'Agence Nationale De l'Environnement et une Commission Interministérielle commis à cet effet.

➤ **Étape 3: Exécution du travail Environnemental et Social du sous-projet**

Après l'analyse des informations contenues dans les résultats de la sélection et après que la CI-ENERGIES ait validé la catégorie environnementale du projet, l'EES / PROSER, en rapport avec le CER (Comité d'Electrification Rurale), va conduire le processus d'exécution du travail environnemental au besoin : application de simples mesures d'atténuation (check-lists de mesures pour les sous-projets classés en B1 ou C); Analyse Environnementale Initiale ; PGES ou Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) approfondie (pour les sous-projets classés en B.2). Les projets de catégorie A ne sont pas financés.

➤ **Étape 4: Examen et approbation des rapports d'EIES**

Les éventuels rapports d'études d'impact environnemental et social des sous-projets classés en catégorie B sont examinés et validés au niveau national par l'ANDE (qui pourra aussi tenir ces séances dans les régions concernées par le PROSER).

➤ **Étape 5: Diffusion**

La législation ivoirienne en matière d'EIES dispose que l'information et la participation du public doivent être assurées pendant l'exécution de l'étude d'impact sur l'environnement, en collaboration avec les organes compétents de l'administrative et de la commune concernée. Les consultations devront aussi être conduites durant le processus de sélection environnemental et social des projets. L'information du public comporte notamment une ou plusieurs réunions de présentation du projet regroupant les autorités locales, les populations, les ONG, etc. Ces consultations permettront d'identifier les principaux problèmes et de déterminer les modalités de prises en compte des différentes préoccupations dans les Termes de Référence de l'EIES à réaliser. Les résultats des consultations seront annexés dans le rapport de l'EIES et seront rendus accessibles au public. Pour satisfaire aux exigences de consultation et de diffusion de la BAD, L'EESS et le PCGES connaîtront une diffusion effective de l'ensemble des rapports produits (EESS, PCGES) à tous les partenaires concernés et, éventuellement, les personnes susceptibles d'être affectées.

9.5 Consensus, négociation et règlement des conflits

Les mécanismes de règlement de ces conflits passent par un enregistrement des plaintes, le déploiement du mécanisme de règlement à l'amiable (négociation, consensus) et le recours à la justice le cas échéant.

9.5.1 Enregistrement des plaintes

La plainte fera l'objet d'un enregistrement officiel au niveau de chaque communauté traversée par le projet, il sera déposé un registre de plainte au chef-lieu de la Sous-préfecture dont dépend la localité. L'enregistrement sera daté et un délai de traitement signifié au plaignant.

Ces institutions administratives recevront toutes les plaintes et réclamations liés au processus de réinstallation, analyseront les faits et statueront en même temps et veilleront à ce que la réinstallation soit bien menée par le projet dans la localité. Chaque plainte sera par la suite suivie et le dossier la concernant complété au fur et à mesure de son traitement jusqu'à sa clôture. Le Projet communiquera amplement auprès des communautés concernées sur l'existence de ce mécanisme.

9.5.2 Mécanisme de résolution amiable

Les mécanismes suivants sont proposés pour résoudre les conflits qui peuvent naître en raison du déplacement des populations:

- toute personne se sentant lésée par le processus d'évaluation/indemnisation devra exprimer sa requête déposer auprès de la chefferie traditionnelle dans sa localité qui analyse les faits et statue avec sa notabilité, s'il ne trouve pas de satisfaction alors une requête est déposée au sous-préfet qui saisit le comité, Si le litige n'est pas réglé au niveau du Comité, le plaignant fait recours à la procédure de règlement officielle par le Préfet. Cette voie de recours (recours gracieux préalable) est à encourager et à soutenir préférentiellement. Ce comité constitué des acteurs locaux sera formé à la mise en œuvre des mesures de réinstallations et à gestion des plaintes.
- si le requérant n'est pas satisfait, il peut saisir la justice.

9.5.3 Recours à la justice

Le recours à la justice est possible en cas d'échec de la voie amiable. Mais, cette voie n'est pas recommandée, parce que la procédure judiciaire est longue et onéreuse. Elle peut durer des années, ce qui aurait pour inconvénient de retarder la réalisation du projet jusqu'à ce qu'une décision définitive intervienne. Il est donc suggéré dans ces cas que les infrastructures à construire soient implantées à un autre lieu.

9.5.4 Dispositions spécifiques pour la gestion des conflits liés à la terre

Dans le cas d'un conflit portant sur la terre, une solution à l'amiable doit être recherchée en associant les acteurs qui ont une bonne connaissance des limites des terroirs villageois et des parcelles familiales ou privées, afin d'aboutir à un consensus sur la question. La conciliation peut être conduite par des notables ou le chef de village, etc. C'est la forme de règlement de conflits fonciers qui est le plus courant en milieu rural.

9.5 Arrangements institutionnels

➤ **Étape 6 : Intégration des Mesures Environnementales et Sociales dans les dossiers d'Appel d'Offre et d'exécution**

En cas de travail Environnemental, l'EES/PROSER et CI-ENERGIES veillera à intégrer les recommandations et autres mesures de gestion Environnementale et sociale dans les dossiers d'appel d'offre et d'exécution des sous-projets.

➤ **Étape 7 : Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales**

Pour chaque sous-projet, CI-ENERGIES et le Comité d'Electrification Rurale (CER) sont chargées de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Toutefois, au préalable, elles devront

préparer et mettre en œuvre un PGES tenant compte entre autres des clauses environnementales et sociales décrites.

➤ **Étape 8 : Exécution de la Surveillance et du Suivi Environnemental et Social**

- La surveillance de l'exécution des mesures environnementales et sociales sera assurée par les bureaux de contrôle (mission de contrôle) qui seront commis à cet effet par le Comité d'Electrification Rurale (CER).
- Le suivi « interne » (supervision) des activités sera assurée par l'Expert Environnemental et Social du PROSER (EES / PROSER) qui va appuyer le Projet, et aussi par les Experts de Sauvegardes de la Banque Africaine de Développement (BAD).
- Le suivi « externe » (inspection ou contrôle régalién) sera effectué par l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE).
- L'évaluation sera effectuée par des Consultants indépendants, à mi-parcours et à la fin du projet PROSER.

Tableau 17: Tableau récapitulatif des étapes des arrangements institutionnels

ÉTAPES	RESPONSABLES
Étape 1: Sélection et classification environnementale et sociale du sous-projet	PROSER
Étape 2: Validation de la classification environnementale et sociale du sous-projet	CI-ENERGIES/CER
Étape 3: Exécution du travail environnemental et social	CI-ENERGIES/CER
3.1. Application de simples mesures d'atténuation (check-list de mesures environnementales et sociales) : sous-projet classé C	CI-ENERGIES/CER
3.2. Réalisation de constat d'impact environnemental et Social (CIES) : sous-projet classé en B	CI-ENERGIES/CER
3.3. Réalisation d'étude d'impact environnemental (EIES) : sous-projet classé en A	CI-ENERGIES/CER
Étape 4 : Examen et approbation des études des sous-projets classés en A et B	ANDE
Étape 5: Diffusion	BAD/PROSER
Étape 6 : Intégration des mesures environnementales et sociales dans les dossiers d'appel d'offres	CI-ENERGIES/CER
Étape 7 : Mise en œuvre des mesures y compris la préparation des PGES d'exécution)	CI-ENERGIES/CER
Étape 8: Surveillance et Suivi environnemental et social Supervision-Évaluation	<p>Surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> travaux : Bureaux de Contrôle entretien/gestion : CER <p>Suivi « interne » : EES/PROSER Suivi « externe »: CI-ENERGIES/CER Évaluation : Consultants indépendants</p>

9.6 Renforcement de la gestion environnementale et sociale du PROSER

La capitalisation des acquis et des leçons tirées des projets d'électricité nécessitera de renforcer la gestion environnementale et sociale du PROSER. Pour tenir compte effectivement des impacts du projet, il est proposé dans ce qui suit des mesures de renforcement des capacités en matière d'évaluation environnementale et sociale aux niveaux national, régional et local pour les services de CI-ENERGIES et CER et des Collectivités locales, mais aussi des mesures d'ordre institutionnel et technique dans le cadre de la préparation des activités et du suivi de la mise en œuvre.

Le présent CGES a défini une méthodologie de « screening » des sous-projets permet d'aboutir à une classification de chaque sous-projet, et d'indiquer dans le même temps le type d'étude d'impact à réaliser, et devant nécessairement proposer un plan de gestion environnementale et social PGES à inclure dans les dossiers d'appel d'offres et d'exécution. Toutefois, les évaluations environnementales à faire pour les sous-projets seront en conformité avec la législation environnementale nationale ainsi qu'avec la politique de la Banque mondiale et de la BAD.

Par ailleurs, le CGES propose ci-dessous des mesures de renforcement des capacités institutionnelles et techniques, de formation et de sensibilisation en évaluation et gestion environnementale des acteurs du programme, pour garantir l'effectivité de la prise en compte des questions environnementales et sociales dans les sous-projets.

9.6.1 Mesures stratégiques de renforcement

9.6.1.1. Procédures de gestion environnementale et sociale

Il s'agit d'intégrer l'environnement comme critère dans les procédures régissant l'intervention du PROSER. Pour cela, il sera mis en place de procédures en vue d'intégrer l'environnement dans les critères de décision et d'intervention du PROSER :

- screening environnemental et social systématique de toutes les activités du PROSER;
- Introduire dans les cahiers des charges des opérateurs intervenant comme prestataires de service au titre de la contractualisation des activités du programme des clauses prévoyant :
 - le respect d'un certain nombre de normes environnementales au titre des interventions réalisées ou à réaliser ;
 - la capacité à mobiliser, le cas échéant, une expertise maîtrisant les problèmes d'environnement en rapport avec la nature des interventions du contractant ;
- Définir et diffuser un référentiel d'efficacité énergétique intégrant la gestion des risques environnementaux, sociaux et sanitaires ;
- Expertiser les méthodes de système de gestion des déchets résultant du fonctionnement des installations électriques, afin de promouvoir des systèmes performants au plan environnemental ;

- Constituer une expertise dans le domaine de l'évaluation environnementale et de la gestion des risques environnementaux et des normes sanitaires et environnementales applicables aux installations.

Il sera aussi mis en place des procédures de renforcement des compétences des acteurs en rapports avec les besoins liés à la mise en œuvre du PROSER :

- Renforcement des compétences des Entreprises de Travaux prestataires de services en matière de gestion des risques environnementaux ;
- Renforcement des compétences des acteurs CI-ENERGIES en matière de gestions des risques électriques, environnementaux, sanitaires et sécuritaires.

De même, un renforcement des capacités en matière de monitoring du CGES des responsables suivi-évaluation du PROSER et CI-ENERGIES.

Enfin, il s'agit aussi de mettre en place des procédures afin d'assurer la prise en compte des impacts sociaux du PROSER.

9.6.1.2 Mesures de renforcement institutionnel

9.6.1.2.1 Renforcement de l'expertise Environnementale et Sociale du PROSER

Il est suggéré que la Coordination du PROSER recrute un Expert Environnement et Social (EESS/ PROSER) qui répond au souci de doter l'unité de coordination du projet d'outils de préparation et de suivi plus efficace en vue de veiller à garantir la prise en compte effective des aspects environnementaux et sociaux dans les projets. La mission de l'EESS devrait s'articuler autour des axes suivants : (i) effectuer le screening des sous-projets, (ii) veiller à l'application de la procédure environnementale et sociale dans les sous-projets ; (iii) coordonner les activités de formation et de sensibilisation des acteurs nationaux et locaux sur la nécessité de la prise en compte des questions environnementales et sociales dans les projets; (iv) effectuer la supervision périodique de la mise en œuvre du CGES du Projet **PROSER**, (v) appuyer le Comité d'Électrification Rurale (CER) dans la gestion environnementale et sociale des sous-projets.

9.6.1.2.2 Renforcement de la Gestion Environnementale du Comité d'Électrification Rurale (CER)

Il s'agit de mettre en place ou de renforcer la fonction environnementale et sociale au sein de CI-ENERGIES, de CER et de renforcer les capacités des agents techniques de manière à avoir une masse critique pouvant appréhender les enjeux environnementaux et sociaux liés à leurs activités, de manière à ce qu'ils puissent sélectionner leurs propres sous-projets, analyser les impacts environnementaux et sociaux associés, assurer le suivi, etc. L'appui aux Concessionnaires portera aussi sur l'élaboration de normes de sécurité et d'entretien de leurs installations et équipements, ainsi que le développement d'une vision prospective d'un Système de Management Environnementale (SME).

9.6.2 Études et outils de gestion environnementale et sociale

9.6.2.1 Élaboration d'un guide de bonnes pratiques et de gestion

Les Concessionnaires devront disposer de standards et procédures de gestion et des bonnes pratiques sécuritaires, environnementales et sociale tant au niveau de la préparation qu'au niveau de l'exécution de l'exploitation des projets électriques. Pour cela, le PROSER devra les appuyer dans l'élaboration d'un guide de gestion relatif à la sécurité, l'entretien et la maintenance des installations.

9.6.2.2 Élaboration d'une Charte Environnementale et Sociale

Il sera nécessaire pour CI-ENERGIES et CER de se conformer à un certain nombre de règles et pratiques environnementales et sociales permettant une maîtrise maximale des émissions polluantes au niveau des sites. Ce partage des responsabilités entre CI-ENERGIES, et les Collectivités, responsable sera défini dans le cadre d'un cahier de charge portant « charte environnementale et sociale » passé entre l'UC/PROSER et CI-ENERGIES.

9.6.2.3 Réalisation et mise en œuvre d'éventuelles EIES

Des EIES, CIES et des PGES pourraient être requises pour les activités du Projet **PROSER** relatives aux projets classés en catégorie « A », « B » ou « C » pour s'assurer qu'elles sont durables au point de vue environnemental et social. Si la classification environnementale des activités indique par exemple qu'il faut réaliser des EIES, le Projet **PROSER** devra prévoir une provision qui servira à recourir à des consultants pour réaliser ces études et aussi pour leur mise en œuvre.

9.6.2.4 Mesures de reboisement du couvert végétal dégradé lors des travaux

Il s'agit de mesures de restauration du couvert végétal dégradé et de reboisement compensatoire des déboisements consécutifs à la préparation des emprises, pour les lignes HTA dites de moyenne tension. Le projet devra appuyer la formulation de ces actions de reboisement en rapport avec les services forestiers et les collectivités locales des régions concernées.

9.6.3 Renforcement de la surveillance, du suivi et de l'évaluation des activités du PROSER

Le programme portera sur la surveillance, le suivi, la supervision, l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation annuelle. La surveillance de proximité est confiée aux bureaux de contrôle, sous la supervision de l'EESS/PROSER, avec l'implication des collectivités locales. Il sera prévu un budget relatif à ce suivi. Le suivi externe devra être assuré par le CER, sous la coordination CI-ENERGIES dont les capacités devront être renforcées à cet effet. Tous ces acteurs impliqués dans le suivi devront être appuyés notamment lors de leurs déplacements. En plus, le projet devra prévoir une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale (à la fin du projet).

9.6.4 Formation des acteurs impliqués dans la gestion

- **Renforcement de Capacités pour la Gestion Environnementale et Sociale**

Pour faciliter la prise en compte des exigences environnementales et sociales du PROSER, il sera organisé des ateliers de renforcement des capacités des différents acteurs (CI-ENERGIES ; CER ; Collectivités locales ; etc.). La formation vise à renforcer leur compétence en matière d'évaluation environnementale et sociale, d'audit environnemental et social ; de contrôle environnemental et social des travaux et de suivi environnemental et social.

- **Thèmes de formation**

Tableau 18: Thèmes de formation

THEMES DE FORMATION
<p><i>Processus d'évaluation Environnementale et Sociale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Processus de sélection et catégorisation Environnementale - Bonne connaissance des procédures d'organisation et de conduite des EIES ; - Appréciation objective du contenu des rapports d'EIES ; - Connaissance des procédures Environnementales et sociales de la Banque mondiale ; - Connaissance du processus de suivi de la mise en œuvre des EIES ;
<p><i>Audit environnemental et social de projets</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment préparer une mission d'audit - Comment effectuer l'audit et le suivi environnemental - Bonne connaissance des domaines du risque électrique - Inspection des lieux de travail - Bonne connaissance de la conduite de chantier - Contenu d'un rapport d'audit environnemental et social
<p><i>Politiques, procédures et directives en matière environnementale et sociale :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Politiques, procédures et législation en matière environnementale en Côte d'Ivoire - Examen et discussion des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale. - Examen du Plan d'EIES, de Recasement - Collaboration avec les institutions aux niveaux local, régional et national.

Hygiène, Santé et Sécurité

- Équipements de protection individuelle et collective
- Prévention et Gestion des risques en milieu du travail
- Gestion des accidents de travail et des maladies professionnelles
- Règles d'hygiène, de santé et de sécurité

9.6.5 Mesures de sensibilisation des populations dans les zones ciblées

Des actions de sensibilisation des populations et de mobilisation sociale seront organisées dans les sites des sous-projets. L'EESS/ PROSER coordonnera la mise en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des collectivités locales des zones ciblées. Les thèmes porteront notamment sur la nature des travaux et les enjeux environnementaux et sociaux lors de la mise en œuvre des activités du PROSER. Dans ce processus, les collectivités locales, les associations (OCB) et les ONG locales devront être impliqués au premier plan.

Au total, trois étapes majeures sont identifiées.

- **Sensibilisation des Concessionnaires à l'environnement** : des séances de sensibilisation seront organisées sur les risques et sur les mesures d'atténuation et de surveillance qui sont de la responsabilité du CI-ENERGIES ainsi que le reporting associé. Ce reporting facilitera le suivi à effectuer par CER. Il sera demandé au CI-ENERGIES de s'assurer que le personnel qui travaillera sur les chantiers est formé.
- **Sensibilisation des communautés aux risques issus des installations énergétiques et sur la nécessité d'une gestion durable des ressources naturelles** : Le CER devra s'assurer que ces séances de sensibilisation ont bien été faites par le CI-ENERGIES ou un Cabinet commis à cet effet.
- **Diffusion des documents de stratégie environnementale et sociale du PROSER** : Il s'agit de procéder à une large diffusion du CGES et PROSER, pour les rendre accessible à toutes les catégories de la population potentiellement concernée par le projet.

9.7 Programme de suivi environnemental et social

9.7.1 Objectifs et stratégie

Le suivi environnemental et social a pour but de s'assurer du respect des mesures proposées dans l'étude d'impact, incluant les mesures d'élimination, d'atténuation, de compensation et/ou de bonification; des conditions fixées dans le code de l'environnement et son décret d'application ; des engagements des maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre aux autorisations ministérielles ; des exigences relatives aux lois et règlements pertinents. Le suivi concerne les phases d'implantation, de construction, d'exploitation et éventuellement des sous-projets du PROSER.

9.7.2 Programme à trois niveaux

- **Surveillance Environnementale et Sociale**

Le premier niveau est la surveillance de proximité (le contrôle) qui est réalisée par CI-ENERGIES simultanément à la surveillance des aspects techniques. Le contrôle environnemental et social sert à vérifier l'effectivité de la mise en œuvre des mesures d'atténuation environnementale et sociale qui doivent être réalisées par l'Entreprise des Travaux. CI-ENERGIES doit s'assurer que l'exécution des travaux et l'installation des équipements respectent les clauses environnementales, sécuritaires, sanitaires et sociales. Pour cela, CI-ENERGIES devra disposer en son sein un Expert Environnement et Social (EES) qui devra consigner par écrit (fiches de conformité ou de non-conformité) les ordres de faire les prestations environnementales, leur avancement et leur exécution suivant les normes. L'EES/CI-ENERGIES devra aussi saisir l'UC/PROSER pour tout problème environnemental et social particulier non prévu et remettre mensuellement un rapport sur la mise en œuvre des engagements contractuels en matière de gestion environnementale et sociale.

- **Suivi « interne » environnemental et social (supervision)**

Le second niveau est le suivi « interne » (supervision) qui est réalisé par l'EES/PROSER pour s'assurer que les sauvegardes environnementales et sociales sont respectées.

- sur la base de la vérification des rapports qui lui sont remis par l'EES/CI-ENERGIES, soit par des descentes sur les sites de projet soit du fait de plainte des populations ou des instances communales ;
- au moment de la réception provisoire des travaux.

En cas de non-respect ou de non application des mesures environnementales et sociales, l'EES/PROSER initie le processus de mise en demeure adressée au CI-ENERGIES concerné. L'EES/PROSER remet mensuellement (UC/PROSER) un rapport de synthèse de l'état de la gestion environnementale et sociale des sous-projets, des problèmes rencontrés et des décisions prises.

- **Suivi « externe » environnemental et social (inspection)**

Le 3^{ème} niveau est le suivi « externe » environnemental et social (inspection) qui est réalisé par l'ANDE et les DREDD pour s'assurer du respect de la réglementation nationale en matière de protection environnementale et sociale et pour vérifier la qualité de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et les interactions entre le projet et la population environnante. Le suivi « externe » environnemental et social permet aussi de vérifier, sur le terrain, la justesse de l'évaluation de certains impacts et l'efficacité de certaines mesures d'atténuation ou de compensation pour lesquelles subsiste une incertitude. Les connaissances acquises avec le suivi environnemental et social permettront de corriger les mesures d'atténuation et éventuellement de réviser certaines normes de protection de l'environnement. Les rapports de suivi « externe » seront transmis trimestriellement à l'UC/PROSER.

- **Indicateurs de suivi**

Les indicateurs ci-dessous permettent de vérifier si le processus de gestion environnementale et sociale tel que défini dans le présent cadre de gestion a été appliqué.

- **Indicateurs à suivre par l'EES/ PROSER**

Les indicateurs stratégiques à suivre par l'EES/ PROSER:

- Indicateurs de suivi des mesures du CGES

Tableau 19: Indicateurs de suivi des mesures du CGES

Mesures du CGES	Actions proposées	Indicateurs de suivi des mesures
Mesures institutionnelles	Recrutement d'un Expert Environnement et Social	Effectivité du recrutement de l'EES
Études et mesures spécifiques	Screening des sous-projets	Nombre de sous-projets ayant passé par un screening/ nombre total de sous projets
	Réalisation d'EIES ou CIES ou AEI pour certains sous-projets du PROSER	Nombre de sous-projets de catégorie A ayant passé par une EIES validées
	Audits environnementaux des sous-projets réalisés ou en cours d'opération	Nombre d'audits réalisés
	Reboisement du couvert végétal dégradé lors des travaux	Protocole d'accord sur le programme de reboisement
	Élaboration d'un guide d'entretien, de bonnes pratiques environnementales et de normes de sécurité Élaboration d'une Charte environnementale et sociale	Nombre de guides élaborés Charte élaborée
Formation	Formation des acteurs et CI-ENERGIES en évaluation environnementale et sociale	Nombres de séances de formation tenues
Sensibilisation	Sensibilisation et mobilisation des populations dans les localités ciblées	Nombres de séances de sensibilisation tenues
Mesures de surveillance et de suivi	Suivi environnemental et social	Nombre de missions de surveillance et de suivi réalisés
	Surveillance environnementale et sociale du PROSER	
	Évaluation PGES à mi-parcours (fin 1ère année) Évaluation PGES finale (fin 5ème année)	Taux de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales

- Dispositif de suivi des composantes Environnementales et Sociales

Tableau 20: Indicateurs et dispositif de suivi

Éléments de suivi et Indicateur	Méthodes et Dispositifs de suivi	Responsables	Période
Eaux - Pollution - Eutrophisation - Sédimentation - Régime hydrologique	- état des lieux avant la réalisation des travaux, suivi pendant la réalisation des travaux et inspection à la fin des travaux.	Mission de contrôle CI-ENERGIES EES/ PROSER et CER	Début, mi-parcours et fin des travaux

Sols - Érosion/ravinement - Pollution/dégradation	- état des lieux avant la réalisation des travaux, suivi pendant la réalisation des travaux et inspection à la fin des travaux.	Mission de contrôle Concessionnaires EES/ PROSER CER	Début, mi-parcours et fin des travaux
Végétation/faune - Taux de dégradation - Taux de reboisement - Feux de brousse - Plantations linéaires	- Évaluation visuelle de la dégradation de la végétation - Évaluation visuelle des mesures de reboisement/plantations - Contrôle des activités de défrichage - Contrôle et surveillance des zones sensibles - Contrôle des atteintes portées à la faune	Mission de contrôle Concessionnaires EES/ PROSER CER	Début, mi-parcours et fin des travaux
Environnement humain - Cadre de vie - Activités socioéconomiques - Occupation espace - Hygiène et santé - Pollution et nuisances - Sécurité dans les chantiers	- Contrôle de l'occupation de terres privées/champs agricoles - Embauche main d'œuvre locale en priorité - Respect du patrimoine historique et des sites sacrés - Contrôle de l'occupation de l'emprise - Contrôle des effets sur les sources de e production	Mission de contrôle Concessionnaires EES/ PROSER CER	Début, mi-parcours et fin des travaux
	Vérification : - Respect des mesures d'hygiène sur le site - Surveillance des pratiques de gestion des déchets	Mission de contrôle commune Concessionnaires EES/ PROSER CER	tout au long des travaux
	Vérification : - De la disponibilité de consignes de sécurité en cas d'accident - De l'existence d'une signalisation appropriée - Du respect des dispositions de circulation - Du port d'équipements adéquats de protection	Mission de contrôle Concessionnaires EES/ PROSER CER	tout au long des travaux

- **Responsables du suivi de l'application des mesures d'atténuations**
- La surveillance sera effectuée par les Concessionnaires (EES/CI-ENERGIES) ;
- Le Suivi « interne » (ou supervision) sera assurée par l'EES/ PROSER.
- Le suivi « externe » (inspection) sera réalisé par l'ANADE et la DREDD;
- L'évaluation à mi-parcours et finale Des Consultants indépendants effectueront ;

9.8 Calendrier de mise en œuvre et coût du CGES

- **Calendrier de mise en œuvre du CGES**

Le calendrier de mise en œuvre et de suivi des activités du PROSER s'établira comme suit :

Tableau 21: Calendrier de mise en œuvre des mesures du CGES

Renforcement du CGES du PROSER	Actions proposées	Période de réalisation				
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
Mesures institutionnelles	Recrutement d'un Expert Environnement et Social					
Études et mesures spécifiques	Screening des sous-projets					
	Réalisation d'EIES ou CIES ou AEI pour certains projets du PROSER					
	Audits environnementaux des sous-projets réalisés ou en cours d'opération					
	Reboisement du couvert végétal dégradé lors des travaux					
	Élaboration d'un guide d'entretien, de bonnes pratiques environnementales et de normes de sécurité					

	Charte environnementale et sociale					
Formation	Formation des acteurs et concessionnaires en évaluation environnementale et sociale					
Sensibilisation	Sensibilisation et mobilisation des populations dans les localités ciblées					
Mesures de surveillance et de suivi	Suivi environnemental et social					
	Surveillance environnementale et sociale du PROSER					
	Évaluation PGES à mi- parcours (fin 2 ^{ème} année)					
	Évaluation PGES finale (fin 3 ^{ème} année)					

- **Coûts estimatifs des mesures environnementales et sociales**

Un Budget est à prévoir pour les mesures environnementales et sociales du programme de renforcement du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER)

Nous avons réalisé une estimation du coût des mesures environnementales et sociales préconisées dans le PCGES, laquelle est récapitulée dans le tableau suivant.

Le coût de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du PROSER s'élève à :

Un milliard sept millions (100 7 000 000) de Francs CFA. Les détails sont contenus dans le tableau ci-après. Il prend en compte le coût des mesures institutionnelles, le coût des EIES ou CIES et PAR, le coût des activités de formation et de sensibilisation, le coût des mesures techniques à mettre en œuvre par les entreprises des travaux, ainsi que le coût des mesures de suivi et de surveillance y compris les évaluations à mi-parcours et finale des PGES du PROSER.

Tableau 22: Coûts estimatifs des mesures environnementales et sociales

Actions environnementales et sociales	Période	Unité	lot	Quantité	Coût Unitaire (F CFA)	Montant par lot (F CFA)	Total pour l'ensemble des 4 lots (F CFA)
1. Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales							
Mesures générales						280 000 000	
1.1 Provision pour la réalisation des CIES (régions du Poro, du Tchologo et de la Bagoué, du Gbeké et du Hambol, Kabadougou et Folon)	Avant Démarrage des travaux	Forfait	1	1	45 000 000	45 000 000	180 000 000
			2	1	45 000 000	45 000 000	
			3	1	45 000 000	45 000 000	
			4	1	45 000 000	45 000 000	
1.2 Gestion environnementale liées aux travaux (préconstruction, construction) : mesures générales sécuritaires et environnementales (PGES)	Avant Démarrage des travaux	Forfait	1	1	25 000 000	25 000 000	100 000 000
			2	1	25 000 000	25 000 000	
			3	1	25 000 000	25 000 000	
			4	1	25 000 000	25 000 000	
Mesures spécifiques						287 000 000	
1.3 Recrutement d'un Spécialiste en HSE au sein de chaque entreprise des travaux	Démarrage des travaux	Mois	1	15	1 500 000	22 500 000	87 000 000
			2	15	1 500 000	22 500 000	
			3	15	1 500 000	22 500 000	
			4	13	1 500 000	19 500 000	
1.4 Acquisition des Equipements de protection individuelle (EPI) et des Equipements de	Démarrage des travaux Phase travaux	Forfait	Sans objet	1	20 000 000	20 000 000	20 000 000

protection collective (EPC)							
1.5 Gestion des déchets liquides et solides	Démarrage des travaux Phase travaux	Forfait	Sans objet	1	80 000 000	80 000 000	80 000 000
1.6 Reboisement de forêts classées (PM)	Phase travaux	Forfait	Sans objet	1	30 000 000	30 000 000	30 000 000
1.7 Sensibilisation sur les IST /VIH/SIDA et la sécurité	Démarrage des travaux Phase travaux	Campagne	Sans objet	2 par lot= 8	5 000 000	10 000 000	40 000 000
1.8 Gestion sanitaire de chantier - Acquisition de boîtes à pharmacie et contrat avec un centre de santé dans chaque département)	Durant tout le chantier	Ensemble	Sans objet	1	Forfait	30 000 000	30 000 000
Sous total 1 (F CFA)							567 000 000
2. Surveillance environnementale et sociale des travaux par CI ENERGIE et Suivi des performances environnementales et sociales par l'ANDE							
2.1 Surveillance par CI-ENERGIES	Démarrage des travaux	Mission	1	15	500 000	7 500 000	29 000 0000
			2	15	500 000	7 500 000	
			3	15	500 000	7 500 000	
			4	13	500 000	6 500 000	
2.2 Suivi par l'ANDE	Phase travaux	Mission	Sans objet	périodique	Convention CI-Énergies /ANDE	0	0
Sous total 2 (F CFA)							29 000 000
3 Mesures de renforcement des capacités institutionnelles							
3.1 Elaboration des cahiers des charges de sensibilisation et organisation des séances de sensibilisation	Démarrage des travaux	Forfait Ateliers	Sans objet	1	Forfait	60 000 000	60 000 000

3.2	Elaboration des modules et des séances de formation	Démarrage des travaux	Forfait Ateliers	Sans objet	1	Forfait	70 000 000	70 000 000
3.3	Communication institutionnelle	Démarrage des travaux Et Phase travaux	Forfait Ateliers	Sans objet	1	Forfait	50 000 000	50 000 000
3.4	Appui au suivi/surveillance (PM)	Démarrage des travaux Et Phase travaux	Forfait	Sans objet	1	Forfait	50 000 000	50 000 000
4	Mesures d'appui au							
4.1	Appui aux associations de Genre	Démarrage des travaux Et Phase	Forfait	Sans objet	1	Forfait	35 000 000	35 000 000
Sous total 3 (F CFA)								230 000 000
Total Général							846 000 000	
Coûts indirects (5 %)							42 300 000	
Imprévus (10 %)							84 600 000	
Total provisoire PCGES							100 7 000 000	

NB :

- Les imprévus prennent en compte l'imprévu physique (8,2%) et le taux d'inflation (1,2% en 2017 et au 16/08/2019).
- Le coût des moyens logistiques est à prévoir dans la rubrique budgétaire du volet appui institutionnel.

10. PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES

La consultation publique est instituée par le décret n°96-894 du 8 Novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement. Il stipule en son Article 35 que « Le public a le droit de participer à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un effet négatif sur l'environnement ».

Elle comprend les aspects suivants : l'information préalable des autorités et des communautés, la consultation des personnes affectées par le projet et l'enquête publique. Cette procédure de participation publique permet de présenter le projet aux participants, d'apprécier les impacts sur l'environnement humain et de recueillir les préoccupations des personnes affectées.

10.1 Objectifs de la consultation publique

La participation publique peut être définie comme l'implication de personnes et/ou de groupes de personnes physiques ou morales, positivement ou négativement touchés par un projet, un programme, un plan ou une politique de développement sujet à un processus de prise de décision.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la consultation des parties prenantes se résument comme suit :

- ✓ fournir aux acteurs concernés, une information juste et pertinente sur le projet, notamment ses objectifs, la consistance des travaux prévus, les impacts potentiels, négatifs et positifs ainsi que les mesures de mitigation y relatives ;
- ✓ les inviter à donner leurs avis et préoccupations sur le projet à l'étude (besoins, attentes, craintes, suggestions et propositions de solutions) dans le cadre d'un dialogue instructif et participatif entre eux et les mandataires du promoteur de projet ;
- ✓ convenir de façon concertée sur les actions prévues par le projet et particulièrement sur les mesures à entrevoir pour faire face aux impacts négatifs potentiels.

Cette procédure de participation publique permet de présenter le projet aux populations concernées et d'apprécier avec elles les impacts potentiels sur l'environnement humain et biophysique.

La dernière Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue en juin 2012 à Rio de Janeiro autour du thème «L'avenir que nous voulons» a réaffirmé l'importance du principe de participation comme mécanisme de consolidation de la bonne gouvernance et du développement durable. Ainsi, la Déclaration stipule dans les paragraphes 43 et 99, d'une part, «qu'une large participation du public et l'accès à l'information comme aux instances judiciaires et administratives sont indispensables à la promotion du développement durable» et, d'autre part, «que la promotion de l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement doit se faire à toutes les échelles régionale, nationale, infranationale et locale».

C'est ainsi que des consultations ont été organisées avec les responsables administratifs, techniques et les populations de la région concernée par le projet.

10.2 Méthodologie adoptée dans le cadre du processus de consultation

La méthodologie adoptée est la démarche participative attentive aux préoccupations des populations concernées. Pour cela, des rencontres d'informations, d'échanges et de discussions autour des activités du PROSER dans les régions du Gbêkê, du Hambol, du Poro, du Kabadougou, de la Bagoué, et du Tchologo ont été engagées à l'effet de tenir compte des besoins et réalités du milieu bénéficiaire. Les outils méthodologiques tels que l'entretien semi-structuré et le focus group ont été appliqués.

Cette méthodologie a porté sur trois axes principaux :

- organisation de la réunion publique d'information des autorités administratives locales des régions ;
- rencontres avec les responsables des services administratifs ou techniques décentralisés ;
- enquêtes de terrain pour l'information, l'identification et la sensibilisation des populations ;
- organisation des réunions publiques éclatées dans tous les chefs-lieux de sous-préfecture.

Dans le but de mener avec délicatesse la mission qui lui est assignée, NATRA CONSULTANT a organisé, du Lundi 19 Août au vendredi 23 Août 2019, une mission composée de deux équipes d'experts dans les localités de BEOUMI, BOUAKE et de NIAKARA (District de la Vallée du Bandama) ; KORHOGO et FERKESSEDOUGOU, (District des Savanes) BOUNDIALI et d'ODIENE (District du Denguelé).

Cette mission a débuté dans la région du Gbêkê, notamment à Beoumi. A son arrivée à Beoumi, l'équipe a consulté l'autorité préfectorale pour obtenir un quitus pour pouvoir rencontrer les populations villageoises. Le planning ci-dessous présente en détail les activités menées sur le terrain.

Tableau 23: Planning de la mission dans les Districts de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Denguelé

Organisation des visites de terrain

DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	NOMBRE DE LOCALITES CONCERNEES	NBRE DE LOCALITES A VISITER	ACTIVITE	PERSONNEL
VALLEE DU BANDAMAN	GBEKE	BOUAKE	1	1	Étape 1 : Région du Gbêkê Equipe 1 - Réunion 1 à Bouaké le mardi 20 aout de 9 H à 11 H - Visite du village d'Assandrékro S/P de Bouaké : réunion publique et enquête de 14 heures à 17 heures - Mardi 20 : Voyage Bouaké - Ferké	Experts Equipe 1 - Kouassi Emmanuel (Chef d'équipe) - Kouamé Claude - Koffi Arsène - AKA Ané
		BEOUMI	11	1	Equipe 2 Réunion 2 à Béoumi le lundi 19 aout de 9 H à 11 H - Visite du village de Mangré-Kan S/P de Béoumi : réunion publique et enquête de 14 heures à 17 heures - Mardi 20 : Voyage Béoumi-Niakara	
	HAMBOL	NIAKARAMADOU GOU	8	1	Étape 2 : Région du Hambol Equipe 2 - Réunion 3 à Niakara le mercredi 21 aout de 9 h à 11h - Visite du village de Koulokakaha S/P de Tafiré : réunion publique et enquête de 14 heures à 17 heures - Voyage Niakara- Korhogo	
		S/TOTAL	20	3		
SAVANES	TCHOLOGO	FERKE	03	1	Étape 3 : Région du Tchologo Equipe 1 - Réunion 4 à Ferké le mercredi 21 aout de 9 h à 11h - Visite du village de Nagawokaha S/P de Ferké : réunion publique et enquête de 14 heures à 17 heures. - 17 heures voyage Ferké-Boundiali	Equipe 2 - Bema Idrissa (Chef d'équipe) - Kouassi Sébastienne - Kouadio Clovis - Yoboué JB

	PORO	KORHOGO	84	1	Etape 4 : Région du Poro Equipe 2 - Réunion 5 à Korhogo le jeudi 22 aout de 9 h à 11h - Visite du village de Kafigué S/P de Korhogo : réunion publique et enquête de 14 heures à 17 heures - Vendredi 23 aout : Voyage Korhogo-Abidjan	
		SINEMATIALI	30			
		DIKODOUGOU	04			
		M'BENGUE	02			

	BAGOUE	BOUNDIALI	06	1	Etape 5 : Région de la Bagoué Equipe 1 - Réunion 6 à Boundiali le jeudi 22 aout de 9 h à 11h - Visite du village de Gbando S/P de Boundiali: réunion publique et enquête de 14 heures à 17 heures - 17 heures voyage Boundiali-Odienné	
		KOUTO	03			
		TENGRELA	08			
		S/TOTAL	140	3		
DENGUELE	FOLON	MINIGNAN	03	1	Etape 6 : Région du Folon et du kabadougou Equipe 1 - Réunion 7 à Odienné le vendredi 23 aout de 9 h à 11h - Visite du village de Badjouala S/P de Bako: réunion publique et enquête de 14 heures à 17 heures - Samedi 31 aout Voyage Odienné-Abidjan	
		KANIASSO	05			
	KABADOUGOU	ODIENNE	06			
		MADINANI	01			
		SEGUELON	01			
		S/TOTAL	16	1		
		TOTAL	175	7		10

10.3 Résultats des rencontres d'information et de consultations des autorités et du publique

10.3.1 Region du gbeke

➤ Rencontres avec les différentes parties prenantes du Département de Beoumi

• *Rencontre préalable d'information avec les autorités administratives locales du Département de Béoumi*

Les populations ont été invitées à cette réunion par l'autorité préfectorale au moyen d'une lettre circulaire adressée aux populations concernées.

La réunion programmée pour le lundi 19 Août 2019, s'est effectivement tenue de 9 h 30 minutes à 11 heures 45 minutes, à la préfecture de Beoumi. La réunion d'information tenue le 19 Août 2019 sous la présidence de Monsieur le préfet représenté par Monsieur le Sous-préfet de Béoumi a enregistré la participation de l'ensemble des sous-préfets du Département de Beoumi; de certains élus locaux, de chefs de services décentralisés et des autorités coutumière (Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe x). La planche suivante illustre cette réunion.

Planche 1: Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du Département de Beoumi



Vue de la table de séance



vue des participants

Source : NATRA Consultant, 19 Août 2019

Les autorités, ont apprécié à l'unanimité du projet. Toutefois, des préoccupations et suggestions ont été formulées. Le tableau suivant les récapitule toutes, et recueille également des propositions de solutions faites

Tableau 24: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 19 Août 2019 (Préfecture de Béoumi)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs Sous-préfet de Beoumi	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 089 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.	Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 089 localités en Côte d'Ivoire	Développement du département de Beoumi	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a demandé aux autorités à donner leurs avis sur le projet.
Services Administratifs Sous-préfet de Bodokro	Nom de localité sélectionnée pour être électrifiée	Vérification des noms des villages, avant la réalisation du projet.	Il n'existe pas de localité dans la circonscription de Bodokro du nom de Kondrobo	Il souhaiterait que les localités de sa circonscription peuplées de plus de 500 habitants qui ont toujours le statut de campement soient prises en compte dans les programmes d'électrification à venir.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	La prise en compte des localités de statut de campement dans lesquelles la population dépasse plus de 500 habitants.	Electrification des localités de statut de campement, source de développement	Aucune préoccupation ni crainte	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Chef canton de Béoumi	Electrification des quartiers de la ville de Beoumi	booster le développement de la ville	l'Electrification des quartiers non encore électrifiés pour booster le développement de la ville	Il souhaite que la ville bénéficie d'un programme pour desservir les quartiers périphériques et le quartier Baoulé qui souffre depuis longtemps de l'obscurité.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Electrification des quartiers de la ville de Beoumi	booster le développement de la ville	Aucune préoccupation ni crainte	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation
le chef du village de Koumabo	Electrification du village	Développement du village	Ne comprend pas pourquoi son village qui compte plus de 500 habitants est traversé par la HTA et jusqu'à présent n'est pas électrifié.	Il souhaite que son village bénéficie d'un programme d'électrification
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Electrification du village	Développement du village	Aucune préoccupation ni crainte	le consultant rappelle qu'il y a plusieurs programmes d'électrification dont le village pourrait être bénéficiaire.
Messieurs le commandants des eaux et forêts, du Sous-Préfet de Bodokro et du Directeur de l'agriculture	Mesures à prendre en cas de destruction de biens	Indemnisation des biens	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ?	Les autorités souhaitent que l'indemnisation des impactés se fasse avant ou pendant la réalisation des travaux.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Mesures à prendre en cas de destruction de biens	Indemnisation des biens	Aucune préoccupation ni crainte	Les biens seront impactées par l'ouverture des emprises pour la distribution de l'électricité seront indemnisés. En revanche, le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation
Le SG de la Mairie de Beoumi	Associé les administrateurs communaux aux projets.	Cela permet de planifier le budget communal.	Aucune préoccupation ni crainte	Il souhaite que les promoteurs les associent toujours aux projets de développement.

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Le chef du village de Wawassi	Electrification du village	Développement du village	Le chef du village de Wawassi N'gbabo ne comprend pas pourquoi son village qui à été délocalisé pour la construction du barrage ne bénéficie pas de l'électricité ?	Il souhaite que son village bénéficie d'un programme d'électrification

- **Rencontre avec les autorités villageoises de Mangrè Kan (Sous-Préfecture de Béoumi)**

La réunion programmée pour le lundi 19 Août 2019, s'est effectivement tenue de 9 heures à 15 heures à la place publique du Village de Mangrè Kan, de quatorze heures quarante minutes à dix-sept heures quinze minutes sous la présidence de Monsieur le Sous-préfet de Beoumi. La réunion a enregistré la participation du chef de village de Mangrè Kan et sa notabilité, des autorités religieuses, des représentants des femmes et de la jeunesse et la population de ladite localité.

(Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe). La planche suivante illustre cette réunion.

Planche 2: Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Mangrè Kan (Sous-Préfecture de Beoumi)



vue de la Table de séance.



vue des participants

Source : NATRA Consultant, 19 Août 2019

Il ressort de cette réunion de consultation publique que les autorités locales ont, dans leur ensemble, apprécié l'avènement de ce projet dans leur localité. Pour eux, ce projet viendra améliorer les conditions de vie de la population. Toutefois, ils n'ont pas manqué de donner leurs avis sur la mise en œuvre des sous-projets. Le tableau suivant récapitule toutes les préoccupations, et recueille également des propositions de solutions faites

Tableau 25: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Mangrè Kan le 19 Août 2019 (Sous-préfecture de Béoumi)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Le chef du village de Mangrè Kan	Souhaite la bienvenue à la délégation. Présentation du cadre de la de la rencontre	Bonne acceptabilité du projet par les communautés du village	Aucune préoccupation ni crainte	Le chef du village de Mangrè Kan a exhorté sa notabilité et la population à être attentif afin de donner leurs avis et préoccupation.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire	Développement du village de Mangrè Kan	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a exhorté la population de Mangrè Kan à s'impliquer d'avantage pendant la réalisation des travaux. Il leur a demandé de donner leurs avis et préoccupations sur le programme.
Planteur/Habitant de Mangrè Kan	Risques de destructions des biens lors de l'ouverture des emprises nécessaires à la construction des réseaux pour le transport de l'électricité	Electrification du village, source de création d'emploi et développement durable	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ?	L'indemnisation des impactés se fasse avant ou pendant la réalisation des travaux.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Risques de destructions des biens lors de l'ouverture des emprises nécessaires à la construction des réseaux pour le transport de l'électricité	Amélioration de la qualité de vie des populations	Aucune préoccupation ni crainte	Les biens seront impactées par l'ouverture des emprises pour la distribution de l'électricité seront indemnisés. En revanche, le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation
Chef du village de Mangrè Kan	Electrification de son village	Développement de son village	Bonne reception du projet	Il a exprimé la satisfaction de sa population de bénéficier de ce programme du gouvernement. il a

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
				enfin souligné que par son nom sa population adhère entièrement au programme.

10.3.2 Région du Hambol

➤ Rencontres avec les différentes parties prenantes du Département de NIAKARA

- **Rencontre préalable d'information avec les autorités administratives locales du Département de Niakara**

La réunion d'information programmée pour le jeudi 22 Août 2019 tenue dans la salle de réunion de la préfecture de Niakara, de Neuf heures cinquante minutes à onze heures trente-cinq minutes sous la présidence de Madame le Préfet par Monsieur le Sous-préfet de Niakara. Elle enregistre la participation de Messieurs les Sous-préfets de Niakara, de Badikaha, de Tafiéré, de Niédiékaha, de Monsieur le Maire de la commune, des Directeurs Départementaux et Chef de Services, des autorités coutumières, des représentants des femmes et de la jeunesse de ladite localité. (Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe x). La planche suivante illustre cette réunion

Les procès-verbaux et les listes de présence à ces rencontres sont présentés en annexe 3.

Planche 3: Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du Département de Niakara



vue de la Table de séance.



vue des participants

Source : NATRA Consultant, 19 Août 2019

Globalement, les populations présentes ont apprécié le projet. Toutefois, des préoccupations et suggestions ont été formulées. Le tableau suivant récapitule les préoccupations formulées ainsi que les propositions de solutions recueillies lors de la réunion avec les autorités le 22 Août 2019 à la préfecture de Niakara

Tableau 26: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 22 Août 2019 (Préfecture de Niakara)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (Sous-préfet de Niakara)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 089 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.	Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 089 localités en Côte d'Ivoire.	Développement du département de Niakara	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a demandé aux autorités à donner leurs avis sur le projet.
Services Administratifs (Sous-préfet de Badikaha)	critères de choix des localités à électrifier	sélectionner les villages centres avant les autres	Quels sont les critères de choix des localités à électrifier?	Il souhaite qu'on choisisse tout d'abord les villages centres avant les autres localités.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	critères de choix des localités à électrifier	Pouvoir sélectionner les village centre avant les autres	Aucune préoccupation ni crainte	le consultant a indiqué qu'auparavant, les localités qui avaient plus de 500 habitants étaient admises à être électrifiées. Actuellement, la politique du Gouvernement est d'électrifier toutes les localités du pays d'ici 2025.
Services Administratifs (Sous-préfet de Badikaha)	Visite de toutes les localités bénéficiaires du projet	toucher du doigt toutes les préoccupations des villageois.	Est-ce que toutes les localités sélectionnées seront visitées ?	Il souhaite que toutes les localités sélectionnées soient visitées pour toucher du doigt toutes les préoccupations des villageois.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Visite de toutes les localités bénéficiaires du projet	Bonne reception du projet	Aucune préoccupation ni crainte	cette étude n'est que le début d'une série de plusieurs études qui se feront plus spécifiques.

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (Sous-préfet de Tafiré)	proposition d'autres localités à électrifier.	Développement d'autres localités non sélectionnées	les localités de Koulokokaha et Tioletanakaha sont regroupées sur un même site.	Il souhaiterait donc qu'on ajoute la localité de Kapalakaha qui reste le dernier village non électrifié de sa circonscription.
Services Administratifs (Sous-préfet de badikaha)	Pproposition d'autres localités à électrifier	Développement d'autres localités non sélectionnées	Ferme cemencièrè bénéficie d'un autre projet	propose que le village de Korokouna-Gare soit électrifié en lieu et place de Ferme cemencièrè car il compte plus d'habitants et c'est un village centre.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Proposition d'autres localités à électrifier	Développement d'autres localités non sélectionnées	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation.
Interventions groupées des autorités	L'indemnisation des biens impactés	Amélioration de la qualité de vie des populations	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ?	Ils proposent l'indemnisation des impactés se fasse avant ou pendant la réalisation des travaux.
Représentant du Conseil Régional,	Infrastructures électriques défaillantes. Electrification des localités ayant statut de campement	Développement du département.	Infrastructures électriques défaillantes de Niakara et des grands villages environnants La prise en compte des localités de statut de campement dans les programmes d'électrification	Ils souhaiteraient que Côte d'Ivoire ENERGIES lance un programme dans ce sens.

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	<ul style="list-style-type: none"> -indemnisation des biens impactés -infrastructures électriques défectueuses. -électrification des localités de statut de campement 	Développement du département.	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation

- **Rencontre avec les autorités villageoises de Tiélétnakaha (Sous-Préfecture de Tafiré)**

La réunion programmée pour le jeudi 22 Août 2019, s'est effectivement tenue de à la place publique du Village de Tiélétnakaha, de seize heures cinq minutes à dix-sept heures trente-cinq minutes sous la présidence de Monsieur le Sous-préfets de Tafiré par Monsieur le chef du village de Tiélétnakaha. La réunion a enregistré la participation des autorités coutumières, des femmes et de la jeunesse de ladite localité (Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe).

La planche suivante illustre cette réunion.

Planche 4 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Tiélétnakaha (Sous-Préfecture de Tafiré)



vue des participants

Source : NATRA Consultant, 19 Août 2019

Il ressort de cette réunion de consultation publique que les autorités locales ont, dans leur ensemble, apprécié l'avènement de ce projet dans leur localité. Pour eux, ce projet viendra améliorer les conditions de vie de la population. Toutefois, ils n'ont pas manqué de donner leurs avis sur la mise en œuvre du sous-projet. . Le tableau suivant les récapitule toutes, et recueille également des propositions de solutions faites.

Tableau 27: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Télétanakaha le 22 Août 2019 (Sous-préfecture de Tafiré)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 089 localités en Côte d'Ivoire.	Bonne acceptabilité du projet par les communautés des villages	Aucune préoccupation ni crainte	Impliquer fortement les populations de Télétanakaha à faciliter la réalisation du projet. Il a exhorté les populations à donner leurs avis et préoccupations sur le projet.
Chef du village / Télétanakaha	Indemnisation	Bonne reception du projet	Qui est-ce qui va gérer la situation des personnes dont les biens seront détruits ?	Aucune
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Indemnisation	Les biens seront peut-être impactés par l'ouverture des emprises pour la distribution de l'électricité seront indemnisés.	Aucune préoccupation ni crainte	Il a sensibilisé les populations d'accepter le projet car d'autres études permettront d'évaluer les biens qui seront impactés.
Présidente des femmes du village /Habitante de Télétanakaha	Réalisation du projet	Emplois des jeunes	Comment les jeunes seront utilisés pendant les travaux ?	Une doléance pour le recrutement des jeunes du village
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Réalisation du projet	Développement local	Aucune	Pendant la phase de construction, l'entreprise mandaté aura besoin de mains d'œuvre locale..
Chef du village/Habitant de kablaké 1	Projet	Un projet de développement du village	Quel est le rôle de la population face au projet ?	Aucune
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Projet	Développement local	Aucune	Il s'agit pour la population de collaborer avec les Chefs des villages pour l'ouverture des routes.
Chef du village / Télétanakaha	Réalisation du projet	Bonne reception du projet	Aucune	Remerciement à toute l'équipe d'avoir effectuer le déplacement pour leur annoncer la bonne nouvelle.

10.3.3 Région du Poro

- **Rencontres avec les différentes parties prenantes du Département de KORHOGO**
 - **Rencontre préalable d'information avec les autorités administratives locales de la Région du Poro**

La réunion d'information programmée pour le vendredi 23 Août 2019 tenue dans la salle de réunion de la préfecture de Région. La réunion a enregistré la participation de Messieurs les Préfets des Départements de Korhogo, Dikodougou, et M'Bengué, du SG2 de la Préfecture de Korhogo, du Sous-préfet de Korhogo, de Monsieur le représentant du Conseil Régional du Poro, de Monsieur le représentant du Maire de la commune, des Directeurs Départementaux et Chef de Services, des autorités coutumières avec à leur tête le Chef de Canton, Premier Vice-Président de la Chambre des Rois et Chefs traditionnels de Côte d'Ivoire, des représentants des femmes et de la jeunesse de ladite localité, et de la presse (Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe x). La planche suivante illustre cette rencontre.

Les procès-verbaux et les listes de présence à ces rencontres sont présentés en annexe

Planche 5: Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives de la Région du Poro



vue de la Table de séance



vue des participants

Source : NATRA Consultant, Août 2019

En sommes, les populations présentes ont apprécié le projet. Toutefois, des préoccupations et suggestions ont été formulées. Le tableau suivant récapitule les préoccupations formulées ainsi que les propositions de solutions recueillies lors de la réunion avec les autorités le 23 Août 2019 à la préfecture de Korhogo.

Tableau 28: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 23 Août 2019 (Préfecture de Korhogo)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (Préfet de région par interim, Préfet de Sinématiali)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.	Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
	Electrification partielle des villages	Développement du département la région du Poro	Le corps préfectoral a fait remarquer à l'équipe du cabinet de l'EESS que certaines localités bénéficiaires du programme d'électrification rurale sont déjà électrifiées, aussi certains villages sont partiellement pris en compte par le programme à cause de certains regroupements de village.	Aucune
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIE	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire.	Développement du département la région du Poro	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a demandé aux autorités à donner leurs avis sur le projet.
Services Administratifs (Préfet de Dikodougou)	critères de choix des localités à électrifier	sélectionner les villages centres avant les autres	Quels sont les critères de choix des localités à électrifier?	Il ne comprend pas pourquoi dans son département il ya moins de localité à électrifié.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIE	critères de choix des localités à électrifier	Pouvoir sélectionner les village centre avant les autres	Aucune préoccupation ni crainte	le consultant a indiqué qu'auparavant, les localités qui avaient plus de 500 habitants étaient admises à être électrifiées. Actuellement, la politique du Gouvernement est d'électrifier toutes les localités du pays d'ici 2025.

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (le Préfet de Korhogo, Préfet de région par interim, Préfet de Sinématiali)	l'indemnisation des biens impactés	Amélioration de la qualité de vie des populations	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ? Il est inquiet pour les entreprises qui viendront construire les futures lignes électrique	le processus d'indemnisation des biens impactés est lent. Cette situation nous mets dans des conditions inconfortables fasse à la population. En revanche il souhaiterait que l'indemnisation des biens soit une priorité avant la phase de construction du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIE	-indemnisation des biens impactés -infrastructures électriques défaillantes.	Développement du département.	Aucune préoccupation ni crainte	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation

- **Rencontre avec les autorités villageoises de Tiélétnakaha (Sous-Préfecture de Korhogo)**

La réunion programmée pour le jeudi 22 Août 2019, s'est effectivement tenue de à la place publique du Village de Kafigué, de seize heures cinq minutes à dix-sept heures trente-cinq minutes sous la présidence de Monsieur le Sous-préfets de korhogo par Monsieur le chef du village de Kafigué. La réunion a enregistré la participation des autorités coutumières, des femmes et de la jeunesse de ladite localité (Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe).

La planche suivante illustre cette réunion.

Planche 6: Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Kafigué (Sous-Préfecture de Korhogo)



vue de la table de séance



vue des participants

Source : NATRA Consultant, Août 2019

Il ressort de cette réunion de consultation publique que les autorités locales ont, dans leur ensemble, apprécié l'avènement de ce projet dans leur localité. Pour eux, ce projet viendra améliorer les conditions de vie de la population. Toutefois, ils n'ont pas manqué de donner leurs avis sur la mise en œuvre des sous-projets. Le tableau suivant les récapitule toutes, et recueille également des propositions de solutions faites

Tableau 29: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Kafigué le 23 Août 2019 (Sous-préfecture de Korhogo).

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire.	Bonne acceptabilité du projet par les communautés des villages	Aucune préoccupation ni crainte	Impliquer fortement les populations de Kafigué à faciliter la réalisation du projet. Il a exhorté les populations à donner leurs avis et préoccupations sur le projet.
Le chef de village de Kafigué	Projet	Electrification du village, source développement	Remerciement à la delegation, aux autorités du département de la région et gouvernement actuel	Aucune
Présidente des femmes de Kafigué	Projet	Joie et satisfaction pour la nouvelle. Ce projet pourrait sortir la gente feminine de la précarité et de la pauvreté.	Aucune	Remerciements à la delegation
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Ouverture des rues du village	C'est pour le développement économique du village.	Aucune préoccupation	Toute la population doit prendre les mesures nécessaires pour l'ouverture des rues. Tous ceux qui sont réticents face aux impacts négatifs évenetuels des travaux doivent comprendre qu'il s'agit du développement du village.
Chef de village de Kafigué	Projet	Le village sortira de l'obscurité	Remerciements à la delegation	Il promet de tout mettre en œuvre pour faciliter la réalisation du Projet et souhaite que le projet soit accompagné d'autres infrastructures communautaire notamment la construction d'une pompe villageoise et l'augmentation du nombre de salles de classe de l'école primaire.

10.3.4 Région du Kabadougou

- **Rencontres avec les différentes parties prenantes du Département de Kabadougou**
 - **Rencontre préalable d'information avec les autorités administratives locales du Département de Kabadougou**

La réunion programmée pour le vendredi 23 Août 2019, s'est effectivement tenue à la salle de réunion de la préfecture d'Odienné, de neuf heures quarante-huit minutes à onze heures dix minutes, sous la présidence de Monsieur le Secrétaire général 1 de la Préfecture d'Odienné représentant Monsieur le Préfet de la région du Kabadougou, Préfet de Département d'Odienné. Elle a enregistré la présence du Préfet du Département de Madinani, du Secrétaire général de la Préfecture de Kaniasso, du Secrétaire général de la Préfecture de Minignan, du Sous-préfet de Bougoussou, du Sous-préfet de Tiémé, du Directeur de cabinet du Conseil régional du Kabadougou, de l'Adjoint au maire de la commune d'Odienné, des responsables des services techniques et administratifs concernés par le projet, de la presse locale, des autorités coutumières et des fils de ladite localité (voir liste de présence).

La planche suivante illustre cette réunion.

Les procès-verbaux et les listes de présence à ces rencontres sont présentés en annexe

Planche 7 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du département d'Odienné



vue des participants

Source : NATRA Consultant, Août 2019

Les autorités, ont apprécié à l'unanimité la réalisation dudit projet. Toutefois, des préoccupations et suggestions ont été formulées. Le tableau suivant les récapitule toutes, et recueille également des propositions de solutions faites

Tableau 30: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique des autorités le 23 Août 2019 ((Préfecture d'Odienné)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (le Secrétaire général 1 d'Odienné)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.	Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire	Développement du département d'Odienné	Aucune préoccupation ni crainte.	Le consultant a demandé aux autorités de donner leurs avis sur le projet.
Services administratifs(le Directeur de cabinet du Président du Conseil Régional du Kabadougou)	Prendre en compte la fourniture d'électricité dans les ménages	Améliorer les conditions de vie des populations	M Koné Ibrahim a voulu savoir si le projet prend en compte la fourniture d'électricité dans les ménages	aucune
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Electrification de tous les ménages	Accès à l'électricité pour tous	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a répondu qu'effectivement la volonté de l'Etat est de permettre l'accès à l'électricité de tous les ménages à travers le programme d'électrification pour tous.

Services Administratifs (le Sous-Préfet de Bougouso interimaire du Sous-Préfet de Bako)	Indemnisation des populations affectées	Rassurer les populations	Aucune préoccupation ni crainte	Indemniser les populations affectées par le projet avant sa mise en œuvre ainsi que toutes celles qui sont affectées dans le cadre de projets antérieurs
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Indemnisation des populations affectées	Rassurer les populations	Aucune préoccupation ni contrainte	Le consultant a indiqué que cette étape est le début d'une série d'études qui permettront d'identifier les impacts et mesures environnementales à mettre en œuvre. Il a ajouté que tous ceux dont les biens seront impactés auront droit à l'indemnisation. Il a rassuré la population de la prise en compte de leurs préoccupations
PCA Pôle Nord-Ouest riz	Le type de compteur qui sera utilisé	Accès à l'électricité	M DIARASSOUBA Moussa a voulu savoir si ce ne sont que les compteurs à carte qui sont prévus pour la fourniture des populations en électricité	aucune
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Le type de compteur qui sera utilisé	Rassurer la population sur l'accès à l'électricité	Aucune préoccupation ni contrainte	Le consultant a répondu qu'il appartient à la CIE, la société de distribution et de commercialisation de l'électricité de choisir le type de compteur
Services Administratifs (Préfet de Madinani)	Possibilité de déplacer les disjoncteurs après la mise en œuvre du projet	Sécurisation des disjoncteurs	M le Préfet a voulu savoir si les disjoncteurs peuvent être déplacés même après la mise en œuvre du projet	aucune

Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Possibilité de déplacer les disjoncteurs après la mise en œuvre du projet	Sécurisation des disjoncteurs	Aucune préoccupation ni contrainte	L'expert en énergie a répondu que les disjoncteurs pourront être déplacés même après la mise en œuvre du projet
--------------------------------------	---	-------------------------------	------------------------------------	---

- **Rencontre avec les autorités villageoises de Badiouala (Sous-Préfecture de Bako, région de Kabadougou)**

La réunion programmée pour le vendredi vingt-trois août, s'est tenue dans la cour du chef du village de Badiouala, Sous-préfecture de Bako, de quatorze heures trente-trois minutes à seize heures vingt minutes, sous la présidence de Monsieur KOUAME Ben Yeboua Serge, Sous-préfet de Bougousso, intérimaire au sous-Préfet de Bako. La réunion a enregistré la participation des autorités coutumières et des fils de la localité de Badiouala (voir liste de présence

(Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe). La planche suivante illustre cette réunion.

Planche 8 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Badiouala (Sous-Préfecture de Bako)



vue de la Table de séance.



vue des participants

Source : NATRA Consultant, Août 2019

Il ressort de cette réunion de consultation publique que les autorités locales ont, dans leur ensemble, apprécié l'avènement de ce projet dans leur localité. Pour eux, ce projet viendra améliorer les conditions de vie de la population. Toutefois, ils n'ont pas manqué de donner leurs avis sur la mise en œuvre du sous-projet. Le tableau suivant récapitule toutes, et recueille également des propositions de solutions faites

Tableau 31: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Badiouala le 23 Août 2019 ((Préfecture de Bako)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs 'Préfet de Madinani)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés	Aucune préoccupation ni contrainte	Exhorter les autorités coutumières à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire	Développement du village de Badiouala	Aucune préoccupation ni contrainte	Le consultant a exhorté la population de Badiouala à s'impliquer d'avantage pendant la réalisation des travaux. Il leur a demandé de donner leurs avis et préoccupations sur le projet.
Le chef du village de Nagawokaha	Indemnisation des personnes impactées	Rassurer les populations et permettre leur implication	Aucune préoccupation ni contrainte	Le chef du village salut l'avènement du projet. Il souhaite que les mesures soient prises pour indemniser les personnes impactées
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Indemnisation des personnes impactées	Rassurer les populations	Aucune préoccupation ni contrainte	Le consultant a répondu que le partenaire financier a intégré dans son financement, le volet indemnisation. Il a rassuré la population quant à prise des mesures pour l'indemnisation effective des personnes affectées

10.3.5 Région du Tchologo

➤ Rencontres avec les différentes parties prenantes du Département de Ferkessédougou

- **Rencontre préalable d'information avec les autorités administratives locales du Département de Ferkessédougou**

La réunion d'information tenue à Ferkessédougou le mercredi 21 Août 2019 s'est déroulée de 9h27 minutes à 10h 31 sous la présidence du Secrétaire Général 2 de la préfecture. Elle a enregistré la participation du Sous-Préfet de Ferkessédougou, des représentants des élus locaux, des chefs de services déconcentrés et des autorités religieuses et coutumières de la localité (Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe). La planche suivante illustre cette réunion

Les procès-verbaux et les listes de présence à ces rencontres sont présentés en annexe

Planche 9 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du département de Ferkessédougou



vue de la Table de séance.

vue des participants

Source : NATRA Consultant, 21 Août 2019

Il ressort de cette rencontre de consultation publique que les autorités locales dans leur ensemble ont apprécié l'avènement du projet dans leur localité. Pour elles, ce projet vient contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations. Leurs préoccupations, avis et recommandations sont consignés dans le tableau suivant.

Tableau 32: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 21 Août 2019 (Préfecture de Ferkessédougou)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (le Secrétaire général de Ferkessédougou)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.	Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire	Développement du département de Ferkessédougou	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a demandé aux autorités à donner leurs avis sur le projet.
Services Administratifs (le 4ème vice-président du conseil régional de Ferkessédougou)	Mettre sous tension des localités ou les travaux sont achevés	Alimenter ces localités pour le bonheur des populations et le développement du département.	Besoins de connaître la date d'alimentation des localités bénéficiant de poteaux électriques implantés non encore alimentés.	Il souhaiterait que CI ENERGIES mette tout en œuvre afin que la couverture d'électricité soit effective dans ces zones étant donné que des futurs projets d'électrification sont en cours.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Mettre sous tension des localités ou les travaux sont achevés.	Alimenter ces localités pour le bonheur des populations et le développement du département.	Aucune préoccupation ni crainte	Monsieur Timité, Expert en Electricité a répondu que le poste source existant ne distribuait que 62% de sa capacité d'énergie disponible selon les données de 2018. Ainsi, la présente étude évaluera le besoin réel d'énergie à capacité actuelle d'énergie disponible afin de desservir dans de bonnes conditions tous les villages à électrifier.

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
				Le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation
Monsieur Koné Ibrahim 4eme adjoint au maire	Electrification de tous les villages de Ferkessédougou	booster le développement du Département	Il a voulu savoir si les tous les villages de la Sous-préfecture de Ferkessédougou sont pris en compte par le projet. Il a aussi mentionné l'existence de poteaux non raccordés au réseau électrique à certains endroits de la commune.	Aucune
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Electrification de tous les villages de Ferkessédougou	booster le développement de la ville	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant il a répondu que la volonté du Chef de l'Etat est de voir tous les villages sur le territoire ivoirien électrifié à l'horizon 2025. Il a rassuré les populations à garder leur sérénité, car selon lui, plusieurs projets d'électrifications sont en cours afin d'électrifier toutes les localités.
Le Chef de canton	Electrification du village	Développement du village	Aucune préoccupation ni crainte	Une doléance à CI ENERGIES pour que son village, certes, non électrifié soit pris en compte dans le cadre du projet ou des futurs projets.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Electrification du village	Développement du village	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant rappelle qu'il y a plusieurs programmes d'électrification dont le village pourrait bénéficier.
Services Administratifs (le Secrétaire général de Ferkessédougou)	Les sites ou lieux sacrés dans la Sous-préfecture	Presevation des sites sacrés.	Aucune préoccupation ni crainte	Le Secrétaire général de la préfecture a exhorté le Chef de canton à faire l'inventaire de tous les sites ou lieux sacrés dans la Sous-préfecture pour leur meilleure prise en compte lors de l'exécution des projets de développement.

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Le Chef de canton	Les sites ou lieux sacrés dans la Sous-préfecture	Presevation des sites sacrés.	Aucune préoccupation ni crainte	S'agissant de l'inventaire de tous les sites sacrés, le chef de canton a dit avoir pris note et qu'il a même déjà commencé l'identification des sites sacrés. Très bientôt une liste exhaustive de tous les lieux sacrés sera transmise au Sous-préfet.

- **Rencontre d'information avec les autorités villageoise de Nagawokaha (Sous-Préfecture de Ferkessédougou)**

La réunion programmée pour le mercredi 21 Août 2019, s'est effectivement tenue de à la place publique du Village de Nagawokaha, de quatorze heures quarante minutes à dix-sept heures dix minutes sous la présidence de Monsieur le Sous-préfet de Ferkessédougou. La réunion a enregistré la participation du chef de village de Nagawokaha et sa notabilité, des autorités religieuses, des représentants des femmes et de la jeunesse et la population de ladite localité.

(Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe). Les photos suivantes illustrent cette réunion.

Planche 10 : *Illustration de la réunion publique d'information des autorités villageoises de Nagawokaha (Sous-Préfecture de Ferkessédougou)*



vue de la Table de séance.



vue des participants

Source : NATRA Consultant, 21 Août 2019

Il ressort de cette rencontre de consultation que les autorités administratives et villageoises ont apprécié l'avènement du projet dans leur localité. En effet, le projet d'électrification de leur village va induire non seulement une amélioration des conditions de vie des populations mais aussi booster le développement du village. Leurs préoccupations et recommandations sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau 33: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Nagawokaha le 21 Août 2019 ((Sous-préfecture de Ferkessédougou)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (Sous-préfet de Ferkessédougou)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet par les villageois.	Aucune préoccupation ni crainte.	Exhorter les autorités coutumières à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire	Développement du village de Nagawokaha.	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a exhorté la population de Nagawokaha à s'impliquer davantage pendant la réalisation des travaux. Il leur a demandé de donner leurs avis et préoccupations sur le projet.
Le chef du village de Nagawokaha	Indemnisation des biens impactés et la traversée de la forêt aux abords du village de Nagawokaha.	Presevation des sites sacrés.	Le projet pourrait entraîner la destruction de cultures, l'ouverture de voies dans la forêt sacrée et la profanation des sites culturels.	Il souhaiterait que des mesures soient prises pour indemniser les personnes impactées, éviter la profanation du site sacré qui fait partie de leur patrimoine culturel.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	La traversée de la forêt aux abords du village de Nagawokaha.	Presevation des sites sacrés	Aucune préoccupation ni crainte	Les biens seront impactées par l'ouverture des emprises pour le transport de l'électricité seront indemnisés. En revanche, le consultant a rassuré les villageois de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation. Concernant la forêt sacrée, le consultant a rassuré les populations en leur signifiant que toutes les mesures seront prises pour éviter la profanation de ce site.
Le chef du village de Nagawokaha	infrastructures communautaire de base.	Développement de son village	Bonne reception du projet	Le chef a formulé des doléances auprès de l'équipe en mission pour l'acquisition dans le village d'une adduction en eau potable, de six (06) salles de classe, un

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
				foyer de jeune, la construction de centre de santé et de logements des instituteurs.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	infrastructures communautaire de base.	Développement de son village	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a fait savoir que cette préoccupation sera entendue par les autorités compétentes qui pourront l'apprécier selon leur calendrier.

10.3.6 Région du Bagoué

➤ Rencontres avec les différentes parties prenantes du Département de Boundiali

- **Rencontre préalable d'information avec les autorités administratives locales du Département de Boundiali**

La réunion d'information à Boundiali le mercredi 22 Août 2019 s'est déroulée de 10h12 minutes à 11h145minutes sous la présidence de M le Préfet de région de la Bagoué. La rencontre a enregistré la présence du préfet du département de Tengréla, du chef de cabinet du préfet de département de Kouto, du Secrétaire Général 2 de la préfecture de Boundiali, des élus locaux, des chefs de service, des autorités coutumières et des fils et filles de la localité. (Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe). La planche suivante illustre cette réunion

Les procès-verbaux et les listes de présence à ces rencontres sont présentés en annexe

Planche 11 : Illustration de la réunion publique d'information des autorités administratives du département de Boundiali



vue de la Table de séance.



vue des participants

Source : NATRA Consultant, 22 Août 2019

Cette rencontre a été pour toutes ces autorités l'occasion de saluer la venue de ce projet ; car pour elles, l'électrification des villages va contribuer au mieux-être des populations. Elles ont toutefois soulevé des préoccupations et fait des recommandations qui sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau 34: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la consultation des autorités le 22 Août 2019 (Préfecture de Boundiali)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (Préfet de la région de la Bagoué, Préfet du Département de Boundiali)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.	Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire.	Développement du département de Boundiali)	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a demandé aux autorités à donner leurs avis sur le projet.
Services Administratifs (le Préfet de Tengréla)	Critères de choix des localités à électrifier	Pouvoir sélectionner les village centre avant les autres	il existe encore certains villages de plus de 500 habitants dans son département qui ne sont pas encore électrifiés, alors qu'il y a des localités moins peuplées qui sont déjà prises en compte dans le cadre du présent projet	Aucune
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Critères de choix des localités à électrifier	Pouvoir sélectionner les village centre avant les autres	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a indiqué qu'auparavant, les localités qui avaient plus de 500 habitants étaient admises à être électrifiées. Actuellement, la politique du Gouvernement est d'électrifier toutes les localités du pays d'ici 2025. Il a demandé donc la patience à tout le monde parce qu'aucun village ivoirien ne restera en marge de ce projet.

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (Monsieur Koffi, Directeur Technique du conseil régional de la Bagoué)	L'extension du réseau électrique aux zones périphériques non encore raccordées.	Amélioration de la qualité de vie des populations urbaine.	Plusieurs quartiers ne sont pas électrifiés.	Il souhaite que les zones périphériques soient raccordées au réseau électrique afin d'éviter aux populations des frais supplémentaires lors de leur abonnement
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	L'extension du réseau électrique aux zones périphériques non encore raccordées.	Amélioration de la qualité de vie des populations urbaines.	Aucune préoccupation ni crainte	Monsieur Timité, Expert en électricité a répondu que ce projet concerne seulement l'électrification rurale et qu'ils existent d'autres projets d'extension de réseau dans les zones urbaines. La préoccupation portant sur la bonne gestion de l'électricité dans les zones rurales, le chef de mission dit avoir pris bonne note et que l'information sera relayée à la hiérarchie afin de fournir aux populations rurales un service de qualité répondant à leurs besoins d'électricité.
Monsieur Kra, chef de service foncier rural, à la Direction Régionale de l'agriculture	Le processus d'indemnisation des personnes potentiellement impactées par le projet	Amélioration de la qualité de vie des populations urbaine.	Connaitre le processus d'indemnisation des personnes potentiellement impactées par le projet	Il souhaiterait que des mesures soient prises pour indemniser les personnes impactées,
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Le processus d'indemnisation des personnes potentiellement impactées par le projet	Amélioration de la qualité de vie des populations urbaine.	Aucune préoccupation ni crainte	Docteur Koffi, expert en Biodiversité, a répondu que pour l'indemnisation des personnes impactées par le projet, le partenaire financier qui est la Banque Africaine de Développement (BAD) a déjà intégré dans son financement le volet indemnisation. Il a rassuré les populations que les mesures seront prises pour que le projet soit mené à son terme en tenant en compte les dommages qui seront subis par les populations.

- **Rencontre d'information avec les autorités villageoise de Gbando, (Sous-Préfecture de Boundiali).**

La réunion d'information programmée pour le jeudi 22 Août 2019, s'est tenue de à la place publique du Village de Gbando, de quatorze heures trente-trois minutes à quinze heures cinquante minutes sous la présidence de Monsieur le Sous-préfet de Ferkessédougou. La réunion a enregistré la participation du chef de village de Gbando et sa notabilité, des autorités religieuses, des représentants des femmes et de la jeunesse et la population de ladite localité. (Voir le Procès-verbal et la liste de présence en annexe). La planche suivante illustre cette réunion.

Planche 12 : Illustration de la réunion publique d'information de Gbando (Sous-Préfecture de Boundiali)



vue de la Table de séance.



vue des participants

Source : NATRA Consultant, 22 Août 2019

De cette rencontre, l'on retient que les populations ont marqué leur adhésion au projet. Pour elles, l'électrification tant attendue de leur localité va amorcer son développement. Toutefois, la population a formulé des préoccupations qui sont résumées dans le tableau suivant.

Tableau 35: Synthèse des préoccupations et propositions de solutions recueillies lors de la réunion publique du village de Gbando le 22 Août 2019 (Sous-préfecture de Boundiali)

Acteurs/institutions	Points discutés	Atouts	Préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations
Services Administratifs (Secrétaire général 2 de la Préfecture de Boundiali)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.	Exhorter les villageois à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 088 localités en Côte d'Ivoire.	Développement du département de Boundiali, en particulier le village de Gbando	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a demandé aux populations de donner leurs avis sur le projet.
Le chef du village de Gbando	la traversée de la forêt sacrée « Tchébénon » située aux abords du village	Presevation des sites sacrés	La destruction ou la profanation du site sacré	il souhaiterait la déviation de la forêt classée « Tchébénon » située à l'extrémité du village lors de l'exécution du projet Ainsi, si le projet nécessite un passage dans la forêt sacrée, des sacrifices seront consentis pour permettre la bonne exécution du projet.
Consultant/Côte d'Ivoire ENERGIES	la traversée de la forêt aux abords du village de Nagawokaha.	Presevation des sites sacrés	Aucune préoccupation ni crainte	Concernant la forêt sacrée, le consultant a rassuré les populations en leur signifiant que toutes les mesures seront prises pour éviter la profanation de ce site.
Le chef du village de Gbando	Indemnisation	Les propriétaires des biens qui seront impactés par l'ouverture des emprises pour la distribution de l'électricité seront indemnisés.	L'ouverture de l'emprise pourrait entraîner la destruction de cultures	Il souhaiterait que le processus d'indemnisation soit une réalité.
Assistant du Consultant en Environnement /Côte d'Ivoire ENERGIES	Indemnisation	Les propriétaires des biens qui seront impactés par l'ouverture des emprises pour la distribution de l'électricité seront indemnisés	Aucune préoccupation ni crainte	Les biens seront impactées par l'ouverture des emprises pour la distribution de l'électricité seront indemnisés. En revanche, le consultant a rassuré les villageois de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation.

- **Synthèse globale des préoccupations et craintes exprimées lors des réunions**

Lors des différentes réunions de consultation des autorités et des populations, elles ont exprimé leurs attentes, craintes et satisfactions vis-à-vis du projet. En réponse aux préoccupations soulevées par les populations, des recommandations ont été formulées par les autorités préfectorales dans le souci de faciliter la mise en œuvre du projet dans les différentes localités concernées.

Au terme des consultations et rencontres, il ressort des réactions des différents acteurs une approbation générale du projet. En effet, aux yeux des acteurs locaux, le projet présente des avantages majeurs certains pour les localités des districts de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Denguelé dont les plus importants sont :

- l'amélioration des conditions de vie de la population
- le développement des activités commerciales des femmes ;
- la réduction du chômage par la création des emplois ;
- l'amélioration de la qualité du cadre de vie ;
- le développement du transport ;
- le renforcement en moyens des collectivités locales.
- la cherté de l'électricité (difficultés de paiement des factures par certains abonnés)
- les coupures et pannes techniques fréquentes pour manque de techniciens
- les accidents et électrocutions liés aux manipulations ou aux intempéries
- l'insécurité (vol, pillage, etc.) du matériel et des installations
- le chômage des jeunes très élevé et exode rural
- la sécurité et emprise (élagage d'arbres et traversée de zones agricoles et pastorales)

Cependant, même si on note une forte attente de la part des populations susceptibles de bénéficier du projet et de ses opportunités pressenties des préoccupations liées à la prise en compte des localités disposant déjà des installations électriques, au respect des accords entre le projet et les collectivités locales et à la gestion de l'environnement demeurent et subsistent. En effet, on relève, d'une manière générale, des craintes liées au non-respect des accords faisant l'objet des conventions et la non préservation de l'environnement physique et social pendant la mise en œuvre du projet. Dans ce sens, le projet gagnerait à développer des stratégies d'information, de communication et de sensibilisation pour capitaliser et renforcer ces bonnes dispositions des populations vis-à-vis du projet afin d'assurer une meilleure adhésion de celles-ci au projet. En d'autres termes, il est nécessaire de mettre en place un plan de suivi des consultations.

- **Intégration des recommandations dans le CGES**

Toutes les recommandations formulées sont prises en compte dans les mesures de renforcement de la gestion environnementale et sociale du projet : mesures institutionnelles, études et autres mesures environnementales et sociales ; mesures de formation et de sensibilisation, mesures de suivi-évaluation.

CONCLUSION

Les activités prévues dans le cadre du PROSER apporteront des avantages environnementaux, sociaux et économiques certains aux populations dans la zone d'intervention. Ces impacts positifs se manifesteront en termes d'amélioration des conditions de vie et de travail des populations (santé, éducation, activités économiques, sécurité). Ils contribueront ainsi à lutter contre la pauvreté et à promouvoir les capacités de développement des localités concernées.

Toutefois, le projet pourra engendrer des impacts négatifs potentiels. En effet, les préoccupations environnementales et sociales portent moins sur des risques d'une dégradation du milieu naturel du fait des travaux ; mais beaucoup plus sur les enjeux fonciers (cas d'expropriation foncière) et économiques (cas de destruction d'activités économiques).

Il importe de relever le plus tôt possible ces impacts négatifs potentiels et d'y apporter les mesures de mitigation nécessaires avant le début des travaux pour éviter que la construction de couloirs électriques ne soit source de tensions sociales.

Les autres impacts négatifs qui se résument principalement à des cas de dégradation de la végétation, à des nuisances atmosphériques liées aux émissions de poussières et fumées, à des nuisances sonores, à la production des déchets, à la perturbation de la circulation pendant la réalisation des travaux, à des risques d'accidents lors des travaux, etc. méritent aussi d'être considérés.

Le respect de la législation nationale en matière environnementale et sociale et le déclenchement de la politique de la Banque africaine de développement (BAD), ont rendu nécessaire le présent CGES assorti d'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) destiné à prendre en charge les impacts négatifs induits par le Projet sur l'environnement et les populations, de sorte à faciliter la mise en œuvre des activités du projet.

Le coût du PCGES, d'un montant global de **neuf cent soixante douze million de francs (972 000 000) Francs CFA**.

Au terme de cette étude, nous pouvons affirmer que la faisabilité environnementale et sociale sera bonne si toutes les études prévues sont effectivement réalisées en vue de déterminer les impacts réels liés aux travaux et de proposer les mesures idoines de sorte à atténuer ces impacts négatifs.

En conséquence, CI-ENERGIES veillera à prendre toutes les dispositions techniques décrites dans le présent rapport en conformité avec les dispositions réglementaires nationales et avec les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale, pour mener à bien la mise en œuvre des activités prévues.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Monographies des régions du lot 3 : Gbêkê, Hambol, Tchologo, Poro, Bagoué, Folon et Kabadougou.
2. Rapports d'études similaires réalisées en 2018 par CI ENERGIES dans le cadre du Projet d'Amélioration de l'accès à l'Electricité en Milieu Rural (PAEMIR) pour les des Districts des Savanes, du Woroba et du Zanzan
3. TDR de L'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) assortie d'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du Projet d'électrification rurale de 1088 localités et du programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER).en Côte d'Ivoire,

ANNEXES

- 1- LISTE DE PRESENCE DES AUTORITES ADMINISTRATIVES ET LISTE DE PRESENCE DES RIVERAINS**
- 2- PROCES VERBAUX DES ENTRETIENS**
- 3- LISTE DES LOCALITES DU PROSER**
- 4- TDR**

Annexe 1 : LISTE DES AUTORITES ADMINISTRATIVES ET LISTE DE PRESENCE DES RIVERAINS

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DES AUTORITES RENCONTREES

Date 03/08/2019

Localité : ODIENNE

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Emplacement
1	SANTOU Dominique	Préfet	Préfecture Nouveau	07358121		
2	Doumoua Nkomo	SG Préfecture Nouveau	Préfecture Nouveau	07318707		
3	SEYO ADOLPHE	Sous-Préfet	Sous Préfecture Toumodi	08801314		GA
4	GNALLA Daniel	SG Préfecture	Préfecture Kaniasso	07570770		Doumoua
5	AKEPO Rile	SG Préfecture	Préfecture Kaniasso	08916710		ouf
6	Kouame Ben Youssef	Sous-préfet	SIP Bouganza	0626 1150		Doumoua
7	Cissé Moumou	Adjoint Au Préfet	MAIRIE	0744 3186		Doumoua
8	Koué Adama	Président	Comité Régional Nouveau	0768 6462	adama.koue@orange.ci	Doumoua
9	AKA					
10	Koffi Arsène	Coordinateur Projet	NA-TUA	97718134	arsene.koffi@natura.ci	Doumoua

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Localité : **DIENNE**

Date : **12/09/2019**

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Embarquement
1	Timote Gnaly	Expert Energie	NATRA	44808964	timote.gnaly@natra.ci	
2	Aouf Bourice Aouf	Environnement	NATRA	48609078		
3	Bona Koua, Lis	Sociologue	NATRA	49129901	bona.koua@natra.ci	
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DES AUTORITES RENCONTREES

Date 23/08/2019 Localité : ODIENNE

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	Soumbeho Kouity-yan	Agent technique	Recherche	09 28 22 24		7/11
2	Kipre H. G. G. G.	Agent technique	AS Kicou	47 97 86 06		Kicou
3	Bellegre Marie-Noelle	Chef de Mission	Préfecture	07 83 87 6		Bellegre
4	DIABU KARATOKO	Police	RG	09 47 05 77	diabu.karatoko@gmail.com	RG
5	Kamoussou Dombia	Village Fela	Représentatif	77 60 26 44		Kamoussou
6	Kene' Keuwa	Village Ziguinchor	Président jeune	45 61 29 41		Keuwa
7	Damba Amadou	Village Dambala	Président jeune	06 39 67 89		Damba
8	Kouamoussa Dambala	Village Tila	Représentatif	06 87 15 31		Kouamoussa
9	Kouamoussa Dambala	Journaliste	ACP	07 86 51 27	kp5mail.com	Kouamoussa
10	Dambala YA YA	ÉTUDIANT Tila	Représentatif	05 75 27 52		Dambala

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

Date 23/08/2019 LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION Localité : ODIENNE Préfecture

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Emplacement
1	OUOHI Antoine	Dir. Régional	MINADER	0735 85 91	antoine.ouohi@minader.gov.ci	Min
2	CL. KOUAKOU Kouadio Michel	Dir. Régional	MINEDD	67 64 68 64	kouadiomichel.kouakou@gmail.com	Min
3	Pharassoulou - Moussa	PCA RPE Nord-Est	Fédération des	65-66-69-71	pharassoulou@gmail.com	Min
4	KARATOUKA JAKASSA	Secrétaire des finances	MPEER	07 21 89 36	kouadiomichel.kouakou@gmail.com	Min
5	Coulibaly Soungalo	Commerçant	Wekin	07 14 83 16	kouadiomichel.kouakou@gmail.com	Min
6	Kyangaaba Kiriwami	Communautaire	AKAN	06 09 31 78	-	Min
7	LOBANOU Koffi	GR	Cochard	57 57 71 02	kouadiomichel.kouakou@gmail.com	Min
8	Koffi Kouadio Adéne	NATRA	Groupe	57 57 71 34	kouadiomichel.kouakou@gmail.com	Min
9	SAT Bismarck - Holle	DR Eau et Forêt	Eaux et Forêt	06 67 10 2	-	Min
10	KOAME KAT	Agent DRT. Eau	Ministère de l'Eau	09 86 66 16	kouadiomichel.kouakou@gmail.com	Min

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : 22/08/2019 Localité : BOUNDIALLI (préfecture)

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	COUDOUA ADOLISS	Agent Eau et Forêt	Conseil régional de l'Est	07 06 12 34	coudoua.adoliss@ci-energies.com	
2	KOFFA Kouadio Denis	DT CR Bagoué	Conseil régional Bagoué	07 84 85 22	koffa.denis@ci-energies.com	
3	OUATTARA ZIET IBOUANI	chef service des Hydrauliques et de l'énergie	Ministère de l'énergie	05 83 85 08	zieta.ouattara@ci-energies.com	
4	DOUDOUA DIOUANE DIA	chef de service Construction	Ministère de l'énergie	02 42 43 42	doudoua.dia@ci-energies.com	
5	COUDOUA ADOLISS	Agent s.i.e	C-IE	07 06 12 34	coudoua.adoliss@ci-energies.com	
6	ISSOUHIA LIA TIROU	Compétence Technique	MAIRIE	07 84 85 22	issouhia.lia@ci-energies.com	
7	KORA Kouakou SYLVAIN	Technicien Electronique	Agriculture	07 22 31 90	kora.sylvain@ci-energies.com	
8	AKA Awa HANICE	Secrétaire NATRA	NATRA	07 06 12 34	aka.awa@ci-energies.com	
9	AKA Awa HANICE	Secrétaire NATRA	NATRA	07 06 12 34	aka.awa@ci-energies.com	
10	TIMITE SINALY	Expert Energie	NATRA	44 80 89 64	timite.sinaly@ci-energies.com	

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : 22/08/2019 Localité : Boundiali (Prefecture)

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	Gaku Ganga Gauda	Préfet	Préfecture	08574536		
2	Dionane Cyril	Préfet	Préfecture	0752446		
3	Boudi Anim	SG	Préfecture	08590887		
4	KONE TENA	chef canton	chef canton	07444001		
5	Thomas' Domignonon	chef de village	chef de village			
6	PHILAN NEMLIN	chef de village	chef de village	07554039		
7	Matigari Dambela	Président des femmes	Association des femmes	02 06 41 62		
8	Tefera Karikouin	SG	Commune	0890597	phatichonim@gmail.com	
9	Diallay SE KOU	USC B	Entrepreneur	0434-4917		
10	Bama Koudia	Sociologue	NATRA	49129901	bama.kou@yahoofr	

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : 21/03/2019		Localité : NAGAWIKAKHA				
N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	Yves Harssem	Vice-président des jeunes		77 86 30 84		✓
2	Yves Harssem	Président		06 49 32 98		✓
3	Yves Harssem	Notable		46 28 87 49		✓
4	Yves Harssem	Notable		08 23 80 05		✓
5	Yves Harssem	Notable		05 45 07 74		✓
6	Yves Harssem	Notable				✓
7	Yves Harssem	Notable		03 53 67 04		✓
8	Yves Harssem	Notable				✓
9	Yves Harssem	Notable				✓
10	Yves Harssem	Notable				✓

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

Date : 2019/10/28/2019
LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION
Localité : **NAGAVOKATA**

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Emargement
1	Yves Naudjieu Nafin	Habitant				
2	Solo Biringbiring	Habitant		57 38 53 56		
3	Pauline Nissou Doucoure	Habitant		07 22 47 18 06 37 67 85		
4	Fancoge Akou	Habitant		56 80 67 57 40 33 04 5		
5	Yliue Douda	Habitant				
6	Yliue Jascal	Moins de 18 ans				
7	Yliue Yigoufoulo	Moins de 18 ans				
8	Yliue Fanta	Moins de 18 ans				
9	Yliue Nnessa	Moins de 18 ans				
10	Yliue Nassoufina	Moins de 18 ans				

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : 21/08/2019 Localité : NAGAWOKHA

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	MASTERA DEANWA Y. I. I. I.	Ch. of de		06 35 20 31		
2	Yanogo Ibbouf	Notable		49 82 46 20		
3	Loulibaly Driasa	Notable		07 74 37 01		
4	Quethara Watayaba	Notable		55 93 73 41		
5	Yilue Gyénéroayaba	Notable		54 15 41 43		
6	Loulibaly Kafalo	Notable		55 93 73 64		
7	Silue M.	Notable		58 20 62 92		
8	Yilue Kafite	Notable		45 83 80 68		
9	Quethara Ali	Notable		05 53 37 19		
10	SORO Doulaye	Notable		48 21 52 20		
				84 35 66 62		
				65 33 80 05		

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Localité : **MAGANYOKAHA**

Date : **08/08/2019**

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Emergence
1	ADJE Allan Guilhem	Sanit	Sanit	07164494	adje@sanit.org	
2	Bono Kouadio	Sociologue	NATRA	49129901	bono@natra.org	
3	ALLA Adel Francis	Expert en Environnement	NATRA	48009078	alla@natra.org	
4	KOFFI Adeline	Expert en Environnement	NATRA	57718139	koffi@natra.org	
5	TIANI Anahy	Expert en Environnement	NATRA	44808964	tiani@natra.org	
6	Dr. GUEDE GBOATO	Commission Natra	NATRA	02.18.44.96	guede@natra.org	
7						
8						
9						
10						

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DES AUTORITES RENCONTREES

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Embarquement
1	OBOU BOULO A.	Secrétaire Général	Préfecture	77 11 22 26	prefecturebo	
2	ANSE ALAN GILVANE	Mr. pef	Mr. pef	07 16 49 14	adg@natura.org	
3	ABOU T. JORHANA	Mr. pef	Mr. pef	57 98 40 66	adg@natura.org	
4	SYLLA Mamadou	Mr. pef	Mr. pef	07 64 25 00	sylla@natura.org	
5	SANOGO ZOISMANA	Mr. pef	Mr. pef	07 21 62 73	sanogo@natura.org	
6	LI GUEHI HERMAN	Mr. pef	Mr. pef	47 14 61 14	herman@natura.org	
7	Kou' Biendoué	Mr. pef	Mr. pef	58 58 43 11	kou@natura.org	
8	GNAGUE AGNIEL H.	Mr. pef	Mr. pef	8 94 65 40	agniel@natura.org	
9						
10						

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : Marsadi 27/08/2019 Localité : Ferkessedougou (Mairie)

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	ALLA SUE FAVOUE	Environnementale	NATRA	40 20 90 78	donneraiech@proser-bi.org	DR
2	Yvonne Arouy	Expert Energie	NATRA	44 80 86 64	timothee.bivoua@proser-bi.org	DR
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : Mardi 21/03/2019 Localité : Ferkessédougou (prefecture)

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	Elie GABRIEL	Toussaint	Toussaint			X
2	Kané Gnima Tra	chef de village				X
3	Solo Tékoumou	collabor				X
4	Albi yerdouman	Tiolo Kéha				X
5	SORO DOUKOYE	PD SOUS-DE				X
6	OUATTARA HORCEHE	Agent UGF	CODE FOR	0812180101	homenue@	X
7	Quarmin Kone	cadre de l'Etat		09634319	potomach	X
8	Belly Amang Nankalla	chef division	Prefecture	57348456	gblgama@ymail.com	X
9	Banga Kouadio	Sociologue	NATRA	49129951	bonadeals@yahoofr	X
10	Hoffi ARSENE	Expert	NATRA	57478134	arose@yahoofr	X

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : 22/08/2019 Localité : Ferkessedougou (Préfecture)

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Embarquement
1	WBOU Bokolo Aimé	SG2	Préfecture	05 80 42 36	wpokolo@pre.fg.ci	22/08/19
2	ADJE Allan Guillaume	SG2	Préfecture	07 16 44 94	adjeguil@pre.fg.ci	22/08/19
3	Wade T. Ibrahim	SG2	Préfecture	57 98 40 66		22/08/19
4	SYLLA Mamadou	SG2	Préfecture	07 64 15 00		22/08/19
5	SANOGO ZOLIMANA	SG2	Préfecture	17 21 02 73		22/08/19
6	Koué Dioudou	SG2	Préfecture	53 58 43 41		22/08/19
7	LI Guehi Herman	SG2	Préfecture	47 14 61 44		22/08/19
8	OUASTARA Kiyali	SG2	Préfecture			22/08/19
9	OUASTARA O. Amara	SG2	Préfecture	06 35 10 31		22/08/19
10	SEKONGO KIANA	SG2	Préfecture	57 09 21 26		22/08/19

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE

**EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)**

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Localité :

Date : 22/08/2019

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Embarquement
1	TIMÉ GAGÉ	Expert-Energie	NATRA	44 80 89 66	timé.gagé@natra-ivoire.com	NG
2	André N'GASSA ALA	Environnement	NATRA	48 00 90 78	andré.ngassa@natra-ivoire.com	NG
3	Koffi BASSA	Expert Biologie	NATRA	57 71 21 34	koffi.bassa@natra-ivoire.com	NG
4	Bama Kouadio	Biologie	NATRA	49 12 34 01	bama.kouadio@natra-ivoire.com	NG
5	Kouadio Fatou	Plantier	Badioula			NG
6	Koué Amadou	Plantier	Badioula			NG
7	Bamba Chiti	Minagré	Badioula			NG
8	Bononké Mambo	Minagré	Badioula			NG
9	Bamba Agbana	Minagré	Badioula			NG
10	Sounaloro Kouadio	Comm. Santé	Badioula			NG

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Embarquement
1	Koné Alenata	Menager				G
2	Taoulé Kradouma	Menager				H
3	Taoulé Fatoumata	Menager				H
4	Koné Kadi	Commerçante				H
5	Soumaro Sata	Menager				H
6	Koné Foulba	Menager				H
7	Koné Aya	Menager				Koulin
8	Taoulé Mouna	Menager				H
9	Taoulé Banakira	Menager				H
10	Koné Djeneba	Commerçante				H

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : 23/08/2019

Localité : BADIOLA

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	Kané Kacine		Cultivateur	09-3573-10		+
2	Bisongo Essiaka		Planteur	08-10-77-89		+
3	Dumouya Kadi		Planteur	01-44-43-86		+
4	Bisongo Yaya		Planteur	73-43-13-08		+
5	Kané Fatouma		élève	74-06-77-27		+
6	Dumouya Kacine		Cultivateur			+
7	Travé Houssa		Cultivateur	85-09-16-06		+
8	Sangaré Aouana		élèveur	07-25-06-32		+
9	Soroukou Kouffé Elyse		Planteur	47-11-51-42		+
10	Kouassi Yao Ibersenne		Planteur	47-92-71-24		+

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : 23/08/2019 Localité : BADIJOUALA (SP *Badijoulou*)

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	Kouadio Kouassi J. Jorou		Planteur	66-33-54-23		F
2	Kouakou Nana Oloien		élève			400F
3	Koné Youssif			65-36-56-62		+
4	Kao Nkessan Amé		Planteur	09-99-64-05		60F
5	Koné Salif		Cultivateur			000
6	Koné Zéménan		élève			1mJ
7	Koné Namadon		élève			26-
8	Kouaré Koussa		Maître	67-52-23-36		400F
9	Koné Sainon		Planteur	15-30-01-26		60-
10	Kaboné Yassiné		Planteur	57-33-04-55		80

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1.107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

Date : 23/08/2019

Localité : **BADIQUALA (SP)**

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	Diomandé Adama		Cultivateur	44-55-28-73		-
2	Triapié Daouda		Cultivateur	75-63-96-18		0
3	Kené Nouna		Cultivateur	59-78-88-23		0
4	Triapié Ibrahim		Planteur	55-94-19-10		x
5	Kené Nouna		Planteur	55-81-47-57		A
6	Kené Sékou		Cultivateur			7
7	Kené Koumane		Cultivateur	06-83-71-64		1
8	Kené Goussouf		Éleveur	85-58-53-71		0
9	Quédraogo Gader		Planteur	87-2016-57		048
10	Quédraogo Gadi F		Planteur	84-18-67-86		+

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) ASSORTIE D'UN
PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

LISTE DE PRESENCE A LA RENCONTRE AVEC LA POPULATION

N°	NOM ET PRENOM (S)	Fonction	Structure	Contact	Email	Engagement
1	K. OUE AEW YEBOUA Vice	Ans - Kofor	8/7 Boudjato	06-261550	Yeboua@proser.com	Signature
2	KONE LACINE	chef - Village	Planteur	57-88-26-89	Ba	Signature
3	Koné Souley	Secrétaire	Planteur	07-12-82-80		Signature
4	Tianré Adama	Imamane	Planteur	09-55-74-46		Signature
5	Koné Yaya		Planteur			Signature
6	Yao Kouffo Venance	Maître-Bénéf	Planteur	69-68-46-10		Signature
7	Koné Adama		Planteur	04-16-85-43		Signature
8	Tianré Drissa		Planteur	09-83-73-67		Signature
9	Koné Abou		Planteur	51-85-43-26		Signature
10	Koufana Abou		Cultivateur	80-46-43-20		Signature

Annexe 2 : PROCES VERBAUX DES REUNIONS PUBLIQUES

- ❖ Evaluations environnementales
- ❖ Formation
- ❖ IEC pour la protection de l'environnement

**PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ELECTRIQUE ET D'ACCES A
L'ELECTRICITE (PROSER)**

**EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATÉGIQUE (EESS) ASSORTIE D'UN PLAN
CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)**

**PROCES VERBAL DE LA REUNION D'INFORMATION ET DE CONSULTATION AVEC LES AUTORITES
ADMINISTRATIVE ET COUTUMIERES DE BEOUMI DANS LA REGION DU GBEKE**

Motif / type de réunion : Réunion d'information et de consultation des Autorités	Lieu : Préfecture de Béoumi
Étaient présents : voir liste en annexe	Date / heure : Lundi 19 Août 2019 de 9 h 30 minutes à 11 heures 45 minutes.

Introduction

L'an deux mil dix-neuf et le lundi dix-neuf Août, s'est tenue à la salle de réunion de la préfecture, de neuf heures trente minutes (09h30mn) à onze heures quarante-cinq minutes (11h30mn), sous la présidence de Monsieur le préfet, représenté par Monsieur le Sous-préfet de Béoumi, une réunion d'information publique relative au **programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER)**.

La réunion a enregistré la participation du représentant du préfet, Messsieurs les Sous-préfets du Département de Béoumi, Bodokro, Kondrobo et de N'guessankro, des directeurs départementaux concernés

par le projet, des autorités coutumières et religieuses, des représentants des femmes et de la jeunesse du département. Au total, vingt-neuf (29) personnes étaient présentes à cette réunion.

Dans son propos introductif, Monsieur le Sous-préfet a souhaité la bienvenue aux différentes délégations. Il a souligné l'importance de cette rencontre qui s'inscrit dans la droite ligne du développement des localités du département de Béoumi. Il a ensuite, présenté l'ordre du jour de cette réunion d'information et de consultation des autorités comme suit :

- 1- Présentation du projet et des impacts potentiels ;
- 2- Échanges avec les participants ;
- 3- Divers.

1 – Présentation du projet et des impacts potentiels

Prenant la parole, le chef de mission, a présenté la délégation qu'il conduit. Il a fait une présentation du projet dans sa composante portant sur l'Electrification Rurale de 1088 localités. Ainsi, ce sont cent onze (11) villages qui en bénéficieront dans le département de Béoumi.

Il a indiqué au passage que l'objectif de l'EESS est d'identifier les enjeux environnementaux et sociaux existant dans la zone du projet.

Par la suite, il a souligné que le Projet pourrait avoir des impacts aussi bien négatifs que positifs. Entre autres, il a cité à titre d'exemple :

- la restriction d'accès à des terres agricoles ou la destruction de plantations et de champs ;
- les risques d'accidents de circulation ;
- les risques de dégradations du cadre de vie et du paysage ;
- la destruction du milieu de vie de la faune sauvage ;
- les risques de profanations des sites sacrés ou culturels ;
- la création d'activités génératrices de revenu ;
- la création d'emplois temporaires ;

2 – Echanges avec les participants

A la suite de l'exposé du chef de mission, les participants ont apprécié la réalisation du projet. Toutefois, quelques préoccupations ont été relevées. Il s'agit entre-autres de :

- **Cas des localités ayant des statuts de campement abritant plus de 500 habitants.**

Le Sous-préfet de Bodokro a signifié que certaines de ses localités de sa circonscription, peuplée de plus de 500 habitants, ont toujours le statut de campement. Il souhaiterait que ces localités soient prises en compte dans les programmes d'électrification à venir.

- **Des questions sur les critères de sélection de l'électrification**

Monsieur le chef du village de Koumabo a du mal à comprendre les critères de sélection car selon lui, son village comptant plus de 500 habitants et traversé par la ligne HTA est lésé.

- **Prise en compte d'une localité en lieu et place d'une autre située dans une forêt classée et bénéficiant du projet d'électrification**

Monsieur le Sous-Préfet de Kondrobo prenant la parole au nom de Monsieur le Sous-Préfet de Marabadiassa a signifié que la localité de Toudjan 1 est située dans une forêt classée. En revanche il souhaiterait que la localité de Bouakama soit prise en compte en remplacement de Toudjan 1.

A cette préoccupation, le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation.

- **Le processus de l'indemnisation des biens impactés**

Les interventions groupées des Messieurs le Commandant des eaux et forêts, du Sous-Préfet de Bodokro et du Directeur de l'agriculture souhaitent que l'indemnisation des impactés se fasse avant ou pendant la réalisation des travaux.

D'autres préoccupations non négligeables ont été par ailleurs formulées par les participants à cette rencontre. Il s'agit entre autres :

- Des questions liées aux délais d'exécution du projet ;
- De la coordination de ce type de projet avec les collectivités locales ;

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

- De la prise en compte de l'autochtonie dans la sélection des localités afin d'éviter les conflits ;
- De la revue de la liste des villages à électrifier qui prend en compte des villages déjà électrifiés ;
- De la prise en compte de l'urbanisation et de l'extension des localités dans les programmes d'électrification.

En réponse à ces différentes préoccupations, le chef de mission a promis relayer l'information au promoteur des villages non encore concernés par le projet. Par ailleurs, ils pourraient être inscrits dans des projets antérieurs de programme d'électrification rurale. Il a renchéri pour annoncer qu'aucunes localités ne restera en marge car la volonté de l'état de Côte d'Ivoire est d'arriver à électrifier toutes les localités sur le territoire ivoirien à l'horizon 2025.

3 - Divers

Ce dernier point a porté sur des échanges informels dans une bonne ambiance. Monsieur le Sous-préfet a remercié tous les participants et tout particulièrement l'équipe en mission. Elle a enfin exhorté les participants à faire une large diffusion de l'information auprès de la population.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Sous-préfet, a levé la séance à onze heures quarante-cinq minutes dans une ambiance conviviale.

Le Chef de Mission



BEMA Idrissa

Expert Electricité/Sécurité/Environnement

Le Sous-préfet de Béoumi



Cyrille Gaurens AKA
Sous-Préfet

- ❖ Evaluations environnementales
- ❖ Formation
- ❖ IEC pour la protection de l'environnement

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ELECTRIQUE ET D'ACCES A L'ELECTRICITE (PROSER)

PHASE : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATÉGIQUE (EESS) ASSORTIE D'UN PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

PROCES VERBAL DE LA REUNION D'INFORMATION ET DE CONSULTATION AVEC LES AUTORITES ADMINISTRATIVE ET COUTUMIERES DE NIAKARA (REGION DU HAMBOL)

Motif / type de réunion : Réunion d'information et de consultation des Autorités	Lieu : Préfecture de Niakara
Étaient présents : voir liste en annexe	Date / heure : Jeudi 22 Août 2019 de 9 h 50 minutes à 11 heures 35 minutes.

Introduction

L'an deux mil dix-neuf et le Jeudi vingt-deux Août, s'est tenue à la salle de réunion de la préfecture de Niakara, de neuf heures cinquante minutes (09h50mn) à onze heures trente-cinq minutes (11h35mn), sous la présidence de madame la Préfète, représenté par Monsieur le Sous-préfet de Niakara, une réunion d'information publique relative au **programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER)**.

La réunion a enregistré la présence outre du représentant de la Prefète de Niakara, messieurs les Sous-préfets, de Badikaha, Tafiré, et de Niédiékaha, de Monsieur le Maire de la commune, des Directeurs Départementaux et Chef de Services, des autorités coutumières, des représentants des femmes et de la jeunesse du département. Ce sont au total vingt (20) personnes présentes à cette rencontre.

Dans son propos introductif, Monsieur le Sous-préfet a souhaité la bienvenue aux différentes délégations. Il a souligné l'importance de cette rencontre qui s'inscrit dans la droite ligne du développement des localités du Département de Niakara. Il a ensuite, présenté l'ordre du jour de cette réunion d'information et de consultation des autorités comme suit :

- 1- Présentation du projet et des impacts potentiels ;
- 2- Échanges avec les participants ;
- 3- Divers.

1 – Présentation du projet et des impacts potentiels

Prenant la parole, le chef de mission, a présenté la délégation qu'il conduit. Il a fait une présentation du projet dans sa composante portant sur l'Electrification Rurale de 1088 localités. Ainsi, ce sont huit (08) villages qui en bénéficieront dans la région du Hambol. Il a indiqué au passage que l'objectif de l'EESS est d'identifier les enjeux environnementaux et sociaux existant dans la zone du projet.

Par la suite, il a souligné que le Projet pourrait avoir des impacts aussi bien négatifs que positifs. Entre autres, il a cité à titre d'exemple :

- la restriction d'accès à des terres agricoles ou la destruction de plantations et de champs ;
- les risques d'accidents de circulation ;
- les risques de dégradations du cadre de vie et du paysage ;
- la destruction du milieu de vie de la faune sauvage ;
- les risques de profanations des sites sacrés ou culturels ;
- la création d'activités génératrices de revenu ;
- la création d'emplois temporaires ;

2 – Echanges avec les participants

A la suite de l'exposé du chef de mission, les participants ont apprécié la réalisation du projet. Toutefois, quelques préoccupations ont été relevées. Il s'agit entre-autres de :

- **Les critères de sélection des localités à électrifier.**

Le Sous-préfet de Badikaha voudrait connaître les critères de choix des localités à électrifier

A cette préoccupation, le consultant a indiqué qu'auparavant, les localités qui avaient plus de 500 habitants étaient admises à être électrifiées. Actuellement, la politique du Gouvernement est d'électrifier toutes les localités du pays d'ici 2025.

- **Visite de toutes les localités bénéficiaires du projet afin de s'imprégner des difficultés qui les minent**

Monsieur le Sous-préfet de Badikaha a souhaité que toutes les localités sélectionnées soient visitées pour toucher du doigt toutes les préoccupations des villageois.

Le consultant a rassuré les participants que cette étude n'est que le début d'une série de plusieurs études qui se seront plus spécifiques.

- **Doléances et propositions pour l'électrification d'une localité.**

Monsieur le Sous-Préfet de Tafiré a indiqué que les localités de Koulokokaha et Tioletanakaha sont regroupées sur un même site. Il souhaiterait la prise en compte de la localité de Kapalakaha car elle reste la dernière localité non encore électrifiée de sa circonscription.

Monsieur le Sous-Préfet de Badikaha propose que le village de Korokouna-Gare soit électrifié en lieu et place de Ferme-cemencière car il compte plus d'habitants et c'est un village centre.

- **Le processus de l'indemnisation des biens impactés**

Les interventions groupées des Sous-préfets, du Maire, du représentant du Conseil Régional, du représentant de la Direction départementale de l'agriculture, ont porté sur les indemnisations et ont proposé à cet effet que cela se fassent systématiquement.

D'autres préoccupations non négligeables ont été par ailleurs formulées par les participants à cette rencontre, pour lesquelles le consultant a promis en informer le promoteur. Il s'agit entre autres :

- Des questions liées aux infrastructures électriques défaillantes de Niakara et des grands villages environnants ;
- De la prise en compte des localités de statut de campement dans les programmes d'électrification ;

- **Des localités non électrifiées**

La plupart des interventions formulées ont fait référence à l'existence de nombreux villages non encore électrifiés et ne faisant pas partie de la liste des localités prises en compte par le projet.

En réponse à ces différentes préoccupations, le chef de mission a promis relayer l'information au promoteur des villages non encore concernés par le projet. Par ailleurs, ils pourraient être inscrits dans des projets antérieurs de programme d'électrification rurale. Il a renchéri pour annoncer qu'aucune localité ne restera en marge car la volonté de l'état de Côte d'Ivoire est d'arriver à électrifier toutes les localités sur le territoire ivoirien à l'horizon 2025.


3 - Divers

Ce dernier point a porté sur des échanges informels dans une bonne ambiance. Monsieur le Sous-préfet a remercié tous les participants et tout particulièrement l'équipe en mission. Il a enfin exhorté les participants à faire une large diffusion de l'information auprès de la population.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Sous-préfet, a levé la séance à onze heures trente-cinq minutes (11h35mn) dans une ambiance conviviale.

Le Chef de Mission

Le Sous-préfet de Niakara



BEMA Idrissa
Expert Electricité/Sécurité/Environnement



YAPI Yapi Guillaume
Secrétaire Général de Préfecture

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ELECTRIQUE ET D'ACCES A L'ELECTRICITE (PROSER)

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATÉGIQUE (EESS) ASSORTIE D'UN PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

PROCES VERBAL DE LA REUNION D'INFORMATION ET DE CONSULTATION AVEC LES POPULATIONS DE FERKESSEDOUGOU (REGION DU TCHOLOGO)

Motif / type de réunion : Réunion d'information et de consultation	Lieu : Préfecture de Ferkessédougou
Étaient présents : voir liste en annexe	Date / heure : Mercredi 21 Août 2019 de 09 h 27 minutes à 10 heures 31 minutes.

Introduction

L'an deux mil dix-neuf et le Mercredi vingt et un Août, s'est tenue à la Préfecture de Ferkessédougou, de neuf heures vingt-sept minutes à dix heures trente et une minute sous la présidence de Monsieur le Secrétaire général, une réunion d'information publique relative au **programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER)**.

La réunion a enregistré la participation du Secrétaire général de Ferkessédougou, du Sous-préfet, du 4^{ème} vice-président du conseil régional du Tchologo, du 3^{ème} adjoint au maire, des responsables des services administratifs concernés par le projet, des autorités coutumières et religieuses du Département.

Ainsi dans son propos introductif, Monsieur le Secrétaire général de Ferkessédougou a souhaité la bienvenue aux participants. Il a souligné l'importance de cette rencontre dont le but est d'informer les populations sur le projet d'électrification rurale dont bénéficient dix-sept (17) localités de la région du Tchologo. Il a présenté par la suite l'ordre du jour de cette réunion comme suit :

- 1- Présentation du projet et des impacts potentiels ;
- 2- Échanges avec les populations ;
- 3- Divers.

1. Présentation du projet et des impacts potentiels

Prenant la parole, le chef de mission, a présenté la délégation qu'il conduit. Il a fait une présentation du projet dans sa composante portant sur l'Electrification Rurale de 1088 localités. Ainsi, ce sont dix-sept (17) villages qui en bénéficieront dans la région du Tchologo. Il a indiqué au passage que l'objectif de l'EESS est d'identifier les enjeux environnementaux et sociaux existant dans la zone du projet.

Par la suite, il a souligné que le Projet pourrait avoir des impacts aussi bien négatifs que positifs. Entre autres, il a cité à titre d'exemple :

- la restriction d'accès à des terres agricoles ou la destruction de plantations et de champs ;
- les risques d'accidents de circulation ;
- les risques de dégradations du cadre de vie et du paysage ;
- la destruction du milieu de vie de la faune sauvage ;
- les risques de profanations des sites sacrés ou culturels ;
- la création d'activités génératrices de revenu ;
- la création d'emplois temporaires.

2 – Echanges avec les populations

A la suite de l'exposé du chef de mission, les participants ont apprécié la réalisation du projet. Toutefois, quelques préoccupations ont été relevées. Il s'agit entre-autres de :

- **Besoins de connaître la date d'alimentation des localités bénéficiant de poteaux électriques implantés non encore alimentés.**

Selon le 4^{ème} vice-président du conseil régional de Ferkessédougou, il existe des poteaux électriques déjà implantés dans certaines localités dans le cadre de certains projets d'alimentation dans la région. Malheureusement jusqu' à ce jour, la distribution en électricité n'est pas effective. Il souhaiterait que CI ENERGIES mette tout en œuvre afin que la couverture d'électricité soit effective dans ces zones étant donné que des futurs projets d'électrification sont en cours.

- **Besoins de savoir si tous les villages seront pris en compte par le projet.**

Monsieur Koné Ibrahim 4^{ème} adjoint au maire, représentant du maire, a voulu savoir si les tous les villages de la Sous-préfecture de Ferkessédougou sont pris en compte par le projet. Il a aussi mentionné l'existence de poteaux non raccordés au réseau électrique à certains endroits de la commune.

- **Besoins d'électrifier le village du Chef de Canton de Ferkessédougou**

Le Chef de canton de Ferkessédougou a fait une doléance à CI ENERGIES pour que son village, certes, non électrifié soit pris en compte dans le cadre du projet ou des futurs projets. D'après le Chef de Canton, la mise en œuvre de la ligne électrique qui traverse sa localité a eu des impacts négatifs sur les activités socioéconomiques notamment les plantations.

- **Besoins de faire l'inventaire de tous les sites sacrés.**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture a exhorté le Chef de canton à faire l'inventaire de tous les sites ou lieux sacrés dans la Sous-préfecture pour leur meilleure prise en compte lors de l'exécution des projets de développement.

En réponse à toutes ces préoccupations soulevées, pour ce qui est du raccordement des localités, zones ou infrastructures déjà implantés, Monsieur Timité, Expert en Electricité a répondu que le poste source existant ne distribuait que 62% de sa capacité d'énergie disponible selon les données de 2018. Ainsi, la présente étude évaluera le besoin réel d'énergie et la capacité actuelle d'énergie disponible afin de desservir dans de bonnes conditions tous les villages à électrifier.

Aussi à la question de savoir si tous les villages sont pris en compte par le projet, il a répondu que la volonté du Chef de l'Etat est de voir tous les villages sur le territoire ivoirien électrifié à l'horizon 2025. Il a rassuré les populations à garder leur sérénité, car selon lui, plusieurs projets d'électrification sont en cours afin d'électrifier toutes les localités.

S'agissant de l'inventaire de tous les sites sacrés le chef de canton a dit avoir pris note et qu'il a même déjà commencé l'identification des sites sacrés. Très bientôt une liste exhaustive de tous les lieux sacrés sera transmise au Sous-préfet.

4 - Divers

Ce dernier point a porté sur des échanges informels dans une bonne ambiance. Le Secrétaire général de la Préfecture de Ferkessédougou a remercié tous les participants et tout particulièrement l'équipe en mission. Il a enfin exhorté les populations à mieux collaborer avec l'entreprise chargée de l'exécution du projet pour faciliter sa mise en œuvre.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur, le Secrétaire général de la préfecture de Ferkessédougou, a levé la séance à dix heures trente et une minute dans une ambiance conviviale.

Le Secrétaire de Séance



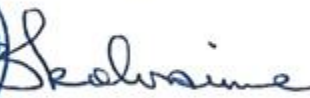
AKA Ané M.

Le Président de séance

P. Le Préfet et PD



Le Secrétaire Général



Ouhou Bokolo A.

Grade II, 2^{ème} échelon



- ❖ Evaluations environnementales
- ❖ Formation
- ❖ IEC pour la protection de l'environnement

**PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ELECTRIQUE ET D'ACCES A
L'ELECTRICITE (PROSER)**

**EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATÉGIQUE (EESS) ASSORTIE D'UN PLAN
CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)**

**PROCES VERBAL DE LA REUNION D'INFORMATION ET DE CONSULTATION AVEC LES
POPULATIONS DE NAGAWOKAHA (SOUS-PREFECTURE DE FERKESSEDOUGOU, DANS LA
REGION DE LA TCHOLOGO)**

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

Motif / type de réunion : Réunion d'information et de consultation	Lieu : Nagawokaha (Sous-préfecture de Ferkessédougou)
Étaient présents : voir liste en annexe	Date / heure : Mercredi 21 Août 2019 de 14 h 40 minutes à 17 heures 10 minutes.

Introduction

L'an deux mil dix-neuf et le mercredi-vingt-un août, s'est tenue à la place publique du village de Nagawokaha, de quatorze heures quarante minutes à dix-sept heures dix minutes, sous la présidence de Monsieur ADJE Allou Guillaume, Sous-préfet de Ferkessédougou, une réunion d'information publique relative au **programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER)**.

La réunion a enregistré outre la présence du Sous-préfet de Ferkessédougou, celle des autorités coutumières et des fils de ladite localité (voir liste de présence).

Dans son propos liminaire, Monsieur le Sous-préfet de Ferkessédougou a souhaité la bienvenue à l'assistance. Il a souligné l'importance de cette rencontre dont le but est d'informer les populations sur le projet d'électrification rurale dont bénéficie Nagawokaha. Il a présenté par la suite l'ordre du jour de cette réunion comme suit :

- 1- Présentation du projet et des impacts potentiels ;
- 2- Échanges avec les populations ;
- 3- Divers.

2. Présentation du projet et des impacts potentiels

Prenant la parole, le chef de mission, a présenté la délégation qu'il conduit. Il a fait une présentation du projet dans sa composante portant sur l'Electrification Rurale de 1088 localités. Ainsi, ce sont deux (02) villages qui en bénéficieront dans la région de la Tchologo. Il a indiqué au passage que l'objectif de l'EESS est d'identifier les enjeux environnementaux et sociaux existant dans la zone du projet.

Par la suite, il a souligné que le Projet pourrait avoir des impacts aussi bien négatifs que positifs. Entre autres, il a cité à titre d'exemple :

- la restriction d'accès à des terres agricoles ou la destruction de plantations et de champs ;
- les risques d'accidents de circulation ;
- les risques de dégradations du cadre de vie et du paysage ;

- la destruction du milieu de vie de la faune sauvage ;
- les risques de profanations des sites sacrés ou culturels ;
- la création d'activités génératrices de revenu ;
- la création d'emplois temporaires ;

2– Echanges avec les populations

A la suite de l'exposé du consultant, les populations de Nagawokaha, ont apprécié la réalisation dudit projet. Toutefois, quelques préoccupations ont été relevées. Il s'agit de :

- **Besoins d'éviter la traversée de la forêt aux abords du village de Nagawokaha.**

Le chef du village de Nagawokaha n'a pas manqué de saluer l'avènement du projet. Cependant, vu que le projet pourrait entraîner la destruction de cultures, l'ouverture de voies dans la forêt sacrée, il souhaiterait que des mesures soient prises pour indemniser les personnes impactées, éviter la profanation du site sacré qui fait partie de leur patrimoine culturel.

- **Besoins de connaître le mode d'indemnisations des personnes et biens impactés par le projet.**

Pour la préoccupation relative à l'indemnisation des personnes impactées par le projet, le chef de mission a rassuré la population en leur signifiant que le partenaire financier qui est la Banque Africaine de Développement (BAD), a déjà intégré dans son financement le volet indemnisation.

Il a rassuré les populations que les mesures seront prises pour indemniser les personnes et bien impactés avant l'exécution des activités du projet.

- **Besoins d'infrastructures**

Le chef, a formulé des doléances auprès de l'équipe en mission pour l'acquisition dans le village d'une adduction en eau potable, de six (06) salles de classe, un foyer de jeune, la construction de centre de santé et de logements des instituteurs.

Pour ce qui est de la traversée éventuelle de la forêt sacrée lors des travaux, le consultant a rassuré les populations en leur signifiant que toutes les mesures seront prises pour éviter la profanation de ce site.

S'agissant de l'acquisition des infrastructures socioéconomiques de base, notamment l'acquisition 06 salles de classe de l'école primaire et de l'adduction en eau potable, le consultant a fait savoir que cette préoccupation sera entendue par les autorités compétentes qui pourront l'apprécier selon leur calendrier.

3- Divers

Ce dernier point a porté sur des échanges informels dans une bonne ambiance. Le Sous-préfet de Ferkessédougou a remercié tous les participants et tout particulièrement l'équipe en mission. Il a enfin exhorté les populations à mieux collaborer avec l'entreprise chargée de l'exécution du projet pour faciliter sa mise en œuvre.

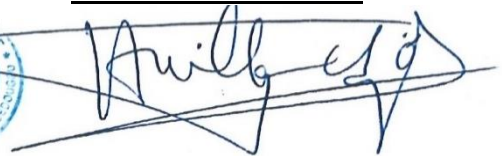
L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur, le Sous-préfet de Ferkessédougou, a levé la séance à dix-sept-heures dix minutes dans une bonne ambiance.

Le Secrétaire de Séance



AKA Ané M.
Assistant environnementaliste

Le Président de séance



ADJE Allou Guillaume
Sous-préfet

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ELECTRIQUE ET D'ACCES A L'ELECTRICITE (PROSER)

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATÉGIQUE (EESS) ASSORTIE D'UN PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

PROCES VERBAL DE LA REUNION D'INFORMATION ET DE CONSULTATION AVEC LES AUTORITES ADMINISTRATIVES ET COUTUMIERES DE BOUNDIALI DANS LA REGION DE LA BAGOUÉ

Motif / type de réunion : Réunion d'information et de consultation	Lieu : Préfecture de Boundiali
Étaient présents : voir liste en annexe	Date / heure : jeudi 22 Août 2019 de 10 h 12 minutes à 11 heures 45 minutes.

Introduction

L'an deux mil dix-neuf et le jeudi vingt-deux août, s'est tenue à la préfecture de Boundiali, de dix heures douze minutes à onze heures quarante-cinq minutes, sous la présidence de Monsieur GUEU Georges Préfet de la région de la Bagoué, Préfet du Département de Boundiali, une réunion d'information publique relative au **programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER)**.

La réunion a enregistré outre la présence du Préfet du Département de Boundiali, celle du Préfet du Département de Tengrela, le chef de cabinet du Préfet du Département de Kouto, le Secrétaire Général 2, les chefs de services des structures administratives concernées par le projet et enfin les autorités coutumières et les fils de la localité (voir liste de présence).

Ainsi dans son propos introductif, Monsieur le Préfet de Boundiali souhaité la bienvenue aux participants. Il a souligné l'importance de cette rencontre dont le but est d'informer les populations sur le projet d'électrification rurale dont bénéficie dix-sept (17) localités de la région de la Bagoué. Il a présenté par la suite l'ordre du jour de cette réunion comme suit :

- 1- Présentation du projet et des impacts potentiels ;
- 2- Échanges avec les populations ;
- 3- Divers.

3. Présentation du projet et des impacts potentiels

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

Prenant la parole, le chef de mission, a présenté la délégation qu'il conduit. Il a fait une présentation du projet dans sa composante portant sur l'Electrification Rurale de 1088 localités. Ainsi, ce sont dix-sept (17) villages qui en bénéficieront dans la région de la Bagoué. Il a indiqué au passage que l'objectif de l'EESS est d'identifier les enjeux environnementaux et sociaux existant dans la zone du projet.

Par la suite, il a souligné que le Projet pourrait avoir des impacts aussi bien négatifs que positifs. Entre autres, il a cité à titre d'exemple :

- la restriction d'accès à des terres agricoles ou la destruction de plantations et de champs ;
- les risques d'accidents de circulation ;
- les risques de dégradations du cadre de vie et du paysage ;
- la destruction du milieu de vie de la faune sauvage ;
- les risques de profanations des sites sacrés ou culturels ;
- la création d'activités génératrices de revenu ;
- la création d'emplois temporaires ;

2 – Echanges avec les populations

A la suite de l'exposé du chef de mission, les participants ont apprécié la réalisation du projet. Toutefois, quelques préoccupations ont été relevées. Il s'agit entre-autres de :

- **Besoins de connaître les critères d'éligibilité des villages à électrifier**

Monsieur le Préfet de Tengréla a voulu être éclairé sur les critères de sélection des villages à électrifier car selon lui, il existe encore certains villages de plus de 500 habitants dans son département qui ne sont pas encore électrifiés, alors qu'il y a des localités moins peuplées qui sont déjà prises en compte dans le cadre du présent projet et pour les projets en cours.

- **Besoins de savoir si le projet prend en compte l'éclairage public**

Monsieur Pala, chef de cabinet du Préfet de Kouto a voulu savoir si le projet prend en compte l'éclairage public. En effet, il affirme que beaucoup de localités y compris Boundiali souffrent d'une carence d'éclairage public. Plusieurs lampadaires ne s'allument plus.

- **Besoins de mieux gérer l'électricité dans les zones rurales**

Selon le Préfet du département de Tengréla, les autorités en charge de la gestion de l'électricité notamment CI-ENERGIES doivent prendre en compte les réalités des populations rurales afin de faciliter les conditions d'accès, d'abonnement et d'entretien de l'électricité.

- **Besoins d'étendre le réseau électrique aux zones périphériques non encore raccordées**

Monsieur Koffi, Directeur Technique du conseil régional de la Bagoué a estimé qu'il faut raccorder le réseau électrique aux zones périphériques afin d'éviter aux populations des frais supplémentaires lors de leur abonnement.

- **Besoins de connaître le processus d'indemnisation des personnes potentiellement impactées par le projet**

Monsieur Kra, chef du service foncier rural, à la Direction Régionale de l'agriculture s'est inquiété quant à lui du mécanisme d'indemnisation des personnes et biens impactés par le projet. Il a fait savoir à l'assistance qu'il serait traqué par les populations dont les biens ont été impactés lors des projets antérieurs et qui malheureusement ne sont pas encore indemnisés.

En réponse aux différentes préoccupations exposées, le chef de mission a apporté des éléments de réponses aux préoccupations posées. Ainsi pour ce qui est de connaître les critères d'éligibilité des villages à électrifier, il a mentionné que, la volonté de l'état de Côte d'Ivoire est d'arriver à électrifier toutes les localités sur le territoire ivoirien à l'horizon 2025. Il a demandé donc la patience à tout le monde parce qu'aucun village ivoirien ne restera en marge de ce projet.

S'agissant de savoir si le projet prend en compte l'éclairage public, Monsieur Timité, Expert en électricité a répondu que ce projet concerne seulement l'électrification rurale et donc ne prend pas en compte les aspects d'éclairage public qui selon lui relève de la compétence de la CIE.

Pour la préoccupation portant sur la bonne gestion de l'électricité dans les zones rurales, le chef de mission dit avoir pris bonne note et que l'information sera relayée à la hiérarchie afin de fournir aux populations rurales un service de qualité répondant à leurs besoins d'électricité.

- **Concernant l'extension du réseau électrique aux zones périphériques non encore raccordées,**

Le chef de mission a mentionné que cela dépendait surtout de la capacité d'énergie disponible pour desservir ou pour couvrir totalement les différentes zones. C'est pourquoi, un autre projet conjoint financé par la Banque mondiale est en cours de réalisation. Il viendra donc renforcer la capacité du poste source existant avec la construction de lignes électriques 225 kV en renfort aux lignes 90 kV existant.

Enfin pour le processus d'indemnisation des personnes potentiellement impactées par le projet, Docteur Koffi, expert en Biodiversité, a répondu que pour l'indemnisation des personnes impactées par le projet, le partenaire financier qui est la Banque Africaine de Développement (BAD) a déjà intégré dans son financement le volet indemnisation. Il a rassuré les populations que les mesures seront prises pour que le projet soit mené à son terme en tenant en compte les dommages qui seront subis par les populations.

3 - Divers

Ce dernier point a porté sur des échanges informels dans une bonne ambiance. Le Préfet de la région de la Bagoué a remercié tous les participants et tout particulièrement l'équipe en mission. Il a enfin exhorté les populations à mieux collaborer avec l'entreprise chargée de l'exécution du projet pour faciliter sa mise en œuvre.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur, le Préfet de la région de la Bagoué, a levé la séance à onze heures quarante-cinq minutes (11h45mn) dans une bonne ambiance.

Le Secrétaire de Séance



AKA Ané M.
Assistant environnementaliste

Le Président de séance



Gueu Georges GONBAGUI
Préfet de région de la Bagoué

- ❖ Evaluations environnementales
- ❖ Formation
- ❖ IEC pour la protection de l'environnement

**PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ELECTRIQUE ET D'ACCES A L'ELECTRICITE
(PROSER)**

PHASE : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATÉGIQUE (EESS) ASSORTIE D'UN PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

**PROCES VERBAL DE LA REUNION D'INFORMATION ET DE CONSULTATION AVEC LES POPULATIONS DE GBANDO
(SOUS-PREFECTURE DE BOUNDIALI, DANS LA REGION DE LA BAGOUÉ)**

Motif / type de réunion : Réunion d'information et de consultation	Lieu : GBANDO (Sous-préfecture de Boundiali)
Étaient présents : voir liste en annexe	Date / heure : jeudi 22 Août 2019 de 14 h33 minutes à 15heures 50 minutes.

Introduction

L'an deux mil dix-neuf et le jeudi vingt-deux août, s'est tenue dans la cour du chef du village de Gbando, Sous-préfecture de Boundiali, de quatorze heures trente-trois minutes (14h33mn) à quinze heures cinquante minutes (15h50mn), sous la présidence de Monsieur BRIDJI Arsène, Secrétaire général 2 de la Préfecture de Boundiali, une réunion d'information publique relative au **programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER)**.

La réunion a enregistré outre la présence du Secrétaire général 2 de la Préfecture de Boundiali, celle des autorités coutumières et des fils de ladite localité (voir liste de présence).

Ainsi dans son propos introductif, Monsieur le Secrétaire général 2 de la Préfecture de Boundiali, a souhaité la bienvenue aux participants. Il a souligné l'importance de cette rencontre dont le but est d'informer les populations sur le projet d'électrification rurale dont bénéficie Gbando. Il a présenté par la suite l'ordre du jour de cette réunion comme suit :

- 1- Présentation du projet et des impacts potentiels ;
- 2- Échanges avec les populations ;
- 3- Divers.

4. Présentation du projet et des impacts potentiels

Prenant la parole, le chef de mission, a présenté la délégation qu'il conduit. Il a fait une présentation du projet dans sa composante portant sur l'Electrification Rurale de 1088 localités. Ainsi, ce sont six (06) villages qui en bénéficieront dans la région de la Bagoué. Il a indiqué au passage que l'objectif de l'EESS est d'identifier les enjeux environnementaux et sociaux existant dans la zone du projet.

Par la suite, il a souligné que le Projet pourrait avoir des impacts aussi bien négatifs que positifs. Entre autres, il a cité à titre d'exemple :

- la restriction d'accès à des terres agricoles ou la destruction de plantations et de champs ;
- les risques d'accidents de circulation ;
- les risques de dégradations du cadre de vie et du paysage ;
- la destruction du milieu de vie de la faune sauvage ;
- les risques de profanations des sites sacrés ou culturels ;
- la création d'activités génératrices de revenu ;
- la création d'emplois temporaires ;

2– Echanges avec les populations

A la suite de l'exposé du consultant, les populations de Gbando, ont apprécié la réalisation dudit projet. Toutefois, quelques préoccupations ont été relevées. Il s'agit de :

- **Besoins d'éviter la traversée de la forêt aux abords du village de Gbando.**

Le chef du village de Gbando n'a pas manqué de saluer l'avènement du projet. Cependant, vu que le projet pourrait entraîner la destruction de cultures, l'ouverture de voies dans la forêt sacrée, il souhaiterait que des mesures soient prises pour indemniser les personnes impactées, éviter la profanation du site sacré qui fait partie de leur patrimoine culturel.

Il a formulé une seule doléance auprès de l'équipe en mission : la déviation de la forêt classée « Tchébénon » située à l'extrémité du village lors de l'exécution du projet

Ainsi, si le projet nécessite un passage dans la forêt sacrée, des sacrifices seront consentis pour permettre la bonne exécution du projet.

Pour ce qui est de la traversée éventuelle de la forêt sacrée lors des travaux, le chef de mission a rassuré les populations en leur signifiant que toutes les mesures seront prises pour éviter la profanation de ce site.

3- Divers

Ce dernier point a porté sur des échanges informels dans une bonne ambiance. Le Secrétaire général 2 de la préfecture de Boundiali a remercié tous les participants et tout particulièrement l'équipe en mission. Il a enfin exhorté les populations à mieux collaborer avec l'entreprise en charge du projet pour faciliter sa mise en œuvre.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur, le secrétaire général 2 de la préfecture de Boundiali, a levé la séance à quinze heures cinquante minutes (15h50mn) dans une bonne ambiance.

Le Secrétaire de Séance



AKA Ané M.
Assistant environnementaliste

Le Président de séance



BRIDJI Kouéki Arsène
Secrétaire général 2 de la Préfecture de Boundiali

Annexe 3 : TABLEAU DES LOCALITES A ELECTRIIFIER

Tableau 36: Localités à électrifier dans le District du Denguélé

N°	INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTEURE	LOCALITES	POPULATION
1	2060	DENGUELE	FOLON	KANIASSO	GOULIA	LINGUÉKORO	250,00
2	2071					MISSILA	128,00
3	2028				KANIASSO	BOUMBALA	154,00
4	2093					TIÉLA	313,00
5	2104					ZIÉMOUGOULA	186,00
6	2026			MINIGNAN	TIENKO	BOKOUNA	71,00
7	2047				SOKORO	KENINGOUARA	237,00
8	2061				MINIGNAN	LINGUÉKORO	209,00
9	5060		KABADOUGOU	MADINANI	MADINANI	DOGNÉINDOUGOU	237,00
10	5040			ODIENNE	BAKO	BADJOUALA	179,00
11	5082					GONDIEDOUGOU	130,00
12	5128					MINDIADOUGOU	86,00
13	5046				BOUGOUSSO	BENGO	207,00
14	5170					SIGNÈNÈ	82,00
15	5101				DIOULATIEDOUGOU	KOBALA	128,00
16	5201			SEGUELON	SEGUELON	ZANGOHO-SOKOURA	158,00

Tableau 37: Localités à électrifier dans le District des Savanes

N°	INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
17	625	SAVANES	BAGOUE	BOUNDIALI	BOUNDIALI	GBANDO	394,00
18	623				GANAONI	BOLONDO	323,00
19	635				SIEMPURGO	KATIERE	391,00
20	641					NAOULASSO	337,00
21	644					NITIADOUGOU	327,00
22	646					PINDIO	352,00
23	6456			KOUTO	BLESSEGUE	GBINI	87,00
24	6495				KOLIA	DABAKAHA	90,00
25	6466					KODIAGA	32,00
26	8047			TENGRELA	DEBETE	KOUROUKORO	133,00
27	8059					SIRAKORO	287,00
28	8027				PAPARA	KAPEGUE	274,00
29	8036					KOKARI	233,00
30	8093					ZIEKOUNDOUGOU	114,00
31	7862				TENGRELA	BOUGOULA	295,00
32	7895					DARANIANI	89,00
33	7984					DJOGUINASSO	140,00
34	3798	SAVANES	PORO	DIKODOUGOU	DIKODOUGOU	NANGAKAHA	190,00
35	3662					PEZOROLAKAHA	280,00
36	6241					TIONRIKAHA	187,00
37	6305			KORHOGO	DASSOUNGBO HO	DOMENEVOGO	177,00
38	6458					KOROKARAVOGO	87,00
39	6905					LOUHOUA	200,00
40	6700					PIEBEVOGO	80,00
41	6766					BEKAHA	97,00
42	6791					FANZEGUEKAHA	120,00

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

N°	INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
43	6345	SAVANES	PORO	KORHOGO	KARAKORO	FELEGUESSANKAHA	128,00
44	6355					GNEGUIDIOKAHA	107,00
45	6813					HOUOLOGOKAHA	56,00
46	6387					KAKOBINKAHA	140,00
47	6388					KANOUKAHA	37,00
48	6876					KOLEKAHA	246,00
49	6488					KOUTIOKAHA	209,00
50	6494					LABITIENKAHA	176,00
51	6510					LAGAKAHA	125,00
52	6528					NADOGOKAHA	190,00
53	6926					NAKPOKAHA	63,00
54	6567					NAMBEKAHA	126,00
55	6601					NAVIGUEKAHA	29,00
56	6604					NAVOLOKAHA	148,00
57	6227	SAVANES	PORO	KORHOGO		NOGOMONONKAHA	168,00
58	6633					NONGOSORIKAHA	72,00
59	6641					OTTOKAHA	81,00
60	6688					PENATARIKAHA	76,00
61	6340					PENEFIRGUEKAHA	95,00
62	6374					SETIOKAHA	47,00
63	6740					TAHOUELEKAHA	140,00
64	6763					TOPINAKAHA	121,00
65	6775				KIEMOU	DIEDANA	86,00
66	6444					KODANAKAHA	84,00
67	6756					TIENEKAHA	104,00
68	6747				KOMBOLOKOU RA	TIALOHO	129,00

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

N°	INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
69	6321	SAVANES	PORO	KORHOGO	KOMBORODOU GOU	DOSSEMEKAHA	85,00
70	6359					GNENEDOKAHA	137,00
71	6365					KAFONNONKAHA	142,00
72	6536					NAMBATIOKAHA	90,00
73	6569					NAMBEKAHA	140,00
74	6226					NANGOUNONKAHA	103,00
75	6618					NIBOLIKAHA	129,00
76	6630					NONGOGNINEKAHA	95,00
77	6668	SAVANES	PORO	KORHOGO	KOMBORODOU GOU	PANGBAKAHA	203,00
78	6347					PLIGUETIANKAHA	121,00
79	6380					SOLOGOKAHA	62,00
80	6396					TENENAKAHA	89,00
81	6437					TIAFIGUEKAHA	110,00
82	6452					YEREMINKAHA	53,00
83	6413				KONI	KAWAHO	100,00
84	6821	SAVANES	PORO	KORHOGO	KORHOGO	KAFIGUE	125,00
85	6847					KAHOVOVOGO	140,00
86	6858					KATCHANWAVOGO OU KATIANAVOGO	237,00
87	6398					KATIOFI	149,00
88	6897					KPEMANVOGO	75,00
89	6490					KPENANVOGO OU NAHOUALAVOGO	132,00
90	6594					NAMBONGNONKAHA	187,00

N°	INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
91	6662	SAVANES	PORO			OUNONVOGO	107,00
92	6725					SEKONKAHA	61,00
93	6265				LATAHA	DASSOUMBLEVOGO	168,00
94	6802					GBANDOKAHA	50,00
95	6874					KEFEREKAHA	178,00
96	6457					KOROKAHA	167,00
97	6472					KOUKALARGAVOGO	164,00
98	6887					KOULODJOVOGO	146,00
99	6505					LADIOVOGO	36,00
100	6522					LONGNONVOGO	102,00
101	6524					NABANAVOGO	157,00
102	6634					NONLOUROUVOGO	189,00
103	6258					NONPLEVOGO	27,00
104	6266					NONSORIKAHA	171,00
105	6316					OUEBEVOGO	65,00
106	6293				NAPIEOLEDOU GOU	DIATONKAHA	102,00
107	6297					DIEBAKAHA	106,00
108	6362					GNESESSIONKAHA	92,00
109	6504					LADANAKAHA	152,00
110	6518					LOMONKAHA	43,00
111	6628					NONGOFIONKAHA	54,00
112	6649					OUENIENEKAHA	47,00
113	6670					PEGUEKAHA	27,00
114	6706					POMBIKAHA	188,00

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

N°	INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
115	6739					SIRIKOLIKAHA	35,00
116	6749					TIANGAKAHA	189,00
117	6726				N'GANON	SINDJIRE	169,00
118	6449				TIRONIARAD OUGOU	KOLOKAHA	81,00
119	6701					PINDIAKAHA	65,00
120	6709					SANRANSOROVOGO	106,00
121	6711			M'BENGUE	M'BENGUE	BOROPEKAHA	63,00
122	6712				KATOGO	KAFONON	19,00
123	7608			SINEMATIALI	BAHOUAKAHA	LADONAKAHA	84,00
124	6762				KAGBOLODOU GOU	GNABELEKAHA	46,00
125	6773					KOLEKAHA	80,00
126	6831					LAGNINEKAHA	96,00
127	7647					NABOUKAHA	147,00
128	6737				SEDIEGO	DOKAHA	135,00
129	6873					NAMBEGNIKAHA	112,00
130	6908					YENAKALAKAHA	32,00
131	6914			SINEMATIALI		BARALOKAHA	26,00
132	6732					DABOLOKAHA OU GNIGUESSOROKAHA	90,00
133	6920					DARALOKAHA	162,00
134	6928					GBAHEKAHA OU NAGNANIGUEKAHA	85,00
135	6757				SINEMATIALI	GBAMBALAKAHA	113,00

N°	INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
136	7560			SINEMATIALI	SINEMATIALI	KLOGNIGUEKAHA / KOULONIGUEKAHA	30,00
137	7602					KOULANAKAHA	18,00
138	6806					KPAKAHA	156,00
139	6864					NABOUNAKAHA / NAVANAKAHA	85,00
140	6871					NAKOUROUBELEKAH A 1	130,00
141	7654					NAMBANAKAHA	283,00
142	6891					NAPALAKAHA	36,00
143	7663					NAPLETEKAHA	80,00
144	6896					ONAGAKAHA	82,00
145	7680					OUANKAHA	192,00
146	7681					TCHATONKAHA	240,00
147	7702					TIOGAHA	157,00
148	6904					TIORNAKAHA	43,00
149	7736					TONOFOLOKAHA 2	182,00
150	7814					TORKAHA	195,00
151	7829					WAGUILEKAHA	259,00
152	7833					YAKALAKAHA 2	111,00
153	6248		TCHOLO GO	FERKESSEDOU GOU	FERKESSEDOU GOU	NAGAWOKAHA	190,00
154	6260					SOLKAHA	12,00
155	6264					TCHOLOGOKAHA	113,00

Tableau 38: Localités à électrifier dans le District de la vallée du Bandama

N°	INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTEURE	LOCALITES	POPULATI ON
156	2534	VALLEE DU BANDAMAN	GBEKE	BEOUMI	BEOUMI	MANGRÉ-KAN	265,00
157	2603					OUENGRÈ	102,00
158	2166				BODOKRO	AKA- KOFFIKRO	308,00
159	2309					DIBIÉKRO	172,00
160	2427					KONDROBO	0,00
161	2371				KONDROBO	KANDÈ-KAN	304,00
162	2226				LOLOBO	APPANI- MANGOUAKR O	173,00
163	2435					KONGOLA	222,00
164	2630					SAMOIKRO	281,00
165	2696				MARABADIASSA	TOUDJAN 1	274,00
166	2145				N'GUESSANKRO	AGBAYANSI	243,00
167	2239			BOUAKE	BOUAKE	ASSANDRÉKR O	103,00
168	3913		HAMBOL	NIAKARAMAND OUGOU	BADIKAHA	FERME CEMENCIAIRE	94,00
169	4051				NIEDIEKAHA	NIÉRÉTENKA HA	188,00
170	3993				TAFIRE	KOULOKAKAH A	153,00
171	4085					SÉGBÉLÉKAH A	94,00
172	4131					TIÉLÉTANAKA HA	187,00
173	3862				TORTIYA	ALLASSO	306,00
174	4102					SONGOROKA HA	304,00
175	4162					ZOUAÉRI	242,00

Annexe 4: Termes De Référence (TDR)

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION – DISCIPLINE – TRAVAIL

MINISTRE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET
DES ENERGIES RENOUVELABLES



**PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1 107
LOCALITES EN COTE D'IVOIRE**

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) assortie d'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES)

Termes de référence

-- Juin 2019 --

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES 241

1. CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE 242

1.1 Contexte du projet **Erreur ! Signet non défini.**

1.2 Justification de l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique assorti d'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale **Erreur ! Signet non défini.**

2. DESCRIPTION DU PROJET 243

2.1 Objectifs du projet 243

2.2 Consistance du projet 243

2.3 Localisation du projet 244

2.4 Allotissements 21

3. MISSION DU CONSULTANT 245

3.1 Objectif de la mission 245

3.2 Mandat et tâches du Consultant 245

3.3 Exigences 247

3.4 Livrables 247

3.5 Délai d'exécution 248

4. PROFIL DU CONSULTANT ET EXPERTISE REQUISE 248

4.1 Profil du Consultant 248

4.2 Expertise requise 249

5. ASSISTANCE DE CI-ENERGIES AU CONSULTANT 250

5.1 Assistance administrative et documentaire 250

5.2 Personnes à contacter 250

6. APPROBATION DU RAPPORT 250

6.1 Approbation interne 250

6.2 Approbation externe 250

7. EVALUATION DE LA MISSION DU CONSULTANT 251

8. ANNEXES 251

Annexe 1 : Canevas du rapport d'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) 252

Annexe 2 : Canevas du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) 255

Annexe 3 : Liste détaillée des localités **Erreur ! Signet non défini.**

SIGLES ET ACRONYMES

ANDE	: Agence Nationale De l'Environnement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BT	: Basse Tension
CI-	
ENERGIES	: Côte d'Ivoire Energies
DCPI	: Direction Centrale de la Planification et de l'Ingénierie
DIN	: Direction de l'Ingénierie
DP	: Distribution Publique
EESS	: Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique
EIES	: Etude d'Impact Environnemental et Social
HTA	: Haute Tension de catégorie A (Moyenne Tension)
	: Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies
MPEER	Renouvelables
MVA	: Méga Volts Ampère
PCGES	: Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
PEES	: Procédure d'Evaluation Environnementale et Sociale
PGES	: Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PRONER	: Programme National d'Electrification Rurale
SSI	: Système de Sauvegardes Intégré

1. CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

1.1 Contexte du projet

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés par le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) depuis 2011, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme National d'Electrification Rurale (PRONER).

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 107 localités réparties dans les districts et régions de la Côte d'Ivoire.

1.2 Justification de l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique assorti d'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale

Dans le cadre de la formulation de ce Projet, les exigences ivoiriennes en matière de protection et promotion environnementale et sociale, la Procédure d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES) et le Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement, obligent une évaluation environnementale.

Le projet étant localisé dans une dizaine de districts autonomes et de districts du pays, il est attendu de procéder à une Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) assorti d'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES).

A travers l'EESS, il s'agit de donner un aperçu de référence des conditions environnementales et sociales qui existent. À l'aide de ces informations de base, on étudie les scénarios de rechange pour évaluer les implications environnementales et sociales potentielles de l'opération proposée et les

options institutionnelles pour le suivi et la gestion des changements environnementaux et sociaux qui en résulteront au fil du temps. Il s'agit également de prendre en considération à l'avance des effets environnementaux et sociaux cumulés liés aux nombreux projets individuels.

L'EESS et le PCGES visent à : (i) établir un mécanisme pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels des investissements et activités à financer dans le projet et (ii) définir les mesures de suivi et d'atténuation ainsi que les mesures institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du projet pour soit éliminer les impacts environnementaux et sociaux adverses soit les porter à des niveaux acceptables. Ces documents permettront de : (i) analyser et caractériser les enjeux environnementaux et sociaux des zones d'intervention du Projet ; (ii) mettre en exergue les forces et faiblesses du cadre juridique de gestion environnementale et sociale en vue de leur prise en compte dans la formulation des recommandations du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ; (iii) identifier et analyser par composante les différents types de risques, nuisances et d'impacts environnementaux et sociaux associés aux interventions du Projet.

L'EESS et le PCGES devront être achevés et publiés tant en Côte d'Ivoire que sur le site de la BAD avant la mission d'Evaluation du Projet.

Dans ce cadre, CI-ENERGIES envisage de recruter un Consultant pour la réalisation d'une Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) assortie d'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES).

Les présents termes de référence visent à définir le cadre général de la mission du Consultant.

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Objectifs du projet

L'objectif général de ce projet est l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à l'électricité. Spécifiquement, le projet contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte. Il a pour objet l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes de distribution dans des centres urbains et ruraux, la pose des foyers d'éclairage public.

2.2 Consistance du projet

Le projet vise au raccordement de 1 107 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 407 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 047 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

- 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

2.3 Localisation du projet

La composante Renforcement de postes sources existants couvre les régions du Bafing, de la Bagoué, du Gbèkè, du Lôh-Djiboua, du Tchologo, du Poro, du Kabadougou, du Tonkpi et de la Marahoué.

Les activités de la composante Modernisation du réseau de distribution concerne d'une part, le District Autonome d'Abidjan, et d'autre part les régions du Tonkpi, du Bafing, du Kabadougou et du Worodougou, pour le sous-projet passage en triphasé du réseau monophasé.

Enfin, les activités prévues dans le cadre de la composante 3 sont localisées dans le District Autonome de Yamoussoukro (1) et les Districts des SAVANES (140), MONTAGNES (44), DENGUELE (16), WOROBA

A (209), LACS (97), VALLEE DU BANDAMA (20), SASSANDRA-MARAHOUÉ (31), LAGUNES (09), COMOE (09) et ZANZAN (494).

2.4 Allotissements

LOTS	DISTRICTS	REGIONS	DEPARTEMENTS	NOMBRE LOCALITES
1	WOROBA (209)	BAFING (152)	TOUBA (56); KORO (46) ; OUANINOU (50)	253
		WORODOUGOU (33)	SEGUELA (33)	
		BERE (24)	KANI (01) ; KOUNAHIRI (04) ; DIANRA (04) ; MANKONO (15)	
	MONTAGNES (44)	CAVALLY (7)	TOULEPLEU (07)	
		GUEMON (03)	BANGOLO (03)	
		TONKPI (34)	MAN (10); DANANE (14) ; ZOUAN-HOUHIEN (09) ; BIANKOUMA (01)	
2	ZANZAN (442)	BOUNKANI (442)	BOUNA (165), DOROPO (202), TEHINI (71), NASSIAN (04)	442
3	VALLEE DU BANDAMA (20)	GBEKE (12)	BEOUMI (11) ; BOUAKE (01)	176
		HAMBOL (08)	NIKARAMADOUYOU (08)	
	SAVANES (140)	BAGUE (17)	TENGRELA (08) ; KOUTO (03) ; BOUNDIALI (06)	
		PORO (39)	SINEMATIALI (30) ; DIKODOUGOU (03) ; KOROHGO (04) ; M'BENGUE (02)	
		PORO (81)	KORHOGO (80)	
			DIKODOUGOU (01)	
		TCHOLOGO (03)	FERKESSEDOUGOU (03)	
	DENGUELE (16)	FOLON (08)	MINIGNAN (03) ; KANIASSO (05)	
		KABADOUGOU (08)	ODIENNE (06) ; MADINANI (01) ; SEGUELON (01)	
4	SASSANDRA-MARAHOUÉ (31)	MARAHOUÉ (31)	SINFRA (06) ; BOUAFLE (11) ; ZENOULA (14)	236
	YAMOOUSSOUKRO (01)	ATTIEGOUAKRO (01)	ATTIEGOUAKRO (01)	
	LACS (97)	IFFOU (37)	DAOUKRO (08) ; M'BAHIAKRO (16) ; PRIKRO (13)	
		BELIER (33)	DIDIEVI (12) ; TIEBISSOU (10) ; TOUMODI (11)	

Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) du PROSER / Octobre 2019

Rapport final du PCGES Réf: NATRA/2019-09/BI 19/PCGES-PROSER

		MORONOU (08)	BONGOUANOU (03) ; M'BATTO (05)	
		N'ZI (19)	BOCANDA (19)	
	ZANZAN (89)	GONTOUGO (89)	BONDOUKOU (39) ; SANDEGUE (05) ; TANDA (23) ; KOUN-FAO (13) ; TRANSUA (09)	
	COMOE (09)	SUD COMOE (06)	TIAPOUM (05) ; GRAND-BASSAM (01)	
		INDENIE-DJUABLIN (03)	BETTIE (03)	
	LAGUNES (09)	GRANDS-PONTS (09)	JACQUEVILLE (04) ; GRAND-LAHOU (05)	

3. MISSION DU CONSULTANT

3.1 Objectif de la mission

L'objectif global assigné à l'étude est d'analyser et d'évaluer les impacts directs et indirects, à court, moyen et long termes, des activités du projet sur les milieux biophysique et humain des zones d'intervention.

A cet effet, l'évaluation de l'impact de la réalisation du projet devra déboucher sur des recommandations et des mesures d'optimisation, d'atténuation et/ou de compensation des impacts identifiés, dans le respect des lois et règlements en vigueur en Côte d'Ivoire en matière de protection de l'environnement et des directives et exigences de la Banque Africaine de Développement et institutions internationales.

3.2 Mandat et tâches du Consultant

- Le Consultant travaillera sous la supervision de CI-ENERGIES, à travers la Direction Centrale Planification et Ingénierie (DCPI) et la Direction de l'Ingénierie (DIN), et en étroite collaboration avec le Service Etudes Environnementales et Sociales, et de l'ANDE. Il veillera à identifier et à impliquer toutes les parties prenantes du projet.
- Le Consultant a pour mandat de : (i) mener les investigations nécessaires sur la documentation existante et sur le terrain en vue de la réalisation des documents concernés ; (ii) réaliser les consultations utiles auprès des populations locales dans la zone du projet, ainsi qu'auprès des acteurs concernés; (iii) produire les rapports requis ; (iv) organiser une séance de restitution des résultats de l'étude avec les acteurs concernés en vue de la prise en compte de leurs opinions et propositions et de leur implication en phase d'exécution des travaux ; (v) assister le maître d'ouvrage à effectuer les démarches pour l'obtention du certificat de conformité environnementale.
- De manière spécifique, le Consultant devra assumer les principales tâches suivantes :
- Décrire le projet proposé en fournissant une description synthétique de ses composantes pertinentes ;
- Analyser le cadre politique, juridique et institutionnel dans lequel s'inscrit le projet et préparer les références pertinentes des textes applicables et des institutions impliquées dans

la gestion environnementale et sociale aussi bien au niveau local, national, qu'international ;

- Analyser les capacités du maître d'ouvrage et maître d'œuvre ainsi que celle de la Structure en charge de la sauvegarde environnementale et sociale en Côte d'Ivoire et des principales structures concernées par le projet en matière de gestion environnementale et sociale ;
- Décrire et justifier la zone d'étude du projet pour l'évaluation des impacts environnementaux aussi bien directs, indirects, cumulatifs, etc. ;
- Caractériser le cadre législatif et réglementaire relatif à la gestion des impacts environnementaux en Côte d'Ivoire et en faire la comparaison avec les politiques de la Banque Africaine de Développement (BAD) ;
- Identifier par investissement envisagé, les impacts génériques positifs et négatifs sur l'environnement socio-économique, notamment sur les populations riveraines, ainsi que sur l'environnement biophysique des sites potentiels de réalisation des différentes activités ;
- Proposer des mesures de gestion des impacts négatifs potentiels, ainsi que des mesures de valorisation et de bonification des impacts positifs ;
- Proposer les procédures et méthodologies explicites pour la planification sociale et environnementale ainsi que pour l'évaluation, l'approbation et la mise en œuvre participative des activités afférentes aux opérations devant être financées dans le cadre du Projet ;
- Préciser les rôles et responsabilités institutionnelles pour la mise en œuvre du PGES, et esquisser les procédures impératives de compte rendu pour gérer et suivre les préoccupations environnementales et sociales relatives à ces activités ;
- Déterminer les besoins en renforcement des capacités et autre assistance technique pour la mise en œuvre adéquate des dispositions du PGES tant au niveau national (Cadres impliqués) que local ;
- Estimer le montant du financement à pourvoir par le Projet pour mettre en œuvre les activités proposées par le CGES. Le consultant s'efforcera d'évaluer et internaliser les coûts des EIES simplifiées (CIES) et PGES spécifiques des investissements et ceux de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de compensation proposées sur la base d'expériences comparables (Programmes/projets similaires dans le pays ou pays voisins) et ;
- Fournir les moyens d'information idoines adaptés pour exécuter de manière durable les recommandations du PCGES.
- Proposer en annexe, une liste indicative de référence (check-list) des impacts types et des mesures correctives correspondantes à chaque impact, par type de réalisation ou investissement prévu dans le Projet ;

- Décrire le mécanisme et les arrangements institutionnels de mise en œuvre du PCGES en clarifiant les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes impliquées dans sa mise en œuvre ;
- Décrire le processus, le mécanisme et les circonstances dans lesquelles les évaluations environnementales et sociales spécifiques (i.e., évaluation limitée ou approfondie) se déroulent pour chaque réalisation. Il s'agit, en particulier de la prise de décision pour la conduite de l'EIES pour chaque activité dès lors que le screening l'aura classifié en catégorie A, B ou C ; les activités de catégorie A n'étant pas financées sous ce Projet qui lui-même est de catégorie B ;
- Proposer un cadre de suivi environnemental (*variables, fréquence des collectes, responsabilités, etc.*), de préférence participatif, en spécifiant quelques indicateurs environnementaux et sociaux à suivre ;
- Évaluer la capacité des institutions nationales responsables et impliquées dans la mise en œuvre du PCGES, et proposer des mesures pour le renforcement de leurs capacités si nécessaire ;

3.3 Exigences

Le consultant se doit d'appliquer les politiques, les directives et textes réglementaires Ivoiriens et de la Banque Africaine de Développement pour l'élaboration de l'EESS et du PCGES.

3.4 Livrables

Quarante-cinq (45) jours au plus tard après la réunion de démarrage de sa mission, le Consultant devra produire les livrables ci-après en langue française conformément aux règles et procédures nationales et de la BAD (cf. canevas en annexes aux termes de référence). Ces rapports devront être élaborés pour répondre aux exigences de la catégorie 1.

- Le rapport détaillé de l'EESS ;
- Le rapport détaillé du PCGES.

Les rapports provisoires seront fournis en cinq (05) copies physiques et une version électronique sur Clé USB sous formats MS WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF.

Il devra intégrer les commentaires et suggestions qui seront effectués à l'occasion de l'atelier d'approbation interne des rapports provisoires d'EESS et de PCGES ainsi que ceux formulés par les Partenaires Techniques et Financiers.

A l'issue de cet atelier, le Consultant fournira à CI-ENERGIES pour chaque livrable, vingt-cinq (25) copies physiques (dont deux (2) copies originales) et une version électronique sur Clé USB

sous formats MS WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF, du rapport provisoire final à transmettre à l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE).

Au terme de la séance d'examen technique du rapport par la commission interministérielle mise en place par l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), les versions finales de chaque rapport seront également transmises par le Consultant à CI-ENERGIES en cinq (5) copies physiques et une version électronique chacune sur Clé USB sous formats MS WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF.

Le modèle-type de présentation du rapport est présenté en annexe.

3.5 Délai d'exécution

Le délai d'exécution de l'étude jusqu'à la présentation du rapport provisoire est estimée à quarante-cinq (45) jours calendaires à partir de la notification du contrat. La durée calendaire entre le démarrage effectif et le dépôt du rapport provisoire final n'excèdera pas soixante (60) jours calendaires, selon ce qui suit :

- Préparation méthodologique et recherche documentaire
- Mission de terrain
- Analyse et traitement des données collectées
- Rédaction du rapport provisoire
- Atelier de restitution du rapport provisoire
- Rédaction du rapport définitif

Le consultant devra établir dans son offre et respecter le calendrier indicatif en fonction des activités suivantes :

1. Collecte des données et démarrage des travaux
2. Analyse et évaluation de l'état initial
3. Concertations / Consultations
4. Compilation des données et rédaction du rapport provisoire
5. Approbation du rapport par CI-ENERGIES
6. Soumission à l'ANDE
7. Finalisation et validation des rapports

Le délai de remise du rapport final à partir de la validation est de sept jours.

4. PROFIL DU CONSULTANT ET EXPERTISE REQUISE

4.1 Profil du Consultant

Le Consultant devra être un bureau d'étude agréé par l'ANDE, justifiant de cinq (5) années d'expérience dans la conduite d'Etudes Environnementales et Sociales et la réalisation de prestations similaires (préparation de document d'EESS et PCGES aux standards de la Banque Africaine de Développement).

4.2 Expertise requise

Les compétences minimales suivantes sont requises dans l'équipe :

- Un Expert Environnementaliste, titulaire d'un diplôme BAC+5 au minimum, justifiant des compétences dans la réalisation et la coordination d'Evaluations Environnementales et Sociales Stratégiques (EESS) de projets de développement. L'expert devra également posséder une bonne maîtrise des exigences opérationnelles et procédurales des institutions internationales en général et de la Banque Africaine de Développement en particulier en matière d'études environnementales et sociales. En outre, il devra disposer d'une connaissance des normes et réglementations environnementales en Côte d'Ivoire et y avoir mené au moins deux (02) EESS. Il devra justifier d'au moins quinze (15) années d'expérience générale et avoir des qualités de communicateur et de facilitateur ;
- Un Expert Socio-économiste, Titulaire d'un diplôme BAC + 5 en Sociologie ou en Economie, justifiant d'au moins dix (10) années d'expérience dans la conduite d'enquêtes socio-économiques, dans un contexte similaire, et avoir des qualités de communicateur et de facilitateur. L'expert devra également posséder une bonne maîtrise des standards environnementaux et sociaux des Bailleurs de fonds, notamment de la Banque Africaine de Développement en particulier en matière d'études environnementales et sociales. En outre, il devra disposer d'une connaissance des normes et réglementations environnementales en Côte d'Ivoire et y avoir mené au moins trois (03) études d'impact sur l'environnement d'importance comparable ;
- Un Expert en Biologie (Flore et Faune), Titulaire d'un Diplôme BAC+5 en Biologie ou discipline équivalente et justifiant d'au moins cinq (5) années d'expérience pertinente dans la conduite d'études sur la faune et la flore dans un contexte d'Evaluation environnementale et sociale ;
- Un Spécialiste en Energie, Titulaire d'un diplôme BAC + 5, Ingénieur en Génie électrique ou équivalent, ayant une expérience d'au moins cinq (5) ans dans la conduite d'étude similaires dans un contexte d'Evaluation environnementale et sociale.

En fonction des besoins de la mission, il pourra mobiliser des experts selon les besoins et nécessités.

5. ASSISTANCE DE CI-ENERGIES AU CONSULTANT

5.1 Assistance administrative et documentaire

CI-ENERGIES fournira au Consultant, toute la documentation existante et utile sur le projet et lui facilitera les contacts appropriés avec les services nationaux et les collectivités territoriales concernés.

5.2 Personnes à contacter

Pour la conduite de cette mission, CI-ENERGIES désigne les personnes suivantes à contacter pour toute information complémentaire :

- **KASSI Euloge**, Directeur de l'Ingénierie : Tél : 20 20 62 45 / 77 30 29 81 – Email : ekassi@cinergies.ci ;
- **OUATTARA Oumar**, Chef de Service Etudes Environnementales et Sociales : Tél : 89 59 53 04 – Email : rouattara@cinergies.ci.

6. APPROBATION DU RAPPORT

Le consultant devra se soumettre aux procédures de validation interne et externe du rapport de **CIES**.

6.1 Approbation interne

Après la transmission des rapports provisoires d'EESS et de PCGES par le Consultant telle que prévue dans son chronogramme de travail, CI-ENERGIES organisera un atelier de restitution des résultats de l'étude à une date convenable.

Les frais d'organisation de cet atelier seront pris en charge par le Consultant.

Le Consultant devra mobiliser obligatoirement ses Experts principaux attitrés (c'est-à-dire ceux identifiés dans son offre technique) pour prendre part effectivement à cet atelier de restitution.

A l'issue de l'atelier de restitution, le Consultant intégrera dans la nouvelle version de son rapport provisoire les observations et recommandations faites par les parties prenantes ainsi que par les Spécialistes de la BAD.

6.2 Approbation externe

La validation externe du rapport provisoire final de l'EESS et du PCGES est réalisée conformément à la procédure nationale en vigueur telle que prévue par la réglementation ivoirienne et conduite par le Ministère en charge de l'Environnement, à travers l'ANDE.

Le Consultant devra se soumettre à la procédure nationale de validation des rapports d'études environnementales et sociales. Il prendra notamment les dispositions nécessaires pour prendre part effectivement à l'enquête publique et à la séance d'examen technique du rapport de l'EESS et du PCGES par la commission interministérielle mise en place par l'ANDE.

7. EVALUATION DE LA MISSION DU CONSULTANT

Les prestations du Consultant feront l'objet d'une évaluation de la part de CI-ENERGIES sur la qualité et le respect des délais de réalisation des différents livrables. Cette évaluation sera prise en compte dans la délivrance au Consultant par CI-ENERGIES d'une attestation d'exécution.

8. ANNEXES

1. Résumé

Cette section résume, sans recours à des termes techniques, le rapport EESS, notamment les conditions de référence ; les solutions de rechange étudiées ; et les mesures d’atténuation/d’amélioration. Elle présente également le programme de suivi ; les consultations avec les parties prenantes ; la capacité technique et institutionnelle des cellules d’exécution du programme/politique/plan ; les mesures visant à renforcer ces capacités ; et les implications au plan des coûts.

2. Introduction

L’introduction indique le but de l’EESS, donne un aperçu du programme, de la politique ou du plan proposé ainsi que son but et ses besoins. Elle mentionne également brièvement le contenu de l’EESS et les méthodes adoptées pour mener l’évaluation.

3. Description du projet et justification

Ce chapitre décrit le programme, la politique ou le plan, sa sphère d’influence (avec une carte montrant les emplacements proposés) et son contexte géographique, écologique, social, économique et temporel ; les diverses composantes ; la capacité ; les activités de construction ; la dotation en personnel ; les conditions de travail ; la disponibilité et la source des matières premières ; les modes de production ; les produits ; le calendrier des travaux ; le régime foncier ; le système d’utilisation des terres ; les groupes touchés (directement et indirectement) ; et les investissements à l’extérieur de la zone du projet nécessaires. Une justification du programme, de la politique ou du plan proposé doit être donnée, avec des objectifs clairs, les bienfaits attendus ainsi que les bénéficiaires visés.

4. Présentation des solutions de rechange étudiées

actuelle ou la solution « ne rien faire » qui sert de référence à l’EESS. La liste des solutions Cette section identifie et décrit toutes les solutions de rechange possibles au programme, à la politique ou au plan proposé, notamment la situation de rechange possibles doit englober celles qui sont techniquement et économiquement faisables.

5. Évaluation des aspects environnementaux et sociaux

Cette section compare les solutions de rechange identifiées au programme, à la politique ou au plan proposé. La comparaison porte sur les emplacements du programme proposé, la technologie, la conception et le fonctionnement, au plan des impacts environnementaux et sociaux potentiels et de la possibilité de réduire ces impacts. Les conclusions quant au niveau potentiel de l’importance et de l’ampleur de ces impacts doivent être données dans cette section pour chaque solution de rechange identifiée. La comparaison est basée sur des critères rigoureux selon lesquels s’effectue l’évaluation d’impact. Des critères environnementaux et sociaux sont définis, pondérés, quantifiés

et évalués, lorsque cela est possible. Les critères de comparaison des solutions de rechange doivent être clairs et faciles à comprendre par les décideurs. L'utilisation d'une matrice convient pour le classement des critères. La meilleure solution de rechange est celle qui est la plus durable du point de vue environnemental et social et qui est techniquement et économiquement viable. Chaque fois que cela est possible, l'analyse des solutions de rechange doit s'enrichir des points de vue des parties prenantes, à travers des mécanismes de consultation appropriés.

6. Solutions de rechange

Sur la base des informations données dans la section précédente, les résultats de la comparaison des solutions de rechange doivent être présentés dans cette section de l'EESS. La solution retenue doit être la meilleure au plan de la durabilité environnementale et sociale, compte tenu de la viabilité technique et économique du programme, de la politique ou du plan proposé.

7. Effets résiduels attendus

Cette section identifie les impacts nets de la solution de rechange optimale à la lumière des mesures d'atténuation et d'amélioration recommandées. Il est important, à cette étape, d'évaluer les incertitudes et les besoins d'une analyse plus poussée. Certains de ces besoins peuvent être satisfaits à travers des études EESS propres à un projet donné.

8. Consultations publiques

Cette section expose le processus et la méthodologie suivis pour la consultation des principales parties prenantes. Elle indique également les lieux et les tribunes de ces consultations ainsi que le nombre de participants et les niveaux de représentation à chaque réunion. Les idées, les contributions ou les opinions exprimées par le public et d'autres parties prenantes sont présentées dans cette section ainsi que la mesure dans laquelle elles ont été prises en compte dans la conception du programme, de la politique ou du plan.

9. PCGES

Cette section identifie les mesures visant à prévenir, à réduire, à atténuer ou à compenser les impacts défavorables et à renforcer les bienfaits potentiels de la solution de rechange retenue.

Le choix des mesures appropriées est fondé sur les constatations faites précédemment concernant le type, la probabilité et l'ampleur des impacts potentiels. Par exemple, des mesures recommandées pourraient indiquer des changements à apporter au plan ou au programme optimal, des conditions sur les projets ou les activités découlant du plan ou du programme, ou des mesures d'indemnisation. Cette section évalue également les incertitudes et détermine les moyens d'obtenir des informations plus poussées sur certains facteurs. Un programme de suivi doit également être fourni pour servir de mécanisme de surveillance et de feedback sur ces mesures de gestion en vue de déterminer l'efficacité de l'EESS, et pour identifier d'autres changements que peut nécessiter l'amélioration de la solution de rechange retenue.

10. Plan de renforcement des capacités institutionnelles

Le plan de renforcement des capacités institutionnelles aborde les faiblesses identifiées au niveau de la gestion environnementale et sociale. Les initiatives qui peuvent être envisagées sont, entre autres, la formation du personnel en place, le recrutement de nouveaux employés, la réorganisation des cellules ou des agences et la redéfinition des rôles et des responsabilités pour le renforcement de la gestion environnementale et sociale.

11. Conclusion

La conclusion confirme l'acceptabilité au plan environnement et social du programme, de la politique ou du plan, compte tenu des impacts et des mesures d'atténuation/renforcement identifiées au cours de l'évaluation. Elle mentionne également toutes les autres conditions ou les besoins à satisfaire au-delà du site du programme pour le succès de la mise en œuvre du programme, de la politique ou du plan.

12. Annexes

- Liste des professionnels et des organisations ayant contribué à la préparation du rapport EESS.
- Liste des documents consultés, notamment les rapports liés au programme.
- Données de référence mentionnées dans le rapport.
- Registre des réunions de consultation avec les parties prenantes principales et les parties prenantes secondaires.

1. Résumé

Cette section donne un aperçu du PCGES et du but de l'EESS.

2. Introduction

Cette section détermine le champ de l'évaluation (c'est-à-dire les questions environnementales et sociales à traiter), le niveau de l'effort et les tâches à exécuter pour mener l'EESS et le PCGES. Elle indique également le bien-fondé de la préparation d'un PCGES en tant qu'instrument de gestion des questions liées aux sauvegardes environnementales et sociales.

3. Description du projet

Cette section identifie les composantes essentielles du programme, de la politique ou du plan. Elle présente les principaux objectifs du programme, de la politique ou du plan en identifiant l'évolution économique, sociale ou culturelle anticipée ainsi que les réalisations directes et indirectes attendues. L'emplacement et les bénéficiaires visés des sous-projets sont également décrits dans cette section.

4. Informations environnementales et sociales de référence aux niveaux national et régional

Cette section décrit l'environnement existant, soit les conditions biophysiques et socioéconomiques associées au programme, à la politique ou au plan aux niveaux national et régional à l'aide des informations disponibles, notamment l'EESS, les études techniques et d'autres analyses EES disponibles. Elle présente également les principales parties prenantes par rapport aux questions identifiées.

5. Procédures pour évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels et les risques des sous-projets

Le CGES présente les procédures qui ont été utilisées pour évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels du programme, de la politique ou du plan en comparant les activités visées avec les ressources environnementales et socioculturelles accessibles. Les procédures qui peuvent servir englobent l'information concernant les ressources sociales, culturelles et côtières, etc. tirée de documents sur ces questions et des conditions de référence existantes, des visites aux sites de sous-projets et des consultations avec les parties prenantes concernées. Cette section présente également les impacts environnementaux et sociaux positifs et négatifs potentiels qui peuvent se produire selon l'analyse menée à l'aide des procédures décrites. Elle donne également le degré d'importance des impacts.

6. Mesures pour élaborer des PGES appropriés pour les sous-projets

Cette section présente les mesures à utiliser pour mettre au point des PGES appropriés en vue de garantir la mise en œuvre du CGES au niveau des sous-projets. Ces mesures doivent être

pertinentes et prendre en considération le degré d'importance des impacts potentiels décrits dans la section précédente.

7. Arrangements pour le suivi et la supervision des sous-projets

Cette partie du CGES présente les programmes de suivi qui serviront à évaluer les mesures d'atténuation appliquées au niveau des sous-projets du programme, de la politique ou du plan. Les programmes de suivi englobent :

- Une évaluation de la validité des prévisions d'impact et des conclusions de l'évaluation stratégique ;
- La confirmation ou non que les mesures proposées pour atténuer les effets défavorables et optimiser les bienfaits ont été appliquées ;
- Une évaluation de l'efficacité des mesures d'atténuation/optimisation ;
- Dans quelle mesure le but des PPP a-t-il été atteint et dans quelle mesure cette réalisation résulte-t-il du programme, de la politique ou du plan ?
- La réalisation est-elle durable ?
- Les réalisations bénéficient-elles aux groupes les plus pauvres et les plus marginalisés de la société ?
- L'identification d'autres changements nécessaires pour améliorer les bienfaits environnementaux/sociaux du programme, de la politique ou du plan ;
- L'identification d'autres EES stratégiques ou spécifiques à un projet donné que peut nécessiter le programme, la politique ou le plan ; et
- Les enseignements tirés de l'EES et du CGES.

Le programme de suivi définit clairement les rôles et les responsabilités en ce qui concerne la coordination du système de suivi, les méthodes et les indicateurs, les procédures à appliquer pour les ajustements de la politique à intervalles réguliers et pour les communications externes et le renforcement des capacités.

8. Dispositions pour la communication de l'information

Cette section indique clairement les dispositions relatives à la communication de l'information sur les progrès de la mise en œuvre du CGES, notamment la responsabilité, les modes de communication, les motifs de la communication de l'information, la fréquence de la communication des résultats ainsi que le protocole à suivre en matière de communication.

9. Aperçu des mesures d'atténuation et de renforcement proposées

Cette section du CGES présente les mesures spécifiques qui seront proposées pour atténuer/réduire et modérer les principaux impacts défavorables. S'agissant des impacts mineurs et négligeables, lorsque les activités du projet ne devraient pas entraîner un impact sensible, il faut recommander des mesures de pratique modèle et d'atténuation. Le cas échéant, des mesures visant à renforcer et à compléter la performance environnementale et sociale des sous-projets peuvent être présentées. Les options d'atténuation englobent la modification du projet, la fourniture de solution de rechange, le calendrier du projet, la lutte contre la pollution, l'indemnisation et l'aide à la relocalisation.

10. Exigences relatives à la formation et au renforcement des capacités pour permettre la mise en œuvre du CGES

Le succès de la mise en œuvre du CGES dépend entre autres de l'engagement de la cellule d'exécution et des institutions connexes, de la capacité dont elles disposent et des arrangements appropriés et fonctionnels. Les exigences en matière de formation et de renforcement des capacités visent à garantir une gestion environnementale/sociale adéquate une fois le programme, la politique ou le plan mis en œuvre. Le plan de renforcement des capacités institutionnelles doit être fondé sur les déficits de compétences en gestion environnementale et sociale identifiés au niveau national, régional ou local au cours du cadrage, et sur les besoins futurs de renforcement de la gestion environnementale et sociale.

11. Conclusion

La conclusion résume les principaux impacts environnementaux et sociaux attendus et les mesures d'atténuation et d'amélioration qui feront en sorte que le programme, la politique ou le plan réponde aux exigences de garantie de la Banque. Elle mentionne également les conditions ou modalités de prêt au point de vue environnemental et/ou social qui font partie des accords de prêt.

12. Annexes

- Liste des documents consultés, notamment les rapports liés au programme.
- Liste des personnes à contacter.

